

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

E 1995 / 15

Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15809 - 7 F

JEUDI 23 NOVEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'accord sur la Bosnie donne une chance à la paix

- Forts de leur succès, les Etats-Unis doivent, sous l'égide de l'OTAN, engager 20 000 hommes au sol
- La Bosnie reste un Etat unitaire avec Sarajevo pour capitale, mais elle comprend deux entités, croato-musulmane et serbe
- Les sanctions contre la Serbie et l'embargo sur les armes imposé à la Bosnie seront progressivement levés

Paix amère

TOUTE PAIX est oubliée. Par nécessité. Parce qu'elle se négocie entre adversaires - ennemis d'hier, partenaires de demain. Parce qu'on ne peut vivre dans le ressentiment. Parce qu'on ne peut construire l'avenir en ressassant les haines et les crimes.

Si l'accord de Dayton débouche sur une paix réelle, le soulagement effacera donc lentement notre honte. Honte d'avoir laissé commettre l'irréparable, un demi-siècle après la Shoah. Honte de n'avoir pu, ou su, empêcher le retour du crime contre l'humanité en Europe. La morale doit-elle en souffrir, on ne peut que le souhaiter, à la manière, tardive et courageuse, d'Alia Iztbegovic, la présidente bosniaque : une paix pas tout à fait juste reste plus juste que la continuation de la guerre. Sarajevo ne vivra pas un cinquième hiver d'enfer, de morts et de privations. L'arrêt des combats, c'est le retour à l'ordinaire de la vie quotidienne, de ses liens et de ses dialogues. C'est l'espoir de la renaissance d'un espace public, où le fracas des armes n'étouffera plus les oppositions démocratiques.

Tel est le pari de Dayton. Un pari dont le succès dépend de tant de conditions qu'il faudra sans cesse rester vigilant. Et, justement, ne rien oublier tant que la paix ne sera pas vraiment tangible. Car s'il est des paix qui, arrivant à temps, évitent le pire, celle-ci vient après qu'il a été commis, quatre ans durant. Quatre millions et demi de citoyens de l'ex-Yugoslavie ont dû abandonner leurs foyers. Un million d'entre eux sont aujourd'hui exilés à l'étranger tandis que 3,5 autres millions de personnes ont été déplacées.

J.-M. C.

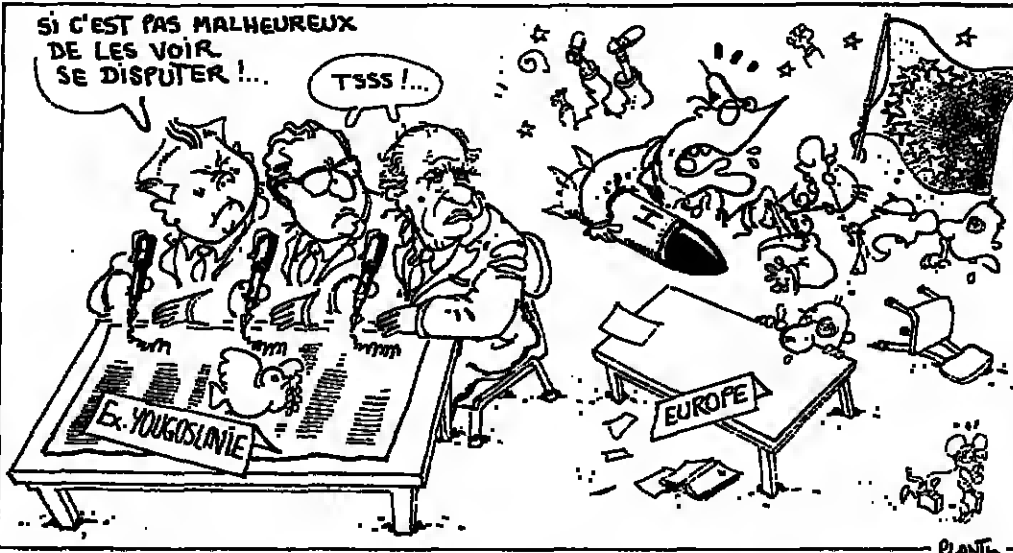
Lire la suite page 16

PREMIÈRE conséquence de l'accord de paix sur l'ex-Yugoslavie paré à la veille aux Etats-Unis, à Dayton (Ohio), l'Organisation des Nations unies devait engager l'examen, mercredi 22 novembre, à la fois de la suspension des sanctions contre la République de Serbie et de la levée progressive de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie.

Conclu, à l'arraché, par la diplomatie américaine, l'accord maintient l'unité de l'Etat bosniaque dans ses frontières, avec pour capitale Sarajevo réunifiée. Mais la Bosnie comprend deux entités, l'une croato-musulmane (51 % du territoire), l'autre serbe.

Dès cette semaine également, commenceront les préparatifs du déploiement d'une force de paix internationale qui, placée sous le commandement de l'OTAN, comprendra 60 000 hommes, dont 20 000 Américains.

Déjà dénoncé par les Serbes de Bosnie, l'accord a été salué dans toutes les capitales occidentales et



accueilli avec réserve à Moscou. Sa mise en œuvre doit faire l'objet d'une conférence à Londres les 8 et 9 décembre, avant que le document ne soit signé à Paris une semaine plus tard.

- L'accord. Craintes à Sarajevo. Doutes à Belgrade. Rejet à Pale
- Le récit de la négociation. La bataille au Congrès américain
- Il était une fois la Yougoslavie
- Le « nettoyage ethnique » et les villes martyres
- La communauté internationale face à une guerre interminable
- Editorial : La paix venue de Washington

p. 2
p. 3
p. 13
p. 14
p. 15
p. 16

« Personne, à Sarajevo, ne va boire le champagne »

SARAJEVO

de notre correspondant

Le président américain venait à peine d'achever son discours, retransmis par la télévision bosniaque, quand les premières rafales de kalachnikov ont retenti sur les lignes de front, autour de Sarajevo. Tirs de Jole des soldats qui espèrent quitter bientôt les tranchées. La capitale bosniaque est déjà couverte de neige et les hommes acceptent de plus en plus mal de devoir monter la garde sur le front alors que le cessez-le-feu est respecté depuis cinq semaines. En ville, les habitants n'ont pu écouter l'intégralité du discours de Bill Clinton car l'électricité a été à nouveau coupée.

Dans les cafés, les conversations s'animent. Sourire aux lèvres, des jeunes Sarajévins osent enfin espérer l'arrivée de jours meilleurs. Des hommes se disputent : ils ne sont pas d'accord sur les quartiers que l'armée serbe devra restituer aux Bosniaques. « L'essentiel, c'est de récupérer l'aéroport et l'ilidza (nœud de communications à l'ouest de la ville) », dit l'un. « Toi, tu t'en fous, évidemment. Moi, je suis de Grbavica (quartier qui demeure sous contrôle serbe). Je ne reverrai jamais mon appartement, qui n'est

pas à 300 mètres d'ici », rétorque l'autre. Le sentiment général est cependant un immense soulagement. « Il faut que cette guerre s'arrête ! C'est tout ! », lance une femme.

Personne ne célèbre pourtant un accord de paix qui entérine la division du pays. Les Bosniaques sont amers, car ils ont l'impression d'avoir perdu la guerre. « Cet accord ne signifie pas la paix », certifie Mehmed. Nous allons simplement connaître une trêve prolongée, jusqu'aux élections américaines. Ensuite, les combats reprendront. » « L'unique solution serait une Bosnie réellement unitaire, poursuit-il. Et l'envoi de Milosevic devant le tribunal de La Haye... » Les Sarajévins évoquent avec tristesse la poignée de main entre leur président, Alija Iztbegovic, et le président serbe Slobodan Milosevic lors de l'ouverture des négociations de Dayton. « Les Américains nous ont forcés à pactiser avec le diable. Milosevic est le premier responsable de la guerre et des crimes commis par l'armée serbe. »

Au café Lissac, les clients sourient. Sur l'écran d'une télévision américaine, on présente une salle de café où des Bosniaques fêtent le plan de paix en ouvrant des bouteilles de champagne. « C'est le bar de l'Hôtel Bosnia. Regardez,

il n'y a que le serveur qui soit bosniaque. Les autres sont journalistes ou diplomates, remarque un homme. Personne, à Sarajevo, ne va boire le champagne ce soir. » L'électricité vient d'être rétablie, les rues s'illuminent. « Voilà la seule raison d'ouvrir une bouteille : l'électricité », estime une jeune fille.

« Tout de même, lorsque Clinton a annoncé solennellement la fin de la guerre, j'ai eu un frisson », reconnaît Srdan. Les Sarajévins ne sont pas heureux, ils sont soulagés. Ils songent à leurs morts. Près de 12 000 personnes ont été fauchées par des éclats d'obus ou des balles de snipers. Les Sarajévins espèrent ne plus mourir sous le feu de l'artillerie serbe et ne plus voir leurs fils partir à la guerre. Mais ils sont sceptiques.

Au fil des cessez-le-feu et des échecs diplomatiques, ils ont appris la méfiance. « Si 20 000 soldats américains viennent en Bosnie, alors nous sommes sauvés, pense Emir. Les Serbes ne s'attaqueront pas à eux, et, dans un an, notre armée sera suffisamment forte pour nous protéger d'une éventuelle agression. »

Rémy Ourdan

Lire pages 8 et 9

Quatrième essai nucléaire français

La France a procédé, mardi 21 novembre à Mururoa, en Polynésie, au quatrième des essais nucléaires décidés par le président Chirac. Plusieurs pays du Pacifique ont vigoureusement protesté. La simulation des futurs essais coûtera plus cher que prévu. Un rapport parlementaire estime à 16 milliards de francs le programme destiné à mettre au point cette simulation. p. 6

La bataille de la sécurité sociale

Récit : comment le « général » Blandel a perdu la bataille de la Sécurité. p. 9

Liquidation des actifs du Crédit lyonnais

Le Consortium de réalisation chargé de liquider les actifs du Lyonnais a décidé d'accélérer la vente du studio californien Metro Goldwyn Mayer. Il veut aussi faire cesser l'hémorragie financière de certaines entreprises en difficulté détenues par la banque. p. 18

Le réchauffement de la planète

De plus en plus probable, le réchauffement de la planète au cours du XXI^e siècle provoquerait un dédoublement des moustiques dans les zones tempérées, ce qui modifierait la géographie du paludisme. p. 22

International	2	Amorces classées	24
France	8	Agenda	27
Société	11	Abonnements	27
Carnet	12	Météorologie	27
Horizons	13	Mots croisés	27
Entreprises	16	Culture	28
Finances/marchés	20	Communication	32
Aujourd'hui	22	Radio-télévision	33

Ce numéro comporte un encart « FRANCE-Rail » folioté de 1 à XVI.

Un polar du ghetto



SPIKE LEE

CINÉASTE à la fois tendre et agressif, peintre sans concession des problèmes raciaux, des gangs, de la drogue et de la violence urbaine, Spike Lee, trente-huit ans, signe avec *Clockers* un film dans la tradition des « polars du ghetto ». Une œuvre qui rompt avec l'image habituelle du genre.

Lire pages 28 à 30
les articles sur le cinéma
et notre analyse page 16

Allemagne, 3 DM ; Angleterre-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,50 CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grèce-Bulgarie, 1 L ; Israël, 360 DR ; Italie, 1 400 L ; Japon, 2 700 Y ; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 9 Dir ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal COM, 200 PTE ; Roumanie, 9 F ; Sénégal, 100 F CFA ; Suède, 75 FB ; Suisse, 2,50 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 1123 - 7 00 F

Le PS face au défi de la monnaie unique

L'EUROPE va-t-elle perturber la rénovation du projet du Parti socialiste, amorcée par Lionel Jospin dès son élection, le 14 octobre ? La construction européenne ne risque-t-elle pas de faire renaitre, au sein d'un parti pacifié et rassemblé, le clivage entre partisans et adversaires du traité de Maastricht, au moment même où le PS, pas plus que les autres partis pro-maastrichtiens, n'est à l'abri de la montée d'un certain euroscepticisme ? L'ancien candidat à l'élection présidentielle, qui veut se donner le temps d'approfondir les analyses du PS tout en montrant qu'il est d'ores et déjà prêt à toute éventualité, pourrait se trouver dans l'obligation d'abandonner, plus rapidement que prévu, ses cartes européennes, pour ne pas se retrouver dans l'embarras dans lequel le plan d'Alain Juppé sur la protection sociale a placé plusieurs responsables socialistes. La relance en Europe du débat sur la monnaie unique peut obliger le PS à accélérer la cadence alors qu'il s'est donné tout le premier trimestre 1996 pour réfléchir sur la mondialisation, la France et l'Europe. Une période qui, dans l'esprit de M. Jospin, doit aussi per-

mettre de définir une nouvelle politique économique, « réaliste » mais de gauche, qui se démarque de celle des derniers gouvernements socialistes et s'oppose à celle de MM. Chirac et Juppé.

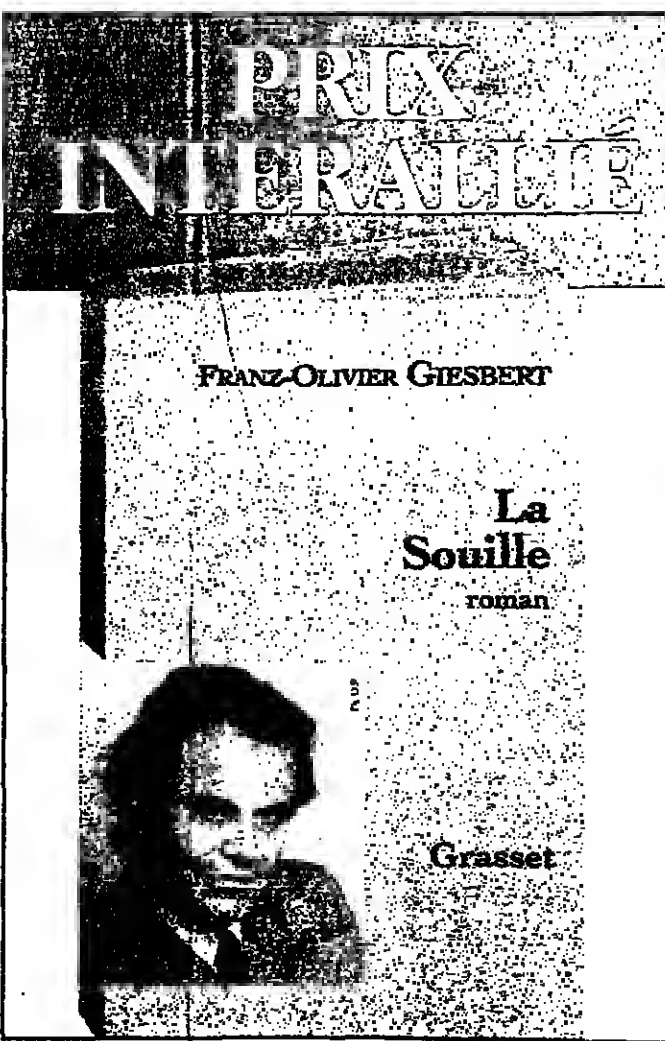
La troisième étape de l'union monétaire se pose en effet dans des conditions bien différentes de celles de Maastricht en 1992. L'Union européenne est passée de douze à quinze membres et s'élargira peut-être encore d'ici à 1998. Peu de pays peuvent en l'état satisfaire aux critères de convergence définis par le traité pour la monnaie unique.

En Allemagne se développe une fronde autour de la monnaie unique : la Bundesbank se prononce pour l'application la plus sévère et la plus vertueuse possible des critères, le ministre des finances en rajoute sur la vertu et les cinq « sages » qui conseillent le gouvernement jouent la carte d'un report, au-delà de 1999, de la monnaie unique.

Plus préoccupante encore pour le PS est la position du SPD allemand.

Michel Noblecourt

Lire la suite page 16



les toutes pour les de cent à icité d'im- Les em- et plus x des so- et dans lemagne, nnes en- s'inspres- ent pour t destiné , pas aux créateurs

hfeld

37

ricains et res de la s ont dé- l tendant que off- es pres- ra l'un re prési- Robert é au Sé- me que ment de isemble, nent qui est une i liberté, acum de x.

LINE

uverme- hirac de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus ci oe apure- icts fi- la mo- que, la 'aide à ités et

EX-YOUGOSLAVIE Les présidents de Serbie, Slobodan Milosevic, de Bosnie, Alija Izetbegovic, et de Croatie, Franjo Tudjman, sont parvenus, mardi 21 novembre, à un

accord sur le règlement des conflits dans l'ex-Yugoslavie, qu'ils ont paraphé sur la base militaire de Dayton (Ohio). ● L'ACCORD maintient l'unité de l'Etat bosniaque dans ses

frontières internationalement reconnues, avec pour capitale Sarajevo réunifiée. Cet Etat comportera deux entités, l'une croato-musulmane, l'autre serbe. Une force multi-

nationale se déploiera le long des lignes de démarcation entre ces deux entités et veillera au retrait des forces combattantes de part et d'autre. ● LA LEVÉE des embargos -

économique sur la Serbie, et sur les armes pour toutes les Républiques - sera mise en œuvre progressivement. (Lire aussi pages 13 à 15 et notre éditorial page 16.)

Le compromis de Dayton sur la Bosnie n'est qu'une étape vers la paix

L'avenir de l'accord conclu aux Etats-Unis dépendra de la bonne volonté des protagonistes et de l'acceptation par le Congrès de l'envoi de 20 000 soldats américains dans l'ex-Yugoslavie

SARAJEVO

de notre correspondant
Lorsqu'il certifie que « seule la paix est victorieuse », le président serbe fait preuve d'une rare modestie. Car, si la « Grande Serbie » a perdu du terrain au cours des derniers mois - en Bosnie, comme en Croatie -, les rêves nationalistes de Slobodan Milosevic n'ont été partiellement consacrés à Dayton. La Bosnie-Herzégovine, Etat reconnu par l'ONU en 1992, sera divisée en deux entités, dont une « République serbe » qui couvrira 49 % du territoire. M. Milosevic a dû, naturellement, accepter d'énormes concessions, notamment sur les institutions du futur Etat bosniaque. Mais il peut se satisfaire d'un accord de paix qui entérine la division de fait du pays et qui fait de lui l'unique représentant de tous les Serbes d'ex-Yugoslavie.

En tout état de cause, l'accord comporte de larges zones d'ombre. Le point crucial concernant le retour des réfugiés dans leur foyer est considéré, ici, avec scepticisme. La haine et la peur se marient mal avec la paix, quelle que soit la sincérité des signataires. Un Bosniaque musulman ou croate n'ira pas vivre en République serbe, ni musulmans et Croates ont été massacrés, pourchassés et ont leurs maisons ont été détruites à l'explosif. Il paraît, en outre, difficilement imaginable que les séparatistes serbes acceptent de se plier aux règles d'une Constitution qui ressemble fort à celle de la Bosnie actuelle. En 1992, les Serbes étaient déjà représentés au sein d'une présidence, d'un Parlement et d'une Cour constitutionnelle, dans un pays à majorité musulmane (44 % de musulmans, 31 % de Serbes, et 17 % de Croates). Ils ont déclenché la guerre et choisi le séparatisme afin, justement, de ne plus dépendre de ce pouvoir central qu'ils ne contrôlaient pas.

L'accord de Dayton prévoit que l'Etat de Bosnie-Herzégovine aura la responsabilité de la politique étrangère, du commerce extérieur, de la politique monétaire, de la citoyenneté... Il est impensable que les Serbes de Pale viennent à Sarajevo se procurer des passeports, des plaques d'immatriculation, des fiches d'état civil. Il est également peu vraisemblable qu'ils accordent au pouvoir central le droit de choisir les pays étrangers avec lesquels ils s'allieront et feront des affaires. Actuellement, les séparatistes serbes dépendent administrativement de Belgrade, comme les séparatistes croates sont liés à Zagreb. Ces derniers possèdent des passeports de la République de

Croatie, sont payés en kunas (monnaie croate) et ont même envoyé des députés siéger au Parlement croate. De facto, c'est aujourd'hui en trois entités que la Bosnie-Herzégovine est divisée.

Du point de vue du partage territorial, les Bosniaques n'ont aussi perdu la bataille. La ville de Sarajevo, malgré les engagements de Bill Clinton, ne sera pas totalement réunifiée, même si des quartiers stratégiques reviendront dans le giron gouvernemental. L'abandon par les Serbes de la ville de Vogosca, au nord, et surtout du faubourg d'Ildiza, à l'ouest, permettra à la capitale bosniaque d'être enfin ouverte sur le monde, après trois années et demie de siège, mais la fin du blocus était le minimum que pouvaient espérer les Sarajéviens.

La ville de Sarajevo, malgré les engagements du président américain, ne sera pas totalement réunifiée

Les Bosniaques s'assurèrent le contrôle de l'aéroport, dont l'armée serbe avait remis les clés aux « casques bleus » au printemps 1992. La « République serbe » comprendra, à Sarajevo, le quartier de Grbavica, bauteinent symbolique puisqu'il va presque jusqu'au centre-ville. Grbavica est séparé de Sarajevo par un pont

auquel les Serbes ont depuis longtemps donné des milliers de ponts, afin de bien marquer la division de la ville. Les Serbes conservent en outre le front sud du mont Trebevic, le camp militaire de Lukavica, d'où ils ont bombardé la ville depuis quatre ans.

Où le reste du pays, le plan de paix se contente d'entériner la situation actuelle. Seul le statut de la ville de Brcko, située au milieu du corridor de Posavina (nord), a été renvoyé à des discussions ultérieures. Vital pour les Serbes, puisqu'il relie la ville de Banja Luka à la Bosnie orientale et à la Serbie, le corridor de Posavina a été le théâtre de violents combats tout au long de la guerre.

Dans le discours qu'il a prononcé à Dayton, Alija Izetbegovic a précisé que le plan ne représentait « peut-être pas une paix juste ». Les Bosniaques ont le sentiment que leur président n'a pas eu le choix, et qu'il a dû céder à contre-cœur devant les pressions américaines. Dès sa première interview, accordée par téléphone à la télévision bosniaque, il a insisté sur les autres points de l'accord de Dayton : l'arrivée des soldats américains en Bosnie, l'octroi d'une aide financière importante et la levée de l'embargo sur les armes.

M. Izetbegovic paraissait presque s'excuser d'avoir signé le plan de paix, insistant sur la catastrophe qu'aurait été la perte du soutien américain. Les Bosniaques considèrent d'ailleurs que, outre l'arrêt des combats, l'accord de Dayton n'est positif que sur ces points précis. Ils vont obtenir des millions de dollars d'aide à la reconstruction, et l'armée bosniaque sera entraînée et équipée afin de résister à de futures agressions. Ils

s'interrogent cependant : les Etats-Unis oeuvreront-ils véritablement pour un retour des séparatistes dans une Bosnie-Herzégovine unifiée ?

En fait, le plan paraît tellement peu réalisable que chacun, en Bosnie, est sceptique. Les trois présidents ont signé un texte en contradiction totale avec les aspirations des combattants de leur camp respectif. En Herzégovine occidentale à majorité croate, des portraits du président Franjo Tudjman ont été déchirés lorsque le projet de restitution de certains territoires a été connu. Slobodan Milosevic risque

En 1994, cette extrême droite ainsi que l'Eglise orthodoxe avaient soutenu le rejet par les Serbes de Bosnie d'un précédent plan de paix, accepté par M. Milosevic. Dès la signature de l'accord de Dayton, les séparatistes de Pale ont indiqué qu'ils rejettent le plan, par la voix du « président » de leur « Parlement », Momcilo Krajisnik, membre de la délégation serbe aux Etats-Unis. Il conteste notamment le découpage territorial du pays et la présence de soldats de l'OTAN sur le sol serbe. Début septembre, alors qu'ils étaient soumis aux raids aériens

taire, tentent de faire échouer le processus de paix. Les Américains ont clairement indiqué que les deux hommes, accusés d'être des criminels de guerre par le tribunal pénal international de La Haye, devraient quitter leurs fonctions dans un avenir proche. Le général Mladic n'obtiendra peut-être une promotion discrète au sein de l'état-major de l'armée de Serbie, car il est demeuré un bon soldat obéissant. Mais, pour Radovan Karadzic, qui s'oppose à Slobodan Milosevic depuis près de deux ans, l'entrée en vigueur du plan de paix signifie une mort politique certaine.

Les Bosniaques vont observer attentivement la manière dont M. Milosevic va essayer d'écarter M. Karadzic de son trône de Pale. Ils espèrent que les pressions américaines destinées à appliquer le plan de paix seront à la hauteur des pressions exercées afin qu'il soit accepté.

Qu'il arrive, ils garderont de la signature de Dayton l'impression qu'après quatre années de lâchetés, la communauté internationale a définitivement renoncé à condamner les « instigateurs » de la politique de « purification ethnique » pratiquée en Bosnie-Herzégovine, Slobodan Milosevic et, dans une moindre mesure, Franjo Tudjman. Les Bosniaques se demandent sérieusement si le « cadeau » américain n'est pas empoisonné. Ils craignent que le « jour historique » ne se transforme, au fil des années, en une date cauchemardesque où la Bosnie-Herzégovine aurait signé l'acte de naissance d'un ghetto pour les seuls musulmans, enclavés entre Serbie et Croatie.

Rémy Ourdan

Les principaux points et les dispositions militaires

Voici les principaux points de l'accord de paix sur la Bosnie conclu, mardi 21 novembre, à Dayton, à l'issue de trois semaines de négociations. Il comprend un document principal, 11 annexes et 102 cartes.

● Le territoire de la Bosnie sera partagé entre une fédération croato-musulmane (51 %) et les Serbes de Bosnie (49 %), réunis au sein de l'Etat de Bosnie-Herzégovine, confirmé dans ses frontières et régi par une Constitution fédérale.
● Sarajevo sera la capitale réunifiée de la Bosnie-Herzégovine, avec la levée de tous les obstacles mis en place aux portes de la ville.

● La Bosnie aura, entre autres, une banque centrale et une monnaie unique, une Cour constitutionnelle et une présidence.

● Le Parlement comprendra deux Chambres, qui seront élues en 1996.

● Aucun criminel de guerre ne sera autorisé à exercer une charge publique.

● Les réfugiés déplacés et les réfugiés pourront retourner chez eux et se déplacer librement.

● Un corridor reliera l'enclave musulmane de Gornje, dans l'est de la Bosnie, au reste de la fédération croato-musulmane.

● Le corridor de Posavina, dans

le Nord-Est, qui relie les territoires sous contrôle serbe dans l'est et l'ouest de la Bosnie, sera large de 5 km. Le statut futur de Brcko, principale ville du corridor, doit faire l'objet d'un arbitrage international.

Principales dispositions du volet militaire :

● Une force de maintien de la paix (IFOR, Implementation Force), placée sous le commandement de l'OTAN et dirigée par un général américain, sera déployée en Bosnie-Herzégovine pour remplacer la Force de protection des Nations unies (FORPRU).
● L'IFOR veillera au respect du cessez-le-feu et à la séparation

des forces. Elle sera en mesure de se défendre de façon vigoureuse en toutes circonstances.

● Toutes les forces non bosniaques (croates et serbes) se retireront de Bosnie-Herzégovine dans un délai de trente jours.

● Les parties devront avoir achevé dans les trente jours le retrait de leurs forces derrière les lignes acceptées lors du cessez-le-feu. Des zones démilitarisées, d'une largeur de 2 km environ, seront établies de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu.

● L'IFOR disposera d'une liberté de mouvement totale à travers tout le territoire de Bosnie-Herzégovine.

● Les parties devront retirer leurs armes lourdes et consigner leurs troupes dans des casernes dans un délai de quatre mois.
● Tous les prisonniers de guerre, civils et militaires, devront être libérés sans délai.
● Les parties n'importeront pas d'armes pendant 90 jours et n'importeront pas d'armes lourdes, dont des avions et des hélicoptères, pendant 180 jours.
● Un mécanisme de contrôle des armes imposera, dans un délai de six mois, un nombre limité de chars, d'avions de combat, d'hélicoptères et de véhicules de combat blindés pour la « Nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Monténégro), la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Des limites imposées entraineront en vigueur si les parties n'arrivent pas à un accord. - (APR)

A Belgrade, sentiment d'appréhension et hommages officiels à Slobodan Milosevic, l'« homme de la paix »

BELGRADE

de notre envoyé spécial
Salué par un commentateur officiel comme « un grand jour pour la Serbie et une victoire éclatante pour le président Slobodan Milosevic, qui est apparu comme l'homme de la paix », l'accord de Dayton a été retransmis, mardi soir 21 novembre, en direct à Belgrade, par toutes les chaînes de télévision. « Les citoyens de Yougoslavie peuvent se réjouir, car après de longues négociations, le résultat est proportionnel à l'effort entrepris », a pour sa part, expliqué M. Milosevic dans un discours enregistré aux Etats-Unis. La guerre est finie, et la délimitation des frontières signifie qu'il n'y aura plus d'actions militaires pour tenter de les changer. Tous les camps ont fait de sévères concessions, et la suspension des sanctions qui est en cours permettra notre développement économique et culturel. Le gouvernement, lui, a salué la fin du conflit, en annonçant qu'il se réunissait pour « examiner les aspects économiques et diplomatiques de l'accord ».

L'une des principales figures de l'opposition s'est mise au diapason : président du Mouvement du renouveau serbe (centre-droit), Vuk Draskovic s'est présenté comme un « inconditionnel de la paix », se réjouissant que « parvenu à Belgrade, nous fêtions cette journée ».

CHAMPAGNE

Il est allé jusqu'à ouvrir sa conférence de presse en faisant sauter le bouchon d'une bouteille de champagne et en expliquant qu'il « célébrait la fin d'une guerre insensée et sauvage qui a condamné les peuples de la région à de grandes souffrances ». M. Draskovic a aussi espéré que l'accord de Dayton mettrait « un point final à la destruction et à l'exode de populations, et que la Serbie pourra résoudre ses problèmes en route vers l'Europe, la seule voie d'avenir pour elle ».

Aucune démonstration n'est venue, dans la soirée, saluer la conclusion des pourparlers de Dayton. Dans la rue piétonne du centre-ville de Belgrade, l'agita-

tion n'avait rien d'exceptionnel, à l'exception de quelques équipes de télévisions et de radios - yougoslaves et étrangères - recueillant les premières réactions. Celles-ci allaient d'un franc « C'est super » à un incrédule « Non, ce n'est pas possible », en passant par des sceptiques « A quelles condi-

tions ? », « Les gens sont surtout saoulés parce qu'ils craignent, après les rebondissements de la veille, qu'un échec soit finalement possible. Pour le reste, ils disent surtout attendre la suite des événements », résumait un journaliste. Un sentiment partagé par des leaders de l'opposition, comme le

président du Parti démocrate, Vojislav Kostunica, qui assurait qu'il « reste à savoir comment va se construire cette paix dans la réalité quotidienne ». Le dirigeant nationaliste Vojislav Seselj a, lui, bien évidemment condamné « la plus grande trahison de l'histoire de la nation serbe ».

« AMBIGUITÉS »

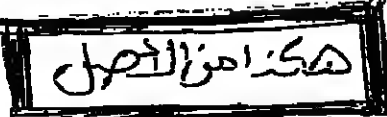
Les principaux titres de la presse de Belgrade de mercredi ont unanimement salué « la paix », dont le mot barre notamment la « une » de Novosti. Le quotidien officiel Politika ainsi que l'indépendant Nasa Borba ont tous deux annoncé « la fin de la guerre et des sanctions ». Avec, en exergue pour Politika, la photo d'un Slobodan Milosevic souriant. Certains observateurs étrangers, s'ils se sont autant réjoui des résultats de Dayton, ont pour leur part souligné la difficulté des « crises qui se règlent sans qu'il n'y ait ni vainqueurs ni vaincus » et le fait que « subsistent énormément d'ambiguïtés dans un accord dont la construction res-

semble à celle d'une gigantesque usine à gaz ».

Certains Belgradois n'hésitent pas, eux aussi, à manifester une appréhension, s'agissant notamment de la réaction des Serbes de Bosnie. Ainsi, Bratislav Grubacic, le rédacteur en chef de la lettre d'information VIP Daily News Report, souligne-t-il que les Serbes de Bosnie « perdent beaucoup de territoires, entrecoupés de corridors ». De plus, « leurs dirigeants, Radovan Karadzic et le général Mladic, sont accusés de crimes de guerre et, en conséquence, naturellement exclus, du cadre de l'accord, de toutes fonctions publiques. Mais nul ne sait ce que va donner la bataille politique qui va s'ouvrir chez eux, et les dirigeants actuels peuvent compliquer la situation pour tenter de se maintenir au pouvoir ».

« Lorsqu'on tourne une page, aussi triste soit-elle, c'est toujours avec une certaine inquiétude », pouvait résumer un habitant de la capitale serbe.

Denis Hautin-Guiraut



150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

INTERNATIONAL - L'ACCORD DE DAYTON

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 3

E 1995 / 15



Un accord obtenu à l'arraché par l'administration américaine

Bill Clinton appelle la communauté internationale à « créer les conditions d'une paix durable »

WASHINGTON

de notre correspondant
L'obstination de l'administration américaine, au bout du compte, aura été payante. L'accord global de paix pour l'ex-Yugoslavie, paraphé mardi 21 novembre à Dayton, après vingt et un jours d'intenses négociations, par les présidents serbe, Slobodan Milosevic, croate, Franjo Tudjman, et musulman, Alija Izetbegovic, met fin, officiellement, au pire conflit que l'Europe ait connu depuis la fin de la seconde guerre mondiale, à immédiatement souligné le président Bill Clinton dans une intervention télévisée depuis la Maison Blanche.

Après trois ans et demi de combats et « des atrocités qui ont épouvanté le monde entier », a rappelé le président américain, les habitants de Bosnie ont enfin la possibilité de tourner le dos aux horreurs de la guerre et d'envisager les promesses de la paix. Les présidents de Serbie, Croatie et Bosnie ont effectué un choix « historique et héroïque », a souligné M. Clinton.

Jusqu'à la dernière minute, le sort final du processus de Dayton aura été incertain, en raison d'ultimes objections à propos du partage territorial. Il aura fallu une autre nuit d'efforts au secrétaire d'Etat, Warren Christopher, à son adjoint pour les affaires européennes et canadiennes, Richard Holbrooke, et aux négociateurs européens, pour vaincre les dernières réticences et trouver une formule provisoire sur une question imparfaitement résolue, celle du « couloir de Posavina », qui relie les zones serbes dans le nord-est de la Bosnie.

L'accord, qui se présente sous la forme d'un document de 150 pages, 11 annexes et 102 cartes, sera entériné par une conférence de paix qui se tiendra à Paris, à la mi-décembre. Le lieu de cette signature officielle a fait l'objet d'un débat de querelle franco-américaine : alors que les autorités françaises avaient fait savoir depuis plusieurs semaines qu'elles voulaient accueillir cette cérémonie, l'administration américaine semblait toujours, mardi, se désoler de l'absence de la Maison Blanche. Michael McCurry, à même d'émettre qu'une décision ait été arrêtée en faveur de Paris, avant que M. Holbrooke, ex fin de soirée, confirme la thèse française.

A Dayton cependant, les présidents de l'ex-Yugoslavie ont rendu hommage à la détermination manifestée par les représentants américains, MM. Milosevic, Izetbegovic et Tudjman ont « totalement et honnêtement » accepté les termes du compromis de Dayton et ont fait part à M. Clinton de leur volonté de faire « tout leur possible pour qu'il soit appliqué comme il convient », a-t-

on affirmé de source officielle américaine.

Bill Clinton a souligné les principaux points de l'accord à ses yeux : le fait qu'il préserve la Bosnie comme « Etat unitaire », dans ses frontières actuelles et sous la forme de « deux parties » ; le fait que Sarajevo restera la capitale unifiée du pays, siège d'un gouvernement central et d'un Parlement qui seront choisis à la faveur d'élections organisées sous contrôle international. Les « individus accusés de crimes de guerre seront exclus de la vie politique », a aussi souligné le président américain, dans une claire allusion à Radovan Karadzic et Ratko Mladic, respectivement chef du gouvernement et commandant militaire des Serbes de Bosnie.

« Dans le monde tel qu'il est, une meilleure paix n'aurait pu être obtenue », a déclaré le président bosniaque

Bill Clinton a insisté sur la nécessité d'une « présence internationale forte » pour superviser la séparation des belligérants et veiller au respect des engagements pris par les protagonistes et sur celle de la participation de troupes américaines à cette force multinationale. « Les parties en présence ont choisi la paix, a-t-il déclaré, l'Amérique doit également choisir la paix ». Par l'aide humanitaire aux habitants de Bosnie, la reconstruction des zones dévastées par les combats, la supervision d'élections libres, la communauté internationale, a encore ajouté Bill Clinton, doit « aider le peuple bosniaque à créer les conditions d'une paix durable ».

La cérémonie de signature de l'accord de Dayton s'est déroulée dans une ambiance assez formelle, les trois présidents de Bosnie se serrant la main sans cordialité excessive, et soulignant, l'un après l'autre, à la fois leurs réserves et leur souci d'aboutir à un compromis. Dans une « guerre civile », a commenté Slobodan Milosevic, « il n'y a pas de vainqueurs, et il ne peut y en avoir. Tout le monde est perdant. Seule la paix est victorieuse. Les solutions obtenues ici, a reconnu le président serbe, représentent des concessions douloureuses pour chacun. Sans elles, la paix aurait été impossible ».

Le président bosniaque Alija Izetbegovic a, pour sa part, déclaré : « Ceci n'est peut-être pas exactement la paix, mais c'est bien mieux que la continuation de la

guerre. Dans le monde tel qu'il est, une meilleure paix n'aurait pu être obtenue. » Sans doute le plus confiant des trois, Franjo Tudjman, a estimé que l'accord de Dayton « aboutira d'une paix durable et créera les conditions de l'établissement d'un nouvel ordre dans cette partie du monde ». La République de Croatie « ne négociera aucun effort pour coopérer et fournir son aide » aux troupes de l'OTAN, « afin qu'elles puissent mener d bien leur noble tâche », a-t-il assuré.

Il revenait à Warren Christopher, principal architecte, avec Richard Holbrooke, de cet « accord global », d'en souligner la fragilité : celui-ci nécessitera « d'immenses efforts pour sa mise en œuvre » et la communauté internationale « devra travailler dur pour sa concrétisation », a souligné M. Christopher. Dayton, a-t-il poursuivi, « a été l'endroit où des choix fondamentaux ont été faits, celui de la paix contre la guerre, celui de la raison contre la revanche ».

L'administration américaine a ostensiblement décidé de ne pas attacher d'importance à la position critique exprimée par les Serbes de Bosnie, lesquels ont annoncé leur rejet de l'accord (lire page 2). Leurs récriminations font partie des nombreuses frustrations qui se sont exprimées au cours des dernières quarante-huit heures, d'un « marathon diplomatique », qui n'est pas sans rappeler celui qui, en 1978, avait abouti à l'accord de paix israélo-égyptien de Camp David.

La partie bosniaque notamment, a tenté jusqu'au bout d'obtenir de l'administration américaine un engagement écrit s'agissant de l'entraînement de son armée et de la fourniture de matériels militaires américains. Washington a donné des assurances verbales au président Izetbegovic, mais s'est refusé à aller au-delà. L'administration américaine a en effet souligné qu'à l'avenir l'équilibre des forces entre Serbes de Bosnie et Musulmans devrait d'abord être obtenu grâce aux notifications de l'accord prévoyant des mesures sur le « contrôle des armes ». La délégation du gouvernement de Sarajevo a manifesté une certaine désunion au cours de ces négociations. Mohammed Sacirbey, le ministre des affaires étrangères, ayant de sérieuses divergences avec le premier ministre, Haris Silaidzic. Les négociateurs américains ont eu parfois le sentiment que les Musulmans bosniaques, mécontents des promesses de Washington en matière d'assistance militaire, faisaient tout pour que les pourparlers n'aboutissent pas sur un accord. A deux reprises au moins, M. Sacirbey a pris l'initiative d'annoncer unilatéralement un « échec » des négociations.

Laurent Zecchini

La Maison Blanche entame une bataille difficile au Congrès

WASHINGTON

de notre correspondant
Pour Bill Clinton, la « bataille du Congrès » promet d'être aussi difficile à gagner que celle des négociations de paix de Dayton. Le président l'a reconnu implicitement, mardi 21 novembre, en se livrant à un plaidoyer adressé à l'opinion et aux représentants républicains du Congrès, dont il connaît les réticences à l'idée d'envoyer des soldats américains en Bosnie. C'est aux Etats-Unis, leader de l'OTAN, qu'il revient de remplir la mission de « superviser » l'application de l'accord de paix dans l'ex-Yugoslavie, a souligné M. Clinton.

« Sans nous, a-t-il insisté, cette paix chèrement gagnée sera perdue, la guerre reprendra, le massacre d'innocents recommencera, et le conflit qui a déjà coûté la vie à tant de gens pourrait se répandre comme le poison à travers toute la région (...). Le leadership américain est nécessaire pour concrétiser et faire durer la paix. Nos valeurs, nos intérêts et notre leadership à travers le monde sont en jeu », a ajouté M. Clinton.

A lors que le Congrès est dominé par une majorité républicaine isolationniste, et à moins d'un an de l'élection présidentielle, M. Clinton prend sans doute le risque politique le plus important depuis les débuts de sa présidence : un fiasco militaire et nu-

mentaire en Bosnie, qui entrainerait la mort de nombreux « GI », pourrait lui coûter sa réélection. La Maison Blanche va donc multiplier les efforts pour tenter d'obtenir une sorte de blanc-seing politique de la part des républicains. Si le président peut, constitutionnellement, se dispenser de

dépenser des fonds pour l'envoi des soldats américains de la force de paix, à moins d'une approbation explicite du Congrès.

Bill Clinton a commencé à répondre aux objections des républicains, en soulignant que la mission des troupes de l'OTAN sera « claire et limitée » ; les soldats

Structurée autour de trois divisions multinationales, dont les PC seront implantés à Tuzla (pour les Etats-Unis), à Gornji Vakuf (pour la Grande-Bretagne) et à Mostar (pour la France), la force de paix, sous les ordres de l'amiral (américain) Leighton Smith à Sarajevo, comprendra au total 60 000 hommes fournis par : les Etats-Unis (20 000, dont 12 000 à terre), la Grande-Bretagne (12 000, dont 8 000), la France (10 000, dont 7 500), l'Allemagne (5 000 logisticiens), la Russie (4 000 logisticiens), l'Italie (2 100), l'Espagne (1 000) et la République tchèque (1 000).

Le reste est composé de contingents de moindre importance (en hommes et en matériels), venus de seize autres pays ayant promis une contribution : le Danemark, le Portugal, la Belgique, l'Ukraine, les Pays-Bas, la Pologne, la Slovaquie, l'Albanie, le Maroc, l'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie, la Finlande, le Pakistan, l'Egypte et le Luxembourg.

L'aval du Congrès, au moins pendant trois mois, il est de son intérêt de lui faire partager à l'avance la responsabilité d'une telle opération. Les choses ne se présentent pas sous les meilleurs auspices. La Chambre des représentants a adopté un projet de loi ayant « en principe » pour effet d'interdire au Pentagone de

américains obéiront aux seuls ordres du commandement américain et les risques étant « réduits au minimum ». Enfin, la Maison Blanche examinera avec le Congrès la question d'un « calendrier raisonnable » pour le retrait de ces troupes de Bosnie.

L. Z.

La paix passe par l'ONU, Washington, Londres et Paris

Voici les principales étapes du processus enclenché avec l'accord de Dayton :

- 21-22 novembre : les Nations unies ont commencé, dès mardi soir 21 novembre, les pourparlers devant déboucher à la fois sur la levée des sanctions contre l'ex-Yugoslavie et de l'embargo sur les armes à destination de Sarajevo. Des projets de résolutions en ce sens – et respectant les termes de l'accord de Dayton – devaient être examinés mercredi 22 novembre. Selon les textes déjà déposés devant le Conseil de sécurité de l'ONU, toutes les sanctions – commerciales, financières et visant l'approvisionnement énergétique – imposées depuis

mai 1992 à la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro) devraient être suspendues et, à terme, levées. Elles pourraient être réimposées dans un délai de cinq jours si l'une ou l'autre partie (en l'espèce les Serbes de Belgrade ou ceux de Pale) ne respecte pas l'accord de Dayton.

- Fin novembre : le président Bill Clinton et le Conseil de l'Atlantique nord, qui a autorisé sur l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique nord), étudient et approuvent le projet de force de paix.

- Fin novembre - début décembre : l'Organisation des Nations unies demande formellement à l'OTAN de passer

à l'exécution du projet. A Washington, le président Bill Clinton demande l'appui du Congrès.

- 8-9 décembre : conférence à Londres sur la mise en œuvre de l'accord de paix. La conférence s'attachera, notamment, aux dispositions d'assistance humanitaire prévues par l'accord.

- Mi-décembre : envoi par l'OTAN dans les Balkans d'un détachement précurseur de deux mille hommes, dont des Américains, afin de préparer le déploiement de la force de maintien de la paix.

- Mi-décembre : conférence de la paix à Paris, où devrait avoir lieu la signature définitive de l'accord de paix. (AFP.)

Le monde invite les protagonistes de Dayton à tenir leurs engagements

L'ACCORD de paix de Dayton est « un pas décisif en vue du rétablissement de la paix dans l'ensemble de l'ex-Yugoslavie », claimait-on, mardi soir, dans toutes les capitales. La communauté internationale a salué l'accord conclu mardi 21 novembre sur la base américaine de Dayton tout en invitant avec insistance les protagonistes à tenir leurs engagements.

A Paris, le président Jacques Chirac s'est « réjoui » de l'accord en saluant « la lucidité et le courage de tous ceux qui ont ainsi choisi la voie de la réconciliation entre les peuples déchirés de l'ancienne Yougoslavie ». Appelant « l'ensemble des parties à engager sans délai la mise en œuvre de cet accord », Jacques Chirac a invité les belligérants à signer officiellement le plan de paix global sur la Bosnie en décembre dans la capitale française. Il a ensuite réaffirmé « la détermination de la France à tout mettre en œuvre pour affirmer l'identité d'une Bosnie unie, pluri-culturelle et démocratique, qui devra trouver toute sa place en Eu-

rope ». Le premier ministre, Alain Juppé, a pour sa part souligné que le succès de l'accord passait « par un engagement rapide et résolu de la communauté internationale ». « La France se tient prête à prendre une large part des responsabilités dans l'application du plan de paix, comme elle l'a fait depuis le début de la guerre », a-t-il dit.

PREMIERE ETAPE

Le premier ministre britannique, John Major, a accueilli « chaleureusement l'accord », tandis que le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, a rappelé qu'il restait énormément à faire : « C'est seulement le début, pas la fin », a-t-il déclaré. A Bonn, le chancelier allemand, Helmut Kohl, a appelé instamment les parties prenantes « à tout faire pour réaliser l'accord immédiatement et totalement ». Son ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a, quant à lui, demandé que soient créées « les conditions permettant d'une action commune avec les Etats-Unis, les pays islamiques et la Russie, de faire avancer énergique-

ment la réalisation de l'accord de paix ».

Pour le médiateur de l'Union européenne en ex-Yugoslavie, Carl Bildt, il est clair que l'accord n'est qu'une première étape « vers une paix véritable (...). Nous devons voir de façon réaliste que cet accord n'est que le début ». Son homologue de l'ONU, Thorvald Stoltenberg, a également prévenu que « beaucoup sera requis pour atteindre les objectifs de paix, de respect des droits de l'homme ainsi que la normalisation des relations entre les populations de la région ». L'Espagne, qui préside l'Union européenne, a promis que les quinze pays membres feront tout leur possible pour aider à ce que l'accord se traduise dans les faits et qu'ils participeront aux efforts internationaux visant à la reconstruction et à la stabilité de la région.

Moscou a aussi fait part de ses craintes quant aux difficultés de mise en application de l'accord. Le vice-ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, qui participait aux négociations de Dayton,

a exprimé mardi ses « doutes », notamment sur le volet militaire de l'accord. « Le plan de mise en œuvre est un plan de l'OTAN, et la Russie attend encore pour décider de participer éventuellement à la force de maintien de la paix en Bosnie », a-t-il précisé. Quoi qu'il en soit, le président russe, Boris Eltsine, s'est félicité du « grand pas » qui a été fait « vers un règlement général du plus tragique conflit qu'ait connu l'Europe depuis la deuxième guerre mondiale ». Pour ensuite rappeler que Moscou se fera « toujours l'avocat de la suspension des sanctions » décrétées par l'ONU à l'encontre de Belgrade, en mai 1992. « Il est important que le paragraphe de l'accord soit suivi de la décision du Conseil de sécurité de l'ONU », Moscou a dit espérer que la levée des sanctions aura lieu « dans les jours à venir ». Le ministère russe des affaires étrangères a en outre réitéré la proposition d'un sommet réunissant à Moscou les présidents de Bosnie, de Croatie et de Serbie, sous les auspices du président Boris Eltsine. (AFP Reuter.)

ALAIN BRACONNIER

LES BLEUS de l'âme

angoisses d'enfance, angoisses d'adultes

En relisant des histoires de tous les jours, le dernier livre d'Alain Braconnier éclaire magistralement ces zones d'ombre qui sommeillent en chacun de nous. Claire de Serres Famille Magazine

L'auteur retrace, exemples à l'appui, les chemins tortueux empruntés par l'angoisse. Son ouvrage est intelligent, clair et rassurant. Alexis Lorch / Lire

Un vol. 192 pages, 98 F

CALMANN-LÉVY

les toutes pour les de cent à icté d'm Les emes et plus x des so-est dans lemagne, emes en- s impres- rent pour t destiné, pas aux créateurs

ain sur la l'ul de- sur les me mais-lique au vouloir mplot et être exi- des pros- als aussi 'accuell, ie et so- se.

hfeld

37

ricains et res de s ont dé- itendant que offi- est pro- sera l'un le prési- Robert é au sé- rme que ment de ssemble, nent qui est une i liberté, acun de x.

EINE

uverne- hirac de s les six n prési- nt faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus cl ne apure- icts fi- la mo- que, l'aide à ités et

L'Institut monétaire européen recommande une application stricte des critères de convergence

La coopération entre banques centrales est en bonne voie

Les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht devront être strictement et durablement appliqués, estime l'Institut monétaire européen (IME) dans son premier rapport

sur les avancées accomplies vers la constitution d'une union monétaire par les différents pays européens. Des progrès appréciables ont été accomplis en matière de stabilité des prix, mais beaucoup reste à faire sur les déficits publics.

LE RAPPORT de l'IME, diffusé mercredi 22 novembre, en même temps que celui de la Commission de Bruxelles sur le même sujet, est une sorte de répétition générale du rôle important que l'Institut va jouer tout au long de la phase préparatoire à l'entrée dans l'union monétaire. Le traité de Maastricht prévoit que, chacun de son côté, l'IME et la Commission devront adresser, pour la première fois en 1996, au Conseil de l'Union européenne un rapport sur « les progrès réalisés par les pays membres dans la réalisation de leurs obligations ». L'Institut aura également à rendre compte des modifications réglementaires que les différentes banques centrales devront satisfaire pour faire partie du Système européen des banques centrales (SEBC), au centre duquel fonctionnera la Banque centrale européenne (BCE).

Le rapport insiste d'abord sur la nécessité de respecter strictement et durablement tous les critères de convergence, ce qui devrait rassurer les autorités allemandes. Les résultats atteints par un pays « ne doivent pas seulement être enregistrés à un moment donné, mais doivent être définitifs ». Cette durabilité est indispensable « pour que la zone d'union monétaire soit viable ». Le rapport souligne que si, par exemple, les critères relatifs aux finances publiques n'étaient pas strictement respectés, la politique monétaire « risquerait de perdre une trop grande importance », les autres moyens de la politique économique remplissant insuffisamment leur rôle pour assurer la stabilité des prix. Une stabilité que par ailleurs l'IME juge incomplètement assurée, soulignant que « certains signes peuvent faire craindre

que la tendance au recul général de l'inflation pourrait ne pas durer ».

Après avoir noté que, dans l'examen des différentes situations, l'IME ne retiendra que les chiffres disponibles jusqu'en 1995, excluant les prévisions faites pour 1996, le rapport souligne que, « dans l'ensemble, les progrès de la convergence dans la Communauté sont insuffisants ». Les pays de l'Union doivent, pour la plupart, « améliorer nettement leurs performances ». La situation est très positive en matière d'inflation puisqu'un nombre élevé de membres de l'Union satisfont au critère de stabilité des prix. Les trois États les mieux classés de ce point de vue sont la Finlande, la Belgique et la France. Au total, onze pays ont des taux d'inflation inférieurs à la valeur de référence. Seuls la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal ont des taux supérieurs. Mais l'IME note quelques circonstances atténuantes : les hausses de prix ont été influencées par des augmentations d'impôts ou de taxes en Espagne et en Italie, le Portugal ayant de son côté réalisé des progrès sensibles.

AVANTAGES ÉCONOMIQUES

Le bilan est en revanche « décevant » en matière de finances publiques. En 1995, douze des quinze pays membres auront eu un déficit « excessif ». Seuls l'Allemagne, le Luxembourg et l'Irlande satisfont au double critère des finances publiques (déficit et dette) : l'Irlande, malgré un ratio de 85 % de dette publique, « s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant ». Les douze autres pays ne satisfont aucun des deux critères ou un seul (cas de la France, de la Grande-Bretagne et du Danemark). L'IME a estimé que mieux valait ne

pas porter de jugement sur les variations de taux de change ces dernières années. L'Institut souligne en revanche que dans dix pays les taux d'intérêt à long terme ont été inférieurs aux normes. À l'exception de la Suède, ces pays sont les mêmes que ceux ayant obtenu de bons résultats en matière d'inflation.

Le rapport insiste beaucoup sur l'importance d'un respect strict et durable de tous les critères, soulignant qu'une conjoncture favorable ne doit pas amener les gouvernements à « retarder les mesures d'ordre structurel », mais doit au contraire les inciter à « redoubler d'efforts pour assainir les finances publiques ». Ainsi, l'IME note que le critère de déficit public à 3 % du PIB doit être considéré « comme un maximum et ne jamais dépasser, quelle que soit la phase du cycle économique ». Plus le ratio de la dette est élevé actuellement, plus la gestion du déficit public doit être sévère.

Ces précisions devraient rassurer ceux qui, en Allemagne, s'inquiètent d'un éventuel laxisme dont pourraient faire preuve les autorités politiques quand viendra le moment de décider quels pays pourront faire partie de l'union monétaire. Mais, ajoute l'IME, le respect strict des critères aura des avantages économiques. En effet, une politique crédible d'assainissement des finances publiques effacera au bout de quelques temps les effets négatifs qu'elle pourrait avoir sur l'activité, en permettant notamment une baisse des taux d'intérêt. Ce qui ramènerait la confiance et relancerait les investissements.

La politique monétaire que devra mener le SEBC pour assurer la stabilité des prix à l'intérieur de la zone d'union monétaire donne lieu

à une double réflexion de l'IME : sur la stratégie à conduire, sur les instruments à employer. Les pays de l'Union européenne mènent actuellement trois stratégies différentes : ils fixent à leur politique monétaire un objectif de taux de change, ou de taux d'inflation, ou encore de masse monétaire. L'objectif de taux de change est généralement retenu par les petits pays qui ont à mener bataille contre des taux d'inflation élevés. L'IME écarte cette voie, mais ne choisit pas encore entre l'objectif de taux d'inflation retenu par la Grande-Bretagne et l'objectif de croissance de la masse monétaire retenu par l'Allemagne et, d'une certaine façon, par la France.

Pour mener à bien une politique monétaire commune aux pays constituant la zone d'union monétaire, le rapport de l'IME note que, si « la convergence entre banques centrales dans les instruments utilisés n'est pas encore parfaite, elle est déjà en bonne voie ». Cette convergence se traduit par la place de plus en plus importante accordée aux opérations dites d'« open market » et de prises d'effets qui permettent aux Banques centrales de réguler les taux d'intérêt à court terme en apportant ou en retirant des liquidités au marché monétaire, c'est-à-dire aux banques et aux grandes entreprises qui s'y approvisionnent chaque jour.

STATUTS MODIFIÉS

Le système des réserves obligatoires serait une autre forme d'instrument recommandé par l'IME, dans la mesure où il permet, d'une part, d'asseoir les liquidités quand celles-ci sont jugées trop abondantes et, d'autre part, d'agir sur la demande de monnaie et de stabiliser les taux. C'est finalement la Banque centrale européenne qui tranchera sur ces différents points, essentiels quant au fonctionnement du SEBC.

Depuis la signature du traité de Maastricht, en février 1992, les statuts de plusieurs banques centrales ont été modifiés, pour notamment assurer leur indépendance à l'égard des gouvernements. Les principales modifications ont été apportées par la Banque de France, la Banque d'Espagne et la Banque du Portugal. Les textes de loi régissant la Banque nationale de Belgique et la Banque d'Italie ont également été modifiés. En cette fin d'année 1995, d'autres modifications étaient en cours au Luxembourg, tandis que des travaux étaient engagés, dans le même dessein, aux Pays-Bas, en Finlande, en Suède. Le rapport note que, en ce qui concerne la banque centrale d'Angleterre, aucune modification n'a jusqu'ici été apportée et qu'aucun projet de mise en conformité avec le traité de Maastricht n'a été notifié à l'Institut monétaire européen.

Compromis à l'Organisation mondiale du commerce sur l'instance d'appel

L'Union européenne contestait sa composition

GENÈVE
de notre envoyé spécial

L'accord finalement donné, lundi 20 novembre, par les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne à la composition de l'instance d'appel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a été accueilli avec soulagement, mardi 21 novembre à Genève, siège de la nouvelle institution, qui a pris le 1^{er} janvier 1995 la succession du GATT. L'organe de règlement des différends devait entériner la répartition des mandats avant la fin du mois ; l'instance d'appel se mettrait donc en place dès le début de 1996, selon un porte-parole de l'OMC.

De laborieuses tractations ont présidé à la composition de cette instance. Celle-ci est en effet appelée à jouer un rôle essentiel dans le commerce international puisqu'elle devra trancher en dernier ressort les litiges entre les États membres. Longtemps la situation a été bloquée par la prétention des États-Unis et de l'Union européenne à avoir chacun deux sièges dans cette instance de sept membres. Sur une trentaine de candidatures déposées, un comité de sélection présidé par Donald Kenyon, président australien de l'organe de règlement des différends, avait choisi l'Union européenne, les États-Unis, le Japon, l'Uruguay, les Philippines, la Nouvelle-Zélande et l'Égypte.

Bruxelles avait vivement contesté la sélection de représentants de pays qui se trouvent être de proches alliés

de Washington sur le plan commercial. Les Quinze craignaient d'être mis en minorité en cas d'appel d'une décision leur donnant tort dans un litige et faisaient valoir que l'Union européenne assure 45 % du commerce mondial et contribue largement au financement de l'OMC. Ces réserves avaient retardé la réunion de l'organe de règlement des différends, qui devait le 1^{er} novembre approuver la répartition des sièges au sein de l'instance d'appel.

L'Union européenne n'a pas voulu bloquer plus longtemps la mise en place d'une institution indispensable au bon fonctionnement de l'OMC, a déclaré un représentant de sa mission à Genève. Mais, pour les Quinze, cette solution est temporaire, car la composition de l'instance d'appel est « déséquilibrée » ; il faudra donc la reconsidérer lors de la réunion ministérielle de l'OMC en décembre 1996 à Singapour. De toute façon, on rappelle à l'OMC que quatre seulement des sept membres de l'instance d'appel resteront en fonction pendant quatre ans, les trois autres étant remplacés au bout de deux ans.

Sur une vingtaine d'affaires portées devant l'organe de règlement des différends en moins d'un an, le premier cas dont pourrait être saisie l'instance d'appel est le différend entre les États-Unis et le Venezuela sur les restrictions imposées par Washington aux importations d'es-

Jean-Claude Buhner

Nelson Mandela rencontre l'ancien président Pieter Botha

WILDERNESSE. L'ancien président sud-africain Pieter Botha s'est entretenu, mardi 21 novembre, dans sa résidence de Wilderness (province du Cap occidental), avec M. Mandela des poursuites engagées contre d'anciens responsables militaires du régime de l'apartheid, parmi lesquels l'ancien ministre de la défense, le général Magnus Malan. Alors que M. Botha a mis en garde le président contre le risque de « réveiller le tigre dans le peuple africain », M. Mandela a réaffirmé qu'il n'interviendrait pas dans la procédure judiciaire qui porte sur l'assassinat de treize personnes - dont sept enfants - en 1987, dans une cité noire de la banlieue de Durban. - (AFP Reuters)

EUROPE

■ ALLEMAGNE : deux anciens magistrats est-allemands ont été condamnés, mardi 21 novembre, à Berlin, à des peines de prison ferme de trente-neuf et vingt-deux mois pour avoir condamné arbitrairement des opposants politiques et des candidats à l'émigration du temps de la RDA. Le tribunal leur a reproché d'avoir agi sur ordre de la Sécurité d'État, en violation du droit est-allemand. (AFP)

■ POLOGNE : la direction du syndicat Solidarnosc et le comité électoral de Lech Walesa ont annoncé, mardi 21 novembre, leur intention de transmettre à la Cour suprême une demande d'annulation de l'élection présidentielle, remportée dimanche par Alexander Kwasniewski. - (AFP)

■ RUSSIE : une puissante explosion s'est produite, mercredi 22 novembre, dans une rue de Grozny, la capitale tchétchène, faisant « plusieurs victimes » selon le ministère de l'Intérieur du gouvernement tchétchène pro-russe qui n'a pas pu préciser la cause de l'explosion. - (AFP)

■ Les ouvriers d'une usine d'allumettes en difficulté de Sibérie ont reçu en guise de salaire 5 000 boîtes d'allumettes chacun qu'ils sont censés écouler dans les localités de la région. - (AFP)

AMÉRIQUES

■ PÉROU : huit membres présumés du Sentier lumineux ont été tués et quatre autres faits prisonniers à l'issue d'un affrontement avec une patrouille de l'armée péruvienne près de Huanuco, au nord-est de Lima, à l'indiqué, mardi 21 novembre, un porte-parole du ministère de la défense. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAK : douze personnes ont été tuées et vingt autres blessées dans un attentat à la voiture piégée dirigé contre un bureau du parti Baas à Bagdad, a annoncé, mardi 21 novembre, une formation de l'opposition, le Conseil national irakien (CNI). Selon le CNI, l'attentat a eu lieu jeudi dernier. - (AFP)

ASIE

■ INDE : un attentat au centre de New Delhi a fait une vingtaine de blessés, dont six gravement atteints, le mardi 21 novembre. Une bombe a explosé dans le principal quartier commercial de la capitale indienne, Connaught Place. L'attentat a été revendiqué par une organisation du Cachemire indien, le Front islamique du Jammu et Cachemire. - (AFP)

ÉCONOMIE

■ PAYS INDUSTRIALISÉS : une conférence ministérielle des sept pays les plus industrialisés (G7), consacrée à l'emploi, se réunira à Lille les 1^{er} et 2 avril 1996, a indiqué, mardi 21 novembre, l'Elysée. Une telle réunion avait été proposée par Jacques Chirac au sommet de Halifax (Canada) en juin.

■ COMMERCE : la préparation d'un accord commercial transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne ne devrait pas être discutée lors du sommet euro-américain de Madrid, le 3 décembre prochain, a-t-on annoncé de source américaine. De leur côté, le président français Jacques Chirac et le premier ministre espagnol Felipe Gonzalez, au cours de leur entretien, mardi 21 novembre, à l'Elysée, ont exprimé leurs réserves sur « la tentation de faire progresser de façon prématurée l'idée d'une zone de libre-échange transatlantique ». - (AFP)

COMMENTAIRE UN NOUVEAU PAS VERS LA MONNAIE UNIQUE

Les Allemands devraient être rassurés : pas plus l'Institut monétaire européen (IME) que la Commission de Bruxelles ne badineront avec les règles imposées par le traité de Maastricht sur la préparation des pays à l'union monétaire à la monnaie unique. Les deux rapports publiés en anglais mercredi 22 novembre, simultanément à Francfort et à Bruxelles, sont sans ambiguïté : non seulement tous les critères devront être respectés, mais ce respect devra être définitif. Pas question que des habiletés gouvernementales - dont l'Allemagne elle-même ne s'est pas privée - permettent à un pays de passer une ou deux fois seulement sous la barre fatidique des 3 % de déficit public.

On pourra reprocher aux deux

rapports leur manque de punch ou d'autorité. Après tout, l'IME est bien l'embryon de la future Banque centrale européenne, qui sera dotée de grands pouvoirs en matière de taux d'intérêt mais aussi d'interventions sur le marché des changes. À y regarder de plus près pourtant, on s'aperçoit que les principales menaces qui pèsent sur la construction d'une Europe monétaire sont clairement dénoncées : les déficits excessifs des finances publiques. Par comparaison, les variations excessives des taux de changes ne sont qu'à peine évoquées. Non pas seulement parce que le sujet est explosif, mais bien parce que, dans l'ordre des priorités, la conviction des experts, que les nouvelles théories des anticipations rationnelles influencent, est que rien ne pourra se construire de solide si les déficits publics restent en Europe au niveau où ils se trouvent.

Sur le sujet, les rapports ne sont pas tendreux, malgré les négociations auxquelles celui de l'IME a donné lieu avec les représentants des diverses banques centrales. L'Allemagne a pu ainsi être citée, avec l'Allemagne et le Luxembourg, dans le groupe des pays « éligibles » malgré une dette publique excessive. La France n'est pas non plus montrée du doigt. Et pourtant notre pays est l'un des seuls à conserver un déficit primaire, c'est-à-dire hors paiement des intérêts de sa dette publique. Même l'Italie fait mieux que nous sur ce point.

Les faiblesses de l'édifice européen en train de se construire sont de plus en plus surveillées par les marchés. Gare. Cet été, lors d'un séminaire organisé par la Fed, à Jackson Hole, dans le Wyoming, des avertissements avaient été lancés aux pays ayant choisi des régimes de répartition pour financer les retraits. Le message était clair et il s'adressait entre autres à la France : passé l'an 2000, vous ne pourrez plus financer vos dépenses sans déficits énormes ou prélèvements excessifs. L'Europe a encore des heures difficiles à vivre.

Alain Verholes

Lucien Bouchard est candidat au poste de premier ministre du Québec

MONTRÉAL

de notre correspondant
Le leader indépendantiste québécois Lucien Bouchard a mis fin à trois semaines de suspense en annonçant, mardi 21 novembre, son intention de se porter candidat à la succession de Jacques Parizeau, premier ministre démissionnaire de la province francophone.

La décision de Lucien Bouchard ne constitue pas une surprise totale : il est l'homme politique le plus populaire du Québec et a joué un rôle de premier plan lors du référendum du 30 octobre en conduisant la coalition indépendantiste tout près de la victoire. Après la démission du premier ministre Jacques Parizeau, chef du Parti québécois, au lendemain du référendum, tous les regards et les espoirs des indépendantistes s'étaient reportés sur lui. Avec 49,4 % des voix, contre 50,6 % à leurs adversaires fédéralistes, les indépendantistes québécois ont la conviction qu'avec Lucien Bouchard à leur tête ils obtiendront la majorité la prochaine fois.

Au cours de sa conférence de

presse, mardi à Montréal, Lucien Bouchard a cependant écarté l'hypothèse d'un nouveau référendum sur l'indépendance du Québec dans un avenir rapproché. « S'il y a un autre référendum, il devra venir après des élections générales au Québec », a-t-il déclaré. Soulignant que son « objectif fondamental » restait la « souveraineté » du Québec, il a toutefois dit vouloir s'attaquer en priorité au redressement des finances publiques de la province - « une impérieuse obligation envers l'intégrité de l'État » -, à la création d'emplois et à la réforme de l'éducation. « Il n'y aura pas de miracle, seulement de la cohésion, du travail et, sans doute, beaucoup de sacrifices », a-t-il ajouté.

ÉLECTIONS EN 1999

M. Bouchard avait voulu se donner un temps de réflexion avant d'accepter de prendre les rênes du gouvernement du Québec, malgré les sollicitations pressantes de l'ensemble du Parti québécois. Des considérations personnelles militaient plutôt en faveur de son retrait

de la vie politique. Agé de cinquante-six ans, père de deux jeunes enfants, Lucien Bouchard a été victime, en 1994, d'une attaque foudroyante de myosite nécrosante (la « bactérie mangeuse de chair », qui a nécessité l'amputation d'une jambe. Son épouse, Audrey, montre peu d'enthousiasme pour la politique et, à ses côtés lors de sa conférence de presse, elle a avoué que ses sentiments concernant la décision de son mari étaient un peu « ambigus ».

L'accession de Lucien Bouchard aux fonctions de premier ministre du Québec se fera sans difficulté, puisque les plus sérieux aspirants à la succession de Jacques Parizeau avaient annoncé qu'ils s'effaceraient devant sa candidature. Lucien Bouchard devrait donc être l'unique candidat à la direction du Parti québécois lors de l'assemblée d'investiture, le 12 janvier prochain.

S'il est porté à la tête du Parti québécois, il deviendra automatiquement premier ministre de la province et ne sera pas tenu d'organiser des élections générales avant 1999.

Sylviane Tramier

صلى الله عليه وسلم

1500

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 5

E 1995 / 15

Si vous souhaitez fumer, à qui devez-vous le demander?



à quelqu'un qui est dans la même pièce que vous?



ou à quelqu'un qui ne l'est pas?

Avec courtoisie et respect, fumeurs et non-fumeurs peuvent trouver un terrain d'entente par eux-mêmes.

Philip Morris Europe S.A.

17.000 employés en Europe au service des 97 millions de fumeurs d'Europe.

Pour plus d'informations sur la façon dont les fumeurs et les non-fumeurs peuvent s'entendre, merci d'écrire à
Philip Morris Corporate Affairs Europe, Rue Joseph II 166-1040 Bruxelles, Belgique.

les toutes
pour les
de cent à
cité d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
nnes en-
s impres-
ent pour
t destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
lui de-
sur les
me mais
lique an
vouloir
emploi et
être exi-
des pro-
als aussi
'accueil,
te et so-
te.

hfeld

37

ricains et
res de la
s ont dé-
tendant
que offi-
est pro-
séra l'un
ne prési-
Robert
é au Sé-
me que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

INE

uverne-
hirac de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
icits fi-
la mo-
que, la
aide à
ités et

Le quatrième essai nucléaire français prépare la simulation

D'une puissance de 40 kilotonnes, le dernier test a suscité une nouvelle vague de protestations internationales. Un rapport parlementaire sur l'avenir de la dissuasion estime à 16 milliards de francs le programme Palen de « tirs » en laboratoire

La France a procédé, mardi 21 novembre, à 22 h 30 (heure de Paris), sur l'atoll de Mururoa, en Polynésie française, à son quatrième essai nucléaire depuis l'annonce par le président Chirac, le 13 juin, d'une ultime

campagne de tirs. Les précédents avaient eu lieu le 5 septembre, les 1^{er} et 27 octobre. Le dernier essai en date a dégagé une énergie de moins de 40 kilotonnes (deux fois la puissance de la bombe d'Hiroshima). Cette

expérience, qui était très « instrumentée », ce qui signifie qu'elle devait permettre de recueillir de nombreux paramètres d'études, était destinée à préparer la simulation, c'est-à-dire la modélisation de tirs

sans explosion en vraie grandeur. Cet essai — deux autres tirs sont théoriquement prévus — a suscité une nouvelle vague de réprobations. L'Australie s'est indignée du « mépris » du gouvernement français à

l'égard « des populations du Pacifique sud », tandis que la Nouvelle-Zélande se disait « exaspérée ». Pour Tokyo, Paris « doit cesser ses essais ». En revanche, Londres a refusé de condamner la France.

LA MISE EN PLACE du programme Palen — la simulation des essais nucléaires en laboratoires — coûtera plus cher, elle sera plus longue et plus délicate que prévu. C'est l'appréciation que le rapporteur de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, Jacques Baumel, député RPR des Hauts-de-Seine, émet dans une analyse parlementaire, qu'il vient de rendre publique, sur l'avenir de la dissuasion. De surcroît, M. Baumel fait part de ses doutes sur

l'aptitude du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à se passer, à l'avenir, de toute expérience de faible puissance, en deçà de la kilotonne, qui ne soit pas en vraie grandeur.

Selon le rapporteur parlementaire, le coût total du projet Palen (programme d'adaptation à la simulation des essais nucléaires) sera de 16 milliards de francs. C'est la première fois qu'une telle évaluation est avancée à partir de documents fournis officiellement à

un rapporteur de la commission de la défense. Auparavant, l'estimation était inférieure à 11 milliards de francs. Il semble que, s'agissant d'un domaine tout à fait nouveau, les premières expertises aient été calculées au plus juste. A eux seuls, les grands investissements liés aux infrastructures et aux nouveaux équipements avoisinent les 8 à 9 milliards de francs, avec, notamment, l'achat d'ordinateurs d'un type nouveau aux États-Unis (400 millions de francs pour des Cray T3E), la construction d'un laser mégajoule au Barp, près de Bordeaux (7 milliards de francs) et l'installation en 1998, à Morovilliers (Marne), d'un générateur de rayons X pour des tirs dits « à froid » (430 millions de francs).

M. Baumel souligne que « nous dépendons exclusivement du bon vouloir des États-Unis », pour ce qui concerne la livraison des ordinateurs (en 1998 et en 1994, Washington avait mis ses calculateurs sous embargo) et pour la recherche et le développement du laser mégajoule (pour lequel une coopération indispensable avec les Américains a été conclue en 1994).

Le rapporteur de la commission de la défense note, par ailleurs, que les crédits alloués à Palen, tels qu'on peut en connaître aujourd'hui, seraient insuffisants pour tenir les délais et que « cette insuffisance est en contradiction avec la supposée priorité dont Palen bénéficie ». Il est vrai que Palen est, sur le plan budgétaire, l'équivalent d'un programme dit majeur : il appartient à cette catégorie de projets d'armement qui font aujourd'hui, pour le gouvernement, l'objet d'une révision radicale dans le cadre de la nouvelle loi de programmation militaire 1997-2002.

UN PROJET AU RALENTI

En 1995, les crédits devaient se situer entre 800 et 900 millions de francs. Or, pour le besoin de la campagne de tirs en vraie grandeur à Mururoa et à Fangataufa, en 1995-1996, qui coûte 600 millions de francs en frais directs, on a prélevé des ressources sur les dépenses consacrées initialement à Palen. Les crédits ne seront plus que de 786 millions de francs dans le projet de budget pour 1996. M. Baumel dit qu'il s'agit d'informations qui lui sont aujourd'hui apportées par le ministère de la défense, selon lesquelles Palen ne devrait recevoir que 7 milliards de



francs d'ici à l'an 2000. D'ores et déjà, « il manquera 2,5 milliards de francs par rapport à l'enveloppe prévue » si l'on avait voulu respecter les premiers engagements tels qu'ils avaient été déterminés en 1994.

M. Baumel estime, en conséquence, que le programme Palen sera « inévitablement ralenti » par rapport à ce qui avait été envisagé

au départ, c'est-à-dire une mise en service opérationnelle vers 2003.

Proche de l'ancien premier ministre, Edouard Balladur, le rapporteur « regrette que le président de la République ait exclu la possibilité, pour la France, de réaliser à l'avenir un nombre extrêmement limité d'expérimentations » de faible énergie en vraie grandeur. On sait, en effet, que Jacques Chirac s'est

rallié à l'« option zéro » — plus du tout d'essais réels, même de très faible puissance — dans le cadre du traité sur l'arrêt des essais nucléaires en discussions à Genève.

Se faisant l'interprète de nombreux experts civils et militaires du CEA, M. Baumel « doute » que les têtes nucléaires qui succéderont aux charges actuelles « puissent être réalisées sans qu'aucun essai en vraie grandeur ne soit effectué ». Certains de ces experts considèrent, en effet, que des tirs hectotonniques (égale ou inférieure à la kilotonne) souterrains devraient accompagner des tirs dits « froids », ceux où les matériaux nucléaires sont remplacés par des matériaux inertes pour mettre au point des amorces d'armes. « En l'absence d'expériences nucléaires, écrit-il, et même si les techniques de simulation progressaient à un rythme satisfaisant, la future tête nucléaire baptisée TNN par les spécialistes » sera nécessairement plus rustique, moins moderne et ses performances inférieures », si on la compare à la charge TN-75 qui a été définitivement essayée le 1^{er} octobre, à Fangataufa, et que les sous-marins stratégiques, comme le Triomphant, embarqueront en 1996.

Jacques Isnard

L'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon persévèrent dans de virulentes protestations

LES RÉACTIONS les plus virulentes, après l'annonce du quatrième essai nucléaire français, sont venues, une fois de plus, mercredi 22 novembre, des pays riverains du Pacifique. Le premier ministre australien, Paul Keating, s'est indigné « du mépris dans lequel le gouvernement français continue de tenir l'aplanir des populations du Pacifique sud ». Le ministre néo-zélandais des affaires étrangères, Oon McKinnon, a « déclaré » ce nouvel essai, « avec un dégoût exaspéré ». En Nouvelle-Zélande, où la campagne anti-nucléaire a fortement réussi au premier ministre, Jim Bolger, on aurait pu s'attendre à une certaine résignation, le chef du gouvernement ayant auparavant estimé qu'il faudrait désormais « faire avec » les expérimentations françaises. Mais M. Bolger, en visite au Vietnam, a déclaré que le nouvel essai représente « une gifle » pour l'opinion mondiale. « Je redemande au président Chirac de mettre une fin à cette campagne d'essais immédiats », a déclaré M. McKinnon. Après avoir été convoqué — comme les fois précédentes — au ministère des affaires étrangères, l'ambassadeur de France à Wellington, Jacques Le Blanc, a indiqué à notre correspondant, Florence de Changy, qu'il avait été principalement question de la récente résolution adoptée à l'ONU pour condamner les essais, « M. McKinnon ne comprenant pas comment la France pouvait rester aussi indifférente à l'indignation du monde entier ».

Le premier ministre japonais, Tomiichi Murayama, a déclaré :

« Nous voulons que la France cesse ; la France doit cesser ses essais. » Les États-Unis désapprouvent le nouvel essai, a indiqué, à Washington, un responsable qui a tenu à garder l'anonymat. « Les États-Unis ont déjà fait connaître leur position sur ces essais et exprimé leur déception à ce sujet », a-t-il ajouté.

Pour sa part, la Grande-Bretagne persiste dans son refus de condamner la France. Le premier ministre, John Major, « a exprimé ses opinions à ce sujet, très clairement, lors du sommet du Commonwealth réuni en Nouvelle-Zélande au début du mois », a précisé un porte-parole du gouvernement britannique, en disant « ne pas attendre qu'une autre déclaration formelle puisse être faite à propos de ce dernier essai ».

Le ministre italien des affaires étrangères, Susanna Agnelli, a déclaré avoir souhaité un assouplissement de la position du Parlement italien, comme l'avaient rapporté plusieurs agences de presse. « Je n'ai pas exprimé un souhait de ce genre, je me suis limitée à dire qu'une telle hypothèse a été évoquée au sein de la commission des affaires étrangères de la Chambre des députés », a-t-elle dit. La condamnation des essais par le Parlement avait contraint l'Italie à voter, aux côtés de neuf autres pays européens, en commission des Nations unies, un projet de résolution condamnant les essais nucléaires. Jacques Chirac avait annulé le sommet franco-italien qui devait se tenir vendredi et samedi à Naples, en raison de ce vote. — (AFP)

La presse algérienne fait état de redditions « massives » d'islamistes

ALGER

correspondance
« Il va forcément se passer quelque chose. Les islamistes vont vouloir se venger », soupire une Algéroise. Inquiétude que beaucoup d'habitants de la capitale paraissent partager. Mais si les Groupes islamiques armés (GIA), moins d'une semaine après le scrutin présidentiel du 16 novembre, n'ont pas, semble-t-il, mis à exécution leurs menaces de représailles à l'encontre des électeurs, les assassinats de représentants de l'Etat d'en continuent pas moins. Deux policiers auraient été tués, lundi, à Alger, un groupe armé d'une dizaine d'hommes a retenu plusieurs personnes en otages, dans un appartement. L'affaire, mentionnée par l'agence APS, s'est achevée dans un bain de sang. Le nombre des victimes n'a pas été précisé.

Mais ce qui frappe le plus l'opinion des Algériens, ce sont les redditions de « terroristes », qualifiées de « massives » par certains titres de la presse francophone privée. A en croire le quotidien *El Watan*, « plus de cinq cents » maquisards auraient choisi de déposer les armes depuis le début de la campagne électorale. Plus prudent, le quotidien arabophone *El Khabar*, cité par l'agence Reuter, estime que les groupes islamistes

semblent avoir adopté une « tactique d'expectative et d'observation ».

La télévision d'Etat avait commencé, avant même le scrutin, à diffuser des témoignages de « repentis ». Tous se sont déclarés déçus par leurs chefs, immanquablement qualifiés de « tueurs sans foi ni loi ». Faut-il voir, dans cette campagne de presse, une manière de conforter l'image du pouvoir ? « Que nos enfants, qui ont été trompés par les criminels assoiffés de pouvoir, se rendent compte que leur place est dans la construction du pays », avait lancé le président Liamine Zerrouk, le 1^{er} novembre 1994, peu de temps avant que ne soit adoptée une loi de clémence.

D'aucuns annoncent déjà que les jours des « terroristes » sont comptés. A cause des redditions, mais pas seulement. La délation, fortement encouragée par les autorités, et la soudaine reprise d'activité des groupes d'« auto-défense » contribueraient aussi à l'affaiblissement des maquis. A Jijel, sur la côte est, la population, lassée par les nombreux attentats et assassinats, aurait activement coopéré avec les militaires. Treize hommes auraient été tués, dimanche, grâce à cette collaboration populaire.

Véronique Hayoun

Shimon Pérès a présenté un gouvernement de continuité

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comme attendu, Shimon Pérès, le chef du nouveau gouvernement, qui devait être présenté, mercredi 22 novembre, à la Knesset et obtenir sans coup férir sa confiance, cumule ses fonctions avec celles de ministre de la défense. Gouvernement de continuité s'il en est, la nouvelle équipe a pour ambition première de « continuer l'œuvre d'Yitzhak Rabin », assassiné le 4 novembre, et, selon le ministre de la police Moshe Shalev, de « défendre et renforcer la démocratie ».

La composition du cabinet

Voici la liste des membres du gouvernement : Premier ministre et ministre de la défense : Shimon Pérès (travailliste) ; ministre au bureau du premier ministre : Yossi Beilin (travailliste) ; ministre de l'habitat et de la construction : Binyamin Ben Eliezer (travailliste) ; ministre du tourisme : Uzi Baran (travailliste) ; ministre des affaires étrangères : Ehoud Barak (travailliste) ; ministre du commerce et de l'industrie : Micha Harish (travailliste) ; ministre de la justice : David Libai (travailliste) ; ministre du travail et des affaires sociales : Ora Namir (travailliste) ; ministre de la santé : Ephraïm Sneh (travailliste) ; ministre de l'agriculture : Yaakov Tzour (travailliste) ; ministre des

transports : Israël Kassar (travailliste) ; ministre des finances : Avraham Shohat (travailliste) ; ministre de la sécurité intérieure : Moshe Shalev (travailliste) ; ministre des cultes : Shimon Shitreet (travailliste) ; ministre de l'intérieur : Haim Ramon (travailliste) ; ministre de l'éducation, de la culture et des sports : Amnon Rubinstein (Meretz) ; ministre des communications, de la science et des arts : Shoulamit Aloni (Meretz) ; ministre de l'environnement : Yossi Sadik (Meretz) ; ministre de l'intégration : Yair Tsaaban (Meretz) ; ministre de l'énergie : Gonen Segev (Yehoud) ; ministre sans portefeuille : Yehouda Amital (sans étiquette). — (AFP)

nationalité, etc.). C'est M. Shalev, à la tête d'un ministère nouvellement baptisé « de la sécurité intérieure », qui continuera de diriger la police, ainsi que « d'autres éléments » non précisés par M. Pérès, mais qui pourraient comprendre la police des frontières laquelle dépend actuellement du ministère de la défense.

La seconde personnalité nouvelle de ce gouvernement est le rabbin Yehouda Amital, dirigeant d'un mouvement sans représentation parlementaire, créé en 1988, à l'ombre du Meïmad, et issu d'une scission du Parti national religieux. Le rabbin, âgé de soixante et onze ans, représente le sionisme religieux modéré, celui qui accepte notamment le principe de l'échange des territoires occupés contre la paix, et vit lui-même dans une colombie du « bloc de Gush Etzion », entre Jérusalem et Bethléem. Ministre sans portefeuille, le rabbin Amital sera notamment chargé de faire le lien entre le gouvernement, les colons et la droite sioniste religieuse. Plusieurs des partisans du Meïmad ont soutenu publiquement la politique de Rabin vis-à-vis du monde arabe et des Palestiniens.

Le général en retraite Ehoud Barak, ancien et brillant chef d'état-major des armées, nommé ministre de l'intérieur, le 19 juillet, par Rabin, devient ministre des affaires étrangères. Cette nomination, qui peut paraître surprenante

pour un militaire de cinquante-trois ans — le plus décoré d'Israël —, sans la moindre expérience diplomatique, est en réalité un trompeur pour celui que l'ancien premier ministre assassiné considérait comme son dauphin. Chacun sait ici que c'est le premier ministre qui conduit la diplomatie, notamment vis-à-vis du monde arabe.

Élargir la coalition

Le ministère de l'économie — qui doublonnait avec celui des finances — est supprimé. Son titulaire, Yossi Beilin, quarante-sept ans, ancien vice-ministre des affaires étrangères et « sherpa » de M. Pérès, avec lequel il entretient des relations extrêmement proches, devient ministre sans portefeuille, « délégué auprès du premier ministre ». Son travail, comme dans le passé, consistera à être la « voix » du chef du gouvernement, pour les questions de politique intérieure — notamment dans les négociations qui continueront avec les partis religieux pour élargir la coalition — aussi bien qu'extérieure.

M. Beilin, avec MM. Shalev, Barak et Yossi Sadik, numéro un du Meretz — le parti de gauche associé à la coalition —, formeront ensemble le comité interministériel, créé pour gérer le processus de paix avec les Palestiniens et le reste du monde arabe.

Patrice Claude

صلى الله عليه وسلم

150

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

INTERNATIONAL

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 7

E 1995 / 15

Deux opposants ivoiriens interdits de candidature aux élections législatives

La majorité devrait profiter des divisions adverses

ABIDJAN

correspondance

Alors que les deux principaux partis de l'opposition ont levé leur mot d'ordre de boycottage actif des élections, leurs dirigeants se trouvent exclus des élections législatives du 26 novembre. Laurent Gbagbo, chef du Front populaire ivoirien (FPI), social-démocrate, voit sa circonscription en pays bété privée de scrutin, et Djénny Kobina, secrétaire général du Rassemblement des républicains (RDR), centriste, est accusé de ne pas satisfaire aux conditions de nationalité imposées par le code électoral, qui a déjà interdit au candidat potentiel du RDR, l'ancien premier ministre Alassane Ouattara, de se présenter à l'élection présidentielle.

Cette controverse aura dominé une campagne à l'issue de laquelle, dimanche 26 novembre, le Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), au pouvoir depuis l'indépendance, tentera de conserver une majorité écrasante au Parlement. Le ministre de l'Intérieur, Emile Constant Bombet, a justifié la décision de suspendre le vote dans trois circonscriptions du centre-ouest - dont celle de M. Gbagbo - par le fait que plus de trois mille Baoulés, de la même ethnie que le président Henri Kérékou Bédié, n'ont pas pu regagner leurs terres depuis l'élection présidentielle du mois dernier.

A l'époque, des affrontements avec les autochtones bétés, ainsi que des rumeurs de massacres, avaient provoqué l'exode vers les villes de plusieurs milliers de paysans baoulés. Le parti de M. Gbagbo dénonce ce report, accusant le gouvernement d'avoir attendu trop longtemps avant de calmer les esprits dans le but de « diaboliser le FPI dans son fief ».

Si M. Gbagbo doit attendre avant de se présenter, son homologue du RDR, Djénny Kobina doit « prouver son ivoirité » devant la Cour constitutionnelle, faute de quoi il sera exclu de la compétition électorale dans le quartier d'Adjamé à Abidjan. M. Bombet affirme que M. Kobina n'a pas déposé de certificat de nationalité et quand ledit certificat a été publié par plusieurs journaux d'opposition, cette semaine, la presse gouvernementale a laissé entendre qu'il pourrait s'agir d'un faux ou d'un document qui n'est pas en règle.

UNE MAJORITÉ ÉCRASANTE

« Ce n'est pas de notre faute si M. Djénny Kobina est ghoné », a dit le ministre de l'Intérieur, alors que M. Kobina fut candidat du PDCI aux dernières élections législatives, en 1990. Lors de ce premier scrutin législatif pluraliste depuis l'indépendance, 165 des 175 sièges étaient revenus au PDCI. A l'époque, l'opposition naissante se mesurait à Houphouët-Boigny, qui venait d'être élu pour la septième et dernière fois président.

Depuis lors, le père fondateur du pays est mort et son successeur, M. Bédié, est passé du perchoir de l'Assemblée nationale à la présidence de la république, le FPI s'est implanté et beaucoup de militants du PDCI - dont M. Kobina - ont quitté le parti pour former le RDR, en particulier au nord du pays.

Bien que Baoulé, natif de Yamoussoukro, dans le centre, Houphouët-Boigny avait été élu pour la première fois, en 1945, dans le Nord, à Korogho, comme représentant l'Assemblée constituante de la IV^e République et, toute sa vie, il a su préserver l'alliance entre Dioulas et Sénoufos des savanes du Nord et Akans du Sud forestier. Aujourd'hui, les Nordistes sont divisés entre RDR et PDCI, comme à Korogho, où s'affrontent deux candidats issus de l'une des grandes familles sénoufos, les Koulibaly.

Mais l'effacement de la base du PDCI peut être compensé par les divisions de l'opposition. Car la politique de désistement voulue par le Front républicain a volé en éclats, à la veille du dépôt des candidatures, et dans beaucoup de

circonscriptions les « triangulaires » profiteront au parti au pouvoir pour cette élection à un seul tour.

Si les modalités du scrutin restent floues - vérification des listes électorales incomplète, campagne qui a démarré sans proclamation officielle et avait même que la liste des candidats ne soit publiée -, le PDCI s'accroche à l'idée de s'assurer une écrasante majorité. Alors qu'un mois après l'élection présidentielle le portrait du candidat Bédié orne toujours les panneaux publicitaires d'Abidjan, le PDCI a lancé une nouvelle campagne d'affichage : l'image d'une troupe d'éléphants avec la légende « Donnons une majorité de progrès au président ».

François Picard

Le dissident chinois Wei Jingsheng a été inculpé de « crimes contre-révolutionnaires »

Le fondateur du mouvement Mur pour la démocratie risque la peine de mort

Wei Jingsheng, symbole de la dissidence chinoise et plus ancien prisonnier politique du pays, a été inculpé, mardi 21 novembre, de « crimes contre-

révolutionnaires ». Il avait été interpellé, le 1^{er} avril 1994, et, depuis lors, aucun de ses proches n'avait eu la moindre nouvelle de lui.

Wei Jingsheng, quarante-cinq ans, inculpé, mardi 21 novembre, d'avoir « tenté de renverser le gouvernement », a été enfermé dans la prison principale de Pékin. Le plus célèbre des dissidents chinois, tenu par le régime comme son ennemi public numéro un, devrait être jugé dans les deux mois ; il risque une peine allant de dix ans de prison à la mort. La nouvelle n'a pas été publiée dans la presse, mercredi, à l'exception d'un article dans le *China Daily*, destiné aux étrangers.

Wei Jingsheng avait déjà fait quatorze ans et demi de prison pour « crimes contre-révolutionnaires ». Cet ancien garde rouge, devenu électricien au zoo de Pékin, avait été, en 1978, le fondateur du mouvement Mur pour la démocratie. Il s'était fait, dans un livre, le défenseur de la démocratie, qu'il dénom-

maît la « cinquième modernisation », en référence aux quatre autres « modernisations » décidées par le Parti communiste : agriculture, industrie, science et technique et armée. Dans un quartier occidental de la capitale chinoise, il avait écrit, sur un mur, des dazibaos de plus en plus audacieux contre le régime. Il avait fini par accuser Deng Xiaoping d'être un « dictateur ». Arrêté, le 29 mars 1979, et condamné à quinze ans de prison, il avait été libéré sur parole, en septembre 1993.

Le 1^{er} avril 1994, il avait été de nouveau interpellé. Il a, depuis lors, été gardé au secret et aucune nouvelle n'est parvenue à sa famille ou à ses avocats pendant plus d'un an et demi. « Mon frère risque d'être lourdement condamné, sa vie est désormais sans espoir », a déclaré Wei

M. Wei risque la peine de mort. Il pourrait aussi être « échangé » contre une entrée de Pékin dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Ling, sœur du dissident. Je pense que le traitement qu'il a subi depuis sa disparition a été très dur. Je ne crois pas qu'il ait tenté de renverser le gouvernement, c'est facile d'accuser quelqu'un comme ça. »

TRACTATIONS

Selon certains dissidents, M. Wei sera condamné à la détention, puis fera l'objet de tractations en vue d'une libération suivie d'une expulsion, contre une décision favorable à l'entrée de Pékin dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le nom de M. Wei figurait sur la liste des prétendants au prix Nobel de la paix 1995.

Wang Xizhe, autre figure de la dissidence, qui a passé douze ans en prison, a rappelé que Wei Jingsheng avait déjà, en 1979, été accusé de vouloir renverser le gouvernement.

« Tout est fait au mépris de la loi et, quel que soit le verdict, ce sera une injustice », a déclaré, de son côté, le dissident Liu Gang, relâché, en juin, après six ans d'emprisonnement. « C'est quand même un scandale de prendre son propre peuple en otage », a ajouté cet ancien dirigeant du printemps de Pékin de 1989.

L'arrestation a été rendue publique vingt-quatre heures après le retour du président Jiang Zemin d'Osaka où il avait participé au sommet du Forum Asie-Pacifique (APEC). Les diplomates en poste à Pékin sont convaincus que l'annonce a été retardée afin de ne pas jeter une ombre sur le récent déplacement du numéro un chinois, au cours duquel il avait promis de pousser la libéralisation économique. - (AFP)

les toutes pour les de cent à cité d'in- Les em- et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s'impres- rent pour t destiné, pas aux créateurs

ain sur la i lui de- i sur les rue mais lique au vouloir mploi et être ex- des pro- als aussi 'accueil, ne et so- fe.

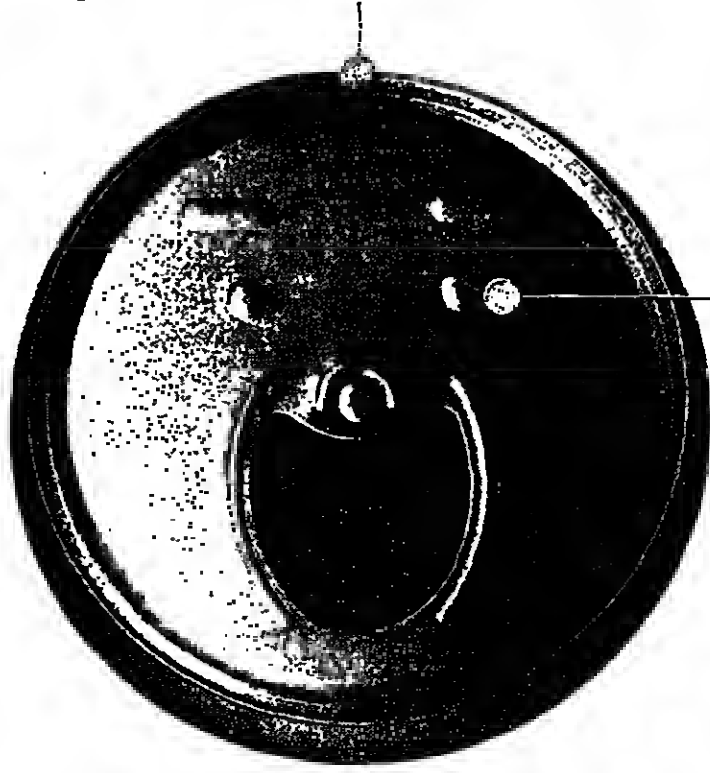
hfeld

L'effort de désendettement du Groupe est déjà largement réalisé. Sa nouvelle stratégie lui permettra d'améliorer ses positions concurrentielles et de renforcer les moyens de ses activités à fortes perspectives de croissance.

En quoi le désendettement de Pechiney va-t-il contribuer au développement du Groupe ?

Désendettement

Pechiney a décidé de céder quatre activités de grande qualité mais sans synergie avec le reste du Groupe : Boilage Métal et Spécialités Amérique du Nord, Boisson Verre Amérique du Nord, Composants et Systèmes, Éléments de Turbomoteurs. Ce programme de cessions, qui porte sur environ 10 milliards de francs, est réalisé. Il va permettre à Pechiney de retrouver les marges de manœuvre nécessaires à son développement. Elles seront octroyées par l'augmentation de capital qui accompagne la privatisation.



Stratégie

Recentré sur ses deux principaux métiers, l'aluminium et l'emballage, Pechiney va pouvoir renforcer ses positions. Dans l'aluminium, les applications se multiplient. C'est le cas dans l'automobile, les transports maritimes et l'aéronautique. Dans l'emballage, des marchés prometteurs s'ouvrent dans de nouvelles zones géographiques comme l'Amérique latine et l'Extrême-Orient. Pechiney poursuit son expansion en accompagnant ses clients sur les grands marchés de demain.

Privatisation. La dernière cession qui concerne les Éléments de Turbomoteurs, annoncée le 13 10 1995, est soumise

à l'approbation des autorités nationales compétentes. Des marchés d'achat d'actions sont disponibles auprès de votre banque, des Caisse d'Épargne, de la Poste, du Trésor Public et de votre société de bourse. Ils sont révisables à tout moment jusqu'à la fin du quatrième jour de bourse de l'offre publique de vente. Un document de référence enregistré avec un overnement est une note d'opération préliminaire visée par la CGP sont à votre disposition auprès des différents intermédiaires financiers et de Pechiney. Une note d'opération définitive sera disponible le jour de l'ouverture de l'offre publique de vente dans les mêmes lieux. Pour toute information sur Pechiney, adressez-vous à votre interlocuteur privilégié ou appelez le 01 69 10 10 10 (appel gratuit) ou composez le 3010 CHU (1,29 F la minute). Adresse Internet : <http://www.pechiney.fr>

Ne s'investissez pas sans raison.

PECHINEY

icaux et res de la s ont dé- i tendant que offi- est pro- sera l'un le prési- Robert é au Sé- me que ment de semble. nent qui est une i liberté, aucun de x.

EINE

uverne- hira de s les six n prési- unt faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus -ci ne apu- ichts fi- la mo- que, la 'aide à trés et

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995

UNIVERSITÉS Aux cris de « Bayrou, des sous », plus de cent mille étudiants et lycéens ont manifesté, mardi 21 novembre, à Paris et dans la plupart des villes de pro-

vince. Le succès de cette journée d'action devrait relancer le mouvement de protestation. Une manifestation nationale est prévue pour le 30 novembre. ● UNE COORDINATION

NATIONALE a été constituée, qui rassemble les délégués des universités et les syndicats d'étudiants. La coordination demande des « crédits d'urgence à hauteur de 2 milliards de

francs » et une loi de programmation budgétaire. Elle appelle à « étendre le mouvement pour aboutir à la grève générale ». ● M. BAYROU devait, après discussion en conseil des

ministres, annoncer l'ouverture de négociations avec les étudiants sur le plan d'urgence pour les universités et d'une concertation sur les réformes de l'enseignement supérieur.

François Bayrou ouvre des négociations avec les étudiants

Après la forte mobilisation du 21 novembre, le ministre de l'éducation nationale devait recevoir les membres de la coordination étudiante. Une nouvelle manifestation est prévue pour le 30 novembre. Des « médiateurs » pourraient être envoyés dans toutes les universités

AU LENDEMAIN des manifestations qui ont rassemblé, mardi 21 novembre, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants dans toute la France, il ne faisait pas de doute que le mouvement engagé le 9 octobre à la faculté des sciences de Rouen allait perdurer, voire s'amplifier. D'autres établissements se sont ajoutés à la liste des vingt universités qui peu ou prou se sont déclarées en grève ou ont cessé les cours. Le succès de cette journée d'action a renforcé la mobilisation des organisations syndicales d'étudiants, auxquels se sont joints des comités locaux dans une coordination nationale. Dans un appel, celle-ci envisage une nouvelle manifestation nationale le 30 novembre à Paris.

Cette initiative a été adoptée sans attendre le contenu du nouveau plan d'ensemble pour les universités que François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche devait présenter, mercredi 22 novembre, au terme du conseil des ministres, où ce dossier devenu très sensible a été évoqué. Avant de s'adresser aux

étudiants et aux responsables syndicaux, M. Bayrou a, en effet, soumis à l'Élysée les modalités de son plan et de ses propositions pour s'assurer de la solidarité du gouvernement.

Alors que les étudiants réclament 2 milliards de francs de crédits assortis d'une loi de programmation, le ministre de l'éducation nationale ne dispose que d'une marge de manœuvre financière limitée. Elle a été rappelée par le premier ministre, Alain Juppé, lors de son intervention dimanche 19 novembre à « 7 sur 7 ». « Le plan de rattrapage qui sera adopté dans les prochaines semaines (se situe) dans les enveloppes dont nous disposons. C'est une redistribution de nos moyens », avait-il déclaré.

Faute de nouveaux engagements budgétaires, François Bayrou se trouve contraint de reprendre l'essentiel des dispositions présentées précédemment, même si, jusqu'à présent, elles n'ont pas suffi à apaiser le conflit. Pour l'immediat, il confirme le plan de rattrapage des universités les plus mal dotées. Les besoins ont été évalués à l'issue

des rencontres conduites par Christian Forestier, directeur général des enseignements supérieurs, avec l'ensemble des présidents d'université. Une première estimation laissait entrevoir l'attribution de 150 à 170 millions de francs, une somme déjà inscrite au projet de loi de finances 1996, la

création de deux cents postes d'enseignants, auquel pourrait s'ajouter un nombre équivalent d'emplois de personnels non enseignants, les IATOS.

Cette première série de mesures sera confirmée par l'engagement d'un plan sur quatre ans négocié avec les présidents d'université sur la base de la politique des contrats. Outre ces dispositions spécifiques, M. Bayrou envisage d'intégrer une partie des demandes formulées, mardi 21 no-

vembre, par la commission permanente de la conférence des présidents d'université : de nouveaux emplois de personnels non enseignants, une rallonge budgétaire pour la compensation intégrale du montant des droits d'inscription dont sont exonérés les boursiers et, enfin, un engage-

ment significatif pour l'entretien et la mise en sécurité des bâtiments.

Afin d'identifier clairement l'ensemble des besoins, établissement par établissement, l'une des hypothèses avancées visait à reproduire la méthode des « médiateurs » mise en œuvre à Rouen comme à Metz, qui a abouti à l'apaisement rapide des conflits. Elle répondrait à l'attente de nombre de comités de grève qui se sont inspirés de l'exemple de ces deux universités.

Alors qu'il s'était refusé, depuis le début du conflit, à rencontrer les organisations syndicales, le ministre de l'éducation nationale semble prêt à ouvrir des « négo-

ciations » sur le contenu et les modalités de ce plan. Mercredi en fin de soirée, il attendait la constitution de la coordination des étudiants pour connaître ses futurs interlocuteurs et leur proposer une rencontre.

De toute évidence, François Bayrou se retrouve dans une position difficile. Il ne veut pas accorder l'idée de céder aux pressions des manifestations, comme le reproche lui a déjà été implicitement adressé. Pour Josselin de Rohan, président du groupe RPR au Sénat, il est ainsi « inconcevable que la régulation budgétaire de l'enseignement supérieur soit assurée par la rue », tandis que Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, indiquait qu'on ne répondra pas aux inquiétudes des étudiants « par des rallonges budgétaires, mais par des réformes en profondeur ».

Face à ces affirmations, le ministre de l'éducation nationale doit néanmoins donner des gages d'ouverture aux étudiants pour éviter la généralisation du conflit.

Michel Delberghe

Le ministre se donne six mois pour lancer une concertation « jusque dans les amphes » avant la tenue d'états généraux

Le ministre se donne six mois pour lancer une concertation « jusque dans les amphes » avant la tenue d'états généraux

Le ministre se donne six mois pour lancer une concertation « jusque dans les amphes » avant la tenue d'états généraux

La coordination nationale demande 2 milliards de francs de crédits d'urgence

TOUT a vraiment failli basculer. La manifestation du mardi 21 novembre s'est dispersée dans le désordre et une atmosphère nerveuse. Dans le hall et le vaste couloir de la Sorbonne (Panthéon Paris-I), l'heure est aux grandes et petites manœuvres, car les organisations étudiantes préparent la reprise en main d'un mouvement qui leur échappe en partie. Vers 19 heures, un flot d'étudiants envahit les lieux, après avoir forcé la porte étroite qui donne dans la rue Saint-Jacques aux cris de « Contrôle des dé-bats ! » et « Occupation de la Sorbonne ! ».

Quelques minutes plus tard, dans l'amphithéâtre II, plus d'un millier d'étudiants ouvrent une assemblée générale, supposée donner naissance à une coordination nationale. C'est la pagaille. Les étudiants de Paris-VIII qui avaient décidé la veille de constituer cette coordination à Saint-Denis, sur la base d'un texte « interfac » élaboré à Toulouse (Le Monde du 22 novembre), sont finalement là et tentent de calmer le jeu. En vain. Qui pourrait endiguer ces vagues de mécontentement, auxquelles se mêle le plaisir de faire la fête ?

« On est là en tant qu'individus,



d'accord ? ». « Oui ! » hurle la salle. « On ne veut pas que du po-gon, on veut changer cette société ! ». « Une seule solution, c'est la révolution ! ». Les slogans fusent de la tribune surpeuplée, tandis que quelques militants essaient d'organiser un débat avec les délégués des universités en grève. « Si ce soir on n'arrive pas à se

structurer au niveau national, ce sont les syndicats qui vont tout récupérer », s'époumone une brunnette. Gros succès. Deux étudiants de Tours, abasourdis, s'inquiètent : « Quand on voit des trucs comme ça, on ne comprend pas, on pense qu'à Paris c'était organisé. Qu'est-ce qu'on va raconter demain à l'AG ? » Un mili-

tant commente : « Les anars ont bien réussi leur coup. »

Parallèlement, l'UNEF et l'UNEF-ID organisent une véritable assemblée générale dans un amphithéâtre, ne laissant passer à travers les mailles serrées du service d'ordre que les délégués des facs en grève, élus par leurs AG. L'amphi II se vide. Presque toutes les facultés parisiennes sont là, avec Rouen, Metz, Orléans, mais aussi les universités nouvelles, ainsi que Nice, Grenoble, Limoges, Tours, Reims, Brest, Bourges, Dijon, Rennes, Nancy, les écoles d'archi...

STRATÉGIES

Établissement par établissement, chacun fait l'état des lieux du conflit et aligne les revendications, sortant du cadre des postes et des crédits dans lequel elles se cantonnaient jusqu'alors. « Jusqu'à la manifestation, c'était normal de se limiter à des questions budgétaires, les seules unificatrices », souligne en aparté un membre de l'UNEF-ID.

A 23 h 30, Karine Ceiler, membre du bureau national de ce syndicat, propose un « appel de la Sorbonne », élaboré par l'UNEF et l'UNEF-ID, qui deviendra celui « de la coordination nationale ». Il

repré-sente de nombreuses revendications de l'appel de Toulouse (auquel les trotskystes ont largement mis la main) : 2 milliards de francs de crédits d'urgence (plus 15 MF pour les écoles d'architecture), une loi de programmation budgétaire, l'égalité entre les étudiants français et étrangers, la titularisation de tous les travailleurs précaires (enseignants et non-enseignants), le retour des universités nouvelles au statut de la loi Savary de 1984. Les deux appels s'accroissent également sur un constat, celui du « désengagement croissant de l'État dans le service public, en particulier dans l'enseignement ».

En sus de ces revendications communes, l'appel de la coordination nationale demande « d'étendre le mouvement pour aboutir à la grève générale », et de participer « à la grève et à la manifestation » du 24 contre la réforme de la Sécurité sociale. Sur-tout, la coordination appelle à une nouvelle journée d'action nationale le 30 novembre. A l'issue de cette troisième manifestation, après celle du 9 et du 21, la coordination, qui invite « les lycéens et le personnel de l'éducation nationale à se joindre à la lutte », se réunira à nouveau.

Une nuit ou presque sera cependant nécessaire à l'adoption de l'appel, avec l'examen d'une quarantaine d'amendements. Lors des votes, chaque délégation s'adonne à des stratégies complexes, pour ménager, qui la gauche socialiste, qui les rorardiens, les lambertistes du Parti des travailleurs, ou la Scap (Section carénement anti-Le Pen, libertaires) qui fait un tabac avec la défense des étudiants étrangers. Les revendications qui n'ont pu être prises en compte dans l'appel devraient donner lieu à un Livre blanc.

Tout le problème de la coordination, qui n'a pas désigné de bureau, ni envoyé de délégation au ministre, sera maintenant d'asseoir sa légitimité sur le terrain et « de tenir » jusqu'au 30 novembre avec une mobilisation forte. Cette date a été choisie pour tenir compte des manifestations sociales du 24 et du 28 et des grèves dans les transports. La coordination devra aussi contenir bon nombre de délégués qui sont partis en claquant la porte, estimant, paradoxalement, à 4 heures du matin, que le débat n'avait pas duré assez longtemps.

Béatrice Gurrey

« Le présent ? La galère. L'avenir ? Encore plus de galère »

C'ÉTAIT UNE PHOTOCOPIE de fax de bien mauvaise facture. On n'en distinguait pas la provenance, il n'y avait pas d'entête. Tout juste, tapés à la machine, une liste de slogans et des textes de chansons. Comme disait l'étudiante qui marchait à reculons, agrippant un micro et tournée vers le cortège : « Pas de manif sans refrain ». Elle avait donc prévu son pense-bête. Si tout se passait bien, si la foule « accrochait », elle espérait, par exemple, lui proposer l'air de Milord : « Allez vous-y Bayrou, donne-nous encore des sous, nous on en a besoin, pour notre éducation, et puis tes keufs Debré, qui veulent nous motroquer, qui veulent nous expulser, nous on en a assez. »

Mais on était en début de manif. Les marcheurs étaient encore trop frais. Et l'étudiante préféra entonner l'air de Lo Cagé aux oiseaux, puis celui de L'île aux enfants : « Voici venu le temps des choix budgétaires, où pour étudier, c'est vraiment la galère... » En matière d'animation de manifestation, un syndicat comme l'UNEF avait, affirmait-elle, « du métier » et de fameux atouts.

Des slogans ? Il y en avait des pelletées. « Aucune, aucune, aucune hésitation, nous voulons du poignon » ; ou bien « Bayrou, on veut nos 2 milliards », ou encore « Ni fac privée, ni fac sous-développée », version édulcorée de l'imperieux « Ré-qui-si-

tion de la fac Pasqua », allusion à la faculté privée créée par le conseil général des Hauts-de-Seine et conspuée le long d'un cortège de plus de vingt-cinq mille étudiants. L'essentiel, bien sûr, était de crier ensemble, de démontrer l'union. Aucun risque de fissure sur ces mots d'ordre-là !

« IL ÉTAIT UN PEU TIT MINISTRE... »

Le départ, boulevard Saint-Michel, avait été laborieux. Il avait fallu parlementer pour décider de l'ordre de passage des groupes d'étudiants. Puis certains s'étaient offusqués en découvrant que les manifestants de tête étaient pour les trois quarts des syndicalistes qui affichaient allègrement badges et autocollants. « Cela me dégoûte », s'insurgeait un étudiant en histoire de Paris-I. Pendant les assemblées générales, ils se camouflaient au mieux ils criaient à l'union sacrée en niant toute divergence. Et aujourd'hui, on les découvre, arrogants, uniquement là pour défendre leur boutique ! L'UNEF (proche du PCF) et l'UNEF-ID (proche du PS et de l'extrême gauche) étaient en effet très présentes.

On parlementa, on panacha et on improvisa. Les anarchistes de la CNT furent priés de se fondre dans le cortège. Cinq cents étudiants de Metz encadrant une grosse tirelire de carton-pâte en forme de

cochon se virent confier l'honneur de l'ouvrir. En matière de chansons, ils avaient un classique : « Il était un petit ministre (bis), qui n'avait-ja-ja-jamais col-culé, Ohé Ohé ». Ils avaient aussi, outre l'intention de reprendre les cours dès le lendemain, une grande peur de voir leur cause « récupérée » et n'apprécieraient guère qu'une militante de l'UNEF saisisse le micro pour fustiger péle-mêle la reprise des essais nucléaires et le gouvernement Juppé. « Nos problèmes de locaux et de profs n'ont aucun rapport avec la politique ! », s'exclamaient un futur ingénieur en génie mécanique.

Des centaines de lycéens de Paris et de banlieue (Mantes-la-Jolie, Versailles, Bobigny) avaient séché les cours et marchaient au coude à coude, quelque peu exaltés. « Solidarité avec nos frères o-nés ! » La plupart ne pouvaient en dire plus, si ce n'est en affichant la conviction que cette société n'aimait décidément pas ses jeunes, puisqu'elle les propulsa « droit au chômage », « la tête dans le mur ».

Entrées tardivement dans le mouvement, les facultés parisiennes tentaient de rattraper le temps perdu. « Pos un mètre carré de plus en dix ans alors que la fac - délabrée - a accueilli dix mille étudiants supplémentaires ! », se désolait une étudiante de Tolbiac. Une autre, salariée pour financer ses études, avait en plus

pouvoir assister aux travaux dirigés sur-chargés. Géraldine demandait que les étudiants bénéficient de tarifs spéciaux sur la Carte orange. Nicolas et Sophie avaient peint une espèce d'épouvantail pour attirer l'attention sur l'UFR d'arts plastiques de Paris-I, privée d'ateliers et « totalement laissée pour compte ».

DISSOLUTION CONFUSE

Laurent, lui, attendait impatiemment qu'on soulève le problème de l'amiante à Jussieu. Corine, venue d'Orléans dans l'un des deux trains affrétés, avait ceint sa tête d'un bandeau d'apâche et exprimait un pessimisme noir. « Le présent ? La galère. L'avenir ? Encore plus de galère. Il n'y a pas de place pour nous, c'est clair. Croyez-vous que cela vaille qu'on fasse nous-mêmes des enfants ? »

Ils marchaient avec fougue et, en moins d'une heure trente, dans un froid tonifiant, ils se retrouvèrent boulevard Saint-Germain, face aux CRS bloquant toutes les voies possibles vers le ministère de l'éducation et l'Assemblée nationale. En quelques secondes, les leaders du mouvement et les responsables de syndicats appelèrent à la dissolution de la manifestation et pft ! filèrent sur-le-champ à une réunion de coordination. Les troupes se retrouvèrent frustrées et abandonnées à elles-mêmes. En quelques

secondes, une poignée de casseurs chargés s'abattaient sur un tabac et quelques vitrines luxueuses, sous l'œil horrifié des étudiants. Tout pouvait mal tourner mais personne ne songeait à partir.

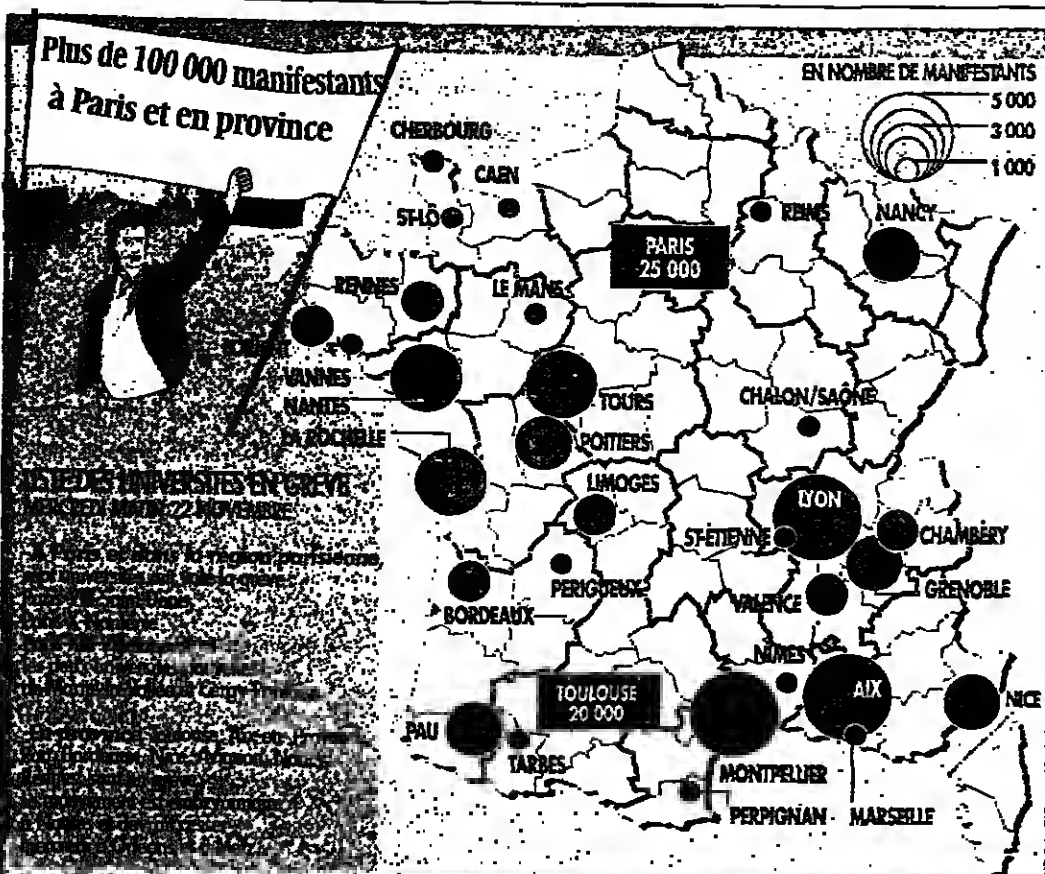
Faute de bilan, de mot d'ordre, de rendez-vous fédérateur, d'interlocuteur, bref, faute d'une « sortie » honorable de la manif, les étudiants se rapprochaient irrésistiblement des CRS. Vers le bas du boulevard, seuls les insultes et quolibets franchirent le barrage menaçant. Vers le Quartier latin, il y eut d'autres bris de vitrines et dégâts. Une douzaine de personnes furent interpellées. « Une seule solution, la révolution », scandaient les étudiants à la fois fatigués et grisés. Les portes de la Sorbonne étant closes, comme celles du Panthéon, plusieurs centaines d'entre eux continuèrent à tourner dans le quartier, dansant très tard au rythme de percussions africaines.

Assises sur les marches d'une porte cochère, trois jeunes filles d'Orléans récapitulaient les refrains appris lors de leur équipée parisienne. Leur favori reprenait un air triste de Hugues Aufray : « Dis-moi Bayrou, les années ont passé, pourquoi les étudiants n'ont toujours pas de blé ? Pour-tant tu sais que pour étudier, on n'en a jamais assez... »

Arnick Cojean

السلامة العامة

et les étudiants



De Bordeaux à Guebwiller, les lycéens se sont joints aux cortèges

100 000 MANIFESTANTS, soit trois fois plus que le 9 novembre : des bataillons de lycéens doublant parfois leurs aînés étudiants ; des universités jusque-là silencieuses entrant dans grève : la journée nationale de manifestation des étudiants a remporté, mardi 21 novembre, un succès indiscutable. Partout en France, parfois là où l'on s'y attendait le moins, des cortèges ont défilé. De quelques centaines dans certaines petites villes à plusieurs milliers dans la plupart des centres universitaires, les manifestants ont réclamé au ministre de l'Éducation, François Bayrou, « des sous » pour l'enseignement supérieur.

Avec 20 000 à 25 000 personnes dans les rues, Toulouse s'est offert le luxe d'égaliser le défilé parisien. Imposante et surprenante mobilisation, dans une ville qui compte quelque 110 000 étudiants et qui n'est pas la plus mal lotie avec ses trois universités et un taux d'encadrement situé dans une moyenne moyenne hexagonale. Partis modestement et tardivement, les étudiants toulousains avaient certes rattrapé le temps perdu, lançant le week-end dernier, l'idée d'une coordination nationale des facs avec les représentants d'une petite dizaine de villes universitaires. Mais ni les facultés de médecine et de sciences sociales, ni le complexe scientifique de Rangueil ne s'étaient mis en grève. On s'attendait donc à une mobilisation moyenne.

de Tarbes. Les étudiants des différents IUT de la ville, qui se souvenaient certainement des manifestations de mars 1994 contre le contrat d'insertion professionnelle, occupent le haut du pavé. À l'époque, déjà, 15 000 d'entre eux étaient descendus dans la rue. Mais cette fois, ils sont encore plus nombreux, encore plus divers. Encore plus apolitiques. La semaine dernière, Lionel Jospin, élu du département mais surtout ancien ministre de l'Éducation et initiateur du plan Université 2000 est bien venu affirmer que « l'effort formidable fait entre 1983 et 1993 en faveur de l'enseignement supérieur a été arrêté par le gouvernement ». Mais dans le cortège, les affichages politiques sont invisibles.

Les banderoles sont taillées dans de vieux draps, les slogans composés avec humour. « On nous a promis des pommes, on n'a eu que des pépins », scandent certains. D'autres dénoncent les conditions matérielles des études : « On veut des profs ! On veut du bien ! Les cours bâclés, y'en a assez ! ».

La manifestation s'est terminée sans incidents place du Capitole, sous les fenêtres de Dominique Baudis, maire CDS de la ville et ami de François Bayrou. Les étudiants ont juré de ne pas se laisser voler leur « victoire » et réclament une loi de programmation. Confiant, le collectif étudiants-lycéens annonce qu'il peut encore mieux faire. En décembre 1988, ils étaient 50 000 dans les rues de Toulouse à manifester contre le projet de loi d'Alain Devaquet.

Aucun incident, beaucoup de détermination, pas mal de lucidité : ailleurs en France, les cortèges rassemblent, en plus réduits, au modèle toulousain. À Lyon, ils sont 5 000, venus des universités, des IUT, mais aussi des lycées de Villeurbanne, 5 000, encore à Aix

et Montpellier, 4 000 à Nantes et Tours, 3 500 à La Rochelle, 3 000 à Grenoble, Nancy, Poitiers et Pau, 2 000 à Brest, Rennes et Bordeaux, 1 000 à Nîmes, Marseille, Saint-Etienne, Perpignan, Reims, Périgueux, Sarlat. Ailleurs, des cortèges de quelques centaines de personnes ont défilé, occupant ici une sous-préfecture, là une mairie, toujours pacifiquement.

LE MOUVEMENT S'ÉTEND

Et toujours accompagnés de nombreux lycéens. Car, c'est là encore une surprise, de très nombreux défilés se sont formés dans des villes ne comptant aucune université. À Chalon-sur-Saône, Tarbes, Cahors, Rodez, Clamecy, Saumur, Vannes, Saint-Lô, Vire, Tournus ou Guebwiller, des manifestations exclusivement lycéennes sont venues soutenir les revendications des étudiants. La plupart réunissent quelques centaines d'adolescents, mais à Lorient ou à Valence, ce sont plus de 1 500 jeunes qui sont sortis dans les rues.

Sans compter les lycéens qui ont fait le voyage vers des villes universitaires. À Grenoble, par exemple, certains étaient venus de Villars-de-Lans en stop, d'autres avaient négocié avec la mairie de Saint-Marcellin des bons de transport pour rejoindre la capitale du Dauphiné.

Les grèves restent cependant encore l'apanage des étudiants. Mardi soir, une vingtaine d'universités avaient voté la cessation des cours. À celles qui étaient déjà officiellement dans le mouvement, se sont jointes, dans la journée, les universités de Reims, Poitiers et Dijon.

Gérard Vallès à Toulouse, Christian Tual à Rennes et Adrien Favreau à Nantes

Les réactions au RPR, au PS et au PCF

● Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, a déclaré que le gouvernement répondra « par des réformes en profondeur » et « non pas par des rallonges budgétaires ». « Ces réformes devront s'appuyer sur une légitimité indiscutable, celle du référendum annoncé par Jacques Chirac », a-t-il ajouté.

● Josselin de Rohan, président du groupe RPR au Sénat, a estimé qu'« il est inconcevable que la régulation budgétaire » de l'enseignement supérieur « soit assurée par la rue ». « Il faudra bien un jour, soit proportionner les ressources aux effectifs, soit limiter les effectifs aux ressources, mais il n'est pas possible de perpétuer la situation actuelle », a-t-il ajouté.

● Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé que « la priorité à l'enseignement supérieur s'est brutalement interrompue en 1993 ». L'ancien ministre de l'Éducation nationale a ajouté que le gouvernement « a vécu sur les acquis de ce que les socialistes avaient fait, à savoir donner un plan jarradable à l'enseignement supérieur ». Les gouvernements Balladur et Juppé « ont rompu avec cela », a-t-il affirmé.

● Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, a demandé un « plan d'urgence de deux milliards de francs », en affirmant que les « étudiants avaient tout fait raison » et qu'il manquait « 6 000 postes » d'enseignants et de personnel administratif.

La mise en garde du recteur de Toulouse

Philippe Joutard, recteur de l'Académie de Toulouse, a adressé le 16 novembre une note « urgente » aux chefs d'établissements du secondaire. « Les agitations actuelles ne sont que des coordinations floues, note-t-il. La négociation et les explications demeurent infructueuses. Dans ces conditions, les récupérations sont aisées et les dérives inquiétantes ». En conséquence, il leur demande de veiller à « l'assiduité » et d'émigrer, « si la situation l'exige, l'exclusion avec réinscription sous contrat par les parents ». M. Joutard en appelle également aux professeurs qui « savent combien la démagogie n'a jamais été une méthode ».

Comment le « général Blondel » a perdu la bataille de la « Sécu »

MAIS QUELLE MOUCHE a donc piqué Marc Blondel, le secrétaire général de Force ouvrière ? Chantant un jour victoire sur le perron de l'Élysée, et annonçant que la Sécurité sociale est sauvée. Hurlant le lendemain que le gouvernement est en train de faire main basse sur elle pour la dépecer. Acceptant, contre toute attente, que son organisation signe un texte unitaire avec les autres confédérations syndicales pour réformer la protection sociale. Puis, aussitôt après, jouant les diviseurs et voulant faire bande à part pour ne pas manifester avec les autres syndicats.

Marc Blondel a suivi, ces dernières semaines, un parcours sinueux. Pour qui connaît les tractations secrètes auxquelles a donné lieu l'élaboration du plan gouvernemental, le mystère est pourtant moins opaque qu'il y paraît. C'est l'histoire d'un « marché » qui a mal tourné.

Officiellement, le feuilleton commence dans la nuit du lundi 30 au mardi 31 octobre. Ce soir-là, huit organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FEN, FSU et UNSA), réunies au siège de la CFDT, parviennent, après sept heures de discussions laborieuses, à se mettre d'accord pour faire une déclaration commune sur « l'avenir de la Sécurité sociale ». Pourquoi Marc Blondel donne-t-il son imprimatur à ce texte ? Sur le moment, personne n'y prend vraiment garde. Trois semaines plus tard, le 10 octobre, toutes les fédérations de fonctionnaires ont fait grève et le climat est à l'unité.

De surcroît, les négociateurs ont accepté d'introduire dans le texte quelques formulations de nature à apaiser les craintes du patron de FO, pour lequel les cotisations sociales ne sont qu'un « salaire différé » et qui craint comme la peste une fiscalisation du régime de protection sociale, qui ruinerait, selon lui, avec élatation. On lit ainsi, dans le document élaboré, que les syndicats sont « attachés à un financement assis pour l'essentiel sur les salaires ». Mais pourquoi celui

qui est surnommé « le général » dans son organisation tolère-t-il ce « pour l'essentiel », qui vaut acceptation de la refonte à venir ? Pour quoi, surtout, Marc Blondel donne-t-il son accord à un texte qui admet le principe d'une « réforme », ce à quoi FO s'était toujours refusée ?

En fait, cet assentiment donné par Marc Blondel est l'aboutissement de longues négociations menées en coulisse. À la fin de l'été, le successeur d'André Bergeron multiplie les flèches contre le premier ministre, Alain Juppé. Il lui reproche, avec le gel des salaires des fonctionnaires, d'avoir maintenu le cap économique proposé par Alain Madelin, le ministre libéral de l'économie, débarqué en août. Mais il prend bien soin d'épargner toute critique au chef de l'État. Le rencontre-t-il secrètement ?

À l'époque, un article du *Point* (daté 14 octobre) fait des vagues dans le microcosme de Force ouvrière. L'hebdomadaire rapporte que, « de déjeuner avec les recteurs des universités en agapes avec les derniers d'insulaires trotskistes (Alexandre Hébert et Pierre Lambert), Chirac réactive son carnet d'adresses ». Or, les deux convives du président sont des figures bien connues de la confédération syndicale. Ancien responsable de l'union départementale FO de Loire-Atlantique, le premier est officiellement anarcho-syndicaliste, mais officieusement, depuis des lustres, membre, sous le pseudonyme d'« Ernest », du bureau politique d'un groupe trotskiste, le Parti communiste internationaliste (PCI), allié de Marc Blondel au sein de FO. Le second, de son vrai nom Pierre Boussel, est le principal dirigeant de cette même organisation, rebaptisée Parti des travailleurs (PT). À l'Élysée, on ne confirme pas une telle rencontre.

De son côté, Marc Blondel a eu, pendant l'automne, deux ou trois tête-à-tête avec le chef de l'État. Il n'en faut pas plus pour que la rumeur coure au sein de la centrale syndicale : un accord aurait été trouvé avec Force ouvrière. Est-ce le produit d'un fantasme ? Marc Blondel ne fait-il pas croire à sa base qu'il pourra, quoi qu'il arrive, utiliser le président de la République comme arme ultime contre des décisions fâcheuses qui se-

raient prises par le premier ministre ? Quoi qu'il en soit, dans les derniers jours d'octobre, le président du CNPF, Jean Gandois, rencontre le patron de FO : ce dernier comprend qu'il disposera d'une marge de manœuvre serrée s'il veut peser sur les projets que le gouvernement met au point pour redresser les comptes de la Sécurité sociale. En clair, le CNPF ne rompra pas une alliance qui vaut à FO de diriger la Caisse nationale d'assurance-maladie depuis vingt-huit ans, à condition que le syndicat se montre conciliant en acceptant le principe de la réforme.

Le 11 novembre, au sortir du ministère du travail : « La Sécurité sociale est sauvée. »
Le 15 novembre, à « La Marche du siècle » : « C'est la fin de la Sécurité sociale. »

Dans le cas contraire, le patronat aurait pu chercher une alliance avec la CFDT.

Le secrétaire général de FO donne son accord au schéma qui a aussi l'aval d'Alain Juppé : il n'y aura pas d'élections à la Sécurité sociale, FO ne sera pas délogée de ses positions, mais, en contrepartie, elle ne protestera que pour la forme. Marc Blondel est d'autant plus d'accord sur ce compromis qu'il est favorable à l'utilisation des ordonnances par le gouvernement. De la sorte, s'il y a des vagues au sein de FO, elles dureront moins longtemps qu'avec un débat parlementaire, toujours susceptible d'enlèvement. Rassuré, « le général » entend montrer au gouvernement qu'il est un partenaire fiable. En signe de bonne volonté, il s'associe à l'appel commun des syndicats pour la réforme de la « Sécu ». Le 31 octobre, il ratifie avec le CNPF l'accord inter-professionnel sur le temps de travail, un projet qu'il avait toujours dénoncé auparavant.

Le vendredi 10 novembre, il est, de nouveau, reçu discrètement par le chef de l'État à l'Élysée. Il éprouve le besoin d'ébruiter la rencontre pour annoncer quelle s'est passée dans les meilleures conditions. Il se dit « rassuré sur certaines craintes » et relève que

« la volonté de remettre en cause les régimes particuliers, notamment les retraites, s'estompe ». Il souligne, enfin, que l'intention des pouvoirs publics est de « préserver le régime de la Sécurité sociale sur les bases de la solidarité et de l'égalité ». En face, on laisse entendre que le président de la République lui a parlé franchement... Le lendemain soir, 11 novembre, alors que le gouvernement peaufine ses ultimes arbitrages, Marc Blondel se rend au ministère du travail. Après une longue entrevue avec Jacques Barrot, il continue de pavoiser : « La Sécurité sociale est sauvée. »

Contre toute attente, l'entente cordiale se brise pourtant, le 15 novembre, quelques heures après que M. Juppé eût dévoilé son plan. Invité sur le plateau de « La Marche du siècle », sur France 3, Marc Blondel ne cache pas sa froide colère : le plan Juppé est « la plus grande histoire de rapt de la fin de la République ». Et, coudannation sans appel, il confie le 17 novembre au *Parisien*, rien suffisant : « Je pensais pouvoir protéger M. Chirac contre le fait que l'histoire retiendra que c'est lui qui

aura détruit la Sécurité sociale. » Que s'est-il donc passé pour qu'il change à ce point de ton ?

Ne s'agit-il que d'une posture du secrétaire général de FO, qui doit maintenant faire accepter à ses troupes l'accord cocoo avec le gouvernement ? Ce n'est pas impossible. Dès le 13 novembre, le comité confédéral national de FO a d'ailleurs appelé, par avance, à une « grève interprofessionnelle de vingt-quatre heures », pour le 28 novembre, afin de défendre, pêle-mêle, la Sécurité sociale, les salaires et l'emploi. Une action fourre-tout, pour laquelle Marc Blondel veut faire cavalier seul, ce qui n'est pas du goût de son opposition. Celle-ci se refuse à un simple baroud d'honneur.

Cette explication, cependant, n'est sûrement pas la seule. Dans les derniers jours de préparation du plan, le gouvernement se méfie visiblement du bouilliant patron de FO, qui n'a pas la fiabilité de son prédécesseur et qui, pense-t-on, n'en est pas à une volte-face près. Finalement, le projet du gouvernement est durci au-delà de ce que pouvait croire le dirigeant syndical : il est décidé que les directeurs des caisses d'assurance-maladie, contrôlés actuellement au deuxième par FO, seront nommés par les directeurs des trois caisses nationales (maladie, retraite, famille), ceux-ci étant choisis en conseils des ministres ; c'est une déclaration de guerre contre Marc Blondel.

De plus, le gouvernement a de bonnes raisons de penser que, à

l'inverse d'André Bergeron, Marc Blondel ne tient pas ses troupes. Dans cette atmosphère délétère, les opposants au secrétaire général marquent en effet des points. « Le général » n'a-t-il pas perdu la face publiquement ? Le 15 novembre, dans l'après-midi, les sept fédérations de fonctionnaires, fortes du succès de la journée unitaire du 10 octobre, appellent à une grève générale, le 24 novembre, afin de protester contre la réforme de leur régime de retraite. Le lendemain, le patron de FO fait pression sur sa fédération de fonctionnaires pour qu'elle se retire du mouvement et n'appelle qu'à la journée d'action du 28 novembre. Peine perdue : si l'Union interfédérale des agents de la fonction publique obtempère à l'injonction, d'autres fédérations de FO, celles des PTT, des finances ou, encore, des cheminots maintiennent leur participation à la journée d'action du 24 novembre.

C'est l'épilogue, au moins provisoire, du feuilleton : alors que la confédération doit tenir son dix-huitième congrès du 28 février au 2 mars 1996, Marc Blondel sort affaibli de cette épreuve. Avec un gouvernement qui se défie de ses dirigeants et une opposition ragailardie, FO, qui va vivre maintenant sous la menace d'une expulsion de ses bastions traditionnels au sein de l'assurance-maladie, entre dans une zone de fortes turbulences.

Alain Beuve-Méry, Olivier Biffaud et Laurent Mauduit

USA

Dans grande université Californie

Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac +1 et +2

Spécialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise inclus.

12 mois (15, si anglais faible)

+ poss. emploi rémunéré 1 an.

Cours, logement, repas inclus.

(Prix: 10.800 \$)

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA

CEPES (T) 45.51.23.23

Roland FITOUSSI

avec une équipe de Solving International

CONQUÉRIR LES MARCHÉS DU 21 SÈCLE

Stratégies - Innovation - Compétitivité

208 F

148 F

«Un point de vue d'expert international du management»

les notes pour les de cent à 100. Les em- et plus x des so- est dans lemagne, ssmes en- s impres- t pour t destiné , pas aux créateurs

hfeld

ricains et res de la s ont dé- l tendant que offi- esser pro- sera l'un e prési- Robert é au Sé- me que ment de ssemble, nent qui est une i liberté, aucun de x.

uverne- hircac de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même a qu'à

es so- maine, sas mé- er qu'il mes. Il n plus ci ne apure- icts fi- la mo- que, la aide à rité et

L'Assemblée nationale a levé, partiellement, l'immunité parlementaire de Bernard Tapie

Le bureau de l'Assemblée nationale n'a pas autorisé la mise en détention de l'ancien ministre

Le bureau de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 21 novembre, de lever partiellement l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, député

(République et libertés) des Bouches-du-Rhône, dans le cadre de l'enquête sur les comptes de l'Olympique de Marseille. Si le bureau a autorisé

des mesures de contrôle judiciaire à l'encontre de M. Tapie, il n'a pas accepté de donner au juge la possibilité de le mettre en détention.

C'EST la cinquième fois en deux ans que l'Assemblée nationale était saisie d'une demande de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, député (République et libertés) des Bouches-du-Rhône. Les députés avaient voté la levée de son immunité le 7 décembre 1993, dans le cadre de l'affaire Testut, puis, à deux reprises, le 28 juin 1994, dans le cadre de l'affaire du Phocée, le yacht de M. Tapie. Le 10 janvier 1994, le bureau de l'Assemblée avait rejeté une autre demande à son encontre.

Mais c'était la première fois, mardi, que l'Assemblée examinait une demande de levée d'immunité conformément aux nouvelles dispositions adoptées dans le cadre de la révision constitutionnelle du 4 août. Désormais, le champ de l'immunité dont bénéficient les parlementaires, au terme de l'article 26 de la Constitution, est sensiblement réduit, puisqu'ils ne peuvent faire l'objet de poursuites sans autorisation de l'Assemblée dont ils font partie. En revanche, cette autorisation reste nécessaire pour toute demande d'arrestation ou toute mesure restrictive de liberté. La décision du 21 novembre était donc de nature à faire jurisprudence.

Or le bureau de l'Assemblée nationale, réuni sous la présidence du président de l'Assemblée, Philippe Séguin, a adopté une décision conforme à l'attitude constante du Parlement depuis quelques années. La demande du juge marseillais, Pierre Philpion, transmise par le procureur général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence, visait à

autoriser la levée de l'immunité de M. Tapie et, « en tant que de besoin, son arrestation, sa détention ou l'exercice de toute autre mesure restrictive de liberté », dans le cadre de l'enquête sur les comptes de l'Olympique de Marseille qui a conduit à la mise en examen de M. Tapie, en mars 1994, pour faux, usage de faux, abus de confiance et abus de biens sociaux.

Au terme de deux heures de débat animé, le bureau de l'Assemblée a coupé la poire en deux.

sions susceptibles d'être exercées sur les témoins ou des garanties de représentation de M. Tapie, il apparaît que des mesures de contrôle judiciaire peuvent permettre d'atteindre les fins recherchées », le bureau a décidé d'autoriser à l'encontre de M. Tapie « toute mesure restrictive de liberté résultant d'un placement sous contrôle judiciaire en application de l'article 138 du code de procédure pénale ».

Autrement dit, estimant que le contrôle judiciaire permettait, en

ou l'autre des obligations qui pourraient lui être signifiées par le juge dans le cadre du contrôle judiciaire, il pourrait alors être mis en détention sans que l'Assemblée s'interpose.

Le bureau de l'Assemblée est loin d'avoir été unanime dans cette affaire. Si la majorité de ses membres ont insisté sur le fait que le rôle de l'Assemblée n'est pas, en la matière, de se substituer au juge, un tiers de ses membres ont estimé qu'il fallait saisir cette occasion de trancher le « cas Tapie ». Contrairement à la règle de confidentialité habituelle pour les décisions du bureau de l'Assemblée, deux de ses membres, René André (RPR, Manche) et Marc Laffineur (UDF-AD, Maine-et-Loire), ont exprimé publiquement leur désaccord avec la décision adoptée. « Je lo désapprouve complètement. J'aurais voulu qu'un procès à l'autorisation de l'arrestation, comme c'était possible », a déclaré M. André, avant d'ajouter : « Le bureau avait l'occasion d'exprimer clairement une opinion de désaveu à l'égard du comportement d'un des membres de l'Assemblée nationale, et rien n'empêchait de répondre positivement à la requête » de la justice.

En tout état de cause, Bernard Tapie reste couvert par l'immunité attachée à son mandat de parlementaire européen. A ce jour, aucun juge français n'a demandé au Parlement européen la levée de cette seconde protection dont bénéficie M. Tapie.

Gérard Courtois

Projet d'association entre M. Kouchner et Radical

L'ancien MRG veut constituer un deuxième pôle de gauche, complémentaire et non concurrent du Parti socialiste

RADICAL a beau s'en défendre, il a pris goût à la lumière. Bernard Tapie empêché par ses ennemis judiciaires, Jack Lang empêché dans ses liens avec le Parti socialiste, c'est désormais sur Bernard Kouchner que repose tout l'espoir des extrêmes de gauche de retrouver leur notoriété perdue. Un « Meccano » est donc en cours, pour reprendre l'expression devenue fameuse de Bernard Tapie, avec l'ancien ministre de l'action humanitaire. Celui-ci prend son temps. Ces dernières semaines, seul ou avec quelques membres de son mouvement Réunir, il a rencontré la plupart des responsables de Radical. Il s'est également déplacé sur le « terrain », pour discuter avec les militants du cercle Radical de Fécamp. « Bernard Kouchner travaille de façon très méthodique », observe Bernard Castagnède, l'un des trois membres de la direction provisoire collégiale de Radical, mise en place après la démission de Jean-François Hory. Prudent, l'ancien ministre envisage dans un premier temps, une démarche d'association et non de fusion au sein de Radical.

Pendant ce temps, Radical prépare son congrès, qui devrait avoir lieu fin janvier ou début février à la Mutualité à Paris. Placé sous le signe de la réconciliation entre les anciens dirigeants du Mouvement des radicaux de gauche (Michel Crépeau, Emile Zuccarelli, Jean-Michel Baylet) et la nouvelle génération militante favorable à MM. Tapie et Hory, ce congrès est destiné à doter le parti d'un projet politique. Il reprend, pour l'essentiel, le projet conçu par M. Hory, moins l'acrimonie dont ce dernier témoignait à l'égard du PS. L'idée, qui séduisait déjà M. Lang, et qui devrait décider M. Kouchner à s'associer à Radical, est de constituer

un deuxième pôle de gauche, complémentaire et non plus concurrent du PS, dans la perspective des élections législatives de 1998.

Le succès remporté par M. Tapie aux élections européennes - sa liste avait talonné avec 12,5 % des voix, celle emmenée par Michel Rocard - s'expliquait par la mobilisation, en sa faveur, d'un électeur jeune et de gauche, originaire de banlieue, qui se refusait jusqu'alors dans l'abstention ou la non-participation au vote.

Portrait-robot

L'enjeu, pour Radical, est de s'attacher cet électeur, qui ne veut entendre parler ni du PS ni du PCF. Incapable de séduire tout seul, le parti a besoin de s'identifier à une personnalité forte, située en dehors des mouvements traditionnels, et à même d'exercer sur les jeunes le pouvoir d'attraction de M. Tapie, les ennemis en moins.

M. Kouchner, plus encore que M. Lang, correspond au portrait-robot. Très médiatique, beaucoup plus « convenable » que le député-bomme d'affaires, l'ancien ministre de l'action humanitaire est régulièrement intervenu sur les problèmes d'exclusion et de jeunesse. On devrait aussi le voir, pas très loin de Radical, samedi 25 novembre, à la manifestation pour la défense des droits de la femme.

A Radical, on est donc prêt à accueillir à bras ouverts M. Kouchner, en lui offrant dès le prochain congrès, une place au sein de la direction collégiale. Pour asseoir sa crédibilité, cette association aura toutefois besoin de prouver qu'elle n'est pas, simplement, un « Meccano » de plus.

Pascal Robert-Diard

L'ancien maire (UDF-PR) de La Ciotat est mis en garde à vue

MARSEILLE

de notre correspondant régional L'ancien maire (UDF-PR) de La Ciotat (Bouches-du-Rhône), Jean-Pierre Lafond, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, a été placé en garde à vue, mardi 21 novembre, en début de matinée, dans le cadre d'une enquête sur la gestion de la société d'économie mixte de La Ciotat (Semica). Son auditoire fait suite à la mise en examen, vendredi 17 novembre, dans la même affaire, pour recel de détournement de fonds publics et abus de biens sociaux, d'un conseiller financier marseillais, Jean Simonetti, membre du conseil national du RPR (Le Monde du 21 novembre). M. Lafond devait être présenté, mercredi, devant le juge d'instruction chargé du dossier, Pierre Philpion.

Mis en examen, au début de 1995, pour ingérence, dans un autre dossier, l'ancien maire de La Ciotat, élu en 1989, avait renoncé à solliciter le renouvellement de son mandat au mois de juin. Il était le vice-président de la SEMICA au moment où cette société avait fait appel à M. Simonetti, en janvier 1990, pour la né-

gociation d'un emprunt de 70 millions de francs auprès de la caisse régionale du Crédit agricole. Cette opération avait permis à M. Simonetti de cumuler deux commissions représentant près de 3 % du montant hors taxe de l'emprunt. Le conseiller financier marseillais avait en outre reçu, directement ou indirectement, d'autres commissions de la société « sans que le conseil

d'administration n'en ait été informé ». En mai 1994, dans une lettre d'observations définitives, la chambre régionale des comptes avait estimé que la Semica « était un outil loisé dans les mains de M. Lafond, qui s'est révélé être le véritable dirigeant de la société d'économie mixte. Le président [qui était le premier adjoint (UDF-PR) de La Ciotat de l'époque, Guy Bols-

si] et le conseil d'administration, ajoutait-elle, n'ont eu que des rôles de figurants, passifs et obéissants ». La lettre de la chambre, accablante pour la Semica, concluait notamment : « Le mot erreur est bien faible pour qualifier des commissions anormalement élevées versées à un conseiller financier ».

Guy Porte

COMMENTAIRE

MAUVAIS EXEMPLE

Remanier un gouvernement n'est pas chose aisée. Alain Juppé a pu s'en apercevoir. Lui qui apprécie les militants disciplinés, il n'avait probablement pas imaginé la révolte des femmes qu'il chassait de leur ministère. Il aurait dû, en revanche, être plus précautionneux dans le choix des personnalités à qui il faisait appel pour renforcer son équipe.

Certes, Franck Borotra a toutes les qualités requises pour diriger le ministère de l'Industrie. Certes, Jean-Claude Gaudin rêvait depuis longtemps d'un portefeuille ministériel.

Cependant, chacun savait aussi que les deux hommes appelés à remplacer MM. Borotra et Gaudin au Parlement avaient de sérieux comptes à rendre la justice. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle celui qui est, aujourd'hui, le maire de Marseille avait plénié si longtemps à la porte du gouvernement.

Le résultat est désastreux : sur quatre nouveaux ministres, deux ont des suppléants mis en examen - ou qui pourraient l'être - pour des délits qui n'ont pas forcément à voir avec les financements politiques. L'un, Claude Dumond (UDF-CDS), choisi par M. Borotra, est en détention provisoire. L'autre, Jean-Pierre Lafond (UDF-PR), est en garde à vue.

Faut-il y voir la preuve que l'actuelle majorité ne redoute plus les investigations des juges ? Ou bien, tout simplement, que la lutte contre la corruption n'est pas une de ses préoccupations ? Pourtant, tout confirme que l'éradication de ce mal nécessaire plus que jamais des soins drastiques. Le milieu politique en souffre trop, blessant au passage la démocratie, pour qu'il ne se décide pas à faire le ménage lui-même. M. Juppé a perdu une belle occasion de se montrer, dans ce combat-là aussi, exemplaire, en évitant l'entrée au Parlement d'élus soupçonnés.

Thierry Brédier

Le Sénat veut réduire les déficits tout en soutenant l'activité économique

LA CONSOMMATION s'es-souffle, la production industrielle recule et, au total, la croissance économique se révèle beaucoup moins soutenue que prévu. La discussion budgétaire, qui s'est ouverte mardi 21 novembre au Sénat, s'est donc, sans surprise, focalisée sur la question qui retient depuis peu l'attention de tous les experts : faut-il infléchir la politique économique pour soutenir une conjoncture de plus en plus morose ?

Refusant, depuis plus d'un mois, de revoir à la baisse ses prévisions de croissance pour 1996 (2,8 %), le ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis, a, logiquement, cherché à rassurer ses anciens collègues du Sénat : il a tenté de les convaincre que « les perspectives de croissance à terme restent bonnes », même si le ralentissement est « plus marqué » qu'on ne le pensait. Le président de la commission des finances, Christian Poncelet (RPR, Vosges), s'est, lui, montré beaucoup plus circospect. Demandant au gouverne-

ment « pour relancer la consommation » et redonnant une « recharge de l'activité économique », il a craint que de nouveaux prélèvements ne constituent « autant de ponctions sur le pouvoir d'achat des ménages ».

En outre, trois jours avant la discussion des articles relatifs aux concours de l'Etat aux collectivités locales, la plupart des orateurs ont pris le relais d'Alain Lambert, rapporteur général du budget, pour s'inquiéter, chacun dans son registre, des termes du « pacte de stabilité ». Celui-ci vise à indexer sur l'évolution des prix hors tabac, pour une durée de trois ans, l'essentiel des dotations de l'Etat aux collectivités locales. De M. Poncelet, qui a prévenu que la commission des finances « propose des amendements pour corriger les dérives ou les déviations les plus contestables » de ce dispositif, à Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme), qui a affirmé que « les collectivités locales apparaissent un peu comme les victimes expiatoires des déficits non maîtrisés », en passant par Paul Lorfondant (...), qui a évoqué un « marché

de dupes », beaucoup d'intervenants ont semblé affûter leurs armes dans l'attente d'un rendez-vous fixé au vendredi 24 novembre.

« MODÈLE AMÉRICAIN »

Autre sujet de débat, mais dont M. Arthuis peut, cette fois, se féliciter : la réduction des déficits, sans doute l'une des valeurs les mieux partagées sur les bancs des assemblées parlementaires un mois après que le chef de l'Etat l'eût érigée au rang de « priorité des priorités ». « Pendant toute la discussion budgétaire, a indiqué d'emblée M. Arthuis, nous devons avoir à l'esprit cette exigence de réduction des déficits publics. Elle n'a sans doute jamais été à ce point impérative. » « Jamais l'ordonnance de réduire les déficits publics n'aura réuni un tel consensus ou sein de la majorité qui vous soutient », a répondu, comme en écho, M. Poncelet, malgré ses inquiétudes sur la conjoncture.

« Nous avons l'obligation de converger » sur l'objectif de réduction des déficits, a reconnu Alain Ri-

chard (PS, Val-d'Oise), tout en défendant le bilan des augmentations de dépenses décidées de 1988 à 1993 en faveur de « l'éducation nationale, la fonction publique, le RMI et la ville ». M. Richard a renvoyé les adeptes des coupes budgétaires au « modèle américain », où régnerait, selon lui, un « abandon de toute règle sociale ». M. Charasse a choisi, pour sa part, d'insister sur le « record absolu » des prélèvements obligatoires - dont le niveau a également été jugé « insupportable » par Josselin de Rohan, président du groupe RPR : « Tout est, en fait, reporté sur le dos des contribuables qui n'en peuvent mais, ou risque de casser la croissance et de relancer le chômage », a souligné l'ancien ministre socialiste du budget, en affirmant par ailleurs que « beaucoup d'argent a été distribué ici ou là dans la perspective de l'élection présidentielle ».

J.-B. de M.

Le revenu agricole par exploitation augmenterait de 10,8 % en 1995

L'INSEE A PUBLIÉ, mercredi 22 novembre, les estimations du compte prévisionnel de l'agriculture pour 1995. D'après ces estimations, le revenu brut agricole moyen par exploitation augmenterait de 10,8 % en termes réels par rapport à 1994. Ce revenu s'était déjà redressé en 1994 après une baisse continue entre 1990 et 1993. Cette hausse moyenne recouvre, comme à l'accoutumée, de fortes disparités sectorielles : la viticulture enregistre une hausse record de 34 %, alors que les gains ne sont que de 3 % pour l'élevage ovin.

Les livraisons agricoles enregistrent une hausse en valeur, qui se décompose entre un accroissement des volumes de 2,6 % et une progression des prix de 1,1 %. Pour la première fois depuis la mise en œuvre, en 1993, de la réforme de la politique agricole commune, les livraisons de céréales progressent en volume (+ 2,9 %) comme en valeur (+ 2,3 %).

Les ordonnances sur la Sécurité sociale à l'Assemblée le 7 décembre

LE PROJET DE LOI autorisant le gouvernement à procéder par ordonnances pour réformer la Sécurité sociale devrait être examiné par le conseil des ministres le 29 novembre, puis discuté en séance publique par l'Assemblée nationale le 7 décembre. Le premier ministre, Alain Juppé, qui a souhaité, mardi 21 novembre, devant les groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale, que les députés de la majorité engagent « un important travail d'explication [de cette réforme] sur le terrain », viendra lui-même présenter le projet de loi devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales le 30 novembre.

Alain Bocquet, président du groupe communiste à l'Assemblée, a aussitôt annoncé l'intention de son groupe de bloquer l'examen du projet de loi d'habilitation, en déposant « des centaines, des milliers d'amendements pour alerter l'opinion publique sur le danger que recèle cette loi » et éviter que « ça se passe à la sauvette ».

DÉPÊCHES

■ **CONFIANCE** : la baisse des cotes de confiance de Jacques Chirac et d'Alain Juppé s'est poursuivie en novembre, le président de la République perdant 3 points (à 40 %) et le premier ministre 1 point (à 36 %), selon un sondage CSA à paraître jeudi 23 novembre dans l'hebdomadaire *La Vie*. Ce sondage a été réalisé auprès d'un échantillon national représentatif de 1 002 personnes, les 15 et 16 novembre, soit après la présentation de la réforme de la protection sociale.

■ **MONNAIE UNIQUE** : le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a été reçu, mardi 21 novembre, par le président de la République, dans la perspective de la conférence intergouvernementale de 1996 qui porte notamment sur les institutions européennes. M. Hue considère que le passage à la monnaie unique doit figurer à cet ordre du jour, et que les Français doivent être consultés. Il a indiqué, après cet entretien, que M. Chirac l'avait « beaucoup écouté ».

■ **CFDT** : face à l'incompréhension d'une partie des militants de la CFDT, choqués par le soutien apporté par leur secrétaire générale au plan Juppé sur la Sécurité sociale, Nicole Notat s'explique dans un entretien publié mercredi 22 novembre par *Ouest-France*. Tout en se félicitant que la réforme de l'assurance-maladie « corresponde à 90 % aux positions de la CFDT », elle affirme qu'« il n'y aura pas de chèque en blanc au gouvernement » et que celui-ci sera placé « sous haute surveillance ».

صلى الله عليه وسلم

TRAFIC Le premier procès jamais intenté en France sur le blanchiment de l'argent issu du trafic de stupéfiants s'est ouvert, mercredi 22 novembre, à Paris. Parmi les vingt-

deux prévenus figure Jaime Zuluaga Botero, considéré par l'accusation comme le responsable du réseau « Margarita » en Europe et le représentant de la famille Botero, l'un des

principaux dans du cartel de Cali. ● LE RÉSEAU « MARGARITA » demandait à des déposants de verser de petites sommes sur des comptes en France et rapatriait ensuite

l'argent vers des sociétés financières d'Atlanta et de Miami. ● DANS UN LIVRE sur le blanchiment de l'argent, Pierre Kopp estime la répression difficile dans un marché qui

brasse en moyenne 1 000 milliards de dollars par jour. La masse financière à blanchir, chaque année, par les trafiquants s'élèverait à 100 milliards de dollars.

Le premier procès de blanchiment d'argent de la drogue s'ouvre à Paris

Bénéficiant de solides têtes de pont en France, le réseau colombien « Margarita » aurait transféré des centaines de millions de francs issus du commerce illégal de stupéfiants vers des sociétés financières implantées aux États-Unis

SKIPPERS à la barre de voiliers convoyant la cocaïne vers les côtes européennes, experts en blanchiment des profits tirés du trafic de stupéfiants et donneurs d'ordres agissant pour le compte d'un cartel colombien se retrouvent côte à côte, mercredi 22 novembre, pour le premier procès jamais

ouvert en France dans une affaire de blanchiment d'argent de la drogue. Des hommes de main et des acteurs de premier rôle figurent

parmi les vingt-deux prévenus, dont vingt étaient présents à l'ouverture de l'audience, qui sont, pour la plupart, de nationalité française ou colombienne.

S'en détache le personnage de Jaime Zuluaga Botero, un Colombien résidant en France qui est

considéré par l'accusation comme le responsable du réseau « Margarita » en Europe et le représentant en titre de la famille Botero, l'un des principaux clans du cartel de Cali. Le démantèlement du réseau « Margarita » donne à la justice l'occasion, elle aussi inédite, de démanteler l'écheveau d'une organisation de narco-trafiquants colombiens déjà solidement implantée en France. Avec ses détours inattendus vers des coins perdus de la Creuse et de la Haute-Vienne, l'enquête a mis au jour ce qui fut la tête de pont hexagonale d'une multinationale de la drogue avide de nouveaux marchés sur le continent européen.

En octobre 1993, un renseignement confidentiel fourni à la police judiciaire par les autorités américaines signale la présence à Paris d'un certain « Mario », chargé d'installer en France un système de blanchiment pour le compte de trafiquants colombiens. Aguilonnés

par des agents américains ayant créé de toutes pièces des sociétés de services financiers pour appâter les trafiquants colombiens – une opération undercover, comme on dit outre-Atlantique –, les policiers français de l'office central de répression de la grande délinquance financière (OCRGDF) découvrent, en surveillant « Mario », un réseau assurant aussi bien la logistique du trafic de cocaïne que le blanchiment de ses profits.

Plusieurs mois de filatures et d'écoutes téléphoniques, réalisées sous la direction du juge d'instruction parisien Jean-Pierre Zanotto, conduisent les enquêteurs de la Haute-Vienne à la Creuse. Le 27 juin 1994, un vaste coup de filet est mené conjointement en France et aux États-Unis. Au domicile parisien d'un Colombien âgé de vingt-neuf ans, Chemil Barjann Urbie, plus de quarante kilos de cocaïne hermétiquement emballée sont décou-

verts. Dans l'appartement occupé par Jaime Zuluaga Botero, avenue Matignon, à deux pas du ministère de l'Intérieur, les policiers saisissent des registres commerciaux et comptables prouvant l'ampleur d'un réseau ayant développé ses ramifications dans les régions de Limoges, Marseille et Bordeaux.

Deux quadragénaires français ayant effectué plusieurs voyages en Colombie ont, selon l'accusation, servi de contremaîtres au réseau, s'impliquant notamment dans la logistique et le ramassage de fonds. Jean-Claude Tréneau, qui résidait dans un discret hameau de la Creuse, et Vincent Castejon, qui était installé en région marseillaise, ont supervisé la location ou l'achat des appartements et garages utilisés par les trafiquants. Ils se sont aussi occupés de l'acquisition de la dizaine de véhicules utilisés par le réseau. Parmi leurs amis et leurs connaissances, ils ont recruté les exécutants qui ont prêté leur nom aux achats et ont réceptionné des cargaisons de drogue.

Les deux hommes étaient aussi en contact avec les quelques marins ayant convoyé des centaines de kilos de cocaïne sur la flotille de voiliers – le *Boucaner*, le *Zeppelin*, le *Howlee*, le *Sisa* – sillonnant l'Atlantique à destination des côtes françaises ou espagnoles. Une partie des fonds a ainsi été « blanchie » par l'achat des moyens logistiques nécessaires au trafic de cocaïne destinée au marché européen.

Les enquêteurs ont également fait apparaître les mécanismes du ra-

massage de l'argent et de son transfert en Colombie par le truchement de sociétés financières sises aux États-Unis. Pour dévoiler le blanchiment des fonds par les équipes installées dans l'Hexagone, l'OCRGDF a, semble-t-il, recouru à la méthode undercover chère aux Américains en infiltrant un agent actif dans le dispositif financier utilisé par les trafiquants. Le réseau « Margarita » aurait, toujours selon l'accusation, effectué le « *prolongement* » de plusieurs centaines de millions de francs par le truchement de bureaux de change marseillais peu regardants.

Une escouade de petits déposants – les « schtroumpfs », en argot policier – était chargée d'ouvrir des comptes et d'y opérer des versements

Une escouade de petits déposants – les « schtroumpfs », en argot policier – était chargée d'ouvrir des comptes et d'y opérer des versements d'un montant dont la modicité ne devait pas attirer l'attention

des autorités bancaires. Des millions de francs auraient ainsi été rapatriés vers des sociétés financières d'Atlanta (Géorgie) et de Miami (Floride), aux noms desquelles l'organisation « Margarita » avait ouvert des comptes en France, au Comptoir parisien de récompte et au Crédit industriel et commercial (CIC), interpellé à Atlanta, à la fin de l'année 1994, par les services américains, un blanchisseur du réseau a indiqué que le bénéficiaire final de ces transferts était, à Bogota, un « gros poisson », Gustavo Tapia Ospina.

Descendus dans un hôtel parisien au début du mois de juin 1994, ce parrain colombien avait alors rencontré son neveu, Jaime Zuluaga Botero, et acheté – toujours le blanchiment ? – pour plus de 230 000 francs d'antiquités expédiées en Colombie. À l'instar d'un deuxième Colombien ayant séjourné en France à la fin de l'année 1993, Jaime Pardo Monoya, Gustavo Tapia Ospina s'est, depuis, réfugié dans son pays. Grands absents du procès, ces deux parrains de la famille Botero, qui travailleraient pour la distribution de cocaïne comme pour le blanchiment – au service de l'influent clan Ochoco, seront jugés par défaut. Dans ce dossier sans précédent, la justice française devra en tout cas démontrer qu'elle dispose des moyens légaux permettant de réprimer le blanchiment des ressources issues d'un trafic international de stupéfiants.

Eric Inciyan

Un système financier gangrené par les narcodollars

« IL N'Y A PAS d'argent propre ou d'argent sale. Il n'y a que de l'argent », disait le gangster Charlie « Lucky » Luciano, traduisant en termes choisis l'éternel « business as usual » de certains milieux d'affaires. Pour les gouvernements et les autorités internationales, la criminalisation de l'économie mondiale par l'argent de la drogue n'en constitue pas moins un risque majeur. C'est ce qu'avait souligné, en 1989 à Paris, les Sept pays les plus industrialisés, affirmant ainsi leur volonté de lutter contre le blanchiment de l'argent du crime. « La répression du blanchiment de l'argent sale risque de demeurer difficile dans le système international actuel », conclut toutefois un livre consacré, sous la direction de Pierre Kopp, économiste à l'université Paris-XIII, au blanchiment de l'argent issu du trafic de drogues illégales.

La gangrène des narcodollars – la masse financière à blanchir chaque année par les trafiquants atteindrait un montant de 85 à 115 milliards de dollars, selon les principales sources officielles (Groupe d'action financière – GAFI –, Parlement européen, Association française des banques) – a profité de la constitution, au cours des vingt dernières années, d'un « marché unique des capitaux à l'échelle planétaire, brassant en moyenne 1 000 milliards de dollars chaque jour », note Dominique Pithon, professeur à l'université Paris-XIII, dans la préface de l'ouvrage. « Dans un système financier international largement li-

béralisé, les dés sont inévitablement pipés en faveur des opérateurs financiers privés, et au détriment des institutions publiques chargées de la surveillance et de la prévention des opérations illicites », ajoute-t-il.

Brossant un tableau des relations complexes nouées entre l'Etat, les banques et les trafiquants, l'ouvrage souligne que « le blanchiment n'est pas l'apanage des paradis fiscaux tropicaux, mais plutôt l'affaire des pays développés de l'Europe ». La marge prélevée par les banques pour blanchir l'argent sale étant évaluée à 15 % des sommes en jeu, « on imagine mal les autorités des principales places financières effectuant le recyclage des narcodollars (New York, Londres, Hongkong, Monaco) renoncer à cette activité extrêmement lucrative ». Le livre, qui s'inscrit dans le programme international de recherche et d'action financière, éthique, confiance, animé par l'Association d'économie financière, depuis 1992, pour la Caisse des dépôts et consignations, considère enfin que le blanchiment de l'argent d'origine délictueuse fait davantage que renforcer les organisations criminelles : il risque de déstabiliser les marchés dans lesquels il s'inscrit en toute liberté.

E. Ir.

★ L'Economie du blanchiment, Association d'économie financière, 1995, 260 p., 220 F.

Irène Stoller est nommée à la tête de la section antiterroriste du parquet de Paris

LORS de son installation solennelle, il y a une semaine, le nouveau procureur de Paris, Gabriel Bestard, avait déclaré que la lutte contre le terrorisme serait l'une de ses priorités. « Personne, notait-il, ne doit douter de la volonté de l'autorité judiciaire de combattre avec la plus grande énergie les auteurs de ces actes inqualifiables ». Symboliquement, l'une de ses premières décisions concerne la section antiterroriste : quelques jours à peine après son arrivée, M. Bestard vient de doter la « quatorzième » d'un nouveau chef en la personne d'Irène Stoller.

CONFLITS AVEC LES JUGES

Cette décision était attendue. L'ancien responsable de la section, Patrick Lalande, s'apprete à rejoindre la cour d'appel de Paris, où il a été nommé avocat général. Certains voient dans cette promotion le signe d'une reprise en main politique – M. Lalande avait été nommé en 1990 par le garde des sceaux de Michel Rocard, Pierre Arpaillange – mais l'intéressé dément dans un sourire. « Je viens de passer six ans dans des fonctions à la fois prénotées et difficiles, et je souhaitais prendre un peu de recul, nous a-t-il indiqué. J'avais fait une demande de mutation il y a plusieurs années. Cette nomination est une promotion incontestable et j'en suis satisfait ».

Ancienne greffière en chef du parquet de Paris, Irène Stoller a accompli toute sa carrière au sein du ministère public. Substitut à Ery en 1979, elle a rejoint deux

ans plus tard le parquet de Paris, où elle est devenue premier substitut en 1991. Sa nomination à la tête de la quatorzième section obéit à une certaine logique : Irène Stoller, qui travaille dans cette section depuis sept ans, connaît très bien les dossiers terroristes – mais elle n'est pas dénuée d'arrière-pensées politiques : élue, en 1989, conseillère municipale à Cligny sur la liste de Didier Schuller, Irène Stoller est proche de l'ancien chef de la section antiterroriste de Paris, le député (RPR) Alain Marsaud.

Créée en 1986, la quatorzième section du parquet de Paris est une émanation de la loi antiterroriste du 9 septembre 1986. Ce texte, présenté par le gouvernement de Jacques Chirac, permettait de centraliser à Paris toutes les procédures « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ». Dirigée par Alain Marsaud, puis par Laurence Le Vert, la quatorzième section a suivi tous les dossiers terroristes importants des dix dernières années : Action directe, les Basques de l'ETA, le terrorisme proche-oriental et, plus récemment, les explosions de Paris et de Villeurbanne.

Lors de la vague d'attentats de ces derniers mois, les difficultés de cette section – et notamment ses conflits avec les juges d'instruction antiterroristes Jean-Louis Brugière, Laurence Le Vert, Jean-François Ricard et Gilbert Thiel – sont apparues au grand jour. La

« quatorzième » a appris l'épique suédoise du juge Ricard par les journaux – « comme M. Juppé », sourit un magistrat – et, cet été, elle n'a pas été convoquée à une réunion, Place Beauvau, qui rassemblait le ministre de l'Intérieur, les services d'enquête et M. Ricard. En général, les juges – et c'est leur droit – n'avertissent pas le parquet lorsqu'ils procèdent à des interrogatoires, ce qui oblige certains substituts à surveiller les procès-verbaux d'interrogatoire des détenus afin de suivre la progression des enquêtes. « Les juges antiterroristes ont un sens aigu du secret et de la discrétion », résume-t-on sobrement au palais.

PROFONDS REMANIEMENTS

Depuis quelques mois, cette section du parquet a été profondément remaniée. Son chef, Patrick Lalande, ainsi qu'un substitut, François Reygobellet, sont partis. Deux nouveaux magistrats y ont été nommés : Anne Obez-Vosgien, substitut au parquet de Paris, et Jacques Fourvel, un « ancien » qui a travaillé aux côtés de M. Marsaud lors de la création de la section, en 1986. Francis Battut est le seul magistrat de l'ancienne équipe – avec Irène Stoller – qui soit resté. Cet été, le garde des sceaux, Jacques Toubon, avait annoncé un renforcement de la section. Selon la chancellerie, un nouveau substitut devrait y être affecté dans le courant de l'année 1996.

Anne Chemin

LE DEFI NUMERIQUE!

● EUTELSAT a la plus grande expérience en Europe des technologies numériques par satellite. Depuis le début de son exploitation il y a 11 ans, EUTELSAT réalise des transmissions numériques sur ses satellites pour le téléphone, les réseaux d'entreprise et la télévision.

● En 1995, plusieurs bouquets de programmes de télévision numérique à destination des réseaux câblés sont entrés en service sur EUTELSAT.

● En janvier 1996, EUTELSAT lance en Italie le premier bouquet numérique européen à destination du grand public, et courant 1996, plusieurs bouquets numériques en France et dans d'autres pays d'Europe.

● Ces programmes sont transmis à partir de la position HOT BIRD à 13° Est, où EUTELSAT disposera fin 1997 de cinq satellites diffusant plusieurs centaines de programmes de télévision grâce à la technologie numérique.

● Ces satellites sont construits en France, à Cannes et à Toulouse.



EUTELSAT
LA SOLUTION NUMERIQUE!

ORGANISATION EUROPEENNE DE TELECOMMUNICATIONS PAR SATELLITE
TOUR MAINE-MONTPARNASSE - 33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 12 - FRANCE
TEL. 33 (1) 45 33 41 47 - FAX 33 (1) 45 38 46 79

150

HORIZONS

L'ACCORD DE DAYTON

Il était une fois la Yougoslavie, ci-devant Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes à sa naissance, en 1918, sur les débris des empires austro-hongrois et ottoman. Serbes, Croates et Slovènes : trois peuples dominants pour une mosaïque ethnique – allant des Hongrois aux Albanais, en passant par les Slovaques, Tchèques, Ruthènes, Roms, Valaques, Turcs, Roumains, Allemands, Italiens... – que les trois régimes forts qui se sont pratiquement succédé depuis sa création (ceux des rois Pierre I^{er} et Alexandre, puis celui du maréchal Tito) avaient réussi à cimenter, à coups d'autoritarisme et de savants découpages et redécoupages territoriaux.

En 1991, soixante-treize ans après sa création et suite à moult réorganisations, l'espace des « Slaves du Sud » était une fédération de six Républiques – Serbie, Croatie, Slovaquie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine – et deux territoires autonomes – Kosovo et Voïvodine inclus dans la Serbie – que se partageaient, selon la terminologie en vigueur et une stricte hiérarchie, des « peuples » ou « nations » – Serbes, Croates, Slovènes, Macédoniens, Monténégrins, Musulmans – et des « nationalités », c'est-à-dire tous les autres, aux droits moindres que les « grands ».

Avec ce montage ethnique et territorial compliqué, concrétisé par la Constitution de 1974 et vissé d'une poigne de fer, Tito était parvenu à tenir l'édifice debout. Il n'aurait fallu qu'une dizaine d'années de post-titisme (le maréchal est mort en 1980) pour que le ciment se désagrège et que la savante construction s'écroule dans le sang, minée par de vieilles frustrations et d'anciennes rancœurs interethniques, nourries depuis le tout début, depuis 1918. Ainsi, par exemple, les Croates, dont quelques intellectuels étaient à l'origine de l'idée yougoslave – l'union des peuples slaves du Sud – en réaction à la domination austro-hongroise, se sont toujours sentis floués en raison du rôle dirigeant joué par les Serbes. Ainsi, les Slovènes considéraient que leur développement économique était mal payé de retour et jugeaient finalement la fédération comme un boulet. Ainsi, encore, les Serbes estimaient-ils souvent qu'ils avaient une espèce de droit naturel à gouverner les autres peuples, voyant dans tout particularisme un peu trop marqué un signe de sédition.

Mais la Yougoslavie, c'était aussi cet anachronisme « autogestionnaire » et cette place particulière que tenait Belgrade sur la scène internationale depuis la seconde guerre mondiale. Entre Est et Ouest, cofondateur du Mouvement des non-alignés, aux côtés de l'Indien Nehru, de l'Égyptien Nasser, de l'Indonésien Soekarno et de l'Algérien Ben Bella, Tito a fait tenir à son pays un rôle dépassant largement l'espace balkanique. Tout en entretenant une paranoïa qui lui faisait développer un système de défense surdimensionné, à la mesure du système policier qui lui permettait de maintenir l'« ordre » à l'intérieur de la fédération.

Depuis 1991, quatre ans et trois guerres ont passé, la mosaïque est devenue puzzle, aux pièces inégales et à l'avenir incertain. D'un Etat sont nés cinq pays indépendants – la « Nouvelle Yougoslavie », regroupant la Serbie et le Monténégro, la Croatie, la Slovaquie, la Macédoine et la Bosnie. Sur le papier, le découpage entre ces entités est celui qui prévalait au sein de la fédération défunte. De délimitations « administratives », on a fait des frontières internationales. Mais, sous cette apparente continuité, se



Il était une fois la Yougoslavie

cachent d'énormes contrastes. Car, si les offensives militaires serbes n'ont pu aboutir – pour le moment – à un remodelage des frontières, le « nettoyage ethnique », lui, a fait son œuvre, modifiant profondément la composition ethnique de certains des nouveaux Etats, au premier rang desquels la Bosnie et la Croatie.

Des six Républiques fédérées de 1991, la Slovaquie est la seule dont on peut dire qu'elle s'est sortie d'affaire au moindre coût. Sa très grande homogénéité ethnique et des atouts économiques supérieurs à la moyenne fédérale lui ont permis de presque oublier, aujourd'hui, qu'elle avait jamais été yougoslave. Tourné vers ses voisins septentrionaux et occidentaux, Ljubljana regarde avec condescendance ses anciens « frères » méridionaux, ce qui n'exclut pas quelques conflits frontaliers et d'intérêts avec Zagreb, sans compter des frictions passagères avec l'Italie.

DEUXIÈME victime en date – après la Slovaquie – des foudres de Belgrade pour ses velléités indépendantistes, la Croatie s'en sort territorialement intacte, après s'être vue privée, pendant près de quatre ans, d'un quart de son territoire. Mais ce n'est pas seulement pour cette victoire (acquise sur le champ de bataille ou à la table de négociations) que le président Franjo Tudjman peut se féliciter de l'issue du conflit. En premier lieu, même si l'ancien partisan de Tito est signataire de l'accord de Dayton scellant officiellement les frontières de son Etat selon les anciennes lignes de partage,

il sait qu'il a, de fait, déjà récupéré une bonne partie de l'Herzégovine occidentale et de la Bosnie centrale à majorité croate, dont les habitants viennent, d'ailleurs, de participer aux élections législatives de... Croatie. Des Herzégoviniens qui, en outre, se retrouvent en force dans l'appareil politique, militaire et économique de la Croatie. L'accomplissement du vieux rêve de réunion de tous les Croates dans un seul Etat se double d'un autre « succès », inavoué mais tout aussi important : une Croatie débarrassée presque totalement de sa minorité serbe hostile, chassée par les combats et le « nettoyage ethnique », après s'être rebellée, avec l'appui de Belgrade, contre l'autorité de Zagreb.

Tout comme les Slovènes, les Croates regardent de façon insistante vers le Nord et l'Ouest, avec une soif inextinguible de reconnaissance internationale entrant parfois en conflit avec les moyens, souvent très balkaniques, qu'ils mettent en œuvre pour régler leurs problèmes intérieurs, notamment vis-à-vis de la minorité serbe et de leurs « alliés » musulmans. Disposant de potentialités certaines (elle possède notamment la quasi-totalité du littoral ex-yougoslave), la Croatie n'en connaît pas moins de graves problèmes économiques, dus essentiellement à la guerre ainsi qu'aux difficultés à sortir, dans ces conditions, d'une économie intégrée.

Principale victime du conflit, la Bosnie-Herzégovine n'est plus qu'une fiction, malgré les efforts désespérés de la diplomatie occidentale pour lui donner l'allure d'un Etat souverain aux frontières internationalement reconnues. Trois ans et demi de « nettoyage ethnique » ont transformé de larges espaces précédemment peuplés d'ethnies imbriquées les unes dans les autres en glacières homogènes, se-

lon des lignes de partage dictées par les combats. Le montage constitutionnel extravagant concocté dans les grandes capitales parle de lui-même : la Bosnie serait un Etat, mais partagé en trois parties, dont deux (croate et musulmane) seraient liées par un accord de fédération, ce dernier ensemble étant lui-même voué, en principe, à se confédérer avec la Croatie. La centrifugeuse est en marche, puisque la troisième partie (serbe) est adossée à la mère patrie et a déjà annoncé son intention de la rejoindre.

La Bosnie devrait, à terme, se limiter à un réduit peuplé de Musulmans, ces Slaves islamisés sous

rôle de premier plan, notamment en matière d'armement et de reconstruction. Un apport non négligeable, si l'on tient compte de la viabilité parfaitement aléatoire de la Bosnie, enclavée et réduite, en majeure partie, à un champ de ruines.

Principaux responsables du conflit et collectionnant les crimes de guerre, les Serbes ont dû, malgré leurs succès militaires initiaux en Croatie et en Bosnie, réduire leurs ambitions territoriales et faire une croix – au moins pour le moment – sur leur dessein de « Grande Serbie » (dont la pointe occidentale chatouille, aux yeux de ses promoteurs, l'Adriatique). La

Principale victime du conflit, la Bosnie-Herzégovine n'est plus qu'une fiction, malgré les efforts désespérés de la diplomatie occidentale pour lui donner l'allure d'un Etat souverain aux frontières internationalement reconnues

L'Empire ottoman et que Tito a hérités, en 1974, au rang de « peuple » pour les différencier des Serbes orthodoxes et des Croates catholiques. Les Bosniaques revendiquent hautement leur appartenance à l'Europe, et le choix de leur emblème national (la fleur de lys) ne doit rien au hasard. Mais, solidarité religieuse oblige, ils trouvent leurs principaux soutiens politiques, financiers et parfois militaires au sein des pays musulmans, de la Turquie à l'Indonésie en passant par le Proche-Orient. S'ils tiennent leurs promesses d'aide, en échange d'une certaine souplesse de la part de Sarajevo, les Etats-Unis devraient désormais jouer un

Serbie peut néanmoins compter sur une part de Bosnie, même si elle doit en passer par quelque artifice constitutionnel. D'un autre côté, elle se retrouve confrontée à ses propres problèmes ethniques sur ses terres, essentiellement à cause du Kosovo et de ses Albanais, qui forment quelque 90 % de la population de ce territoire que les Serbes revendiquent comme leur « berceau » historique. Théâtre d'une défaite serbe majeure contre les armées ottomanes en 1389 – commémorée chaque année par Belgrade, puisque érigée au rang de fête nationale –, le régime de Slobodan Milosevic y entretient de très importantes forces pour dissuader toute tentative de sécession. Ce qui n'a pas empêché les Albanais kosovars de proclamer une « indépendance » toute théorique.

Assuré d'une levée de l'embargo international qui pèse sur son pays et son appendice monténégrin, le président Slobodan Milosevic dispose d'un instrument sinistre mais qu'il espère remettre suffisamment d'aplomb pour assouvir une ambition qu'il n'a jamais cachée, celle de faire de la Serbie une – sinon « la » – puissance régionale dominante dans les Balkans. Tourné

vers le Sud et l'Est, Belgrade sait faire jouer à merveille les affinités orthodoxes pour s'attirer les bonnes grâces de pays comme la Russie ou la Grèce.

Seule des ex-Républiques yougoslaves à ne pas avoir été touchée par la guerre, la Macédoine n'en est pas, pour autant, sortie d'affaire, loin de là. Le président Kiro Gligorov est, certes, parvenu à maintenir la paix ethnique et sociale dans son pays en dépit de la présence de tous les ingrédients pour le faire exploser – forte minorité albanaise, multiplicité de peuples, agitateurs nationalistes et difficultés économiques énormes.

MAIS l'attentat dont il vient d'être victime est la pour souligner la fragilité de l'édifice. D'autant que Skopje doit compter avec un environnement loin d'être bien disposé à son égard. La longue crise avec la Grèce (qui l'accuse d'avoir usuré un nom appartenant exclusivement, selon Athènes, au patrimoine hellène) ainsi que les tensions avec la Serbie (certains à Belgrade n'oublient pas que la Macédoine fut, un temps, la « Serbie du Sud ») et l'Albanie (des dirigeants macédoniens accusent ouvertement Tirana de chercher à déstabiliser leur pays), de même que les ambiguïtés marquant les relations avec la Bulgarie sont là pour en témoigner.

Sa situation peut amener la Macédoine à sombrer purement et simplement, dépeçée par ses voisins. Dans le même temps, cette situation peut lui fournir l'occasion de jouer un rôle tampon et lui donner un statut de plaque tournante, de nœud de communications nord-sud (du Danube à la mer Egée) et est-ouest (du Bosphore à l'Adriatique). Mais deux conditions sont indispensables pour en arriver là : la survie d'un régime qui a fait la preuve de son habileté et la retenue de ses voisins : toutes choses hautement aléatoires dans les Balkans.

Le rêve yougoslave s'est fracassé pour tourner au cauchemar, malgré d'ultimes tentatives, en 1991, pour tisser de nouveaux liens plus lâches. Restent, aujourd'hui, des terres labourées par la haine et irriguées de sang. Quant à la pérennité des frontières issues de Dayton, elle est tout sauf assurée, comme la survie de certains des « héritiers » de la Yougoslavie.

Yves Heller

les toutes pour les cent à d'In- Les em- et plus x des so- est dans lemagne, nnes en- s impres- rent pour t destiné , pas aux créateurs

hfeld

icalos et res de la s ont dé- tendant que offi- est pro- sera l'un ne prési- : Robert é au Sé- rme que ment de ssemble, neot qui est une i liberté, acun de x.

INE

uverne- hirc de s les six n prési- ur faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus -ci ne apure- icits fi- la mo- que, la 'aide et ités et

Le « nettoyage ethnique », vrai but de la guerre dans l'ex-Yougoslavie

Quatre millions et demi de personnes ont dû abandonner leurs foyers

À l'issue de quatre années de guerre, la politique de « nettoyage ethnique » menée par les Serbes et, en partie, par les Croates a bouleversé la carte ethnique de l'ancienne Yougoslavie. 4,5 millions de personnes ont dû abandonner leurs foyers : 3,5 millions sont déplacées à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie, 1 million dispersées dans le monde. Des populations entières ont été chassées de territoires où elles étaient majoritaires, comme les Musulmans en Bosnie orientale, les Croates sur la rive bosnienne de la Save ou les Serbes en Krajina.

Ces déplacements massifs n'ont pas été le résultat de la guerre, mais son but initial. Le regroupement de tous les Serbes sur des terres ethniquement « nettoyées » était le but de guerre de l'armée serbe, dès la guerre de Croatie en 1991, bien que l'expression ne fût pas encore employée, puis en Bosnie.

Entre avril et l'été 1992, l'armée fédérale de Belgrade, appuyée par des unités paramilitaires de nationalistes serbes, s'empare du contrôle du nord et de l'est de la Bosnie sans rencontrer de véritable résistance. Villes et villages tombent les uns après les autres, au cours d'une campagne systématique de « nettoyage ethnique ». Une politique de terreur qui consiste à dynamiter et à incendier les maisons, ainsi que le patrimoine culturel et religieux, à assassiner, à obliger les survivants à renoncer « volontairement » à leurs biens et à quitter les lieux. Le but est de « purifier » les territoires que l'on veut occuper et de rendre le processus irréversible. L'objectif est aussi d'effacer les traces de la coexistence et les signes de la présence historique d'un groupe : les Musulmans représentaient avant guerre 44 % de la population de la Bosnie-Herzégovine, contre 31 % pour les Serbes et 18 % pour les Croates.

A chaque étape de la guerre de Bosnie, la conquête territoriale va de pair avec la modification de la structure ethnique. Cette politique de « purification ethnique », menée principalement par les autorités civiles et militaires serbes en Bosnie, avait déjà été pratiquée un an plus tôt en Croatie, lors de la guerre serbo-croate de 1991. Elle puise ses racines dans l'idéologie des nationalistes serbes, adeptes d'une Grande Serbie « ethniquement pure ». Mais en Bosnie, où les différences communautaires ethniques sont imprégnées, elle prend une forme particulière d'extrême cruauté et constitue la caractéristique principale du conflit.

Le terme de « nettoyage ethnique » refait donc son apparition dans le vocabulaire international au milieu de l'année 1992, au moment où les milices serbes achevaient la « purification » de toutes les grandes villes de Bosnie orientale, à majorité musulmane, et quand les télévisions dévoilaient l'horreur des camps administrés par les Serbes. Le « nettoyage ethnique » n'est, certes, pas un monopole serbe. Mais les rapports de l'ONU, les innombrables témoignages de victimes et les enquêtes du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI) montrent qu'il s'agit d'une politique délibérée et préméditée par des dirigeants politiques.

Si les atrocités commises par les miliciens de Radovan Karadzic et de Ratko Mladic le sont au nom d'une « philosophie » nationaliste, soigneusement élaborée par des intellectuels et des idéologues parmi les plus éminents de Serbie (notamment Dobrica Cosic), elles n'auraient pas été perpétrées si le pouvoir de Belgrade n'avait pas, grâce à une propagande très ingénieuse, provoqué une véritable « paranoïa collective », puis banalisée et attisée la haine envers les autres communautés.

Le pouvoir de Belgrade a provoqué, grâce à une propagande très ingénieuse, une véritable « paranoïa collective »

La préméditation ne réside donc pas dans le fait que des Académiciens serbes aient écrit un Manifeste en 1987 où ils déclaraient que les intellectuels nationaux aient incité au réveil identitaire du peuple serbe, mais dans l'instrumentalisation qui en a été faite par le pouvoir en place. Et qui lui a permis, quelques années plus tard, de déclencher la rébellion armée des Serbes de Croatie, puis la guerre en Bosnie. La politique de terreur qui y fut menée dès les premiers jours d'avril 1992 n'a rien de spontané : les informations recueillies, depuis, par les observateurs internationaux, dé-

montrent que le dispositif militaire d'encerclement des villes bosniaques était déjà en place, que les listes de non-Serbes dans les territoires convoités par les Serbes avaient été dressées plusieurs mois avant les hostilités. Le « nettoyage ethnique » s'effectuait selon une méthode planifiée, qui se répétait de ville en ville. L'armée fédérale de Belgrade bombardait la région ou la ville convoitée, laissait entrer les milices pour semer la terreur, puis prenait le contrôle des lieux avant d'achever le tri ethnique. La majorité des femmes, enfants et vieillards étaient déportés jusqu'à la ligne de front, les élites intellectuelles et les leaders politiques étaient immédiatement liquidés ou incarcérés. De même pour les hommes et les femmes de se battre. Nombre d'entre eux seront exécutés lors de leur détention.

Si les forces gouvernementales bosniaques ne sont pas exemptes de reproches, les rapports de l'ONU indiquent que les exactions à l'encontre des Serbes et des Croates n'ont pas été perpétrées dans le cadre d'une politique de « nettoyage ethnique ». En revanche, les Croates se sont livrés, eux aussi, à des actes de ce type, tant en Croatie qu'en Bosnie, mais à une échelle bien moindre que les Serbes. On se souviendra notamment de la « purification » des populations musulmanes des régions que le plan Vance-Owen de cantonnement de la Bosnie (projet enterré après le rejet serbe) attribuait aux Croates et du « nettoyage » des régions reprises aux indépendantistes serbes de Croatie en mai et en août 1995.

Florence Hartmann

Villes martyres

VUKOVAR

18 novembre 1991 : Vukovar, symbole de la résistance croate, tombe, après trois mois de siège, sous les assauts de l'armée serbo-fédérale, à laquelle prêtent main-forte diverses milices. La cité aux façades baroques du confluent du Danube et de la Vuka, ancien fief des ducs de Slavonie, n'est plus, après un déluge de feu, que débris et immeubles calcinés, rues jonchées de cadavres. Les gens sortent des caves, les combattants se recroisent. Quatre ans plus tard, outre les bilans qui évoquent, selon les sources, entre 3 000 et 5 000 morts, 4 000 personnes sont toujours portées disparues. Au matin du 19 novembre 1991, 360 personnes - malades, personnel soignant, combattants qui ont trouvé le refuge - sont évacuées de l'hôpital municipal par les Serbes. Des mois plus tard, la commission de l'ONU sur les crimes de guerre établira que 200 d'entre elles ont été exécutées non loin de Vukovar et sont ensevelies dans le charnier d'Ovcara.

SARAJEVO

2 mai 1992 : la guerre a commencé depuis un mois, les gens ne se déplacent plus déjà que dans la peur des bombardements et des snipers qui tirent sur les passants depuis les étages des tours. Ce jour-là, le dernier train quitte la gare de Sarajevo : les artilleurs serbes assurent leurs positions sur les collines ; l'étau se resserme sur la ville ; le siège commence. Pendant trois ans et demi, les Sarajéviens le soutiendront avec une dignité particulière, faisant de leur ville l'emblème de l'idée même de la Bosnie.

Les cimetières gagnent sur la ville. On cultive sur les balcons, on coupe les arbres pour se chauffer, on fait la queue, dans le froid, au point d'eau, sous les bombes parfois. Le 29 mai 1992, un obus de mortier tombe sur une file d'attente devant une boulangerie, rue Vase Miskina : 16 morts. En juin 1993, des obus tuent 15 personnes dans une foule assistant à un match de football, puis 8 dans un groupe assistant à un enterrement au cimetière musulman ; puis 7 enfants dans une cour de la vieille ville. Le 22 janvier 1994, des enfants à nouveau sont visés dans un quartier proche des lignes serbes :

6 meurent. Début février, de nouveau 2 fillettes sont tuées. Le 5 février, un obus s'abat sur le marché central de Markale, tuant 68 personnes et en blessant 200. Celui-ci provoquera la première réaction de fermeté des Occidentaux depuis le début de la guerre : l'ultimatum pour un retrait de l'artillerie serbe au-delà de 20 km de la ville. Le 27 août, le marché est à nouveau le théâtre d'un massacre : 37 morts et 80 blessés.

PRIJEDOR, KERATERM, OMARSKA

En 1992, les témoignages s'accroissent sur les camps de prisonniers contrôlés par les Serbes dans le nord-ouest de la Bosnie. Ils viennent de réfugiés originaires du district de Prijedor, la région qui a subi, parmi les premières, la politique de « nettoyage ethnique » de l'armée serbe en Bosnie. Au lendemain de la prise de Prijedor par les Serbes, le 30 avril 1992, les non-Serbes qui n'ont pas encore péri ou fui la ville sont divisés en deux groupes : les femmes, les enfants et les vieillards sont envoyés dans un camp établi dans le village de Trnopolje, puis déportés vers les régions sous contrôle gouvernemental bosniaque. Les hommes de 16 à 60 ans sont emmenés dans deux camps de prisonniers, l'un installé dans l'ancienne usine de céramique de Keraterm, l'autre dans l'ancienne mine d'Omaraka. Tortures, mutilations, viols, exécutions sommaires : les récits des horreurs faits par les survivants de ces deux camps et d'autres dans le reste de la Bosnie sont consignés dans un rapport de plus de 1 000 pages établi par une commission spéciale de l'ONU et transmis au Conseil de sécurité en mai 1994. Le 24 juillet 1992, selon des témoignages, 300 prisonniers en provenance de Kozarac sont battus à leur arrivée au camp de Keraterm et privés d'eau pendant trois jours alors que la température atteint 40 degrés ; à la fin du troisième jour, alors que les détenus perdent la raison, les gardiens mettent des mitrailleuses en batterie et tirent sur le groupe.

Il a existé des camps tenus par les Croates et par les Bosniaques ; mais, souligne le rapport de l'ONU, ceux tenus par les Serbes « sont de loin ceux dans lesquels a été détenu le plus grand nombre de

personnes et où ont eu lieu en plus grand nombre les exactions les plus graves ».

MOSTAR

Fin mars-début avril 1993 : les forces croates de Bosnie (HVO) tentent de vider la région de Vitez (en Bosnie centrale) de sa population musulmane et ouvrent les hostilités contre les forces gouvernementales bosniaques. C'est le début de « la guerre dans la guerre », l'affrontement entre deux adversaires des forces serbes. Le HVO s'engage dans un véritable nettoyage ethnique en Bosnie centrale, et les combats s'étendent bientôt jusqu'à Mostar, capitale de l'Herzégovine, où Croates et Musulmans vivaient avant la guerre en nombre à peu près égal. Les bombardements des quartiers ne laissent pas intactes que 15 % de la vieille ville musulmane. La destruction par les milices croates du vieux pont qui, enjambant la rivière Neretva, reliait les parties croate et musulmane de la ville, est ressentie comme l'assassinat d'un symbole. De mai 1993 à février 1994, le secteur musulman, où avaient trouvé refuge des milliers de personnes, est affamé par le siège que lui imposent les milices croates.

Pendant toute la guerre croato-musulmane, les Croates invoquent le plan de paix Vance-Owen, qui leur attribuait notamment Mostar et sa région. En février 1994, sous la pression américaine, un cessez-le-feu est conclu entre Croates et Musulmans, et, quelques mois plus tard, Mostar est placée sous administration européenne. En dix-huit mois, l'administrateur Hans Koschnick n'a pas réussi à réunifier la ville, toutes ses tentatives ayant été sabotées par la partie croate.

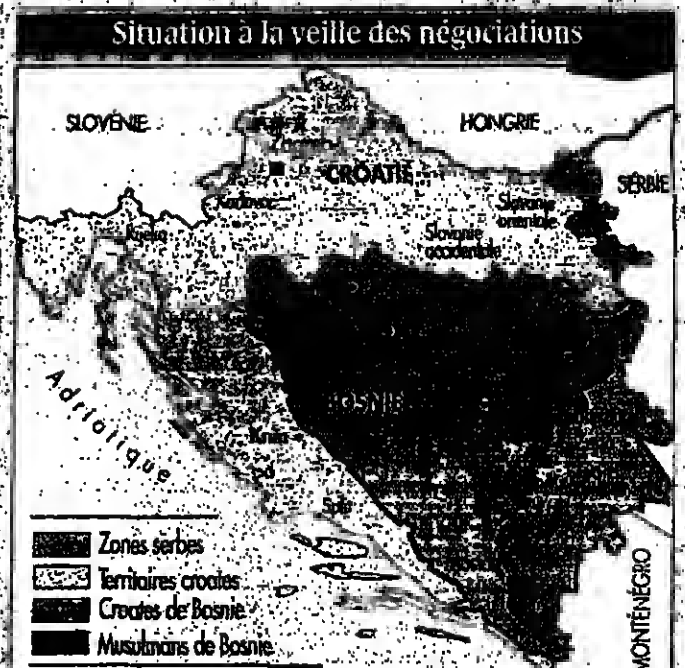
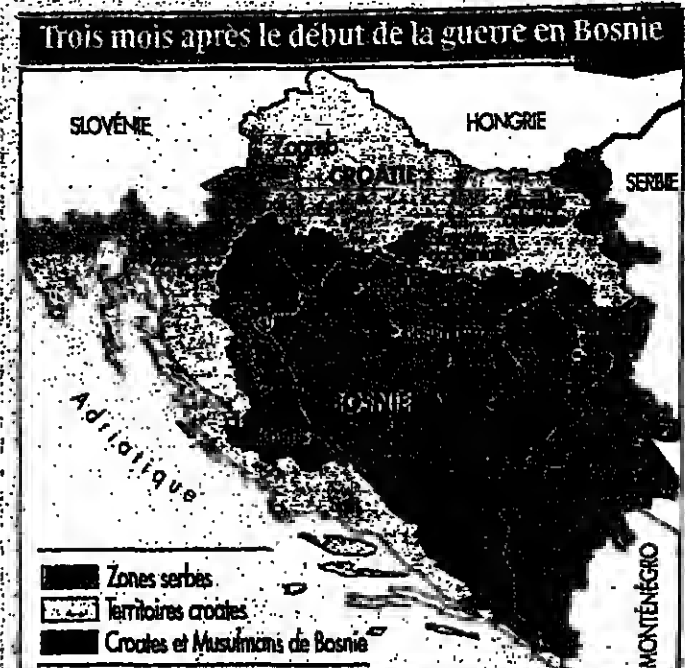
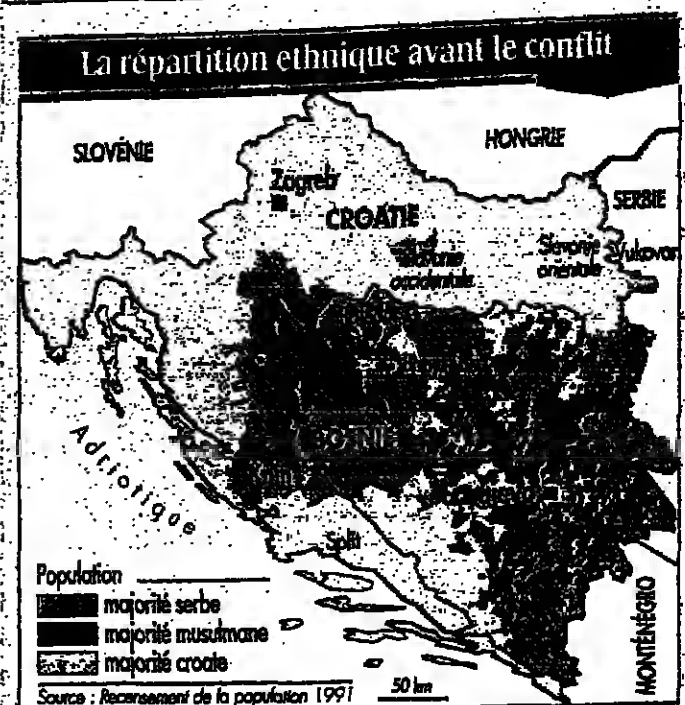
TUZLA

25 mai 1995 : c'est le jour de la fête de la jeunesse, instaurée par Tito, et c'est une agréable soirée de printemps. Les jeunes gens de Tuzla, une petite ville du centre de la Bosnie, se retrouvent, comme chaque soir, aux terrasses des cafés du centre. C'est là, précisément, que les obus s'abattent. « C'était atroce, insoutenable. Des blessés gisaient partout, le sol était jonché de corps déshabillés », raconte une déléguée du Comité international

de la Croix-Rouge (CICR). Bilan : 76 morts, 150 blessés, dont l'immense majorité avait entre 14 et 20 ans. 9 octobre 1995 : des bombes à fragmentation s'abattent sur le camp de Zivnice, à Tuzla, où s'étaient réfugiés des familles qui ont fui les régions de l'ouest avant la guerre. Bilan : 9 morts, dont 5 enfants et un bébé, 50 blessés. Le lendemain, d'autres bombardements font à nouveau 2 morts dans le camp de réfugiés, le jour où prend effet le cessez-le-feu en Bosnie.

SREBRENICA

10 juillet 1995 : l'enclave musulmane de Srebrenica, en Bosnie orientale, tombe aux mains des forces serbes dirigées par le général Mladic. Elle va être le théâtre de l'un des épisodes les plus barbares de la guerre, à propos duquel les dirigeants occidentaux et l'ONU ne pourront jamais se justifier de n'avoir rien fait. Le 10 juillet, une partie de la population de Srebrenica tente la pari désespérée de gagner Tuzla, à trois jours de marche, à travers la zone serbe, tandis que l'autre décide de s'en remettre à la protection des « casques bleus » néerlandais. Ce sera la marche de l'enfer pour la colonne des fuyards - hommes, femmes, enfants, vieillards épuisés - qui s'allonge sur plusieurs kilomètres : traversée de champs de mines, attaques des forces serbes, sévices d'une violence sauvage, exécutions des hommes faits prisonniers. Quant à ceux qui ont cru à la protection de la Forprom, ils se voient séparés, avec le concours des « casques bleus » qui obtempèrent à la demande du général Mladic de se voir remettre une liste des hommes « en âge de combattre ». Les femmes et les enfants sont évacués en zone gouvernementale bosniaque. Les hommes sont exécutés par groupes et jetés dans des fosses communes. Le CICR estime aujourd'hui à 8 000 le nombre des disparus de Srebrenica. Au cours de ces quelques jours de juillet, durant lesquels se perpétrait l'un des pires crimes de la guerre de Bosnie, ni l'ONU ni aucune puissance occidentale n'a rien tenté pour sauver Srebrenica, ni pour imposer au vainqueur, Ratko Mladic, le respect minimum des lois de la guerre.



République multietnique où les populations musulmane (44 %), serbe (31 %) et croate (18 %) vivent imbriquées, la Bosnie-Herzégovine est foudroyée par la guerre, le 6 avril 1992. En moins de trois mois, l'armée serbo-fédérale et les milices paramilitaires serbes s'emparent de près de 70 % du territoire. Des conquêtes qu'elles préserveront jusqu'au grand tournant de la guerre, à l'été 1995, durant lequel la Croatie reconquiert la plupart de ses territoires occupés depuis 1991 par les Serbes. Le rééquilibrage des forces pousse en Bosnie Musulmans et Croates à lancer une offensive d'envergure dans le Nord-Ouest. A la veille des négociations de Dayton, les Serbes de Bosnie ne contrôlaient plus que 48 % du pays.

1501

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9

FRANCE

HORIZONS - L'ACCORD DE DAYTON

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 15

E 1995 / 15

De l'annonce des indépendances à la paix

L'agression initiale des Serbes a engendré un conflit de plus de quatre années, qui a résisté à une demi-douzaine de plans de paix

OFFICIELLEMENT, la guerre en Yougoslavie a commencé à l'été 1991. Mais est-ce vraiment à cette date qu'a débuté l'éclatement de la fédération ? De 1989, quand Slobodan Milosevic supprime l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo, au sein de la République de Serbie ? De mars 1991, quand éclatent les premiers tueries armées entre les sécessionnistes serbes et la police croate dans le parc national de Plitvice, en Krajina ? Avec l'intervention de l'armée fédérale en Slovincie et en Croatie, qui suit les proclamations d'indépendance le 25 juin 1991 ?

Toutes ces dates sont des étapes de la désintégration - sans compter l'éclatement de la Ligue des communistes, l'un des piliers de la fédération -, mais peu nombreux auront été, à l'étranger, ceux qui auront voulu l'admettre. Ceux qui tiraient la sonnette d'alarme étaient considérés, au mieux comme des oiseaux de mauvais augure, au pire comme des revanchards.

En abolissant l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo, Slobodan Milosevic avait pourtant remis au goût du jour une règle de la première Yougoslavie (entre les deux guerres mondiales) : les Serbes ne conçoivent la Yougoslavie que sous leur domination. Le Croate Tito s'était attiré leur rancœur en renversant la proposition : il ne peut, disait-il, y avoir une Yougoslavie forte avec une Serbie forte. Si leur prééminence est impossible, les Serbes préfèrent se passer de la Yougoslavie, tout en revendiquant que leurs compatriotes dispersés dans plusieurs Républiques aient le droit de vivre dans un seul Etat ; d'où le projet de Grande Serbie qui avait été thésorisé quelques années plus tôt par l'Académie des

Sciences de Belgrade et exalté lors du 600^e anniversaire de la bataille qui, au Kosovo, avait vu la défaite des Serbes contre les Ottomans.

Si les Slovincs et les Croates ont cru un instant que la direction serbe accepterait une fédération rénovée, ils ont dû déchanter. Alors que la désagrégation du monde communiste n'épargne pas la Yougoslavie, les nomenklaturistes qui dirigent les Républiques fédérées savent qu'ils ont plus de chances de conserver le pouvoir en jouant la carte du nationalisme plutôt que celle de la démocratie. C'est pourquoi tous ont le même intérêt à organiser les premières élections libres sur une base « nationale » et non à l'échelle de la fédération. Les résultats sont sans surprise : les partisans de l'indépendance l'emportent partout largement. Milosevic pense, quant à lui, qu'il a la possibilité de ramener dans le chemin fédéral les Républiques récalcitrantes.

Les buts des principaux protagonistes sont assez clairs. Forts de leur homogénéité nationale et de leur avance économique, les Slovincs veulent sortir du bouillier ; fautes de pouvoir régner sur la Yougoslavie, Milosevic cherche à établir la Grande Serbie ; Tudjman, lui, a déployé, dès décembre 1991, ses rêves de Grande Croatie devant le chancelier Kohl, ce qui suppose le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine ; quant aux Musulmans bosniaques, ils voient dans l'indépendance le meilleur moyen d'échapper à l'hégémonie de leurs voisins.

Pour les Européens, que les Etats-Unis laissent d'abord se débrouiller seuls, le conflit yougoslave a un air de déjà vu. Ils n'ont pas oublié que les guerres balkaniques ont débouché sur des catastrophes mondiales. Aussi sont-ils pris dans

des contradictions - ils ne peuvent pas se désintéresser des Balkans au moment où la fin de la guerre froide dessine le nouvel ordre européen, mais ils ne veulent pas s'engager, pour ne pas être entraînés dans un conflit qui réveille de vieilles cicatrices. Ils ne vont pas se déchoir une nouvelle fois à propos des Balkans, alors qu'ils sont justement en train de négocier, avec Maastricht, une étape décisive dans l'intégration européenne. Maastricht oblige d'abord les Français et les Allemands à masquer leur différend pendant tout l'été 1991. Péri de la fraternité d'armes historique avec les Serbes, François Mitterrand n'est pas insensible aux revendications de Belgrade. Les Allemands, qui viennent de retrouver leur unité, donnent la priorité à l'autodétermination des peuples. Ils voient dans l'indépendance le meilleur moyen d'éviter la guerre.

Après avoir cru, contre toute évidence, que la Yougoslavie devait être maintenue, François Mitterrand cherche, à l'automne 1991, à « encadrer » le démantèlement. Mais les arguments lui manquent pour retarder l'échéance. Alors que personne n'envisage sérieusement de s'interposer entre les combattants - les Britanniques ne veulent pas, les Allemands ne peuvent pas, les Américains observent - Vukovar, en Slavonie orientale, tombe aux mains des forces serbes, le 18 novembre, après trois mois de siège. L'ONU est entrée dans le jeu quelques jours auparavant, avec l'accord de Milosevic qui veut consolider ses conquêtes. Une semaine après le sommet de Maastricht qui a prévu une politique extérieure et de sécurité commune au Douze, la question de la reconnaissance de la Slovincie et de la Croatie est tranchée en faveur de la thèse alle-

mande. Les Douze ont demandé son avis à la Commission Badinter ; ils ne le suivent pas totalement, repoussant la reconnaissance de la Macédoine à cause de la Grèce et conditionnant celle de la Bosnie-Herzégovine à un référendum. Le 29 février et le 1^{er} mars 1992, 99 % des votants soutiennent l'indépendance de la Bosnie, mais les Serbes (quelque 30 % de la population), qui y sont hostiles, ont boycotté le scrutin. Quelques jours plus tard, commence le siège de Sarajevo par les forces bosno-serbes. Les Européens se laissent convaincre par

leur américain) le reprend, en y mettant le poids des Etats-Unis, qui ont longtemps considéré les projets de décapage comme « immoraux ». Les Américains reprochent aux Européens leur absence de principe ; les Européens récusent les leçons de morale qui ne sont pas suivies d'actes.

A l'épuration ethnique pratiquée avec une brutalité particulière par les Serbes, la communauté internationale oppose pendant longtemps le choix « humanitaire », symbolisé par le voyage de François Mitterrand à Sarajevo en juin 1992. Par sa

muslimane). Longtemps, les Etats européens, qui ont des « casques bleus » sur place, refusent. Les forces de l'ONU sont dans une situation impossible : elles sont censées maintenir une paix qui n'existe pas ; elles aident comme elles peuvent les populations civiles à survivre, mais elles risquent à chaque instant d'être prises en otage, sans avoir l'autorisation ni la capacité de se défendre. Français et Britanniques trouvent que les Américains, absents sur le terrain, se donnent le beau rôle en voulant intervenir « au-delà de 10 000 mètres d'altitude », comme dit François Mitterrand.

Jusqu'au 5 février 1994. Ce samedi-là, un otage fait plus de soixante morts sur un marché de Sarajevo. L'ONU lance un ultimatum aux forces serbo-bosniaques. Les premières frappes de l'OTAN ont lieu deux mois plus tard, autour de Gorazde. Il en faut plus pour dissuader les chefs bosno-serbes, Karadzic et Miladic, qui poursuivent leurs conquêtes et leurs massacres. Il faudra en fait un autre otage sur un autre marché de Sarajevo, le 28 août 1995 (41 morts, 84 blessés) pour que la communauté internationale se résolve à accepter l'une des règles de base du règlement des conflits armés : la diplomatie, sans menace crédible d'usage de la force, est impuissante.

Pour éviter de devoir lever l'embargo sur les armes qu'a voté le Congrès, l'administration Clinton s'engage dans la recherche de la paix. Elle a le soutien de Paris, où le nouveau président de la République n'a pas les mêmes réserves que son prédécesseur à l'égard d'une action musclée contre les Serbes. Quelques semaines après son élection, Jacques Chirac a créé avec les Britanniques la Force de réaction rapide qui complète au sol les bombardements aériens de l'OTAN. Cette résolution nouvelle n'empêchera pas la chute de l'enclave musulmane de Srebrenica et l'exécution de plusieurs milliers de Musulmans par les Serbes.

Alors que Washington a encouragé officiellement la création d'une fédération croato-bosniaque et, discrètement, la réorganisation de l'armée croate, Milosevic comprend que, cette fois, l'initiative change de camp. Avec l'approbation tacite des Etats-Unis, Zagreb reprend le contrôle de la Krajina et en chasse

Washington de reconnaître la Bosnie.

Les plans succèdent aux plans, acceptés par les uns, refusés par les autres (le plus souvent par les Serbes). Les diplomates sont devenus des artistes de la cartographie balkanique, pendant que les populations civiles fuient les combats. Un projet prévoit la cantonnation de la Bosnie ; un autre découpe le pays en dix provinces ; le suivant prévoit un découpage en trois parties ; le plan Juppé-Kinkel aussi, mais il est assorti d'une levée progressive des sanctions contre la Serbie ; le plan Holbrooke (la négocia-

présence, le chef de l'Etat veut imposer la réouverture de l'aéroport, mais, dans ses Mémoires, le secrétaire d'Etat américain James Baker reprend un grief murmuré à l'époque : François Mitterrand aurait ainsi empêché des frappes contre les positions serbes, que les Etats-Unis étaient décidés à mener. Avec l'administration Clinton, revient, comme un leitmotiv, la République dite « lift and strike » (levée de l'embargo sur les armes à l'encontre des Musulmans bosniaques et frappes aériennes contre les batteries serbes qui bombardent Sarajevo et d'autres villes à majorité

La communauté internationale discréditée

DANS dix ans, dans vingt ans, comment comprendra-t-on le comportement des grandes puissances face à la guerre dans l'ex-Yougoslavie, leurs gestulations en pure perte, les dizaines de résolutions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU et restées lettre morte ? Pendant quatre longues années, ce conflit aura agi comme un terrible révélateur, faisant apparaître au fil des mois - d'offensive en massacre sur le terrain, de reculade en reculade dans les chancelleries - la faiblesse d'un monde occidental qui venait de déplacer plus d'un demi-million d'hommes pour chasser l'Irak du Koweït, qui était sa « victoire » sur le communisme, annonçant l'avènement d'un meilleur ordre mondial et prétendant construire l'Europe des peuples libérés.

Pendant des mois, on aura vu l'aviation de l'OTAN sillonner sans relâche le ciel de Bosnie, sans être capable d'empêcher que, dans les villes, des obus serbes s'abattaient sur des groupes d'enfants ; pendant des mois, la bureaucratie de l'ONU aura consigné, dans des milliers de pages de rapports, la sinistre comptabilité des crimes qu'elle laissait se perpétrer sous les yeux de malheureux « casques bleus », volontairement réduits à l'impuissance militaire. Pendant des mois, les états-majors occidentaux auront expliqué qu'ils ne pouvaient pas se battre, qu'une intervention militaire était impossible parce que l'armée serbe était redoutable - jusqu'à ce que Croates et Bosniaques lui infligent, l'été dernier, une déroute qui, en quelques semaines, bouleversa le cours des choses. Fort de cette victoire militaire qui n'était pas la sienne, l'Occident allait enfin pouvoir se ressaisir et reprendre la main.

Les événements, dans leur déroulement chronologique, furent bien sûr plus complexes. Par exemple, les victoires militaires croato-bosniaques de l'été et l'enclenchement du processus de paix qui les a suivies, n'apportent pas la preuve absolue qu'une intervention militaire occidentale plus précoce eût aisément réglé le problème. Un autre facteur a contribué à la tournure nouvelle des événements : le principal responsable de la guerre, Slobodan Milosevic, estimant qu'il avait désormais intérêt à la paix, avait ac-

cepté de perdre les batailles ou de ne plus les livrer. Mais, quelles qu'aient été les circonstances particulières à tel ou tel moment, à l'aune de l'histoire, c'est le constat de l'échec de la communauté internationale, pour ne pas dire de sa démission, qui restera. La paix qui vient d'être annoncée à Dayton - même si elle se révèle durable - n'est pas, de ce point de vue, redemptrice. Elle n'effacera pas l'énorme discrédit que la crise yougoslave a infligé, en cette fin de siècle, aux Etats, à l'Union européenne, à l'OTAN, à l'ONU. Elle porte en elle la marque indélébile des renoncements de l'Occident aux principes dont il se réclame.

Quel que soit l'emballage, cette paix, en effet, n'est pas bonne ; elle ne pouvait pas l'être dès lors qu'on avait laissé faire pendant si longtemps une guerre d'agression dont

leur foyer - pour autant qu'il existe encore - ni que quiconque sera prêt à payer des réparations. Deux Etats européens, la Bosnie et la Croatie, ont bel et bien été ethniquement réorganisés par les armes. L'accord entérine des pratiques auxquelles on a laissé cours pendant quatre ans, bien que le droit international les réprouve, que la morale occidentale les tienne pour des crimes contre l'humanité et que l'Europe ait juré, il y a cinquante ans, de ne plus jamais les laisser survenir sur son sol.

C'est dire que la morale occidentale s'en tire mal, de même que le crédit des institutions qui s'en prévalent inspirées. Ce constat, certains le résistent encore avec véhémence : on ne voit pas, disent-ils en substance, en quoi l'Occident, ou l'Europe, auraient des comptes à rendre à propos des guerres que se

septembre 1991 par les Britanniques : quelques semaines plus tard, la question de la reconnaissance des républiques sécessionnistes allait tourner à l'empoi gnade franco-allemande. De ce moment, François Mitterrand a démissionné, tout en donnant le change avec une politique « humanitaire », qui allait, pendant plus de trois années, hypothéquer toute autre politique en Bosnie.

L'ALIBI HUMANITAIRE

Pendant ce temps, les Etats-Unis, de moins en moins interventionnistes, n'étaient pas mécontents de laisser le bébé à leurs partenaires d'outre-Atlantique. Tout le monde trouva commode de se décharger sur l'ONU, et un consensus s'établit sur le plus petit commun dénominateur : ne pas laisser le conflit déborder hors de Yougoslavie - à quoi l'on a, il est vrai, réussi.

Jamais, à cette époque, la moindre analyse ne fut tentée sur la nature du conflit, sur les objectifs qui, face à lui, pouvaient être communs aux grandes puissances, à l'Europe, sur l'enjeu politique (sans même aller jusqu'à l'enjeu moral) qu'il représentait. On pourrait dresser un florilège qui donnerait la mesure de ce que fut l'insouciance des dirigeants : depuis ce diplomate français qui, à la veille de la proclamation des indépendances, affirmait qu'il ne se passerait rien et que « si la Yougoslavie éclatait, ce serait de rire », en passant par ce ministre luxembourgeois présidant la Communauté européenne, qui se prononça contre l'éclatement de la Fédération et contre les « micro-Etats », jusqu'à Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, qualifiant de « guerre de riches » celle qui ravageait la Bosnie. La palme revient peut-être à François Mitterrand qui, alors que Vukovar, symbole de la résistance croate, était sur le point d'être réduite en cendres, déclarait que la Croatie « avait été dans le camp nazi » lors de la dernière guerre et qui par conséquent, peu après, un colloque intitulé « Les tribus ou l'Europe ? » ou bien à son ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, qui, un jour où la télévision montrait les visages décharnés des prisonniers d'Omarska, lança, contre toute évidence, à Anne Sinclair, sur TF1 :

« Mais la France ira libérer les camps s'il le faut ! », en ajoutant qu'il en parlerait à Bernard Kouchner. M. Dumas s'en prit plus tard aux « pressions germano-vaticanes » en faveur de la reconnaissance des indépendances croate et slovincie, origine, selon lui, de la catastrophe. Il oubliait que Vukovar n'était plus, déjà, qu'un amas de ruines lorsque furent reconnues les républiques sécessionnistes et que le conflit yougoslave avait son origine dans les menées hégémoniques auxquelles Slobodan Milosevic se livrait depuis la fin des années 80. Alors que la minorité serbe mettait depuis des mois la Bosnie à feu et à sang, « nettoyeur » à tout va, le président de la République française en était encore à prêcher le respect du « droit des minorités » en guise de solution.

La France se voulait pourtant la première ligne et nul n'aurait fait tant qu'elle pour aider les populations bosniaques à se nourrir, à défaut de les protéger d'une guerre d'agression. A la décharge de François Mitterrand, notons que tout le monde approuva, avec plus ou moins d'enthousiasme, cette politique humanitaire, politique de neutralité et maximum de l'intervention à laquelle était prête la communauté internationale. Quand l'absurdité devint trop criante, les images trop ravageuses à la télévision, le discrédit trop lourd de conséquences pour les Occidentaux, on s'aperçut qu'on avait les mains liées par des « casques bleus » en position d'otages, qui faisaient obstacle à toute intervention véritablement répressive. Alain Juppé, puis Jacques Chirac, se sont ensuite efforcés de sortir de ce piège dans lequel l'alibi humanitaire avait enfermé la communauté internationale.

Cet effort apparaissait comme la plus respectable de toutes les entreprises dont furent capables les Etats face à la guerre en Bosnie, s'il n'était entaché par l'un des épisodes les plus tragiques de cette guerre : celui de la chute de Srebrenica et de l'extermination d'une partie de ses habitants, que la France, pas plus que d'autres, n'aura su prévenir. Dernière insulte à l'idée même de communauté internationale, dernière vaine indignation des médias, dernière bonté pour l'Occident.

Claire Tréan

Daniel Vernet

les toutes pour les de cent à icté d'im- Les em- es et plus x des su- est dans lemagne, mmes en- s impres- ent pour t destiné , pas aux créateurs

ain sur la i lui de- i sur les me mais ique au vonloir mpol et être ex- des pro- als aussi 'accueil, ie et so- se.

hfeld

37

ricains et res de la s ont dé- lendant que offi- est pro- sera l'un ne prési- Robert é au Sé- me que ment de ssemble. nent qui est une i liberté, acun de x.

EINE

uverne- hirc de s les six n prést- uvoir chemi- à voir ridé so- nitéats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, ras mé- ermes. Il n plus ci ne apure- lité fi- la mo- que, la 'aide à ités et

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration, directeur de la publication :
Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Almy, directeur général ;
Nouël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction
Directeur adjoint de la rédaction : Sébastien Pélissier
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction :
Thierry Ferey, Robert Solé
Rédacteurs en chef :
Jean-Paul Bessey, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Goussier, Danièle Heymann,
Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhormeau, Marcel Luchet, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Reynaud
Rédacteur en chef technique : Eric Azin
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur de la gestion : Eric Pélissier ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vermet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Bittaud, vice-président
Autres directeurs : Hubert Besse-Méry (1944-1967), Jacques Fauvet (1967-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Date de la société : 1000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,
Capital social : 855 000 F. Principaux actionnaires : Société anonyme des Indes du Monde,
Association Hubert Besse-Méry, Société anonyme des Indes du Monde,
Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du conseil d'administration
RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, rue du Louvre 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (01) 46-22-25-26 Télécopieur : (01) 46-22-29-29 Fax : (01) 46-22-25-26
ADMINISTRATION : 11, place Hubert-Besse-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (01) 46-45-25-25 Télécopieur : (01) 46-45-25-26 Fax : (01) 46-45-25-26

Le PS face au défi de la monnaie unique

Suite de la première page

Lors de son dernier congrès à Mannheim, le président sortant, Rudolph Schöping, a été déstabilisé par les attaques de son rival, Gerhard Schröder, ministre-président de Basse-Saxe, qui a fait entendre une petite musique, douce aux oreilles d'une partie de l'opinion outre-Rhin, sur les risques qu'il y aurait à abandonner le mark au profit d'une monnaie unique aux contours flous. M. Jospin avait eu l'occasion d'en discuter avec M. Schöping le 11 novembre à Madrid. Il reste à savoir si la partie sera moins rude avec son successeur, Oskar Lafontaine, qu'il devrait rencontrer le 6 décembre à Bruxelles et le 14 dans la capitale espagnole. Francophile mais très critique à l'égard de Maastricht, M. Lafontaine a donné des gages en assurant qu'il avait sur la monnaie unique la même position que Jacques Delors. Le SPD juge cependant le respect des critères « prioritaires » par rapport à tout problème de calendrier. Cette élection surprise rend encore plus nécessaire une clarification entre les deux partis socialistes.

Pour que cette clarification ait lieu, encore faut-il que les Français soient eux-mêmes au clair. Or des voix commencent à se faire entendre au PS sur le coût de la facture sociale imposée par Maastricht. Le tournant annoncé par Jacques Chirac le 26 octobre a relancé le débat, la contrainte européenne venant justifier la priorité donnée à la lutte contre les déficits, voire, en toile de fond, le plan Juppé sur la Sécurité sociale, à l'heure où nombre de responsables socialistes jugent que, pour venir à bout de la fracture sociale, une politique expansive est plus justifiée qu'une politique restrictive. L'ancien premier secrétaire du PS, Henri Emmanuelli, parle de nouveau calendrier et affirme, le 5 novembre sur Radio-1 : « Si Jospin a choisi entre les critères de Maastricht et une catastrophe sur le plan social, je choisirais de sacrifier les critères de Maastricht. » Julien Dray, député de l'Essonne, plaide pour une renégociation des critères.

La nouvelle direction du PS n'est pas sur la même ligne, convaincue, comme Jean Arthuis, ministre de l'économie, que l'échéance du 1^{er} janvier 1999 doit être impérativement respectée - « au plus tard », ajoute-t-on même à la direction du parti - tout nouveau report remettant en cause l'objectif. Partisan très mesuré du traité, M. Jospin, qui n'est ni fédéraliste ni « euro-péliste », s'est bien gardé de trancher ce débat interne sur la monnaie unique. Reçu le 20 novembre par M. Chirac, il a observé que la future conférence intergouvernementale sur les institutions, en 1996, devrait aussi porter sur l'emploi, la croissance et, justement, l'union monétaire. Dans l'immédiat, la réflexion sur la mondialisation et sur la nouvelle politique économique du PS est conduite par Pierre Moscovici, secrétaire national aux études, qui travaille tant avec les cent sept experts de la commission économique, présidée par l'ancien député Jean-Paul Planchou, qu'avec François Hollande, porte-parole, et Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'Industrie.

Pour M. Moscovici et ses amis, la question est de savoir comment sauver la monnaie unique, jugée seule capable de mettre fin à la spéculation internationale, de favoriser la baisse des taux d'intérêt et donc de renouer avec une crois-

sance plus forte et plus durable. Ce qui leur apparaît donc primordial est de redéfinir l'objectif de la monnaie unique plutôt que de s'arc-bouter sur le respect, « strict et étroit », selon la formule des cinq « sages » allemands, des critères, comme par exemple celui qui impose un déficit public limité à 3 % du produit intérieur brut. S'il est important que les déficits se réduisent, il est avant tout nécessaire que, « en tendance », les économies convergent : la convergence avant le culte des critères. Un tel choix s'imposerait naturellement entre la France et l'Allemagne, qui seraient alors amenées à fixer le tempo de la convergence. Plus que d'une renégociation du traité, il s'agirait de remettre sur la table, notamment avec l'Allemagne, le « projet européen » en y intégrant sa dimension sociale, avec, au premier rang, la priorité en faveur de l'emploi, approche qui ne peut que séduire le SPD.

Avant de définir ce qui sera la position d'un PS qui d'exclut plus son retour au pouvoir en 1998, donc avant l'échéance de 1999, Lionel Jospin, préoccupé surtout de redonner un contenu au projet européen de son parti, devra prendre la mesure des différentes expressions socialistes, dont l'aile la plus européenne, où l'on retrouve M. Delors, qui s'est encore prononcé au congrès de Mannheim pour un « gouvernement économique européen ». Si le débat ne doit être conclu qu'à la fin du premier trimestre 1996, la question de la monnaie unique pourrait faire l'objet d'un premier échange lors d'un bureau national en janvier. A charge pour le premier secrétaire de lever le voile sur la nouvelle politique économique qu'il mettrait en œuvre en 1998, non pas sous la seule contrainte de la monnaie unique, mais pour en accompagner la réalisation et en garantir le succès.

Michel Noblecourt

UNE fois de plus, c'est donc au président Bill Clinton, déjà parain de la poignée de main israélo-palestinienne, qu'il est revenu d'annoncer un accord de paix large-ment enfanté par la diplomatie américaine. Une fois de plus, c'est de la Maison Blanche que viennent les bonnes nouvelles - même si elles doivent encore être confirmées dans les faits.

Mais si, depuis Camp David au moins, le Proche-Orient est un des terrains privilégiés de l'influence américaine, c'est cette fois un conflit bien européen, un conflit qui a ravagé l'arrière-cour de l'Union européenne, que les États-Unis contribuent, de façon décisive, à éteindre.

Et l'Europe, demandera-t-on ? A cette question qui les exaspère, les dirigeants européens répondent : depuis quatre ans, ce sont notamment des « casques bleus » britanniques, néerlandais, espagnols, ukrainiens et français qui sont sur le terrain. Ils ont protégé les convois d'aide humanitaire, nourri et soigné les populations.

Deux cent neuf de ces « casques bleus » ont payé de leur vie, dont cinquante-trois Français. Ces hommes-là méritent respect et hommage.

La paix venue de Washington

Seulement, pour le malheur des Européens, le conflit dans l'ex-Yugoslavie éclate à peu près au moment où ils proclament à la face du monde que, l'après-guerre froide venue, l'Europe va se doter des instruments qui lui permettront de se faire entendre sur la scène internationale : elle va avoir une politique étrangère et de défense commune.

Bref, l'Union européenne se vent une nouvelle « grande puissance ». C'est le discours maastrichtien. Un tantinet condescendant. Il vient couronner des années 80 qui virent nombre d'intellectuels européens gloser sur le « déclin américain ».

Las ! le premier test venu, l'Europe affiche son impuissance. Elle étale ses divisions politiques là où il lui aurait fallu manifester sa cohésion et, pour dissuader, sa

force militaire. Sans doute faudra-t-il attendre encore un peu pour dire si la paix de Dayton est un triomphe de la diplomatie américaine. Elle l'est, à coup sûr, ce qu'il faut bien appeler un fiasco européen.

Ce n'est pas que les États-Unis soient sans blâme dans cette affaire. Dès le début, l'administration Bush - celle qui avait dépêché un demi-million d'hommes au secours d'un puits de pétrole nommé Koweït - se refuse au moindre engagement. L'administration Clinton n'intervient qu'à la demande expresse des Européens, pour accoucher d'un plan de paix qui est, en gros, le leur - à ceci près qu'il prévoit la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie. Elle le fait parce qu'il en va de l'avenir de l'OTAN, donc de son leadership sur l'Alliance atlantique.

Seulement, elle le fait avec les attributs d'une vraie grande puissance : la force au service de la diplomatie. La leçon n'en est que plus terrible pour les Européens, toujours à mille lieues d'une politique de défense commune - dont, après tout, les nouveaux membres de l'Union disent, publiquement, qu'ils ne veulent pas. Triste bilan pour une future « nouvelle grande puissance ».

Habitude par Honoré



Michel Noblecourt

L'Europe des images au péril d'Hollywood

L'EUROPE des images n'avance pas seulement par à-coups - de négociations à l'arrière-pensée de la guerre froide, de la guerre froide à la guerre froide - mais elle avance aussi, de plus en plus, selon des voies divergentes.

Le temps n'est plus où l'« exception culturelle », après bien des atermoiements et au prix de quelques compromis, unissait les Européens, professionnels et politiques, lors de la bataille du GATT en 1993. Regroupant l'ensemble des mesures en faveur du cinéma et de l'audiovisuel à l'échelle communautaire, le premier plan Média, mis en place début 1991 et qui s'achève le 31 décembre prochain, termine son existence dans la confusion avec la mise en cessation de paiement d'un de ses organes, Euro Alm. Pour Média 2, qui doit entrer en vigueur en janvier 1996, le choix de procédures beaucoup plus centralisées fait redouter aux professionnels européens une dérive bureaucratique.

Simultanément, la renégociation de la directive Télévision semble s'acheminer vers un statu quo, récemment encore déclaré inadmissible par Paris, porte-drapeau des mesures réglementaires de protection des images du Vieux Continent. Mais la France apparaît très isolée. Certains pays, qui ne possèdent pas d'industrie dans ce secteur, y sont indifférents.

D'autres y sont opposés par parti pris libéral. Quant à l'Allemagne, elle est ligotée par son système fédéral.

Certes, tout le monde est pour le développement de l'Europe du ci-

néma et de l'audiovisuel. Mais avec des objectifs bien différents.

Pour les Américains, l'Europe de l'Ouest, à laquelle viendraient s'ajouter peu à peu les pays de l'Est à mesure qu'ils sortiraient du marxisme, représente non seulement le plus important marché existant, mais sans doute le plus prometteur à moyen terme. Ils feraient volontiers du cinéma et de l'audiovisuel l'un des premiers champs d'application de leur récente tentative de créer une zone de libre-échange transatlantique. C'était le sens des déclarations apaisantes du porte-parole des majors, Jack Valenti, aux Journées cinématographiques de Beaune, en octobre.

Leur approche recoupe celle des hommes d'affaires européens du secteur, qui raisonnent strictement en termes de développement économique. Les plus importants viennent d'obtenir une victoire significative : la proposition de l'EFCA, lobby réunissant sept « poids lourds » (Berlinsmann, Chargeurs, City 2000, Polygram, Rank, RCS et Sogepaq), de créer un fonds de garantie pour les investissements dans des superproductions vient d'être reprise par les commissaires européens. En octobre, Canal Plus a annoncé la création avec Sony (qui possède la major Columbia) d'une structure commune de production de cinéma, basée à Londres.

En Grande-Bretagne, une nouvelle manne financière, issue des revenus de la Loterie nationale, doit être affectée au soutien à des superproductions qui convaincraient les réalisateurs anglais de faire chez eux les films qu'ils allaient jusqu'à

présenter tourner aux États-Unis. A un autre niveau, le Club des producteurs européens, animé par le Britannique David Putnam et le Français René Clément (Hachette), organise un voyage d'étude d'une vingtaine de jeunes producteurs européens pour qu'ils se forment à Hollywood. Le même organisme a obtenu des Américains un million de dollars pour l'European Film College qui diffuse, uniquement en anglais, un enseignement directement influencé par les conceptions anglo-saxonnes de l'audiovisuel. Le même esprit anime la branche « formation » du plan Média, Media Business School.

Privées ou publiques, nationales, communautaires ou transatlantiques, initiatives individuelles ou stratégies de grands groupes, toutes ces approches reposent sur la même conception : renforcer l'industrie des images européennes au mépris de la nature de ces images, des récits qu'elles véhiculent et des valeurs qu'elles promeuvent. Solt exactement le contraire de l'exception culturelle, qui reste la position officielle de la France et des créateurs d'images du continent.

Le débat se pose désormais en termes clairs : s'agit-il de permettre à des entrepreneurs européens de partager avec les Américains le gâteau audiovisuel en fabriquant les mêmes images qu'eux, ou de permettre la survie, voire un nouvel essor, d'une ou de plusieurs autres cultures à côté de celle qu'Hollywood tente d'imposer à la planète entière ?

Jean-Michel Prodrom

Paix amère

Suite de la première page

Il y a à peine quatre mois, à la mi-juillet, l'épisode le plus barbare de la guerre avait pour théâtre l'enclave musulmane de Srebrenica. Sous le regard des « casques bleus », voire avec leur accord tacite, les hommes valides y furent séparés des femmes, des enfants et des vieillards avant d'être exécutés et jetés dans des fosses communes.

Les leçons de cette paix sont donc amères. Pour ceux qui croient aux droits de l'homme et qui s'étaient faits les défenseurs des droits des minorités, car la Bosnie est malgré tout partagée,

le critère du partage est ethnique, et les déplacements de population ont ramené l'Europe aux pires moments de son histoire.

« Seule la paix est victorieuse », a déclaré à Dayton le principal fauteur de guerre, le président serbe Slobodan Milosevic. Il faut l'espérer. Mais elle ne se construira, pour l'Europe tout entière, que si elle sait garder en mémoire le souvenir de son incapacité à la préserver. Après l'irréparable, après la purification ethnique, l'euphorie n'est pas de mise. Seulement la vigilance. Car la flamme nationaliste qui s'est rallumée en Yougoslavie voici quatre ans continue de brûler.

J.-M. C.

REVUE DE PRESSE

INTERNATIONAL
HERALD TRIBUNE
William Pfaff

■ Le fragile accord de Dayton représente pour les États-Unis un triomphe diplomatique également fragile, son inspiration relevant plutôt de considérations de politique intérieure que de l'affirmation des responsabilités d'une superpuissance. (...) L'incapacité des Européens d'agir effectivement pour défendre, dans leur propre intérêt, la paix et la sécurité dans les Balkans en dit beaucoup sur l'avenir de l'Europe et empêche de prendre au sérieux l'idée que l'Union européenne pourrait devenir un jour une puissance politique importante. L'intervention américaine ne s'est produite que parce que le sort personnel de Bill Clinton et de Bob Dole s'est trouvé lié à celui de la Bosnie. (...) Ce qui s'est passé n'est pas une démonstration du retour des États-Unis, mais de la carence du pouvoir en Europe.

FINANCIAL TIMES

■ L'implication américaine dans le processus de paix a été le facteur essentiel pour forcer les parties en guerre à s'entendre. Un engagement durable des États-Unis - bien au-delà de la prochaine élection présidentielle, si nécessaire - est également indispensable pour garantir l'accord.

THE WALL STREET JOURNAL

■ Pour survivre, la Bosnie a besoin de disposer de la force de se défendre. Il n'apparaît pas que l'accord donne aux Bosniaques les moyens d'être forts. (...) Non seulement le plan laisse le pays ethniquement divisé, mais il ré-èquipe les Musulmans bosniaques, prisonniers de la paix, dans des zones séparées, à la merci des Serbes bosniaques qui ont été leurs agresseurs et dépendant des Croates bosniaques qui se sont battus tantôt contre eux tantôt à leurs côtés.

LIBÉRATION

Jacques Amadric

■ Ces accords ne donneront pas naissance à la Bosnie multiconfessionnelle, multiculturelle et fraternelle mais mythique que certains appellent de leurs vœux ; sous couvert d'un Etat unique, mais aux compétences fort limitées, ils prennent acte et organisent une séparation des combattants. (...) La meilleure dissuasion restera encore la cohésion dont sauront faire preuve

les puissances concernées, à ce stade et à celui de la reconstruction. Elles ont encore, de ce point de vue, des progrès à faire.

L'HUMANITÉ

José Fort

■ Les peuples bosniaque, serbe et croate, épuisés par ces années noires, devraient trouver l'élan nécessaire pour rétablir les liens, apaiser les différends. Ils ne pourront pas oublier les crimes, les déportations, la mort et la faim. Mais, peu à peu, ils sauront reprendre le chemin de l'enrêment et du dialogue, il faut les y aider. Non pas seulement en envoyant des soldats de l'OTAN mais en favorisant la reconstruction des villes et des villages, et en participant massivement au redémarrage économique de la région.

RTL

Marc Ullmann

■ Les documents paraplés sont typiques de la méthode américaine. Ils ont été écrits par des juristes, habitués à rédiger des contrats. C'est extrêmement lourd, mais suffisamment précis pour qu'on puisse savoir exactement qui est responsable, en cas de rupture du contrat, si minime soit-elle. Et pour bien montrer qu'il entend que l'accord soit scrupuleusement respecté, Clinton s'est arrangé pour que l'ONU s'efface devant l'OTAN.

FRANCE INTER

Bernard Guetta

■ Pendant trois ans les Américains ont condamné ce qu'ils se font aujourd'hui gloire - et le candidat Clinton au premier chef - d'avoir su imposer. Mieux vaut tard que jamais, mais il serait maintenant temps que les Européens se réveillent, qu'au lieu de reprocher à l'Europe de n'être pas déjà ce qu'ils n'ont pas voulu qu'elle fût, une puissance notamment militaire, ils s'y attellent enfin, non pas comme à une pénitence mais comme à une ambition et un besoin.

RECTIFICATIF

JEAN-PAUL DELEVOYE

Dans l'article consacré aux relations entre les villes et les compagnies de distribution d'eau (Le Monde daté 15 novembre), nous avons omis de préciser que la citation de Jean-Paul Delevoye, président de l'Association des maires de France (AMF), était extraite d'un entretien à paraître, en décembre, dans la Revue d'économie financière.

سكراية المرحون

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 17

1995 / 15

J'ABUSE ?

**Lettre ouverte de Cantorel l'Auvergnat
aux Français qui croient encore à une qualité
"Made in France"**



Regardez bien cette estampille.
A partir du 22 novembre 1995, elle figurera sur tous les produits de la gamme Cantorel :
Cantal, Fourme d'Ambert, Saint-Nectaire, Bleu d'Auvergne.
Elle vous garantit ce juste retour à la valeur des choses : le rapport Juste Prix / Qualité Vraie.
Cette estampille va figurer dans tous les magasins qui participent avec Cantorel l'Auvergnat à la renaissance
de l'industrie rurale française.

J'ABUSE ?

en affirmant que si la crise a fait baisser les prix, elle a cassé la qualité et, avec elle le goût et le plaisir de consommer les produits authentiques.

J'ABUSE ?

en ajoutant que l'on vide nos campagnes, nos écoles, nos villages, en dédaignant cette valeur ajoutée inimitable qu'est notre qualité, la qualité "Made in France".

J'ABUSE ?

en osant dire qu'il faut relancer l'entreprise rurale, la qualité, pour redonner emplois et vie à nos campagnes, c'est-à-dire à la France.

J'ABUSE ?

en déclarant qu'accepter de payer le juste prix d'une Qualité Vraie, c'est faire des vitrines de nos magasins les vitrines de la gastronomie Française.

J'ABUSE ?

en signant tous les produits Cantorel, Première Entreprise Fromagère d'Auvergne, du sceau Juste Prix / Qualité Vraie, signe de fierté, d'authenticité et de sincérité. Signe de ralliement de tous ceux qui croient encore en une qualité "Made in France".

Cantorel l'Auvergnat, avec l'obstination et le pragmatisme liés à ses origines, veut aller plus loin. Et favoriser le retour à l'embauche. En créant la Bourse Cantorel l'Auvergnat pour le Développement de l'Entreprise Rurale, bourse de 500.000 Francs qui sera chaque année attribuée au meilleur projet d'entreprise agro-alimentaire créée en milieu rural. Vous avez des enfants ? Vous voulez qu'ils réussissent ? Alors, le combat de Cantorel l'Auvergnat est aussi le vôtre.

Pour tous renseignements, écrivez à l'adresse ci-dessous en précisant "Bourse Cantorel l'Auvergnat" sur l'enveloppe.



FROMAGES AOC D'Auvergne

CANTAL, FOURME D'AMBERT, SAINT-NECTAIRE, BLEU D'Auvergne

Les Fromageries Occitanes - Bd du Vialenc - 15000 Aurillac

les toutes
pour les
de cent à
iché d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
ennes en-
s impres-
rent pour
t destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
lui de-
sur les
rne mais
lique au
vouloir
emploi et
être ex-
des pro-
als aussi
'accueil,
le et so-
se.

hfed

37

ricains et
res de la
s ont dé-
tendant
que offi-
est pro-
séra l'un
ne prési-
Robert
s au Sé-
me que
ment de
semble.
nent qui
est une
liberté,
acun de
x.

INE

uverme-
hirac de
s les six
n prési-
ut faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
a qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
n plus
ci ne
apure-
icits fi-
la mo-
que, la
aide à
tés et

ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995

BANQUES Président du Consortium de réalisation (CDR) - chargé de liquider les actifs du Lyonnais - depuis début septembre, Michel Rouger a décidé d'accélérer la vente

du studio californien MGM (Metro Goldwyn Mayer) qui a déjà englouti 13 milliards de francs. La Banque Lazard Frères vient d'être désignée pour trouver des acquéreurs. Cette

cession est l'un des chantiers prioritaires choisis par l'ancien président du tribunal de commerce de Paris parmi les 135 milliards d'actifs qui lui ont été transférés. ● L'ARRÊT DE

L'HÉMORRAGIE financière sur les participations et le retrait d'agréments de dix-sept établissements bancaires du groupe Crédit lyonnais font partie des autres priorités du

CDR. ● LE PORTEFEUILLE IMMOBILIER commencera à être cédé en 1996 et l'opération « vérité des prix », menée par le CDR, risque d'ébranler le marché.

La grande brocante des actifs du Crédit lyonnais est ouverte

Le Consortium de réalisation, chargé de liquider quelque 135 milliards de francs, a décidé d'accélérer la vente du studio de cinéma MGM et de faire cesser l'hémorragie financière sur certaines entreprises en difficulté

MESURAIT-IL la difficulté de la tâche qui l'attendait lorsqu'il a été nommé, début septembre, à la tête du Consortium de réalisation (CDR), créé pour déléster le Crédit lyonnais de quelque 135 milliards d'actifs ? Michel Rouger, soixante-sept ans, est pourtant un familier des dossiers difficiles. Il a été, comme président du tribunal de commerce, le grand ordonnateur - parfois controversé - des innombrables conciliations consécutives à la crise de l'immobilier. Sa mission était certes séduisante : piloter la grande brocante héritée du Lyonnais et céder, sans brader ni déstabiliser les groupes (« je ne veux pas finir ma carrière en syndic de faillite »), les multiples participations qui faisaient de la banque publique un des acteurs majeurs de l'industrie française, le tout dans l'intérêt supérieur du contribuable. C'est-à-dire en limitant le plus possible la ponction qui sera, in fine, opérée sur le Budget de l'Etat. Mais la « liquidation » se révèle encore plus difficile que prévu. La cession à ve-

nir du patrimoine immobilier présente même un risque pour l'ensemble de la place financière : celui de révéler brutalement une certaine vérité des prix.

La première période a été celle du flou juridique total : Michel Rouger a commencé à plonger dans les dossiers dès son arrivée rue de Richelieu, sans statut officiel. D'une part, le CDR n'était pas formellement constitué puisque le Parlement n'avait pas encore voté la loi sur le plan de sauvegarde du Lyonnais. C'est chose faite depuis le 16 novembre. D'autre part, les titres des différentes entités du Crédit lyonnais n'étaient pas transférés à la nouvelle structure, et celle-ci n'en était donc pas officiellement propriétaire, ce qui ne facilitait pas les contacts avec d'éventuels acheteurs. Cette normalisation est en cours. Alors, le portefeuille le plus délicat avec quelque 25 milliards de francs, n'est toujours pas juridique : la filiale à haut risque du Lyonnais. En revanche, le 23 novembre,

l'assemblée générale de Cinvest, chargée de gérer les participations industrielles de la banque publique, entérinera le transfert au CDR d'une trentaine de milliards de titres cotés et non cotés (qui jusqu'à la dernière minute ont fait l'objet de négociations avec le Lyonnais, ce dernier souhaitant conserver quelques lignes). Aux termes de ces procédures laborieuses, l'ensemble des lignes sera brassé, quel que soit leur origine et logées dans un des cinq pôles définis par Michel Rouger : près de 60 milliards de francs investis dans l'industrie seront répartis entre CDR Entreprise et CDR Participations ; 50 milliards dans CDR Immobilier ; environ 40 milliards dans les banques et le reste dans CDR Créances et CDR Finance.

TROIS PRIORITÉS

La seconde période commence. Michel Rouger s'est fixé trois priorités d'ici à la fin de l'année : arrêter l'hémorragie sur une quinzaine de dossiers ; mener à bien, auprès de la Commission bancaire, le retrait

d'agréments des dix-sept établissements bancaires ; mettre en œuvre la cession du studio hollywoodien MGM. L'immobilier attendra le début de l'année 1996.

L'urgence absolue est de dénouer « les relations catastrophiques du Crédit lyonnais dans une vingtaine d'affaires où on nous dit, soit vous remettez de l'argent, soit vous perdez tout », décrit un responsable du CDR. Les contrats léonins qui lient la banque publique à des intervenants extérieurs sont en effet légion. S'y rajoutent les gages pris en garantie de crédits et qui ont été transformés en participations à la suite d'une défaillance du débiteur. La difficulté pour les équipes du CDR est donc moins d'arbitrer entre un bon et un mauvais prix de cession que d'évaluer les inconvénients de rompre des relations contractuelles, de clore un dossier ou de réinvestir. C'est le cas pour la MGM où il faut réinjecter quelque 350 millions de dollars par an pour produire des films, de Compaq, que le tribunal de commerce tente de sauver, du dossier immobilier Vatuji, ou de cette société de pétrole canadienne détenue à 49 %, qui menace de se mettre en faillite si de l'argent frais n'est pas versé. « L'hémorragie est partout », se désole Michel Rouger qui avoue passer un tiers de son temps sur ces dossiers à haut risque.

La deuxième priorité est de procéder aux retraits d'agréments des établissements financiers, SDBO et la Banque Colbert en tête, qui aux termes des protocoles doivent cesser toute activité bancaire avant le 31 décembre. Leur fonds de commerce est destiné à être cédé à des tiers.

Quant à MGM, le CDR a donné, le 21 novembre, le premier signe

d'une prochaine cession. Déjà des valorisations du studio ont été réalisées par le Trésor, le marché américain et des banques d'affaires. Lazard Frères est désormais chargé de juger de l'opportunité de sa vente en 1996.

Reste le gros dossier de l'immo-

mettre sur le marché et tester les prix. « Un échantillon de 150 000 mètres carrés sur un volume de 1 million de mètres carrés représente une proportion pertinente », estime-t-on rue de Richelieu. Il faudra d'autre part définir un échantillon de bureaux transformables en habitations et

MGM améliore sa part de marché

De 1993 à 1994, la part de marché des entrées en salle de la Metro Goldwyn Mayer n'a jamais dépassé les 2 %. Au premier semestre 1995, alors que la nouvelle équipe dirigée par Frank Mancuso était en poste depuis plus d'un an et avait déjà investi une bonne partie des 350 millions de dollars (1,7 milliard de francs) avancés par le Crédit lyonnais pour relancer la production de films, cette même part de marché stagnait autour de 3,7 %. En comparaison, Warner, avec trente films par an, a conservé ses 16 % de part de marché.

La sortie réussie de *Golden Eye*, le nouveau James Bond (28,1 millions de dollars le week-end des 18 et 19 novembre) devrait permettre à MGM d'aller au-delà de la barre des 5 %. *Get Shorty*, autre production MGM, a recueilli 58 millions de dollars, après cinq semaines d'exploitation. *Cutthroat Island*, une production Carolco que MGM doit distribuer, pourrait contribuer à des résultats présentables en 1995.

bilier : une cinquantaine de milliards de francs de créances et d'immeubles provenant de l'ensemble des anciennes entités du Crédit lyonnais. Il s'agit pour les spécialistes du CDR « d'une forêt qui n'a été ni défrichée ni exploitée depuis deux ans ». Premier travail, répertorier chaque des créances et chacun des immeubles. Ce sera fait d'ici quelques jours. Cet inventaire précis permettra de définir des lots. « Il faut revenir aux prix de 1988 », estime un professionnel. « La vérité des prix sur l'immobilier doit être rétablie ».

Le projet du CDR s'articulerait en trois temps : d'une part, extraire un lot d'immeubles bâtis pour le

enfin sélectionner des bureaux difficilement transformables en bureaux modernes pour envisager d'en faire des logements pour les plus démunis. S'il persiste dans ses intentions, le CDR risque d'ébranler - de manière peut-être salutaire - le marché de l'immobilier et de se faire de nombreux ennemis.

De telles décisions ne se prendront pas sans l'aval des autorités de tutelle : en attendant la constitution du comité chargé de veiller sur la gestion du CDR, Michel Rouger rendra compte chaque semaine au Trésor.

Babette Stern

Cinq pôles pour mieux liquider les actifs du Crédit lyonnais				
CDR ENTREPRISE (plus Altus Finance)	CDR PARTICIPATIONS (plus Cinvest Clusid)	CDR IMMOBILIER	CDR CRÉANCES	CDR FINANCE
DIMOLION SATER PARACHINI MARLAND MARTEL AOM SLUGOS	AÉROSPATIALE USINOR FRAMATOME BOUYGUES FINAULT BOLLORÉ NAVIGATION MIXTE	ORG GOLFS HOTELS VATUJI PELEGE	SBT RATIF SDBO COLBERT	Créances sur la cession de CERN MGM

Air France réaffirme sa détermination de contenir ses pertes en 1995

LES RÉSULTATS provisoires du premier semestre de l'exercice 1995-1996 de la Compagnie nationale Air France (CNAF), qui ont été dévoilés au cours du conseil d'administration du mercredi 22 novembre, sont « globalement conformes au plan de marche que s'était fixé l'entreprise ». Sur la période allant du 1^{er} avril au 30 septembre 1995, la CNAF (l'un des deux pôles du Groupe Air France) a enregistré un résultat courant (après frais financiers) positif de 176 millions de francs, contre une perte de 856 millions de francs en 1994.

Ces chiffres ont permis au président, Christian Blanc, de proposer à son conseil de « limiter la perte, hors provision pour plan so-

cial, à 1,2 milliard de francs sur l'exercice en cours », qui s'achèvera en mars 1996. Cet objectif affiché en début d'année avait été abandonné en juin, après un premier trimestre décevant. Le chiffre de 1,6 milliard de francs de pertes avait été alors retenu. Davantage qu'une prévision de résultat, ces nouvelles perspectives sont destinées à afficher la volonté de l'entreprise de réussir son redressement. La société reconnaît ainsi le « caractère ambitieux de cet objectif », mais réaffirme que « c'est celui que l'entreprise entend continuer à s'assigner ».

La tâche ne sera pas facile. Au crédit de cette ambition, les résultats du premier semestre sont effectivement encourageants. Avec un excédent brut d'exploitation de 2,68 milliards de francs, un résultat d'exploitation de 826 millions de francs (après prise en compte des amortissements) et un résultat courant avant impôts de 176 millions de francs, le premier résultat positif de la société depuis 1989, la CNAF affiche une avance de 1 milliard de francs sur la période correspondante de 1994.

BAISSE DES CHARGES

Mais Air France doit cette avancée davantage à ses efforts de réduction des coûts et de productivité qu'à ses performances commerciales. Le chiffre d'affaires recule ainsi de 4 %, à 20,3 milliards de francs, dont 16,9 milliards pour le transport passager et le fret (-1,9 %). S'agissant du trafic, le nombre de passagers/kilomètre a baissé de 1,4 %, malgré un coefficient de remplissage qui est resté très élevé à 72,8 %. Les nouveaux produits proposés sur les moyens et long-courriers n'ont donc pas suffi à contrer l'agressivité de la concurrence. La recette unitaire au siège/kilomètre a reculé de 4,7 %, sous l'effet de la faiblesse

du dollar et de certaines devises européennes par rapport au franc (à taux de change constant, le chiffre d'affaires au transport aurait progressé de 1,5 %).

La relative bonne performance de la société au premier semestre est donc à mettre avant tout au crédit de ses efforts de gestion. Les charges de personnel ont baissé de 4,6 % sous l'effet des réductions d'effectifs, et les consommations en provenance de tiers ont été réduites de 5,4 %. Air France a également bénéficié d'une réduction de 39 % de ses charges financières, sous l'effet de la recapitalisation de l'Etat (15 milliards de francs ont été versés à ce jour sur les 20 milliards prévus) et de gains de change exceptionnels. L'endettement est ainsi réduit à environ 20 milliards de francs.

Sur l'ensemble de l'année, Air France devrait continuer d'engranger le fruit de ses efforts de productivité. Le groupe paritaire mixte des personnels navigants techniques poursuit sereinement ses travaux à la suite de l'accord conclu il y a un an. Les modalités du plan social de départ volontaire des hôtes et stewards sont en cours d'élaboration. Son coût, plusieurs centaines de millions de francs, pèsera sur le résultat de cette année (l'objectif de 1,2 milliards de pertes n'inclut pas ces provisions). C'est donc plus que jamais sur le terrain de ses performances commerciales qu'Air France devra s'efforcer de convaincre. En dépend, comme le rappelle la commission européenne dans la décision relative au soutien de l'Etat français « la viabilité de la compagnie sur le long terme » et... le feu vert de la commission pour le versement par l'Etat français de la troisième tranche de 5 milliards de francs.

Christophe Jakubyszyn

Le président de la SNCF veut assouplir l'organisation du travail

AUDITIONNÉ À HUIS CLOS, mardi 21 novembre, par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, Jean Bergougnoux, le président de la SNCF, s'est livré à un exercice difficile. A la veille d'ultimes arbitrages par le premier ministre sur un contrat de plan qui doit définir les modalités de redressement de l'entreprise publique, il lui fallait rassurer les députés, soucieux d'économies budgétaires mais très attachés aux missions d'aménagement du territoire de la compagnie ferroviaire.

DÉVELOPPER LA POLYVALENCE

Avec la poursuite de l'effort de reconquête commerciale, la maîtrise des coûts constitue la grande priorité de la SNCF. Dans le contrat de plan, la SNCF prévoit d'augmenter de 5 % par an son chiffre d'affaires par agent et de continuer à réduire ses effectifs. Evoquant la nécessaire maîtrise de la masse salariale, M. Bergougnoux a souhaité que celle-ci soit désormais traitée de ma-

nifère globale. Les mesures générales d'augmentations la font progresser au rythme de 2 % par an auxquelles s'ajoutent des mesures individuelles - prévues par des accords internes et fonction de l'ancienneté, de la technicité du poste - qui représentent 2,2 % supplémentaires (le fameux GVT). « C'est trop », a estimé M. Bergougnoux.

Le redressement de la compagnie ferroviaire passe par le réaménagement du mode de travail des agents. S'il n'est pas question de toucher au statut, a-t-il insisté à plusieurs reprises, il souhaite revoir une « masse » de règlements internes pour y introduire des assouplissements. Aujourd'hui, par exemple, les conducteurs de train ne peuvent vendre les billets. La SNCF envisage de les rendre polyvalents sur certaines lignes.

Evoquant la dette de la SNCF, M. Bergougnoux a confirmé que la solution du cantonnement (comme au Crédit lyonnais et au Comptoir des entrepreneurs) avait été rejetée. Le président de la SNCF a indiqué

que l'effort de l'Etat devait être « bien calibré » pour motiver le personnel. Il souhaite donc un effort financier substantiel dès le début du contrat de plan, le reste de la contribution devant être étalé en fonction des résultats de l'entreprise.

M. Bergougnoux a reconnu devant les députés que la prise en charge par les régions de certaines lignes secondaires suscitait quelques inquiétudes. Le contrat de plan prévoit de désigner des régions pilotes qui feraient office de laboratoires d'essai. A l'issue d'une période non précisée, ces expériences devraient être jugées avant d'être généralisées.

Concernant enfin les grandes lignes, M. Bergougnoux a indiqué qu'il réclamait « la plus grande liberté tarifaire possible ». Interrogé sur les liaisons à très grande vitesse, il a précisé que la SNCF n'aurait pas au-delà des TGV Est et Méditerranée. « Nous ne sommes pas en mesure de financer d'autres TGV », a-t-il déclaré.

Caroline Monnot

Granada lance une OPA sur le groupe hôtelier Forte

LE GROUPE BRITANNIQUE Granada a annoncé mercredi 22 novembre qu'il lançait une offre publique d'achat (OPA) hostile sur le groupe hôtelier britannique Forte. L'offre qui valorise Forte à environ 3,4 milliards de livres (25,5 milliards de francs) se fera sous la forme d'un échange de 4 actions Granada et de 23,25 livres pour 15 actions Forte.

Granada est un groupe diversifié de services, de restauration et de loisirs, basé à Liverpool (351 millions de livres de résultat net pour un chiffre d'affaires de 2,3 milliards). Il justifie son offre par la mauvaise performance de Forte. Sur les cinq dernières années, explique Granada, le résultat opéra-

tionnel du groupe Forte, dominé par la gestion de la famille fondatrice originaire d'Italie, a baissé de 11 %. L'action a perdu 40 % par rapport à l'ensemble des valeurs de la cote.

Granada compte mettre en valeur « le vaste potentiel bénéficiaire de Forte » (89 millions de livres de résultat net pour un chiffre d'affaires de 1,8 milliard pour l'exercice des six derniers mois). Il veut faire sortir de son tour le management de Forte et lui assigner des objectifs financiers stricts. Le groupe hôtelier doit, selon l'attaquant, pouvoir facilement améliorer ses marges et contrôler ses coûts.

Granada souhaite rénover les enseignes de restaurant Happy Eater

et Little Chef et mieux différencier les deux chaînes populaires d'hôtels. Posthouse et Travelodge en optimisant leur gestion tarifaire. Les hôtels Méridien achetés à Air France en novembre 1994 au grand dam du groupe français Accor, constituent pour le « raider » un actif primordial.

Le groupe de Liverpool entend céder une partie des activités de Forte, comme les restaurants-hôtels au bord des autoroutes et sa participation dans le prestigieux hôtel londonien Savoy.

L'annonce a pris la City par surprise. Mercredi matin, les actions Forte bondissaient de 71 pence à 346 et celles de Granada perdaient 24 pence à 673. - (AFP et Bloomberg)

Le Monde
PUBLICITE
FINANCIERE

SERVICE COMMERCIAL

Régis DENIS
44.43.76.47

Hervé DEQUATRE
44.43.76.15

Assistante Commerciale

Barbara BLEUSE
44.43.76.26

Administratif
jacqueline GAZZABIN
44.43.76.22

Exécution

Marcelline PAGNOU
44.43.76.41

صكنا من الاميل

150

FRANCE

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 19

E 1995 / 15

Les médiocres résultats des marchés français créent une ambiance morose chez les opérateurs

Les salaires sont gelés et les recrutements rares. Les rémunérations restent toutefois élevées

L'année 1995 est difficile pour les activités de marché des banques françaises. Leur faible rentabilité se traduit par un certain marasme sur le

marché de l'emploi. La place financière de Paris souffre également de son étroitesse et de la concurrence exercée par Londres. Les effectifs

des salles de marchés parisiennes et les salaires de la plupart des opérateurs sont stables depuis deux ans.

« C'EST PAS L'EUPHORIE de 1993, mais ce n'est plus la déprime de 1994 », constate un banquier. Les marchés financiers français ont souffert, cette année, des crises monétaires à répétition, de la volatilité des cours, de l'absence prolongée des investisseurs étrangers, de la chute des volumes de transactions et d'émissions de titres. La faible rentabilité de l'activité, conjuguée à la rationalisation des structures, se traduit par une relative morosité sur le marché de l'emploi : stagnation des effectifs, stabilité des salaires. « Les opérateurs s'engagent plus à conserver leur poste qu'à leur bonus de fin d'année », note-t-on dans un cabinet de recrutement.

La situation contraste avec celle observée à Londres et à New York, où les mouvements de personnels se multiplient, même entre établissements financiers français. La filiale londonienne du Crédit lyonnais vient par exemple de recruter une équipe d'une dizaine de personnes de la banque Indosuez. A Paris, de tels mouvements restent rares.

Cette relative immobilité résulte en premier lieu de l'inertie des banques françaises en matière de recrutement. Les établissements anglo-saxons s'adaptent rapidement à la conjoncture, embauchant massivement dès que l'activité se montre profitable mais

licenciant dès que celle-ci devient moins rentable. Début 1995, plusieurs grandes banques américaines avaient tiré les leçons d'une année 1994 catastrophique sur les marchés financiers et avaient supprimé près de 10 % des postes d'opérateurs. L'excellente tenue de Wall Street depuis le mois de janvier a permis de renverser cette

l'activité sur la dette de l'Etat, n'a eu qu'un impact limité sur le marché de l'emploi, en raison de leurs structures réduites et de leur obsession de productivité. « Nous faisons à sept au huit ce qu'une banque française fait à trente ou quarante », explique le directeur des opérations sur taux d'intérêt d'une banque anglo-saxonne ins-

cessaire que vous reviez le lendemain matin », explique un banquier français.

A Paris, ce sont les banques étrangères qui se montrent les plus généreuses. Les grandes banques commerciales françaises cherchent toutefois à se mettre au niveau, notamment en faisant leurs activités afin d'échapper à la grille des salaires en vigueur dans l'établissement.

De fait, les rémunérations des opérateurs parisiens sont élevées. Selon une enquête réalisée par le cabinet Michael Page pour le magazine *Optima Finance*, le salaire d'un jeune intervenant sur les obligations du Trésor varie entre 220 000 et 400 000 francs. S'y ajoute un bonus compris entre 80 000 francs et 100 000 francs. Ces bonus - qui sont désormais versés en plusieurs fois afin d'éviter que les opérateurs ne démissionnent dès qu'ils les ont reçus - sont fonction des résultats de la banque, de la salle des marchés, de l'équipe et des résultats personnels de l'opérateur. Selon l'enquête Michael Page, la rémunération d'un « trader » expérimenté sur les produits dérivés varie entre 430 000 et 650 000 francs (le bonus s'inscrivant de 100 000 à 800 000 francs). « C'est une estimation basse », commente un patron de salle des marchés.

L'année 1995 devrait constituer un cru moyen. Depuis deux ans, de façon générale, les rémunérations restent stables. « Seule une petite minorité d'opérateurs très doués a continué à voir leur rémunération fortement progresser », constate Vincent Comet, du cabinet Hewitt. Les « excès » observés à la fin de 1993 ont disparu. Cette année exceptionnelle s'était traduite par des bonus qui ne l'étaient pas moins.

Dans une grande banque française, une dizaine d'opérateurs de la salle des marchés avaient ainsi obtenu un salaire annuel supérieur à 10 millions de francs. « Cela peut paraître démesuré, mais il ne faut pas oublier que ces opérateurs avaient dû faire gagner 10 ou 20 fois plus à leur banque », explique un chasseur de têtes. « A Londres ou à New York, il n'est pas rare qu'un opérateur de moins de trente ans gagne plus d'argent que le président de la banque lui-même. Personne ne s'en offusque. »

Pierre-Antoine Delhommeaux

Les rémunérations des courtiers de Londres

A la City de Londres, la fête est finie. Si le salaire de base des courtiers - traders - n'a pas bougé, le bonus de fin d'année, qui, en période faste, peut représenter entre 100 et 200 % du revenu, devrait tomber à 50-60 %, estiment les sociétés de recrutement.

La prime d'un professionnel du marché des changes (Forex), dont le salaire annuel moyen est de 70 000 livres, devrait s'élever cette année à 30 000 ou 40 000 livres (de 230 000 à 300 000 francs).

Quant aux avantages en nature - voiture de fonction, aide au logement, assurance-santé privée ou retraite complémentaire -, qui représentent quelque 5 000 livres supplémentaires, ils sont examinés à la loupe. Les notes de frais sont aussi les victimes de cette cure d'austérité. Billets d'avion en classe affaires, hôtels cinq étoiles, restaurants chics et limousines ne vont plus de soi.

tendance et de reconstituer les effectifs à leur niveau antérieur.

La place financière de Paris est aussi victime de son étroitesse. En termes d'activités, sa position apparaît marginale par rapport à celle qu'occupe New York et Londres. Parallèlement, les banques françaises, si l'on excepte la Société générale et Paribas, ont un rôle mineur sur le marché international des capitaux. Elles hésitent à effectuer les investissements nécessaires pour se hisser aux premiers rangs. « Cette situation n'est pas favorable à un marché de l'emploi dynamique », commente un banquier.

MOINS DE TRENTES ANS. Après la phase de recrutement intense qui avait marqué la fin des années 80, liée à la création de nouveaux instruments financiers, comme le Matif, les salles de marchés parisiennes ont vu leurs effectifs se stabiliser. Le renforcement des équipes observé dans certaines grandes banques commerciales a été compensé par l'arrêt de l'activité dans plusieurs petits établissements. « Les intervenants les plus expérimentés n'ont pas trente-cinq ans, ce qui ne contribue pas à libérer des postes », ajoute un chasseur de têtes.

Enfin, l'arrivée à Paris d'établissements étrangers, attirés par les perspectives de privatisation et

taillée à Paris. A défaut d'être aussi dynamique qu'à Londres, la situation de l'emploi dans les salles de marché parisiennes est toutefois loin d'être sinistère. « Les secteurs les plus porteurs sont ceux de la recherche et de la vente », explique Marc Lamy, du cabinet de recrutement Boyden.

DES SECTEURS PORTEURS

Leur formation scientifique de haut niveau (Polytechnique, Centrale, Ecole normale supérieure) permet également aux opérateurs français de bénéficier d'une excellente réputation sur les produits financiers complexes, où de solides connaissances mathématiques sont requises. Cette compétence, jointe aux banques anglo-saxonnes à payer le prix fort pour faire venir les spécialistes parisiens des instruments dérivés.

Elles ont d'autant plus de facilité à le faire que les écarts de salaires entre Paris et Londres ou New York restent importants. « Compte tenu des fiscalités, la rémunération varie du simple au double », note Marc Lamy. Cette différence prend toutefois en compte la plus grande précarité de l'emploi dans les salles de marchés des banques américaines ou britanniques. « Il est fréquent, dans les établissements londoniens ou new-yorkais, qu'on vous fasse savoir en fin d'après-midi qu'il n'est pas né-

Quinze actionnaires institutionnels contestent la fusion du Crédit foncier avec la Société des immeubles de France

La législation sur les rachats pourrait être remise en question

LE PROJET de fusion du Crédit foncier de France (CFF) avec sa filiale à 55 %, la Société des Immeubles de France (SIF) provoque un tollé chez les actionnaires minoritaires de la SIF. Une quinzaine d'investisseurs institutionnels, quatre anglo-saxons et onze français, qui détiennent ensemble 15 % du capital de la SIF, ont saisi l'Association des actionnaires minoritaires (ADAM), présidée par Colette Neuville. Dans une lettre envoyée au Conseil des Bourses de valeurs (CBV), mardi 21 novembre, l'ADAM demande la mise en place d'une offre publique de rachat (OPR) pour permettre aux actionnaires de SIF de céder leurs actions avant l'assemblée générale de fusion du 22 décembre. Son issue ne fait pas de doute, le Crédit foncier étant majoritaire.

L'ADAM ne conteste pas les parités d'échange retenues, approuvées par les commissaires à la fusion. Elle conteste le fait même de devenir actionnaires d'une société qu'elle n'a pas choisie et invoque la rupture du pacte social. Les propriétaires d'une société immobilière, la SIF, vont devenir actionnaires d'un établissement de crédit soumis à la loi bancaire. Ils vont perdre le droit de révoquer leur président, le Crédit foncier

étant dirigé par un gouverneur nommé par l'Etat. Le CBV devrait se prononcer sur le dossier le 29 novembre. L'institution risque de ne pas donner satisfaction à l'ADAM. Le raisonnement juridique de Colette Neuville reviendrait à imposer une OPA préalable à toute fusion, comme c'est le cas aux Etats-Unis, et à modifier le droit boursier français.

PERTE DE VITESSE

Depuis des années, la Bourse n'aime pas les fusions, qui permettent de réserver en toute légalité un traitement inéquitable aux actionnaires minoritaires. La fusion entre Matra et Hachette en 1992 puis celle de Pinault-Printemps et La Redoute en 1994 n'ont pas amélioré l'image de la place de Paris. Pour éviter toute polémique, la Commission des opérations de Bourse a demandé en 1995 à Usinor-Saclor de lancer une OPA sur Ugine avant de fusionner avec sa filiale.

Le CBV envisage de créer une commission sur le droit des fusions, tandis que Colette Neuville anime un groupe de travail sur ce thème, réunissant son avocat et les anciens commissaires à la fusion de Pinault-Printemps et La Redoute, Georges Barthès de Ruy-

ter et René Ricol. Ces derniers avaient été traumatisés de devoir approuver le projet juridique inéquitable mais inéquitable de François Pinault.

En perte de vitesse, notamment après la disparition des prêts d'accession à la propriété, le Crédit foncier a tout avantage à mettre la main sur la SIF : il va renforcer ses fonds propres de 1 milliard de francs. Il compte aussi isoler ses propres immeubles et ceux de la SIF, acquis pour certains au siècle dernier, dans une fondrière, à leur valeur nette comptable, pour pouvoir externaliser rapidement des plus-values et rassurer les marchés. « Le Crédit foncier ayant utilisé l'essentiel de son fonds pour risques bancaires généraux pour couvrir la charge de ses risques, il importe de faire apparaître clairement une seconde réserve de sécurité », écrit à Bercy Jean-Pascal Beaufret, sous-gouverneur du Crédit foncier.

L'établissement, qui voit ses conditions de financement se dégrader, cherche de nouveaux moyens pour lever des fonds : il s'est refinancé en lançant une opération de titrisation sur 2 milliards de francs de créances, bouclée mercredi 22 novembre.

Arnaud Leparmentier

L'indice Dow Jones s'installe au-delà des 5 000 points

La Bourse de New York a gagné 518 % depuis 1982

APRÈS AVOIR franchi un court instant, lundi 20 novembre, en séance, le seuil des 5 000 points de l'indice Dow Jones, la Bourse de New York a confirmé, mardi 21 novembre, en terminant la journée à 5 023,55. Il s'agit du sixième record battu en fin de séance cette année à Wall Street. Le Dow Jones a gagné 31 % depuis le 1^{er} janvier. Il a mis moins de neuf mois pour passer de 4 000 à 5 000 points, alors qu'il lui avait fallu dans la période récente entre quatre et cinq ans au moins pour franchir des étapes d'un millier de points.

Créé le 3 juillet 1884, l'indice Dow Jones contenait alors onze actions, dont neuf compagnies de chemins de fer. Il a franchi les 100 points pour la première fois de son histoire le 12 janvier 1906. D'août 1921 à septembre 1929, période faste, il a gagné 468 %. Le 3 septembre 1929, il atteignit un sommet de 381,17. Mais le 28 octobre de la même année, le fameux « jeudi noir », il va perdre 38,33 points (13 %). De septembre 1929 à juin 1932, pendant la grande crise, le Dow Jones s'effondre de

89 %. L'après-guerre ouvre une nouvelle période faste. De juillet 1949 à janvier 1966, l'indice gagne 487 %. Le 12 mars 1956, il franchit les 500 points. Le Dow Jones atteint les 1 000 points le 14 novembre 1972, un niveau qu'il ne retrouvera qu'en 1983. Mais, depuis cette date, il repart à la hausse non sans à-coups : il dépasse les 2 000 points le 8 janvier 1987. Le krach du 19 octobre 1987 le voit perdre 508 points (22,6 %) mais, le 24 janvier 1989, le Dow Jones retrouve son niveau du 16 octobre 1987. Puis il repart à la hausse le 13 octobre 1989, jour du « mini-krach ».

L'indice franchit le 17 avril 1991 le seuil des 3 000 points, le 19 mai 1993 celui des 3 500 points, et le 23 février 1995 les 4 000. La hausse s'emballe ensuite : 4 500 points le 16 juin, 4 600 le 5 juillet, 4 700 le 7 juillet, 4 800 le 14 septembre, 4 900 le 15 novembre et 5 000 le 20 novembre en cours de séance. Depuis le début de la grande vague de hausse des années 80, le 31 juillet 1982, le Dow Jones a gagné 518 % - (AFR).

Le Parlement européen interdit le télémarketing

UNE INTERDICTION DU TÉLÉMARKETING, qui utilise le téléphone pour des opérations de promotion ou de vente directe, a été votée le 21 novembre par une commission du Parlement européen, selon le *Financial Times*, pour protéger les consommateurs contre ces appels importuns. Les nouveaux amendements imposent aux entreprises qui ont recours au télémarketing d'obtenir l'accord préalable des clients qu'ils veulent contacter par téléphone. Ils s'appliquent également au courrier électronique.

L'association anglaise du marketing direct a déjà vivement réagi à ce vote en soulignant qu'une telle loi engendrerait de fortes réductions de personnel dans un secteur qui emploie 800 000 personnes au Royaume-Uni. Les amendements doivent être approuvés par l'ensemble du Parlement début décembre. Ils seront ensuite présentés devant le conseil des ministres.

DÉPÊCHES

■ **Cable and Wireless** : le groupe britannique de télécommunications a annoncé, mardi 21 novembre, le départ immédiat de son président, Lord Young, et de son directeur général, James Ross. Lord Young a été remplacé par Brian Smith, président du groupe gestionnaire d'aéroports BAA et déjà membre du conseil d'administration de Cable & Wireless. Une commission a été chargée de trouver un nouveau directeur général. Cette annonce met un terme au différend entre les deux hommes, devenu public la semaine dernière.

■ **RJR NABISCO** : Bennett LeBow et Carl Kahn ont proposé, mardi 21 novembre, la nomination de neuf administrateurs pour remplacer l'actuel conseil d'administration du groupe agroalimentaire. Cette proposition intervient après le refus de RJR Nabisco de scinder sa branche tabac du reste de ses activités dans l'agroalimentaire, comme le lui proposaient les deux actionnaires afin de mieux valoriser le groupe. D'autres actionnaires, déçus de la chute de 40 % du titre en trois ans, sont prêts à soutenir l'offensive, à moins que RJR Nabisco s'engage à augmenter son dividende. - (Bloomberg).

■ **DASA** : le directeur du géant industriel allemand Daimler-Benz a définitivement adopté, mardi 21 novembre, un plan de restructuration pour sa filiale aéronautique DASA, qui vise à supprimer 8 800 emplois d'ici à 1998, dont 5 800 sur les sites d'Airbus Allemagne. Ces mesures ne concernent ni la filiale néerlandaise Fokker, ni Eurocopter. Avec ce programme, Dasa espère redevenir bénéficiaire.

■ **GENERAL MOTORS** : le constructeur américain a déclaré, mardi 21 novembre, qu'il n'avait aucune raison d'augmenter sa participation, déjà de 50 %, dans la société automobile SAAB. Cette annonce fait suite à des informations selon lesquelles Investor AB, holding du groupe suédois Wallenberg, qui possède le reste du capital de SAAB, souhaitait baisser sa participation.

■ **EDF-GDF** : les fédérations CFDT, CGT, Force ouvrière et CFTC d'EDF-GDF ont décidé « une mobilisation de grande ampleur le 30 novembre » pour la défense du service public de l'électricité et du gaz. Elles entendent protester contre une résolution préparée par Frank Borotra, actuel ministre de l'Industrie, quand il n'était que député, et qui sera examinée ce jour-là à l'Assemblée nationale. Cette résolution comporte des « risques » pour l'avenir du service public, notamment, selon les syndicats, l'ouverture du capital de Gaz de France.

■ **DAUM** : le plan social de la cristallerie Daum a été mis au point, lundi 20 novembre, et la Sagem va pouvoir confirmer son intention de racheter l'entreprise pour 1 franc symbolique. Les effectifs passeront de quatre cent dix-sept personnes à trois cent dix-neuf, notamment par le biais de cinquante licenciements secs et de vingt et un départs en pré-retraite FNE grâce à une dérogation des pouvoirs publics.



ETUDES EN SUISSE
• Baccalauréat français, séries L, ES, S
• Maturité suisse A, B, C, D, E
• Diplômes: commerce, secrétaire de direction, gestion
• Diplômes: informatique, TOEIC, TOEFL
• Français intensif (Cambridge, TOEFL)
• Français intensif (Alliance Française)
• Undergraduate degree programs
• Pre-MBA - Lémania Business Diploma
• Hotel management preparatory course
• Cours de vacances: juin - octobre

Ecole Lémania - 3, ch. de Préville - CH 1001 Lausanne
Tél. 01 41 21 320 15 01 - Fax 01 41 21 312 67 00

Internat et externat

les toutes pour les de cent à ité d'in Les em as et plus x des so est dans emagne, nnes en s'impress ent pour t destiné pas aux créateurs

ain sur la i lui de i sur les me mais ique au vouloir mploi et être ex- des pro- ais aussi 'accueilli, ie et so- ée.

hfeld

27

icaies et res de s ont dé- l'entendant que offi- ciera l'un ne prési- Robert s au Sé- me que ment de ssemble, nent qui asr une i liberté, acun de x.

SINE

uverne- hirc de s les six n pré- u fait chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'a

es so- maine, as mé- er qu'il mes. Il n plus -ci ne apure- ictis à la mo- que, la 'aide à ités et

■ LE DOLLAR est resté stable, mercredi 22 novembre, à Tokyo à 101,63 yens et 1,4085 mark en fin de journée contre 101,52 yens et 1,4081 mardi soir à New York.

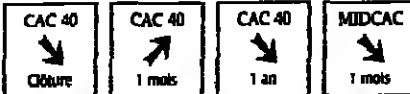
■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en baisse, mercredi (-0,8 %), l'indice Nikkei cédant 144,48 points à 18 239,84 à la suite de prises de bénéfices à la veille d'un jour férié.

■ WALL STREET a dépassé, mardi, le seuil des 5 000 points de l'indice Dow Jones pour la première fois de son histoire. L'indice a gagné 40,46 points (+0,81 %), à 5 023,55 points.

■ LE TAUX des bons du Trésor américain à dix ans a touché son plus bas niveau depuis deux ans, lors de l'adjudication trimestrielle, mardi. Le taux s'est établi à 5,90 %.

■ L'OR a ouvert en baisse mercredi 22 novembre à Hongkong à 385,20-385,50 dollars l'once contre 386,80-387,10 dollars l'once la veille à la clôture.

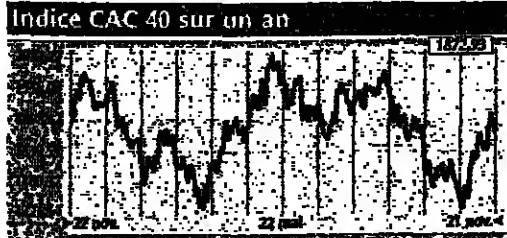
LES PLACES BOURSILIÈRES



Paris stagne

LA BOURSE DE PARIS avait ouvert en hausse, mercredi, après trois séances consécutives de baisse, encouragée par la fermeté de Wall Street qui a franchi haut la main, la veille, le seuil des 5 000 points. Mais après avoir ouvert en hausse de 0,27 %, l'indice CAC 40 a vu ses gains se réduire pour finalement perdre 0,10 % à 1 870,98 points.

La baisse du taux au jour le jour et la poursuite de la fermeté sur le Matif, ainsi que des anticipations de nouvelle baisse des taux par la Banque de France jeudi, n'ont pas suffi pour soutenir le marché. Certains investisseurs prennent des bénéfices après les gains élevés de ces derniers jours, et les financiers, moteur de la reprise, font une pause. « Une majorité d'investisseurs se demandent aujourd'hui, après une hausse météorologique, s'il faut croire à la poursuite du miracle ou bien faire preuve de plus de circonspection », estime un analyste. Le Matif était bien orienté, le contrat échéance décembre ga-



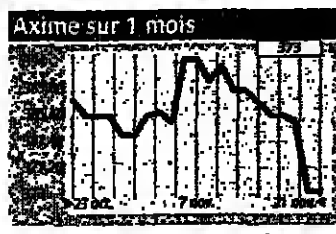
gnant 0,30 % à 119,12. Le raleoissement économique dans les pays européens favorise une détérioration des taux mais inquiète les boursiers. En Allemagne, la production

industrielle a baissé de 0,1 % en octobre, portant la croissance sur un an à 1,6 %. En France, en septembre, la production industrielle a baissé de 1,8 %.

Axime, valeur du jour

LA SOCIÉTÉ de service en informatique Axime, filiale de Paribas et cotée au second marché, a reproduit, mardi 21 novembre, son cours de la veille à 373 francs. Le titre a gagné près de 53 % par rapport à son plus bas de l'année de 244 francs. Il pourrait encore progresser. Paribas, qui détient 87 % du capital de la SSI, ayant décidé de vendre une partie de sa participation en Bourse. L'opération portera sur 28 % à 34 % du capital et s'effectuera à un prix compris entre 340 et 390 francs. En cas de succès, la société pourrait

passer sur le marché à règlement mensuel. Axime a enregistré pour l'exercice 1994-1995 un résultat net de 127 millions de francs, en hausse de 49 %.



Wall Street à plus de 5 000 points

MERCREDI 22 novembre à Tokyo, l'indice Nikkei a terminé la séance sur un recul de 144,48 points (0,79 %), à 18 239,84 points, dans un marché calme. Les investisseurs ont levé le pied à la veille d'un jour férié et ont du mal à pousser l'indice vers les 18 500 points.

Mardi 21 novembre, à Wall Street, l'indice Dow Jones a battu son soixantième record historique depuis le début de l'année et a passé pour la première fois la barre symbolique des 5 000 points (lire page 19). Le Dow Jones a gagné 40,46 points (0,81 %), à 5 023,55 points, à l'occasion d'une séance active avec plus de 400 millions de titres échangés, en dépit du recul du marché obligataire et de la consolidation des valeurs de la haute technologie. Depuis le début de l'année, la grande Bourse de New York a progressé de 31 %. Sur le

marché obligataire, le rendement de l'emprunt de référence à 30 ans s'est redressé pour la troisième séance consécutive à 6,27 % contre 6,24 % la veille.

À Londres, les boursiers se sont offerts une séance de consolidation après le record historique établi par le FT-100 la veille. L'indice a abandonné 24,70 points (0,68 %), à 3 604,10 points.

INDICES MONDIAUX

Indice	20/11	21/11	22/11	Var. %
Paris CAC 40	1870,98	1870,98	1870,98	-0,10
New York DJ	4991,40	4991,40	4991,40	+0,81
Tokyo Nikkei	18284,30	18284,30	18284,30	-0,79
Londres FT100	3604,10	3604,10	3604,10	-0,68
Frankfurt Dax	3592,50	3592,50	3592,50	-0,68
Bruxelles Euronext	780,02	780,02	780,02	-0,68
Madrid IBEX 35	1702,54	1702,54	1702,54	-0,38
Amsterdam AEX	304,80	304,80	304,80	-0,26
Stavropol MIB 30	302,30	302,30	302,30	+0,02
Stockholm OMX	1348,24	1348,24	1348,24	+0,17
Londres FTSE	2616,10	2616,10	2616,10	-1,21
Hong Kong Hang Seng	9452,09	9452,09	9452,09	+0,63
Singapore Straits	2102,64	2102,64	2102,64	+0,73

NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones	20/11	21/11	22/11	Var. %
Alcoa	58,12	58,12	58,12	-0,35
American Express	42,25	42,25	42,25	-0,35
Allied Signal	44,25	44,25	44,25	-0,35
AT & T	64,37	64,37	64,37	-0,35
Bethlehem	13,62	13,62	13,62	-0,35
Boeing Co	73,37	73,37	73,37	-0,35
Caterpillar Inc.	59,37	59,37	59,37	-0,35
Chrysler Corp.	50,87	50,87	50,87	-0,35
Coors-Cola Co	76,75	76,75	76,75	-0,35
Disney Corp.	60,87	60,87	60,87	-0,35
Du Pont Nemours & Co	65,12	65,12	65,12	-0,35
Eastman Kodak Co	69,87	69,87	69,87	-0,35
Exxon Corp.	79,87	79,87	79,87	-0,35
Gen. Motors Corp.	50,87	50,87	50,87	-0,35
Gen. Electric Co	67,37	67,37	67,37	-0,35
Goodyear T & Rubber	40,62	40,62	40,62	-0,35
IBM	94,50	94,50	94,50	-0,35
Intl Paper	35,50	35,50	35,50	-0,35
J.P. Morgan Co	77,37	77,37	77,37	-0,35
McCormick & Co	89,62	89,62	89,62	-0,35
Merkel & Co Inc.	59,37	59,37	59,37	-0,35
Minnesota Mining & Mfg	64,50	64,50	64,50	-0,35
Philip Morris	90,12	90,12	90,12	-0,35
Procter & Gamble Co	86,50	86,50	86,50	-0,35
Sears Roebuck & Co	39,50	39,50	39,50	-0,35
Tesco	71,62	71,62	71,62	-0,35
Union Carb.	39,50	39,50	39,50	-0,35
Unit Technol	90,75	90,75	90,75	-0,35
Westingh. Electric	15,87	15,87	15,87	-0,35
Woolworth	15,12	15,12	15,12	-0,35

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/11	21/11	22/11	Var. %
UBS Local	408	408	408	-3,76
SPIR	835	835	835	-1,76
Bonjour	2800	2800	2800	-0,00
Goldman	113,30	113,30	113,30	-26,47
BIS	633	633	633	+34,05
Galeries Lafayette	1320	1320	1320	-41,96
Cap Gemini Sogefi	144,30	144,30	144,30	-15,11
Dassault Aviation	339,50	339,50	339,50	-16,39
Fininvest	24	24	24	-9,39
CAN	160	160	160	-41,39

BAISSES, 12h30	Cours au 20/11	21/11	22/11	Var. %
Erfrage	696	696	696	-1,38
CS Securitas/CSB	199	199	199	-6,30
Euro Disney	13,40	13,40	13,40	-20,17
Intermedique 1	579	579	579	-26,83
Valloire	184,50	184,50	184,50	-21,71
UIS	112	112	112	-42,36
Jean Leblond	270	270	270	-15,63
Fininvest	361,50	361,50	361,50	-10,53
OTM-Energie	351	351	351	-6,85
DMC (Dollars M)	228	228	228	-31,44

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	20/11	21/11	22/11	Var. %
EF Aquitaine	30472	30472	30472	-0,35
Total	31260	31260	31260	-0,35
Accor	12876	12876	12876	-0,35
LMH Most Vulton	71977	71977	71977	-0,35
Sanofi	194927	194927	194927	-0,35
Alcatel Alsthom	107270	107270	107270	-0,35
British Telecom	1704	1704	1704	-0,35
Peugeot-Pin. Rel.	4243	4243	4243	-0,35
UAP	29482	29482	29482	-0,35
Banque (Ca)	7666	7666	7666	-0,35

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 20/11	21/11	22/11	Var. %
International CPU	8,20	8,20	8,20	-15,55
Reydel Intell.	126	126	126	-12,30
David Expert	30	30	30	-12,30
CFP/ECAN part	115,50	115,50	115,50	+21,57
Troncy Capital 2e	84,50	84,50	84,50	+7,02

BAISSES, 12h30	Cours au 20/11	21/11	22/11	Var. %
Eurodis	40	40	40	-42,77
Dauphin OTA	183,10	183,10	183,10	-42,78
Sogepay 2 e	116	116	116	-42,78
Montaigne P. Les	440	440	440	-42,78
Euro-Lendiers (Ly)	363	363	363	-42,78

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. gen. SBF 120	20/11	21/11	22/11	Var. %
Ind. gen. SBF 250	1237,31	1237,31	1237,31	-0,47
Ind. Second Marché	246,48	246,48	246,48	-0,59
Indice MidCAC	104,38	104,38	104,38	-0,83

Indice SBF 250 sur 3 mois



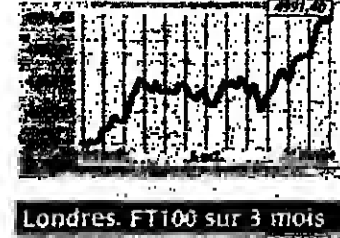
Indice second marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



New York, Dow Jones sur 3 mois



Londres, FT100 sur 3 mois



Frankfurt, Dax 30 sur 3 mois



LES TAUX

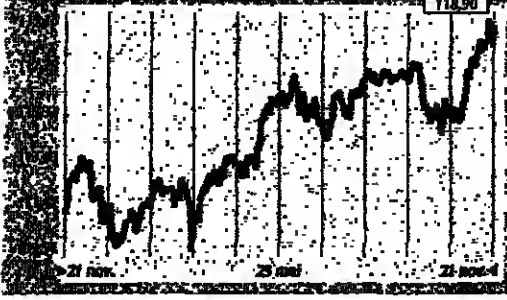


Nouveau geste de la Bundesbank

LA BUNDESBANK a annoncé, mercredi matin 22 novembre, une très légère baisse du taux de ses primes de pension. Celui-ci a été abaissé de 3,98 % à 3,97 %. Le contrat optionnel du Matif a ouvert en hausse. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre gagnait 20 centimes à 119,02 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,99 %, soit un écart de rendement de 0,66 %

par rapport à celui des titres d'Etat allemands de même échéance. La veille, le marché obligataire allemand avait terminé en baisse, le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans remontant de 6,24 % à 6,27 %. La Banque de France a procédé, mercredi matin, à une baisse d'un seizième de point du taux de l'argent au jour le jour. Il a été réduit de 5,43 % à 5,38 %. Le contrat Pibor 3 mois du Matif était en hausse de 5 centimes à 94,48 points.

Notionnel 10 % première échéance, 1 an



LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX 21/11	Taux	Taux	Indice
France	5,44	5,44	7,76
Allemagne	3,88	3,88	7,09
Grande-Bretagne	6,75	6,75	7,58
Italie	10,15	10,15	11,93
Japon	0,38	0,38	4,75
Etat-Unis	5,75	5,75	6,23

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

Taux	Taux	Taux	Indice
TAUX DE RENDEMENT	Taux	Taux	Indice
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	6,21	6,21	107,31
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,83	6,83	109,35
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	7,15	7,15	109,98
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,61	7,61	111,25
Obligations françaises	7,34	7,34	108,06
Fonds d'Etat à TME	-1,18	-1,18	101,61
Fonds d'Etat à TRE	-0,91	-0,91	101,61
Obligat. franc. à TME	-0,76	-0,76	100,21
Obligat. franc. à TRE	+0,20	+0,20	100,18

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 8,20 %)

Actif	Vente	Achat	Vente	Achat
Actif	Vente	Achat	Vente	Achat
1 mois	5,635	5,635	5,635	5,635
3 mois	5,635	5,635	5,635	5,635
6 mois	5,635	5,635	5,635	5,635
1 an	5,635	5,635	5,635	5,635

MATIF

Échéances 21/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Échéances 21/11	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
Notionnel 10 %	92653	118,92	118,92	118,92	118,92
Mars 96	1470	118	118	117,94	117,94
juin 96	322	118,22	118,22	118,14	118,14
Sept. 96	—	—	—	—	117,46

PIBOR 3 MOIS

Dec. 95	2247	94,82	94,83	94,88	94,83
Mars 96	5290	94,69	94,72	94,66	94,72
juin 96	1770	94,88	94,84	94,99	94,84
Sept. 96	1384	94,79	94,83	94,78	94,82
ECU LONG TERME					
Dec. 95	1487	88,24	88,88	88,56	88,88
Mars 96					87,94

ECU LONG TERME

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40					
Échéances 21/11	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Nov. 95	9738	8888	1887	1876	1880
Mar. 96	566	9887	1896 50	1882	1889

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Mars 96	153	1915	1915	1915	1913

LES MONNAIES



Stabilité du dollar

LE STATU QUO semblait l'emporter dans tous les compartiments du marché des changes, mercredi 22 novembre, à l'occasion des premières transactions. Le dollar, en légère baisse mardi 21, était pratiquement stable contre la monnaie allemande, s'échangeant à 1,4091 deutschemark, il perdait quelques fractions face à la devise française à 4,8570 francs et contre la monnaie japonaise à 101,66 yens. Le franc, lui, n'a pas été affecté par

les manifestations d'étudiants du 21 novembre. Et mercredi, en début de journée, il gardait sa vigueur face au deutschemark. La monnaie allemande cotait 3,4477 francs. La baisse graduelle des taux à court terme n'affecte pas la devise française, qui pourrait cependant, selon

1500

FINANCES ET MARCHÉS

RÈGLEMENT
MENSUEL

MERCREDI 22 NOVEMBRE
Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 7,38
Taux relevés à 12h30

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like EDF-CDF 3%, B.N.P., Renault, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like CAC 40, CAC 40, CAC 40, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like CAC 40, CAC 40, CAC 40, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like CAC 40, CAC 40, CAC 40, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like CAC 40, CAC 40, CAC 40, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like CAC 40, CAC 40, CAC 40, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like CAC 40, CAC 40, CAC 40, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like CAC 40, CAC 40, CAC 40, etc.

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 22 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like BFCF 95-96, CEFME 95-96, etc.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
MERCREDI 22 NOVEMBRE

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Acel (N) 3, Acel (N) 3, etc.

SICAV

Une sélection Cours de clôture le 21 novembre

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

Table with 4 columns: Valeurs Françaises, Cours précéd., Derniers cours, and % Variation. Includes entries like Actinvest C, Actinvest C, etc.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde - (11-44 45 76 26)

les toutes
pour les
de cent d'in-
Les em-
es et plus
x des so-
est dans
lemagne,
ennes en-
s'imposent
pour
destiné
pas aux
créateurs

ain sur la
lui de la
sur ses
me mais
dique au
vouloir
emploi et
être ex-
prois aus-
accueil,
ie et so-
se.

hfeld

icains et
res de la
ont dé-
tendant
que offe-
prosa-
l'un
te prési-
Robert
au sé-
ment de
semble-
nent qui
est une
liberté,
acun de
X.

INE

uveme-
hirac de
s les six
n prési-
t faire
chemi-
à voir
rité so-
ndicats
avec la
s. Mais
même
à qu'à

es so-
maine,
as mé-
er qu'il
mes. Il
vo plus
ci oe
apure-
icils fi-
la mo-
que à
l'idée et

AUJOURD'HUI

SCIENCES

ÉCOLOGIE Quelles conséquences épidémiologiques pourrait avoir le réchauffement de la planète, qui semble de plus en plus probable ? ● UNE MODIFICATION du régime

des pluies et de l'humidité ambiante pourrait provoquer à l'horizon 2100 un sensible élargissement des zones infectées par les maladies dont les moustiques sont les vec-

teurs au-delà des aires tropicales. ● DES CHERCHEURS européens estiment que la population de moustiques anophèles pourrait décupler dans les zones tempérées si la tem-

pérature augmente de 3 °C au cours du XXI^e siècle. ● EN AFRIQUE, les régions de montagne, qui étaient épargnées par ces épidémies, ont d'ores et déjà commencé à être

concernées par le relèvement de la température. ● EN EUROPE, les changements climatiques pourraient constituer des facteurs aggravants du « paludisme d'importation ».

Le réchauffement climatique modifiera la géographie du paludisme

Une augmentation de 3 degrés Celsius de la température de la planète au cours du XXI^e siècle provoquerait, selon des chercheurs européens, un décuplement de la population des moustiques dans les zones tempérées

DEMAIN, la gaze et le tulle se sont-ils à la mode en Europe et aux États-Unis, et verrons-nous des voiles orner portes et fenêtres ? Les Malaria et autres Anophendrine empliront les agnelles à pharmacie, et les mères organiseront le 6 mai, pour la Sainte-Prudence, la journée nationale de l'éradication des moustiques anophèles qui transmettent le paludisme.

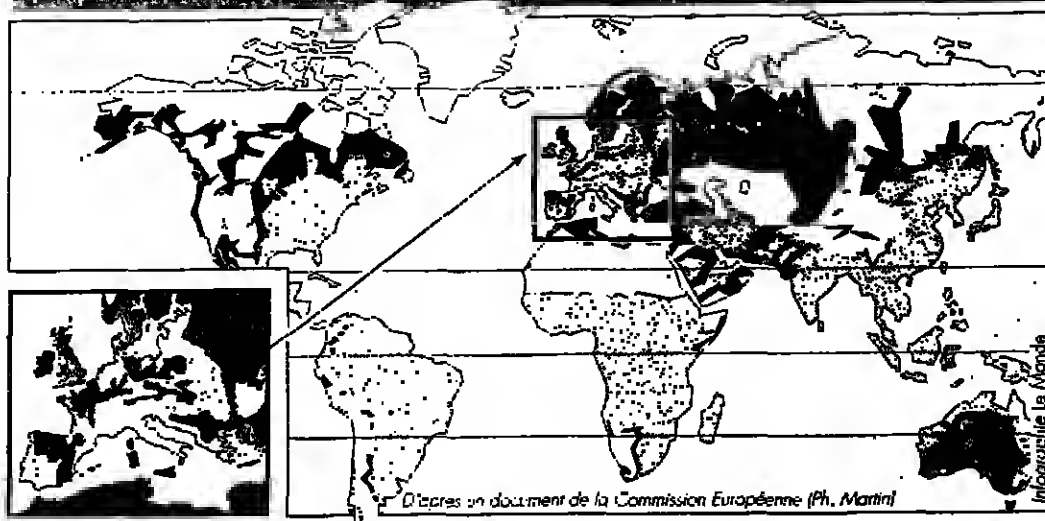
Demain, en fait dans un siècle, le paludisme et d'autres maladies d'origine tropicale risquent à nouveau de sévir sous nos latitudes. C'est ce que prétendent les experts du panel Intergouvernemental sur les changements climatiques, l'IPCC, dont le deuxième rapport sera rendu public en début d'année prochaine. La cause ? Un réchauffement global de la planète de 2,5 °C en moyenne et une modification du régime des pluies et de l'humidité d'ici à 2100. De quoi « augmenter la distribution géographique des maladies engendrées par des vecteurs comme les moustiques qui diffusent le parasite du paludisme, le virus de la dengue et celui de la fièvre jaune, ou celles des mollusques aquatiques qui transmettent le parasite de la schistosomiose, et les mouches simuliées qui propagent des vers causant l'onchocercose (cécité) ». Et ces experts d'ajouter que « la transmission de la malaria et de l'onchocercose pourrait s'accroître de 20 %, soit provoquer 50 à 80 millions de cas supplémentaires de paludisme et 3,5 millions de nouveaux cas d'onchocercose ».

Le cas malgache

Après trente ans d'absence, le paludisme a resurgi sur les hauts plateaux malgaches. Mais entre 1987 et 1989, Philippe Deloron, de l'Inserm (Unité 13), et ses collègues de l'Institut Pasteur ont observé, à Manarintsoa, nettement moins d'épisodes de fièvres aiguës chez les personnes de plus de quarante ans ayant connu le paludisme dans les années 50-60 (14,5 % contre 42,9 %, pour 1988).

Existerait-il une mémoire immunitaire à long terme qui les protège des fièvres, alors qu'on pensait qu'il fallait être régulièrement exposé au parasite pour forger des défenses contre la maladie ? Parmi les hypothèses avancées figure l'acquisition de gènes protecteurs contre le parasite par les personnes exposées au paludisme treize ans plus tôt. Mais aussi, comme l'avance la généticienne d'Oxford Karen Day, l'existence d'une immunité à long terme spécifique à certaines souches du parasite qui auraient pu subsister et « rafraîchir » la mémoire immunitaire des anciens.

Des zones infestées très variables selon l'ampleur du réchauffement



Un réchauffement global de la planète de 2,5 °C, accompagné d'une modification du régime des pluies, pourrait provoquer l'apparition de 50 à 80 millions de cas supplémentaires de paludisme.

Coup sur coup, deux études de simulation du risque d'extension du paludisme (ou malaria) sont venues cette année étayer les prédictions de l'IPCC. En mai, l'équipe de Pim Martens, de l'Institut néerlandais de la santé publique et de la protection de l'environnement, à Bilthoven, publiait un modèle de diffusion possible du paludisme, dans la revue *Environmental Health Perspectives* (vol. 103, no 5). En juin, Philippe

Martin et Myriam Lefebvre, du Centre commun de recherche de la Commission européenne à Ispra (Italie), rendaient publique leur propre simulation dans la revue *Ambio* (vol. 24, no 4).

« L'une comme l'autre conclut à l'occurrence du risque d'extension de la malaria au-delà des aires endémiques tropicales », souligne Pim Martens. Avec des nuances, nous montrons qu'un tel risque existe avant tout dans les zones frontalières des aires endémiques, dans les montagnes d'Afrique de l'Est ou la région andine d'Amérique latine par exemple, où le paludisme est très épisodique. Mais aussi dans les régions tempérées où la molaire a été éradiquée ou cours des années 50-60. Dans la ligne de mire du parasite : l'Europe, l'Amérique du Nord, la Russie, le Japon, la Chine et l'Australie.

TAUX D'HUMIDITÉ

L'étude de Bilthoven montre en effet qu'avec 3 °C de plus à l'horizon 2100 la population de moustiques anophèles pourrait doubler dans les régions tropicales et décupler dans les zones tempérées.

Autre condition pour étendre l'épidémie de paludisme, un taux d'humidité minimal de 60 % : de quoi permettre au moustique de survivre et au parasite d'achever son cycle de reproduction dans ses entrailles.

L'équipe d'Ispra a calculé que la transmission du paludisme pourrait gagner au siècle prochain entre 4,64 et 17,34 millions de kilomètres carrés – près de deux fois la taille de l'Europe ! –, selon les conditions climatiques décrites par cinq modèles de circulation atmosphérique générale. « Une petite croissance des températures peut entraîner une augmentation considérable du potentiel de transmission de la maladie », précise Philippe Martin. C'est d'ailleurs ce que constatent déjà les épidémiologistes en Afrique de l'Est, en Asie centrale et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où la malaria ne faisait plus parler d'elle depuis de nombreuses années.

Ainsi, Michael Loevisohn, du Centre international de développement de la recherche à New Delhi, relevait récemment dans la revue *The Lancet* (vol. 343) que le

Rwanda a connu en 1987 un réchauffement d'environ 1 °C, ce qui aurait suffi à tripler le taux d'incidence de la malaria dans certaines régions et à le doubler à l'échelle du pays. Les plus touchées furent les populations des zones de montagnes qui n'étaient pas en contact avec le parasite.

Philippe Martin et Myriam Lefebvre ont calculé qu'une « malaria saisonnière », instable, pourrait s'étendre sur près de 25 millions de kilomètres carrés selon le pire des scénarios climatiques. « L'inquiétant, soulignent-ils, c'est que ce type de paludisme frappe des personnes sans défense immunitaire, ceux que l'on nomme des « naïfs » sérologiquement parlant. Et, selon notre simulation, cette malaria instable pourrait aussi gagner dans les zones d'endémie traditionnelles d'Afrique tropicale, risquant alors de faire perdre aux populations, jusqu'ici exposées quasiment toute l'année au parasite, leur défense acquise contre lui. » Cette crainte n'est cependant pas partagée par tous les épidémiologistes, dans la mesure où les mécanismes d'acquisition de cette immunité ne sont toujours pas élucidés.

FACTEUR AGGRAVANT

Quant au risque d'extension du paludisme à nos pays, le pire n'est pas certain. Les auteurs de ces modèles eux-mêmes soulignent la capacité des nations industrialisées à prendre des mesures – certes coûteuses – pour éviter de nouvelles épidémies. « Cela ne sera malheureusement pas le cas des

populations tropicales et subtropicales, les plus affectées par ces bouleversements sanitaires », remarque Pim Martens. Dès lors, en Europe et en Amérique du Nord, les changements climatiques joueraient plutôt le rôle de « facteur aggravant » du risque de malaria induit par voyageurs et migrants. Ce que l'on nomme le « paludisme d'importation », qui pourrait croître dans les années à venir : l'IPCC avance que 150 millions de personnes, essentiellement des tropicales, pourraient quitter leur terre à la suite de bouleversements climatiques.

« En Grande-Bretagne, il existe déjà quelque 2 000 cas importés essentiellement d'Inde et du Pakistan », indique David Warhurst, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM). En France, 1 490 cas similaires étaient notifiés pour la seule année 1990. « On peut fort bien imaginer, estime l'épidémiologiste anglais, que dans le sud-est de la France, par exemple, en Angleterre et en Ecosse, de nombreux cas de Plasmodium vivax, voire même de Plasmodium falciparum resurgissent à la faveur d'un réchauffement global. » Là encore, tout le monde n'est pas d'accord. Sans nier le risque d'extension du paludisme, l'entomologiste britannique Jonathan Lines (LSHTM) souligne qu'il est difficile à prédire, notamment parce que les réponses physiologiques et évolutives des insectes et des parasites sont mal connues.

Vincent Tardieu

■ **NEUROBIOLOGIE** : un poisson capable de changer de sexe en fonction des circonstances sociales a été découvert au large d'Okinawa. Ce gobie, *Thia okinawa*, vit habituellement en groupe de plusieurs femelles et d'un seul mâle dominant. Ce dernier peut cependant changer de sexe lorsque survient un mâle plus gros. Inversement, une femelle peut se transformer en mâle si celui-ci vient à disparaître. Cette transformation, qui affecte les organes génitaux et le cerveau, prend quatre jours. L'un des codécouvreurs de ce poisson, Matthew Grober, de l'université d'Idaho, estime que ce mécanisme met en jeu des cellules situées dans la zone frontale du cerveau du poisson, qui produisent une hormone impliquée dans les comportements reproducteurs et parentaux d'une grande variété de vertébrés. – (AP)

■ **ARCHÉOLOGIE** : un village troglodyte a été découvert dans la région de Tcheliabinsk (Oural), à 1 500 kilomètres de Moscou. Dans les vingt-huit grottes répertoriées, occupées par l'homme entre le néolithique et le Moyen Âge, il a été retrouvé des ossements d'animaux, des pointes de flèches en bronze, des bijoux et des bois polis de cet âge. – (AP)

Une firme française est autorisée à commercialiser un traitement de la prostate aux États-Unis

C'EST UNE ÉTAPE décisive dans la reconnaissance internationale de la valeur de son approche thérapeutique de l'adénome de la prostate que vient de franchir la firme française Edap-Technomed, spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de différentes technologies médicales fondées notamment sur l'usage des ultrasons et lasers. L'adénome prostatique est une lésion bénigne, mais handicapante, dont la fréquence augmente avec l'âge chez l'homme. Elle est aujourd'hui au centre d'une compétition commerciale qui voit s'affronter des multinationales pharmaceutiques, les fabricants de divers matériels à visée thérapeutique et les milieux de la chirurgie urologique (*Le Monde* du 2 juin 1993).

Outre les médicaments (pour lesquels il est difficile, voire impossible, de faire la part entre l'efficacité reproductible et l'effet placebo), l'un des secteurs les plus innovants dans ce domaine concernait, à la fin des années 80, l'usage thérapeutique de la chaleur. Il s'agissait ici, en substance, d'amener à proximité immédiate de la prostate (une glande située chez l'homme à la base de la vessie), via le rectum ou le canal de l'urètre, une sonde équipée d'un dispositif calorifique, la chaleur étant censée détruire la lésion adénomateuse ou, plus modestement, en réduire le volume et donc les symptômes.

Des fabricants évoquent alors une « révolution thérapeutique ». Pourtant, l'Association française d'urologie devait dénoncer la rapide diffusion de ces appareils dans les établissements hospitaliers publics et privés. Une évaluation fut alors mise en place par les urologues français, qui conclurent que les « chausse-trappes » étaient inefficaces et que leur usage ne devait donc pas conduire à un remboursement (*Le Monde* des 20 novembre 1990, 19 avril 1991 et 31 mars 1993).

Dans ce contexte polémique, un appareil occupait une place particulière : celui dénommé Prostatron, conçu par le docteur Marian Devonec (département d'urologie de l'hôpital de l'Antiquaille de Lyon) et fabriqué par la société lyonnaise Technomed International, qui n'avait pas encore été rachetée par la firme Edap. Le concepteur et l'industriel n'avaient pas souhaité que le Prostatron fasse l'objet de l'éva-

luation conduite en France sous l'égide de l'Association française d'urologie. Ils estimaient que ce matériel était basé sur un autre concept d'utilisation thérapeutique de la chaleur – la thermothérapie transurétrale par micro-ondes – et que la méthodologie comparative retenue en France ne pouvait que desservir leur procédé.

C'est précisément le Prostatron français qui vient d'être homologué par la Food and Drug Administration américaine, devenant ainsi le premier appareil (devant ceux de l'allemand Dornier et de l'américain Urologix) à obtenir l'autorisation d'être commercialisé aux États-Unis. Cette décision n'a pu être acquise qu'après plusieurs années d'évaluation dans des établissements prestigieux américains.

L'étude américaine a été conduite de manière randomisée dans plusieurs centres hospitaliers auprès de cinq cents malades. L'ef-

ficacité de l'appareil a été comparée, de manière objective et subjective, à un placebo et à la résection chirurgicale. Elle a permis d'établir que le recours à l'hyperthermie permet d'obtenir, en moyenne, une diminution des symptômes de 60 % et une amélioration du débit urinaire de 30 %. On ne note pas d'effets secondaires, notamment en ce qui concerne l'activité sexuelle. Près de deux cents personnes prises en charge ont pu être suivies pendant quatre ans. Parmi elles, 11 % ont dû subir une résection chirurgicale.

Dans le protocole américain, le matériel d'hyperthermie devrait avoir une température prostatostatique comprise entre 45 et 50 °C. Une autre étude, européenne, est en cours avec des températures plus élevées (de 50 à 70 °C pour des personnes souffrant d'adénomes plus volumineux et d'obstructions plus sévères). Pour les responsables d'Edap-Technomed (150 millions de francs de chiffre d'affaires dont 90 à l'international), le succès obtenu outre-Atlantique met en lumière les incohérences des actuelles règles administratives. « Il faut s'orienter vers un système d'autorisations, semblable à celui des médicaments, qui permette d'effectuer un tri en fonction de chaque appareil et la réelle efficacité du traitement », assure Olivier Missoffe, directeur de la firme.

Jean-Yves Nau

60 000 opérations par an en France

On estime que l'adénome de la prostate touche la moitié des hommes de plus de soixante ans et 90 % des hommes de plus de quatre-vingts ans. Cette lésion bénigne est chaque année à l'origine de 60 000 interventions chirurgicales dans notre pays. Si son efficacité est acquise et durable, le traitement par hyperthermie présente, par rapport à la chirurgie, de notables avantages. Il ne nécessite pas le recours à l'anesthésie, n'impose pas d'hospitalisation. Le traitement est effectué en une seule séance. Il peut toutefois déclencher, de manière temporaire des phénomènes douloureux et imposer (chez 25 % des malades) le port d'une sonde urinaire durant quelques jours.

"Je cherche un livre"



Les références de 370 000 livres à portée de main

Un auteur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Tapez 3615 ELECTRE sur votre Minitel. 370 000 livres disponibles en longue française sont référencés, avec un résumé, dans un service mis à jour en permanence. Le Multimédia est également sur ELECTRE avec toutes les références de 5000 CD-ROM et CD-I disponibles sur le marché.

223 F la minute

3615 ELECTRE LA BIBLIOTHÈQUE ÉLECTRONIQUE.

صحة من الامم

صدا به الامن

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

AUJOURD'HUI-SPORTS

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 23

E 1995 / 15

Le club de Limoges reconstruit son basket après avoir frôlé la faillite financière

L'équipe française la plus titrée veut remporter la Coupe d'Europe

Le Limoges CSP a dominé les Israéliens du Bnei Herzliya, mardi 21 novembre, lors de la première journée de la poule des demi-finales de la Coupe

d'Europe (82-60). Après sa défaite en demi-finale de la finale à quatre du championnat d'Europe des clubs, en avril, le champion d'Europe

en titre a mis fin à son style défensif. Le virage a été d'autant plus rapide qu'il a été imprimé à la faveur d'une crise financière.

LIMOGES

de notre envoyé spécial

Limoges ne devrait plus être la ville la plus froide du Sud de la France. Depuis une semaine, les températures relevées dans la capitale du Limousin ont gagné deux à trois degrés. Il a suffi de déplacer la station météo d'un plateau venteux vers le jardin de l'évêché. Cette opération, conduite par la mairie pour améliorer l'image de la ville, n'a coûté que 50 000 francs aux contribuables. Beaucoup plus lourde a été la relance du deuxième fleuron de la ville après l'industrie de la porcelaine: Limoges CSP, le club de basket professionnel.

En battant facilement (82-60), mardi 21 novembre, la modeste équipe israélienne de Herzliya, Limoges a entamé sans coup férir ses matches de la poule des demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs. Pour les habitants, cette victoire est une raison de plus d'oublier les angousses de l'été passé. Le Limoges CSP est le plus titré des clubs de basket, le premier à avoir approché, en 1993, lors de la finale à quatre du championnat d'Europe des clubs d'Athènes, une consécration européenne au sport collectif français. Pourtant, Limoges a failli disparaître il y a quelques mois, finissant la dernière saison au bord du dépôt de bilan.

C'est, lettres de démission en poche, que les dirigeants du club étaient partis à Saragosse, en avril, pour la finale à quatre du championnat d'Europe des clubs. Celle-ci devait s'achever, cette fois, en demi-finale devant le Real Madrid, futur vainqueur de l'épreuve. La qualification de Limoges à la première place de sa poule européenne, après un nouveau titre de champion de France en 1994, n'avait cependant pas suffi à cacher la vérité à des élus devenus tout à coup vigilants.

Quelques jours avant le départ pour Saragosse avait lieu une réunion de la société anonyme d'économie mixte sportive (SAEMS) qui gère le club avec près de la moitié de subventions publiques. C'est au cours de celle-ci qu'Alain Rodet, maire (PS) de Li-

moges, avait lancé une «procédure d'alerte». «Je sentais que les dirigeants n'avaient pas la situation en main, explique-t-il. C'est Bozidar Maljkovic, l'entraîneur serbe, qui déclara de tout depuis son triomphe de 1993.»

UN PLAN DE RESTRUCTURATION

L'expertise comptable révèle d'abord un déficit de 7 millions de francs. De nouvelles investigations permettent de découvrir des chèques jamais adressés à l'URSSAF et aux impôts. Au cours de l'été, le trou est estimé à 27 millions de francs: plus de la moitié du budget. Les élus demandent alors à Xavier Popelier, le père-fon-

dateur et de recapitalisation, soutenu par les patrons qui adhèrent à l'association CSP Entreprises. Mais le club devra rembourser ses dettes avec un budget qui ne peut plus dépasser 40 millions de francs. Le Limoges CSP doit réduire d'un quart son état de crise. Maljkovic est remercié. Son départ, avec celui de Michael Young, le joueur vedette américain, allège d'un tiers la masse salariale. Avions privés, réceptions et invitations fastueuses, toutes les dépenses somptuaires, qui ont suivi le titre européen, laissent la place à la gestion taillonnée d'un directeur financier -surveillé par le conseil stratégique mis en place par la SAEMS.

Une Coupe un peu fade

Éliminé par Pau en demi-finale du championnat de France 1994-1995, Limoges n'a pas obtenu de place pour le championnat d'Europe des clubs, auquel participent Antibes, le champion de France, et l'Élan Béarnais Pau-Orthez, son dauphin. La finale à quatre de la compétition des clubs européens de basket aura lieu à Paris, au printemps. Vainqueur de la Coupe Robert-Busnel, Limoges participe à la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de coupe. Les quarts de finale se disputent en deux poules de six clubs. Limoges devra rencontrer les Belges d'Ostende, les Espagnols de Vitoria, les Yougoslaves du Partizan de Belgrade et les Litoniens de Kaunas. Les deux premiers de chaque poule seront qualifiés pour des demi-finales croisées. La finale aura lieu en mars à Vitoria. Villefranque (vainqueur ou battu) par l'AEK, à Athènes, mardi 21 novembre, est le seul des quatre clubs français encore en compétition dans les huitièmes de finale de la Coupe Korac.

d'Europe, de remplir à la présidence du club, après l'été 1994, de la section basket du Cercle Saint-Pierre (CSP). En 1971, inspire confiance. C'est lui qui qualifie Limoges pour la première place de sa poule européenne, après un nouveau titre de champion de France en 1994, n'avait cependant pas suffi à cacher la vérité à des élus devenus tout à coup vigilants.

Quelques jours avant le départ pour Saragosse avait lieu une réunion de la société anonyme d'économie mixte sportive (SAEMS) qui gère le club avec près de la moitié de subventions publiques. C'est au cours de celle-ci qu'Alain Rodet, maire (PS) de Li-

«Après deux années d'effort, nous nous sommes enfin remis en route. Nous nous sommes remis en route en 1993. Beaucoup pensaient qu'il fallait arrêter, objectif atteint, assure Alain Rodet. Mais personne n'avait le courage de dire aux milliers de personnes venues accueillir les champions que c'était le moment de reconstruire une autre équipe.» Pour Xavier Popelier, il aurait fallu laisser partir l'entraîneur et les meilleurs joueurs en 1993: «En les gardant, le club s'est obligé d'accepter la surechère puisque Limoges avait battu les plus grandes équipes européennes avec un budget trois fois moindre.»

Fermant les yeux devant les caprices de son entraîneur devenu

star, les dirigeants du club ont joué pendant deux ans la fuite en avant. «Ils ont mis sur un nouveau titre de champion d'Europe à l'occasion de la finale prévue à Bercy en 1996 pour tout effacer», assure Alain Rodet. Ce pari a été perdu en demi-finale du championnat de France. Battu par Pau-Orthez, Limoges CSP voit s'évanouir ce rêve de triomphe rédempteur à Paris.

PRESSION SALUTAIRE

Après être revenus à la dure réalité des comptes, les dirigeants du club doivent également tourner une page sportive: celle qui leur avait permis d'être huit fois champions de France et quatre fois finalistes en treize championnats. Après plusieurs années de succès bâtis sur un système de défense implacable, le nouvel entraîneur, l'Israélien Zvi Sherf, a construit une équipe autour des attaquants. Meilleur joueur de la dernière saison au PSG, Yann Boato est aussi arrivé à Limoges entouré de ses prestations avec l'équipe de France. Sa confiance dans le plan de sauvetage est aussi celle qu'il accorde à la capacité de cette équipe à se remettre en question: «Limoges a utilisé la défense pour compenser un effectif moins fort que celui de ses adversaires. A Saragosse, ce jeu a eu des limites. Limoges peut rester une grande équipe avec un style plus offensif.»

Battus une seule fois à Pau depuis le début de la saison, l'équipe a connu son premier succès, la preuve de l'efficacité de son nouveau jeu. La fougue des nouveaux venus comme l'expérience des Américains George Montgomery et Larry Middleton, de Jim Bibba et du «Dac». A trente-six ans, Richard Dacoury n'a rien perdu de son enthousiasme après des événements qu'il n'avait «pas vu venir». «Une telle crise va nous permettre de repartir avec de nouvelles ambitions et une pression salutaire. Même en gardant la nostalgie de notre jeu de défense, je sais que nous pouvons gagner en proposant le spectacle qu'attend aujourd'hui le public.»

Christophe de Chenay

L'Europe sort Bordeaux de ses torpeurs du championnat

En dominant le Betis de Séville par deux buts à zéro, les Girondins se sont bien placés pour la qualification en Coupe de l'UEFA

GAËTAN HUARD a osé un petit salut. Ce n'était qu'un timide geste de reconnaissance envers le public du Parc Lescure, sa manière à lui de dire aux Bordelais, regardez, nous savons aussi jouer de bons matches de football. Le résultat était là, sèche confirmation des prétentions du gardien de but girondin: Bordeaux 2-Betis de Séville 0.

Pour un soir, cela pouvait suffire à ces spectateurs exigeants et nostalgiques de l'ère dorée des années 80. Depuis plusieurs semaines, ceux-là brocardent leurs joueurs aux cris de «Bordeaux, une équipe». Seulement voilà, nouveau et énième miracle des soirées européennes, quand il s'agit de la Coupe de l'UEFA, Bordeaux ne prête plus à rire. Les Girondins se mettent à mordir dans les ballons avec des dents de vainqueurs-nés, ils trouvent dans leur jambe, toutes les forces d'une dernière course, d'un ultime tacle, prompts à sauver le sort d'une rencontre qu'ils se sont déjà offerte. Et la rudesse de leurs supporters n'est plus de mise. Les Espagnols de Séville n'ont pas mieux résisté que les Russes de Volgograd ou les Allemands de Karlsruhe. Et Huard et ses coéquipiers ont enroulé les portes du printemps. En mars, ils ont une chance raisonnable d'être encore là, au milieu des quarts de finalistes de la Coupe de l'UEFA, qui rassemble cette saison le fleuron des équipes du continent. Comme si, décidément, Bordeaux et l'Europe formaient l'un de ces couples indissociables réunissant, bon gré mal gré, tous les ingrédients des histoires sans fin. Le club compte désormais quatre-vingts matches frappés du label européen, un chiffre qui en fait le recordman français des participations. Plus que Marseille, plus que Paris, les Girondins ont approché une compétition dont les Français sont pourtant encore les parents

adversaires n'était que du menu fretin. Eux avaient terminé troisièmes de leur championnat l'année dernière. Ils y avaient tuteuré les Grands d'Espagne, Barcelone et le Real Madrid. L'absence de deux joueurs-clés de leur équipe, l'attaquant Perez Alifonso et le Croate Robert Jarni, n'était que pénalité. Bordeaux ne devait de leur être opposé qu'un dur labeur de l'été.

Lens et Lyon

conservent leurs chances

Aucun des deux clubs français qui jouaient à l'extérieur, mardi 21 novembre, pour les huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, n'a gravement compromis ses chances de qualification. L'Olympique lyonnais a déploré la seule défaite de la soirée sur le terrain des Anglais de Nottingham Forest (0-0). Ce écart, dû à un but de McGrory à la 83 minute, paraît d'autant plus rattrapable au match retour que les Lyonnais ont souvent dominé leurs adversaires, très faibles en attaque, pendant la première mi-temps. Les joueurs de Guy Stéphan peuvent surtout regretter d'avoir cédé en fin de partie, après l'expulsion de Florent Laville et l'arrêt d'un penalty par Pascal Olmeta. Le FC Lens 91, lui, réussit le match nul (0-0) sur le terrain du Slavia de Prague.

adversaire n'était que du menu fretin. Eux avaient terminé troisièmes de leur championnat l'année dernière. Ils y avaient tuteuré les Grands d'Espagne, Barcelone et le Real Madrid. L'absence de deux joueurs-clés de leur équipe, l'attaquant Perez Alifonso et le Croate Robert Jarni, n'était que pénalité. Bordeaux ne devait de leur être opposé qu'un dur labeur de l'été.

INEFFICACITÉ OFFENSIVE

Le parcours chaotique des Girondins en championnat, dont ils empruntent résolument les chemins de traverse, ne pouvait renforcer la sérénité sévillane. Les Bordelais occupent une insignifiante douzième place, ils ont encaissé plus de buts qu'ils n'en ont marqué, empêtrés dans une chronique inefficacité offensive. Ils traînent leur mal sur les terrains de France. Et voilà qu'ils se retrouvent, pour une représentation unique, voilà qu'un milieu de terrain et un défenseur se transforment en chasseurs de buts capables de supplier à l'absence pour blessure du seul véritable attaquant maison, Christophe Dugary. Voilà que la dureté du score révèle aux Espagnols qu'ils n'ont pas rencontré l'équipe qu'ils croyaient.

«L'Europe, ça transcende, c'est cocorico avant tout», lâche Gaëtan Huard, en un effort direct d'explication. C'est aussi beaucoup d'argent qui tombe dans les caisses du club, du prestige pour les dirigeants. A l'aube de la saison, ils en ont donc fait un objectif prioritaire. Et les joueurs ont parfaitement saisi l'enjeu. Pour disputer la coupe Intertoto, ils n'ont pris que dix-sept jours de vacances. Au mois de décembre, à l'heure de la trêve, ils auront joué trente matches en vingt semaines, un rythme impossible à tenir sans mettre en danger la résistance des organismes.

Sur les terrains de France, loin des feux de la rampe européenne, les jambes ne peuvent devenir que plus lourdes. Face au Betis de Séville, l'équipe s'est bel et bien découverte une étonnante cohésion. Samedi 25 novembre, elle retombera dans l'ordinaire du championnat. Seule consolation: le nom de l'adversaire. Bordeaux affronte au Parc des princes le Paris Saint-Germain pour l'un de ces matches dont on dit qu'ils ont un parfum européen.

P. Ce.

Le record du monde d'Ivan Pedroso n'est pas homologué

LE RECORD DU MONDE DU SAUT EN LONGUEUR battu par le Cubain Ivan Pedroso avec un bond à 8,96 mètres, au cours de la réunion de Sestrières le 29 juillet, n'a pas été homologué par la fédération italienne d'athlétisme, mardi 21 novembre. La commission spéciale de la fédération qui a complété l'enquête ouverte au lendemain de l'exploit du Cubain a, en effet, confirmé que des irrégularités avaient été commises dans le contrôle du vent soufflant au moment du saut. Selon une reconstitution effectuée avec des témoins et à l'aide de résumés filmés, des irrégularités sont apparues dans le comportement d'officiels chargés du contrôle de l'anémomètre, certains d'entre eux ayant notamment obstrué son champ d'action et donc perturbé son fonctionnement. L'officiel chargé de cette tâche, Luciano Gemello, un ancien athlète de Turin, a été radié à vie, alors que les deux juges du concours, Paolo Guglielmi et Denis Morini, ont été suspendus pour une durée de trois ans. Le record du monde reste donc la propriété de l'Américain Mike Powell, avec un saut à 8,95 mètres réalisé le 30 août 1995 lors des championnats du monde de Tokyo. — (AFR)

■ **TENNIS:** Monica Seles a déclaré forfait pour la finale de la Coupe de la Fédération, qui oppose l'Espagne aux Etats-Unis les 25 et 26 novembre, à Valence. L'Américaine souffre toujours d'une tendinite au genou. Sa remplaçante, qui pourrait être Chanda Rubin, Amy Frazier ou Martina Navratilova, rejoindra les titulaires Lindsay Davenport, Gigi Fernandez et Mary Joe Fernandez.

■ **COUPE DAVIS:** Pete Sampras, André Agassi, Jim Courier et Todd Martin ont été sélectionnés pour la finale de la Coupe Davis, qui sera disputée à Moscou du 1^{er} au 3 décembre face à la Russie. Le 30 novembre, Tom Gullickson, capitaine de l'équipe américaine, déterminera les joueurs de simple et choisira l'équipe de double. — (AFR)

RÉSULTATS

BASKET

Coupe d'Europe

Poule des demi-finales

1^{er} tour aller

Poule A

Limoges-Herzliya

82-60

Ostende-Vitoria

84-68

Belgrade-Kaunas

90-69

Poule B

Prague-Sarajevo

85-65 (p.j.)

Kalvi-Ljubljana

73-74

Dynamo-Moscou-Wroclaw

94-84

COUPE KORAC

Tour des 31-32 tour

1^{er} tour aller

FOOTBALL

Coupe de l'UEFA

1^{er} tour aller

Bayern Munich-Benfica Lisbonne

2-1

PSV Eindhoven-Werder Brême

2-0

Nottingham Forest-Olympique Lyonnais

1-0

Brøndby IF-AS Rome

2-1

Girondins de Bordeaux-Betis Séville

2-0

Shakhtar Donetsk-Lens

1-0

FC Séville-FC Barcelone

1-1

Matches retour les 5, 6 et 7 décembre

RUGBY

COUPE D'EUROPE DES CLUBS

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

1^{er} tour aller

L'haltérophilie est de nouveau confrontée au dopage

La Fédération internationale a détecté soixante-quatre cas cette année

LA NOUVELLE est de poids et pèse sur les championnats du monde d'haltérophilie qui ont lieu à Canton jusqu'au 26 novembre. Si la Chine fait sensation en récoltant des médailles chez les dames comme chez les hommes, la Fédération internationale a fait beaucoup plus fort en annonçant soixante-quatre cas de dopage détectés depuis le début de l'année. Tamas Ajani, secrétaire général de l'IFWF, a annoncé que la plupart de ces cas ont été mis au jour grâce à un nouveau matériel du laboratoire antidopage de Cologne.

Le «monarch» est un spectromètre. Pour 4,5 millions de francs, il permettrait de mieux fureter dans le passé des athlètes et de détecter des prises de substances interdites remontant à deux ou trois mois. Cette nouvelle technologie peut impressionner. En 1994, sur les 1196 contrôles, dix-sept cas «seulement» s'étaient révélés positifs.

Le prince Alexandre de Mérode, vice-président du CIO, qui préside la commission médicale, a estimé, vendredi 17 novembre à Monaco, ces résultats «encourageants». «Nous progressons toujours dans nos méthodes de détection, et je suis agréablement surpris de constater que les derniers travaux donnent déjà de tels résultats, qui sont encourageants dans la perspective des Jeux d'Atlanta», a-t-il déclaré.

Selon des spécialistes, pourtant, le spectromètre n'est pas un instrument révolutionnaire. La révolution réside plutôt dans le type de contrôles. 40 % des athlètes ont été visités par surprise. Les laboratoires cherchent alors les anabolisants de synthèse et les produits masquants - les diurétiques - au

lieu d'envisager de découvrir tout éventail des produits prohibés, ce qui peut entraîner quelques erreurs. Le monde du sport sait depuis longtemps qu'il est aisé de cacher une cure d'anabolisants en quelques semaines, voire en quelques jours. Cela rend presque inefficace les contrôles inopinés annoncés quatre jours avant la visite des officiels.

RECORDS HONNIS

La Fédération internationale, qui refuse la dramatisation, assure ainsi de tous ses efforts de transparence. En multipliant les contrôles surprises, elle marque encore une fois sa volonté de purifier un sport trop longtemps entaché par le dopage. En 1992, déjà, elle avait fait table rase. Toutes les catégories de poids avaient été remplacées par de nouvelles, et les vieux records du monde mis au rancard. Il était temps, car il arrivait parfois qu'une grosse dizaine de records du monde «claquent» dans les compétitions internationales, la fonte étant devenue plus légère sur les épaules des costauds par la grâce de l'évolution de la chimie. Pour éviter les surenchères et les exploits fous, la Fédération internationale avait aussi décidé que les records ne seraient plus homologués que lors des championnats du monde (Le Monde du 24 novembre 1992).

En effaçant les records honnis des tablettes, la Fédération n'avait donc pas encore tout nettoyé. Elle doit lutter contre des instances qui sont loin de suivre ses préceptes à la lettre. Sur les trente et un pays concernés par ces cas de dopage, la moitié sont des nations de l'ex-bloc de l'Est, qui furent de grands

pourvoyeurs de médailles. Par ce nouveau coup d'éclat, l'IFWF souhaite, enfin, rétorquer à ceux qui souhaiteraient voir ce sport bouté hors de l'olympisme. Tamas Ajani estime en effet que sa fédération a déjà fait preuve de sa bonne foi en contrôlant tous les athlètes sélectionnés pour les Jeux olympiques de Barcelone pendant l'été 1992.

«Le dopage est un problème mondial, et j'aimerais que toutes les autres fédérations nous imitent», a-t-il déclaré. Ce rapport fait trente-quatre des trente-six sports olympiques ont connu des cas positifs.

Bénédicte Mathieu

■ Le Turc Naïm Süleymanoglu a confirmé, au cours de ces championnats du monde, qu'il était bien la grande vedette de l'haltérophilie moderne. En remportant, dimanche 19 novembre, la catégorie des moins de 64 kilos, il s'est adjugé son vingt-deuxième titre mondial. Il a ainsi égalé le vieux record du Soviétique Vassili Alexeiev, l'homme aux quatre-vingts records du monde. Agé de seulement vingt-huit ans, Süleymanoglu devrait dépasser Alexeiev lors des Jeux d'Atlanta de 1996, où il pourrait remporter une troisième médaille d'or d'affilée.

les toutes pour les de cent à ichté d'im Les em x des so est dans emagne, nnes em s'impres- ent pour t destiné pas aux créateurs

ain sur la l'ul de i sur les me mais ique an voutoir mpolni et ère exi- des pro- ais aussi 'accueil, ie et so- è.

hfeld

37

37

icaïns et res de la s ont dé- l'tendant que offi- est pro- sera l'un le prési- Robert 5 au Sé- meot de rsemble, nent qui est une i liberté, acum de x.

UNE

uveme- hirac de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maine, as mé- qu'il mes. Il n plus ci ne apure- l'icils fi- la mo- que, la 'aide à tés et

P. Ce.

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE L'FNPC



FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS CONSTRUCTEURS

DOUBLEMENT DU PRÊT À TAUX ZÉRO À PARIS

La Mairie de Paris vient d'adopter une disposition qui a pour objet d'encourager l'accès à la propriété dans la capitale.

La ville accordera aux personnes qui habitent Paris depuis au moins trois ans et qui désirent y acquérir un logement, un prêt complémentaire au prêt à taux zéro institué par le gouvernement dans le cadre du "Plan Périssol". Ce prêt, de même montant que le prêt à taux zéro, sera consenti par les mêmes établissements de crédit et dans les mêmes conditions :

- le prêt est accordé pour l'acquisition d'un logement neuf ou d'un logement ancien nécessitant d'importants travaux (au moins 35% du coût total de l'opération) ;

- le montant du prêt varie selon la composition du ménage : il est, par exemple, de 160 000 F pour un couple ayant deux enfants ;

- les ressources annuelles du ménage ne doivent pas dépasser un certain montant : 227 800 F par exemple, pour un couple ayant deux enfants, au titre des revenus imposables de l'année n-2 ;

- il ne peut être accordé qu'un seul prêt par ménage ;

- le prêt est distribué par tous les établissements de crédit ayant passé à cet effet une convention avec l'État.

PARIS RIVE GAUCHE

Résidence Bonaparte

64, rue Bonaparte.

Reste quelques appartements disponibles du studio au 3+4 pièces.

Commercialisation :

PATRICK RANDI

263, bd Saint-Germain,

75007 Paris.

Tél.: 45.55.22.00.

Fax: 45.51.30.85.

Entre la Place Saint-Sulpice et l'Église St-Germain-des-Prés. Dans un immeuble de très grand standing, prêt à être habité, avec l'accès à l'ancien en pierre de taille. Prestations luxueuses, noblesse de matériaux, espaces ouverts sont les signes qui caractérisent cette réalisation unique dans le quartier. Les appartements de 37 à 80 m² sont idéalement conçus pour en faire votre pied à terre parisien. Certains bénéficient de balcons ou terrasses. Parking en sous-sol. Frais réduits.

Appartement Neuf : sur place du lundi au samedi inclus de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. 64, rue Bonaparte, Paris VI.



PATRICK RANDI

IMMOBILIER

Closerie-Montparnasse

Rue Froidevaux

Réalisation :

FONCIÈRE SATIS

89, rue de la Falsanderie

75116 PARIS

Tél.: 45.03.78.78.

• 22 appartements.

• Du studio au 5 pièces.

quelques duplex.

• 28.000 F le m² moyen.Livraison : 1^{er} trimestre 1997.

Une des rues les plus cotées de Montparnasse.

Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris.

Renseignements et vente : tél. 45.03.78.78.



FONCIÈRE SATIS

IMMOBILIER

Villa d'Alleray

57, rue Paul Barbet

Réalisation :

SERGIM

1, rue Béquet

92500 Rueil-Malmaison

Tél.: 47.51.59.00.

22 appartements

dont 21 disponibles.

Du studio au 5 pièces.

à partir de 24.000 F le m².

Parking et cave en sous-sol compris.

LA VRAIE VIE DE QUARTIER

Livraison : 3^e trimestre 1997.

Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h

sauf le mercredi et dimanche.

Tél.: 40.43.14.79.



SERGIM

LA TOUTE NOUVELLE RÉSIDENCE SOFAP HELVIM
À PARIS XV^e

... sur un site exceptionnel !

Avant Seine

la résidence
face aux 14 hectares du Parc André Citroën.

Pouvoir, en plein Paris, ouvrir ses fenêtres sur 14 hectares d'espace et de verdure, pouvoir profiter, jour après jour, du Parc André Citroën, tels sont les privilèges dont bénéficie l'Avant Seine, une résidence à l'architecture élégante et sobre.

Des appartements du studio au 5 pièces, la plupart avec balcon en vue sur le Parc, quelques duplex avec toit-terrasse privatif.

Groupe
sofap helvim
(1) 41 05 79 00

PARIS RIVE DROITE

Esplanade Saint-Fargeau

3, place de l'Adjudant

Vincennes

NOUVEAU.

51 disponibles.

Du studio au 5 pièces.

Studio avec terrasse

3^e étage : 502.000 F.

SINVM

44, rue J. Ibert, Levallois.

Adresse postale :

75835 Paris Cedex 17.

Tél.: 41.05.31.31.

Du lundi au vendredi

de 9 h à 12 h 30 et de

14 h à 18 h et le samedi

de 9 h à 12 h 30 et de

14 h à 17 h.

Livraison : 4^e trimestre 1996.

Votre appartement avec vue exceptionnellement dégagée

sur les 2 hectares de pelouse couvrant les réservoirs de

Mantovani. Balcon et terrasse au soleil. Garantie de

rachat et garantie locative possible.

Conditions particulières.

Bureau de vente sur place ouvert tous les jours (WE compris)

sauf mardi et mercredi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h.

Lundi ouvert à 14 h.

Tél.: 43.61.59.53.



SINVM

RÉGION PARISIENNE

N° 5 rue Castija

APPELÉMENT

DÉCORÉ

9 appartements disponibles

immédiatement.

Ex.: 3+4 pièces 55 m² + 60 m²

jardin : 1.650.000 F hors parking

Prix du m² habitable pondéré

à partir de 18.000 F.

FINANCIÈRE

RIVE GAUCHE

104, boulevard

du Montparnasse.

75014 Paris.

Tél.: 49.10.06.20.

LIVRAISON IMMÉDIATE.

Possibilité de prêt à taux 0%. Conditions exceptionnelles

pour toute réservation avant le 31.12.95.

A proximité du métro et des commerces. Appartements de

studio au 5 pièces. Duplex, terrasses. Prestations de qualité.

Appartement témoin.

Renseignements et vente : 55, avenue Edouard Vaillant,

ouvert tous les jours, sauf mardi et mercredi de 14 h à 19 h,

samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h.

Tél.: 49.10.06.20.



FINANCIÈRE

RIVE GAUCHE

Le Panoramique

Rue des Paroisses.

44 logements

dont 36 disponibles.

Du studio au 4 pièces,

à partir de 14.500 F le m².

parking inclus.

Réalisation :

SERGIM

1, rue Béquet

92500 Rueil-Malmaison.

Tél.: 47.51.59.00.

VUE IMPRENABLE SUR PARIS.

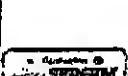
4 km Forêt de Châtillon près du lycée des Salins.

Livraison : 2^e trimestre 1997.

Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h

sauf le mardi et mercredi.

Tél.: 41.08.95.45.



SERGIM

Résidence Verdi

3, rue des Salles.

Un placement intelligent

dans un quartier piéton.

part. bien desservi

(cave 300 m).

41 disponibles.

Du studio au 3 pièces.

2 pièces : 793.000 F.

SINVM

44, rue J. Ibert, Levallois.

Adresse postale :

75835 Paris Cedex 17.

Tél.: 41.05.31.31.

Du lundi au vendredi

de 9 h à 12 h 30 et de

14 h à 18 h et le samedi

de 9 h à 12 h 30 et de

14 h à 17 h.

Livraison : 1^{er} trimestre 1996.

Nécessaire dans quartier où enfants et piétons sont rois.

Marché local dynamique et une exceptionnelle descente des

travailleurs en croissant. Garantie de rachat et garantie locative

possibles.

Conditions particulières.

Bureau de Vente angle rue des Salles et rue J.P. Timbraud,

ouvert tous les jours (WE compris), sauf mardi et mercredi

de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi à 14 h.

Tél.: 47.59.86.26.



SINVM

Résidence Le Saint-Louis

17, rue de Suresnes.

Réalisation :

SERGIM

1, rue Béquet

92500 Rueil-Malmaison.

Tél.: 47.51.59.00.

AU CŒUR DE GARCHES.

RÉSIDENCE DE QUALITÉ.

A 30 m de Gare St-Lazare.

Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h

sauf le lundi et mardi.

Tél.: 47.95.18.27.



SERGIM

Résidence Brisseau de Mirbel

9, bd Franklin Roosevelt.

Réalisation :

SERGIM

1, rue Béquet

92500 Rueil-Malmaison.

Tél.: 47.51.59.00

et de 14 h à 19 h.

Livraison : immédiate.

RER A : 12 m de l'École.

Exemples de prix parking et cave en sous-sol compris :

Studio à partir de 630.000 F.

2 pièces à partir de 950.000 F.

3 pièces à partir de 1.200.000 F.

4 pièces à partir de 1.700.000 F.

Bureau de vente sur place ouvert tous les jours même le

dimanche de 15 h à 19 h.

Tél.: 47.77.06.75.



SERGIM

Résidence Les Mûriers

68 à 74 avenue de Bonneuil

Réalisation :

SERGIM

1, rue Béquet

92500 Rueil-Malmaison.

Tél.: 47.51.59.00.

A PROXIMITÉ DES BORDS DE MARNE.

RER LA VARENNE-CHENNEVIERES.

Livraison : 3^e trimestre 1996.

Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h

sauf le lundi et mardi.

Tél.: 48.95.97.37.



SERGIM

سكنات الاميل

Vancouver, l'Occident pacifique

A l'ouest extrême du continent, rencontre avec une ville bien dans sa peau

VANCOUVER
de notre envoyé spécial

Vancouver, un Sydney de l'hémisphère Nord, à la pointe d'une nouvelle façon de vivre. Comme si d'anciens hippies devenus yuppies avaient opéré une jonction prometteuse entre les philosophies successives d'où l'époque se nourrit. De quoi faire rêver aussi les plus déliés des Chinois, ceux qui partent de Hongkong les poches pleines et les manches retroussées. Choc ethnique critique qui alimente la presse et les conversations. Au point que le premier réflexe des heureux Vancouverois est de se mêler du tapage fait autour de la beauté de leur ville, un secret à garder entre soi.

Voyager, c'est toujours un peu se permettre l'indiscrétion d'observer les coutumes des autres. Les difficultés commencent lorsqu'on s'attaque à plus moderne que soi. Comment vivent les habitants de Vancouver? Comment les saisir? On peut en surprendre un bon nombre le samedi dans le magasin le plus typique de la vie dans cette région du globe: Mountain Equipment Co-Op vend par catalogue à travers le monde entier, mais en Amérique d'abord, moules, cache-nez ou combinaisons de plongée, anoraks tout temps, tentes à haute isolation, souliers de marche étoilés selon leurs performances, canots insubmersibles pour explorateurs à l'âme bien trempée. Le trappeur attrapé par le chatoyant des matières et des tentes, et par l'appel des grands espaces. Qu'il n'est pas rare de tailler d'un coup d'hydravion. Pour le week-end.

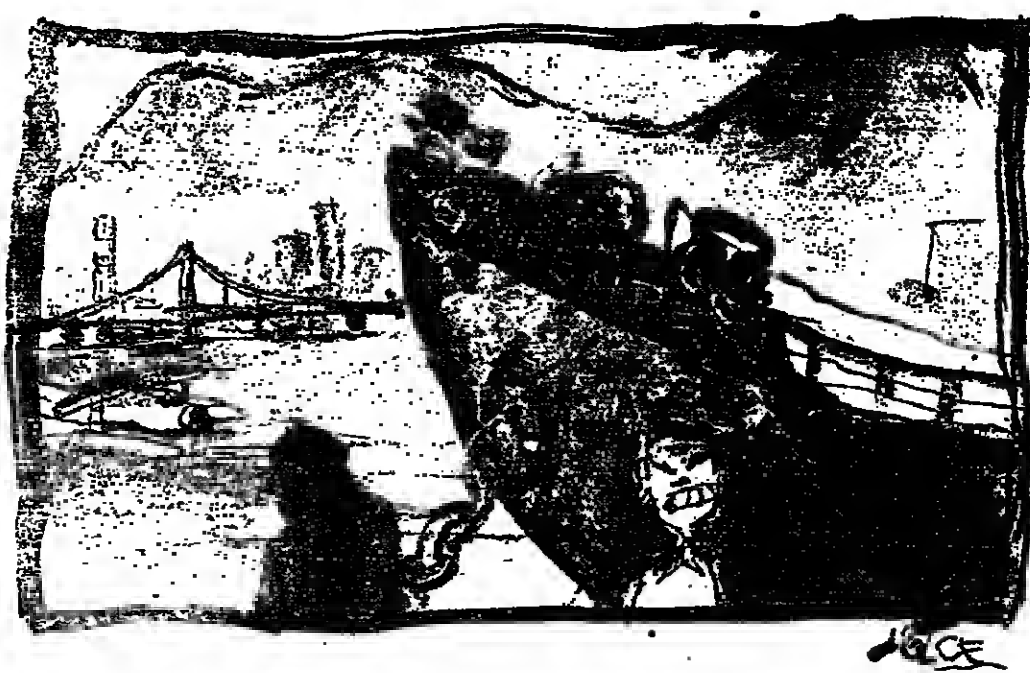
Ceux qui restent en ville, on les retrouvera, le soir, arpentant dans

l'allégresse de leurs dix-huit-vingt ans, toutes races mêlées, Robson Street, la rue du centre qui fait «ramblas». Et le dimanche matin, parés de couleurs vives, Indiens du troisième millénaire, on les croise, courant ou glissant sur leurs patins, autour de Stanley Park, la grande tache verte sur le plan, aussi étendue que le quartier des affaires que l'on aperçoit dressé vivement de l'autre côté de l'eau, où d'autres silhouettes sportives, sur leur planche, filent comme le vent. Plus calmes, plus détendus, les flâneurs préfèrent le marché de Granville, îlot autrefois industriel caché sous la charpente d'un pont de fer, où entrepôts et ateliers ont été admirablement convertis en boutiques, galeries et bistrot autour d'une halle où s'échangent fruits, légumes et saveurs du monde entier.

Le tout, dans un style bon enfant, car on est bien, même s'il est extrêmement «anglais», dans un coin de Canada. Et non pas aux États-Unis. Ici, l'esprit de démocratie au quotidien continue de régner. Et les vertus du paysage, lode et chlorophylle, tempèrent les rythmes de chacun.

Car l'originalité de Vancouver, c'est son site jubilatoire: c'est d'avoir planté ses grattes-ciel entre l'océan et les flancs de la montagne, entre mer et rivière, criques et fjords. Un panorama qui se laisse découvrir chaque fois sous un angle nouveau, où l'urbain dialogue constamment avec les éléments, où les ponts semblent n'avoir été lancés que pour mettre en exergue le coucher du soleil.

Un paysage maritime en mouvement perpétuel, le ciel zébré de petits avions, la baie mesurée au métronome par un gros ferry



blanc qui relie à heure dite les deux quartiers principaux de la ville: tout bouge tandis que des cargos somnolent, en attente de fret, dans le lointain: tous s'animent tandis qu'une sirène tonne le départ pour Los Angeles et Panama; tout brille, pointes de gratte-ciel et parois de verre, dans la lumière septentrionale, dans l'air transparent qui intensifie les couleurs et avive les lignes. Avec, en référence permanente, les voiles blanches du bâtiment construit pour l'Expo de 1986, eo avancée sur l'eau, signature et repère d'une ville de pionniers - 500 000 habitants, 1,2 million dans l'agglomération dont 300 000 Asiatiques - qui n'existait pas il y a cent cinquante ans.

«GREENPEACE»

Les premiers Européens abordent en 1792 ces rivages où vivent des Indiens Salish: ils sont espagnols et devançant de quelques mois un Anglais, le capitaine Vancouver. L'autre explorateur célèbre est un Américain qui traverse le continent et descend jusqu'à l'embouchure la rivière qui portera son nom, Fraser. La ruée vers l'or du Klondyke, dans les années 1860, dix ans après la Californie, attire du monde.

Enfin, William Van Home, l'industriel visionnaire, fédère le Canada par le chemin de fer, en construisant la ligne qui atteint le Pacifique dans les années 1880. C'est lui qui baptise Vancouver du nom du capitaine arrivé pourtant second. C'est lui aussi qui

construit les hôtels-forteresse qui pavoisent son itinéraire, à Vancouver, et enfin à Victoria, capitale administrative de la Colombie-Britannique, située encore plus à l'ouest, sur l'île que l'on atteint après deux heures de bateau. Point d'orgue de l'entreprise du bâtisseur, le fameux hôtel Empress, refuge glorieux des bonnes manières de l'Empire, thé à 5 heures et, pour les messieurs,

Mais le titre de notoriété contemporain de Vancouver, celui qui va bien à son genre «nature», c'est d'être le lieu où naquit un mouvement dont les initiateurs mesuraient pas où les conduirait leur sincère indignation. Dans la salle de réunion d'une église de quartier, en 1970, quelques jeunes gens en colère se demandaient comment empêcher la mort des baleines ou les essais nucléaires

Les totems ne sont plus tabous

Les peuples autochtones de la côte pacifique du Canada sont parmi ceux qui ont produit les œuvres d'art les plus spectaculaires: les totems sculptés dans les troncs des arbres les plus hauts par les Hadas des îles Queen Charlotte sont devenus des symboles culturels du pays tout entier, au point qu'une version moderne due à l'artiste Bill Reid orne l'entrée de l'ambassade construite à Washington par l'architecte Arthur Erickson. L'un et l'autre vivent à Vancouver justement et ont donné à leur ville ses plus remarquables monuments: le palais de justice, conçu par Erickson en plein centre-ville de telle façon que verre et béton disparaissent finalement sous la verdure, en hommage à la nature primordiale. Et surtout le musée d'anthropologie de l'université, véritable cathédrale où le visiteur accomplit un parcours initiatique de l'ombre de la forêt à la clarté immense du ciel, dans un édifice dédié à ces civilisations que l'époque honore après les avoir brimées. Présentation originale, ce musée montre aussi ses réserves: fascinante accumulation ordonnée de masques, armes, objets usuels, rangés selon les tribus auxquelles ils ont appartenu.

fumoir qui vient d'être remis à neuf de façon soignée, et la création d'un centre de conférences. L'établissement, pas encore centenaire, en a pris pour mille ans.

américains à l'île d'Amchitka. Leur club s'appelaient «Faites pas de vagues» («Don't Make a Wave Committee»), mais c'est leur mot d'ordre qu'on retiendra et qui s'inscrit sur leur étendard: «Greenpeace».

Michèle Champenois

Visa par procuration

PARTIR au Tibet la semaine prochaine? Rejoindre des amis en route pour le toit du monde en profitant d'un billet d'avion à tarif promotionnel? Certes, mais comment procéder - en si peu de temps - pour les formalités requises: le péripète comprend trois étapes dans des pays exigeant chacun un visa: l'Inde, la Chine et le Népal. Le départ est prévu le lundi suivant. Reste au total deux jours, jeudi et vendredi, pour effectuer les démarches consulaires. Il semble impossible d'obtenir ces visas dans un délai si court. Officiellement, il faut dix jours pour obtenir le visa chinois et une petite semaine pour le visa indien (informations obtenues sur Minitel, 3615 VISASERVICE). Reste le visa népalais, qui peut s'acheter à l'arrivée - et pour un moindre prix - à l'aéroport de Katmandou. Fût-il un scénario pendant! Désormais les sociétés spécialisées se chargeant - moyennant finances - de l'obtention des visas permettent d'envisager un départ sur les chapeaux de roue. Mieux: quelles que soient les



contraintes, elles s'occupent de tout, supprimant ainsi les aller et retour fastidieux et les files d'attente dans les

consulats. Le spécialiste, lui, a «ses» entrées auprès des services consulaires et, muni du passeport, des photos et des formulaires dûment remplis, il agit par procuration. Ainsi, pour reprendre l'exemple cité ci-dessus, le service «express» auprès des consulats indien et chinois a été facturé 230 francs, pour chacun des deux pays (soit 460 francs), chez VIP Visas Express (tél.: (1) 44-10-72-72), lequel a fourni les deux visas en moins de deux jours. D'une société l'autre, les tarifs évoluent en fonction de l'urgence du service demandé, de la difficulté de la mission, mais aussi du volume de visas traités par chacune d'entre elles - économie d'échelle oblige. Exemple, chez MBO Visa Service (tél.: (1) 34-25-44-02), les frais d'intervention dans les délais normaux préconisés par les consulats sont facturés 150 francs (210 francs «en urgence») auxquels s'ajoutent, bien sûr, le coût du visa (différent selon le pays), les frais d'envoi par correspondance pour la province (45 francs par

recommandé, 110 francs par Chronopost); à Paris, les dossiers sont pris et redéposés, à domicile, sans supplément. Chez Visa Souffle International (VSI, tél.: (1) 49-29-38-61), créée en 1984 et qui avoue traiter 4 000 à 5 000 visas chaque mois, dont une majorité de visas «d'affaires», les prix pratiqués s'avèrent fort raisonnables: 70 francs pour les frais d'intervention, quel que soit le pays et le délai exigé; 60 francs pour l'envoi et le dépôt à domicile du passeport à Paris, ou de 20 francs à 125 francs pour son expédition postale. Cette société précise que certains pays facturent le visa du simple au double, selon le délai d'obtention: ainsi la CBI délivre pour 275 francs et en 6 jours un visa «touristique», mais fait payer 675 francs le même visa lorsqu'il est délivré sans délai. Enfin, Allo Neufly Express Visa (tél.: (1) 47-47-67-67) précise que le visa «Vietnam», obtenu en quinze jours pour 350 francs, coûte 800 francs s'il est délivré en 4 à 5 jours. Notez enfin que les formulaires individuels requis par les consulats sont à expédier, par fax ou par courrier, sur simple demande auprès de chacun de ces spécialistes.

Florence Evén

Depuis que l'homme est homme, le monde voyage.

KUONI
LES CING CONTINENTS

TREASORS DE BIEMANIE
Culture et civilisation
ETHIOPIE
Mythes et réalités d'Abyssinie
INDE
Chefs d'œuvre bouddhiques
THAILANDE-LAOS-CAMBODGE
La route khmère

Renouvellement d'indulgence
(1) 53 43 50 10 - (1) 42 82 04 07
(1) 47 42 83 14 - 36 15 Kuoni 2237

LIC 48

Celebrity Cruises

VIVEZ L'EXCEPTIONNEL À BORD DE NOS PAQUEBOTS

☆☆☆☆☆

CENTURY • HORIZON • MERIDIAN • ZENITH

ANTILLES
CÔTE PACIFIQUE USA
CANADA - ALASKA

8 jours Antilles
10 jours Paris/Paris à partir de 9.890 FF

Pour recevoir la brochure Celebrity Cruises 96 rue de la République 75001 Paris

Votre Agence de Voyages ou Celebrity Cruises 35, rue Étienne Marcel 75001 Paris

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code Postal: _____ Ville: _____

LE MONDE 19/95

Havas fait prendre du large à l'agence de voyages

MILLE MÈTRES CARRÉS où l'on vous accueille par ce mot: «Partez». Et par ces images: un guerrier réducteur de têtes; trois masques rituels; un hippopotame à la gueule béante. Ouverture, le 20 novembre, au 26, avenue de l'Opéra, de la nouvelle agence Planète Havas Voyages. Le numéro un de la distribution en France a choisi de jouer une carte choc. Appuyée par une campagne de publicité en lie-de-France qui aura sept jours pour affirmer l'originalité de La Planète, qui se veut, selon Christophe Charpentier, président d'Havas Voyages, «un véritable laboratoire» à l'écoute du public.

Pas de comptoirs, mais des tables rondes en bois, ornées de roses des vents, et des escaliers bélicoïdaux reliant les trois étages. Un découpage par zones

géographiques et thématiques. Au sous-sol, les produits à la carte (locations, hôtels, billetterie) et la parapharmacie. Au rez-de-chaussée, le bureau de change, la salle de projection, les stands sports, nature et aventure, neige, Europe, France, Afrique et Moyen-Orient. Au 1^{er}, l'Amérique, l'Asie, l'Océanie, la librairie, les croisières et les îles... Derrière les stands, trente-cinq conseillers, tous spécialistes. Et souvent bilingues: vingt langues sont parlées ici, dont celle des signes.

UN ESPACE-BULLE

D'un univers à l'autre, des odeurs et des bruits guident les pas du visiteur: odeurs de mangue ou de sable chaud, bariolages d'éléphant et de skis crissant sur la neige. «Ainsi, précise Jean-Claude Kaufmann, socio-

logue et consultant d'Havas, chaque visiteur élaborera son scénario intérieur.» Un espace-bulle, affranchi du monde extérieur, qui veut être «le grand magasin du tourisme». Le concept est encore nouveau en France. Lancé, il y a dix-huit mois, par Voyageurs du Monde, qui propose, sur ses 1 500 mètres carrés de la rue Sainte-Anne, sa propre production. Et repris, en mai dernier, par Travelstore, installé également non loin de là, boulevard de la Madeleine. Les candidats au départ auront le choix.

Thérèse Rocher

* La Planète Havas Voyages, 26, avenue de l'Opéra 75001 Paris, tél.: (1) 53-29-40-00. Ouvert de 10 heures à 19 heures du lundi au samedi.

CARNET DE ROUTE

■ VOYAGE. L'été, Air Canada (tél.: 44-50-20-20) propose une liaison sans escale Paris-Vancouver (10 h 30 de vol). Le reste de l'année soit on fait escale à Toronto (environ 14 heures de voyage), soit on passe par Londres pour attraper le transatlantique direct Londres-Vancouver. Tarif: à partir de 6 590 F aller-retour.

■ SÉJOUR. Climat océanique doux (il gèle rarement), d'où une profusion florale, favorisée par des averse en toutes saisons.

■ HÉBERGEMENT. Grand choix d'hôtels toutes catégories. Ne pas manquer, à Victoria (capitale administrative de la province, à deux heures et demie de ferry), l'Hôtel Empress rénové grand style. Les différents bars (décor colonial), ainsi que la cérémonie du thé valent le détour. Tél.: (604)384-81-11. Télécopie: 381-43-34. A Vancouver, la même chaîne gère l'Hôtel Vancouver, qui date des années 30, moins confortable que le tout récent Waterfront Centre Hotel, sur le rivage (tél.: 691-19-91). Chambres doubles à partir de 175 dollars canadiens. Réservation possible (à des prix de groupe) dans les agences.

■ VISITES. Bien qu'américaine par ses dimensions, Vancouver est parfaitement agréable au marcheur. Toutefois, une voiture est indispensable pour profiter réellement du site, des nombreuses plages et des vagues lointaines, ou pour se rendre à Victoria par le ferry. Parmi les visites à ne pas manquer: Musée d'anthropologie de l'université de Colombie-Britannique, 6393 Northwest Marine Drive, Vancouver. Tél.: (604) 822-38-25 (message enregistré) et 822-50-87 (administration). Fermé le lundi. Ouvert de 11 à 17 heures (19 heures le mardi). Musée royal de Colombie-Britannique, à Victoria: 675 Belleville Street. Tél.: (604) 357-37-01 et 387-30-14 (message enregistré). Ouvert tous les jours de 9 h 30 à 19 heures (17 h 30 en été).

■ RENSEIGNEMENTS: Office de tourisme du Canada, 35, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél.: 44-43-29-00.

Grisaille et douce

ABONNEME

سكنا من الامل

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995

CINÉMA Avec « Clockers », Spike Lee prend à rebrousse-poil les règles du cinéma du ghetto, et met à mal les clichés sur la communauté noire. ● LES ADOLESCENTS défavo-

risés tiennent le haut de l'affiche cette semaine, américains noirs (« Clockers ») et blancs (« Kids ») ou jeunes des banlieues françaises (« Douce France »).



● LE PATRIMOINE est également à l'honneur, grâce à la première intégrale du réalisateur polonais Wojciech Has et au lancement de la vaste rétrospective CinémaMémorial.

Spike Lee règle ses comptes avec l'imagerie des ghettos noirs

Clockers. Pour son huitième film, le cinéaste s'empare des règles du thriller dans le monde de la drogue et des gangs, pour en dénoncer les fonctionnements pervers et tenter d'échapper au désespoir

Film américain de Spike Lee avec Mekhi Phifer, Isaiah Washington, Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo. 2 b 09.

Dès son premier film, Spike Lee attirait l'attention par sa manière de filmer des corps noirs. Vivants, en mouvements, en paroles et musiques, en rythme et en situation. Le générique de début de *Clockers* se déroule sur des corps noirs. Morts. Le huitième film de l'auteur de *Do the Right Thing* est un film d'après le massacre. Le massacre des espoirs (révolutionnaires ou intégrationnistes) de la communauté noire, le massacre quotidien perpétré par la drogue et la prolifération des armes dans les ghettos. Le massacre, aussi, de l'image des noirs sur les écrans.

Le film semble s'inscrire dans un des genres qui a contribué à la fabrication de ces clichés méprisants, et parfois meurtriers : ces histoires de *dealers* (*clockers* désigne les petits fourgueurs qui arpègent les rues *around the clock*, jour et nuit), de gangs et de flics, avec rodéo de voitures et fusillade générale pour distraire le public et l'amener à conclure que ces types-là n'ont qu'à s'entretenir une bonne fois. Adaptant librement le roman très documenté de Richard Price (dont la traduction vient d'être rééditée chez Pocket), Spike Lee semble suivre à la lettre les canons du genre.

On retrouve donc les archétypes : les petits trafiquants blacks menés par le jeune chef, Strike, le

duo de flics blancs, le cadé du quartier, le policier noir qui essaie de sauver les meubles, au moins d'empêcher les dealers d'entraîner les plus jeunes dans leur sillage. Sur cette distribution conventionnelle se greffe le personnage de Victor, le frère de Strike. Victor le jeune Noir sérieux, qui a réussi et se tient à car-

reau. Ces différentes figures se mettent en place, tandis qu'un crime est exécuté, commandité par le cadé à Strike, mais dont Victor s'accuse au commissariat de Brooklyn.

Le film est à la fois brutal et léger, tailladé d'humour cruel. La mise en scène fluide procède par grands mouvements d'appareil,

confirme l'impression d'un ballet réglé, auquel se plient tous les protagonistes. Dans la vie aussi, suggère *Clockers*, tout le monde « joue dans le même film », obéit aux mêmes règles d'un jeu minable et mortel. Il n'y a pas d'extérieur, pas d'alternative. Cette chorégraphie se déroule selon une partition dont est souligné l'entêtement réfrain : la morale. Pas un personnage qui n'aille de son complot, devenu une rengaine dépourvue de sens. Jusqu'aux *dealers* qui rabâchent les couplets antidrogues. Dans ce système trop réglé, Spike Lee multiplie les éléments de doute et de rupture.

Le plus évident est incarné par Harvey Keitel, en flic juif et teigneux qui refuse de croire au scé-

nario avoué de la culpabilité de Victor. Pour faire craquer Strike, qu'il croit responsable du meurtre, il pousse tous les rapports de force et de frime au paroxysme, avec une perversité butée qui donne au comédien l'occasion d'un de ses meilleurs rôles. Cette intrigue en forme de *whodunit* fraie son chemin entre les deux « piliers » du récit (et du quartier) que sont les deux figures paternelles, le policier noir et le cadé, dont la symétrie même fait problème, chacun d'un côté de la barrière dessinée par la loi. Le cas de Victor, et son retournement psychologique sous la pression d'une insoutenable volonté de bien faire, est lui aussi troublant : c'est d'une véritable overdose de *correctness* qu'il est victime.

MÉTAPHORE FUNÈRE

Comme sont troublants le personnage en apparence très secondaire d'un ripoux du commissariat, qui inscrit d'un coup la petite histoire dans le cadre d'un univers entièrement corrompu et, en contrepoint, la relation qui se noue entre Strike et un très jeune garçon qui le prend pour modèle, suggérant la répétition sans fin des mêmes causes et des mêmes effets.

Il y a aussi le flic noir givré atteint du sida, ou le flic italien acolyte de Keitel, joué par John Turturro. Ceux-là ne font rien : l'un traîne sa réputation de tueur implacable, l'autre ouvre et referme les portes, lance des blagues désabusées, tous deux convaincus de l'inséparable. Cet inséparable est contredit par la figure centrale du film, Strike, figuré tragique à égale distance entre l'enfance et la mort. Il vend du crack mais est accro au lait chocolaté et aux trains électriques. Il est vif et fort mais crache le sang. Ni héros ni méprisé, il porte toutes les contradictions de ce film qui dégénère en situations de plus en plus folles.

Jusqu'à l'épilogue onirique, écartelé entre *happy end* en force et métaphore funèbre. N'est-ce pas la même chose, paraît-il, ce demanderait Spike Lee, le point absurde où la fiction trop scénarisée, trop assujettie aux lois du spectacle, rencontre la mort ? De tous les fleaux dont les Noirs (et pas seulement

Filmographie

Né à Atlanta (Géorgie) en 1957, élevé à Brooklyn, fils de musiciens, Spike Lee a réalisé ses premiers films dans le cadre de l'école de cinéma de New York avant de faire ses débuts professionnels avec *Nola Darling n'en fait qu'à sa tête* (1986). Il a ensuite réalisé *School Daze* (1988, inédit en France), *Do the Right Thing* (1989), *Mo'Better Blues* (1990), *Jungle Fever* (1991), *Malcolm X* (1992), *Crooklyn* (1993), *Clockers* (1995), *Girl 6* (sortie prévue en 1996). Créateur de sa société de production, 40 Acres and a Mule, il produit également des clips, des publicités, des disques et possède une boutique, Spike's Joint, à Brooklyn, où il habite.

eux) ont souffert, la représentation d'eux-mêmes n'est pas le moindre, surtout depuis qu'ils se sont laissés prendre à ce miroir en l'imitant. Spike Lee sabote cette machine représentative.

Le résultat est forcément dérangeant, surtout pour qui attend la dramaturgie prévisible d'un polar du ghetto. Le titre évoque une mécanique implacablement réglée, *Clockers* détraque l'horlogerie du spectacle en même temps que celle du malheur programmé. Sans idéalisme mais sans fatalisme, avec une énergie qui est celle du cinéma avant d'être celle de l'adhésion à une cause.

J.-M. F.

« Dans mon film, il n'y a ni héros ni méchants »

A TRENTE-HUIT ANS, dont neuf consacrés à la réalisation de neuf longs métrages, Spike Lee est le leader incontesté du cinéma « black », position qu'il consolide à chaque film, tout en déplorant son restrictif. Après *Clockers*, sortira en France, le 29 novembre, le film qu'il avait tourné juste avant, *Crooklyn* (1993). Depuis, il a terminé *Girl 6* et travaille sur une évocation à grand spectacle de la vie de Jackie Robertson, le premier champion de base-ball noir.

« Quelle a été votre réaction lorsque Martin Scorsese, qui devait porter à l'écran le livre de Richard Price, vous en a proposé la mise en scène ?

« Je n'ai pas accepté tout de suite. Je ne voulais pas faire encore un film de gangsters noirs avec du rap et des coups de feu, je ne voulais pas valoriser la violence. J'ai dit « oui » quand j'ai trouvé le moyen d'échapper aux règles du genre.

« Dans le livre, écrit après deux ans d'enquête sur le terrain, les chapitres tournent alternativement autour de Strike, le jeune dealer noir, et du flic blanc, joué par Harvey Keitel. Dans les neuf versions du scénario écrites par Price pour Scorsese, l'intrigue était resserrée autour du flic ; j'ai, au contraire, privilégié ce qui concernait Strike. Je ne voulais pas qu'il soit un héros, je ne voulais pas qu'un seul gosse puisse sortir d'une salle en disant : « Je veux être comme lui. » Mais, en même temps, il ne fallait pas en faire un salaud. Il n'y a pas de bons et de méchants dans

Clockers ; même Rodney, le trafiquant, a une certaine ambiguïté.

« Avec le policier noir, il est l'autre figure paternelle du film.

« Beaucoup de foyers sont sans hommes, et les garçons ont besoin d'une figure masculine. S'ils ne la trouvent pas à la maison, ils la cherchent ailleurs. André le policier et Rodney le trafiquant en sont deux exemples, ils rivalisent pour conquérir l'âme des jeunes Noirs. Mais la plupart pensent qu'André est un idiot parce qu'il travaille pour gagner sa vie, alors que Rodney se remplit les poches.

« N'est-il pas de plus en plus difficile de créer un personnage positif ?

« Ils existent, mais personne ne leur prête attention : ce sont les mères ; dans le film, la mère de l'enfant fasciné par Strike.

« Depuis bientôt dix ans que vous êtes cinéaste professionnel, trouvez-vous que cette activité est devenue plus facile ?

« J'ai moins de mal à trouver de l'argent, mais faire un bon film reste aussi compliqué. Je bénéficie d'une certaine indépendance, j'ai le contrôle du montage final de chacun de mes films, je produis aussi d'autres cinéastes. Mais, à présent, je suis considéré comme spécialiste des problèmes raciaux. Ce thème fait partie de mes films, mais je ne veux pas y être enfoncé. Mon prochain film, *Girl 6*, est consacré au téléphone rose, à la manière dont la technologie paraît rapprocher les gens, mais, en fait, les isole. Mes centres d'intérêt sont plus larges et variés que la seule question noire.

« Pensez-vous que les images aient une responsabilité dans la situation de la communauté noire ?

« Oui. Dans *Clockers*, je montre

tout ce qui risque d'amener l'enfant à utiliser une arme à feu : les jeux vidéo, les chansons gangstap, les clips. Ces gamins regardent la télé entre six et huit heures par jour. Je ne veux pas parler comme la Majorité morale, mais tout le monde doit faire attention à ce qu'il fait, y compris ceux qui réalisent des images.

« Quelle image donnait, selon vous, la marche des Noirs organisée par Louis Farrakhan ?

« Une image très positive, même si elle a été distordue par les médias, qui ont minimisé l'affluence et insisté sur les aspects les plus discutables de Farrakhan. Entre 1,5 et 2 millions d'hommes noirs ensemble dans la rue, avec calme et dignité, c'est un jour historique, un jour d'espoir. Aucun autre leader noir n'aurait pu organiser une telle manifestation, mais le résultat dépasse celui qui l'a organisé.

« Dans une semaine, sort en France votre film précédent, *Crooklyn*, qui se déroule lui aussi à Brooklyn, mais au début des années 70.

« Ces deux films constituent un ensemble. Je regrette que *Clockers* précède *Crooklyn*, parce que la société de distribution des « majors », UFI, a refusé de le sortir, sans même m'avertir. *Crooklyn* montre Brooklyn à l'époque où nous avions des pistolets à eau ; maintenant les gosses ont des Uzi et des 9 mm. A l'époque il n'y avait pas de crack, juste quelques types suiffant de la colle. Les années 70 ont été un sommet de la conscience noire, mais *Crooklyn* n'est pas un film nostalgique : la situation décrite annonce celle que dépeint *Clockers*. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

Conservatoire de Paris
61^{ème} centenaire
1795

bicentenaire du
Conservatoire de Paris
musique danse

2 décembre 1995
au 12 février 1996

concerts
chorégraphies
expositions
colloque
publications

brochure détaillée sur demande
① 1. 40 40 46 46 ou 1. 40 40 46 47
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
209, avenue Jean-Jaures 75019 Paris @ Porte de Pantin

ECOUTEZ V&IR

سكنا من الاميل

150

Puccini du côté de chez Frédéric Mitterrand

Madame Butterfly. Une Chinoise, des Japonais et des Américains chantent en italien et en play-back au bord d'un lac en Tunisie

MADAME BUTTERFLY, film français de Frédéric Mitterrand. Avec Ying Huang, Richard L. Trovati, Ning Liang, Richard Conlon. Direction musicale de James Conlon. (2 h 15)

Quelque cent minutes de film se sont écoulées lorsque apparaissent à l'écran des images en noir et blanc du Japon d'autrefois, filmées par des opérateurs anonymes. Moment d'émotion absolue, qui dure ce que dure le

choeur à bouche fermée de Puccini. Trois minutes à peine, dont on se demande pourquoi Frédéric Mitterrand les a insérées à son propre film, tant elles démontrent par contraste que le réalisateur s'est trompé.

Qu'a-t-on vu et entendu jusque-là, en effet ? Une Chinoise, des Japonais et des Américains chantant en italien dans un décor de fleurs artificielles, piquées çà et là au bord d'un lac de Tunisie (le film a été tourné près de Bizerte). Chantant ou, plus exactement, mimant le chant, ce qui limite grande-

ment leur expressivité. Inhérent au genre, le défaut est ici d'autant plus dommageable que l'opéra de Puccini est une véritable machine à faire pleurer et que le manque de sentiment des interprètes en accentue inévitablement l'artifice. Cet artifice que l'adaptation a refusé d'assumer, pour tenter le pari absurde d'un réalisme auquel il était impossible de prétendre et qui, de toute façon, n'aurait fait qu'accroître, et rendre insupportable, la convention des situations, des personnages et de l'intrigue. Alors, on

s'émule ferme, jusqu'à ce que la musique du finale permette, enfin, à l'émotion de poindre.

Frédéric Mitterrand a multiplié en pure perte les mouvements d'appareil, arabesques appliquées qui témoignent de son souci de donner à la réalisation une fluidité rendue vaine par le statisme désespérant de la mise en scène. La caméra bouge, mais le film prend la pose, figé, pétrifié, sans vie.

P. M.

De l'art difficile du jardin japonais

SI TANT EST qu'il faille faire jouer et chanter *Madame Butterfly* par des acteurs dont la couleur de peau correspond aux personnages de l'opéra de Puccini et reconstituer une maison japonaise en Tunisie, autant aller au bout de la démarche. Adhérer, par exemple, au jusqu'au-boutisme de Visconti qui étouffait les actrices dans leur corset et remplissait les tiroirs de commodités qui ne laissaient jamais entrevoir leur contenu, de sous-vêtements d'époque. Il faudrait surtout ne pas recourir au play-back qui pasteurise les émotions et met musicalement hors course les films d'opéra produits par Daniel Toscani du Plantier parce qu'un chanteur qui mime son art n'investit ni physiquement ni psychologiquement son personnage. Mitterrand a remplacé la convention de l'opéra que les grands metteurs en scène de théâtre ont su évacuer depuis longtemps par celle du roman-photo en couleur.

Il aurait au moins pu faire en sorte que la nature qui sert de cadre à cette mise en images ne soit si invraisemblable. Las ! La maison de Madame Butterfly ressemble à une maison japonaise, mais elle n'est pas protégée par son traditionnel mur d'enceinte ;

elle est bien entourée d'un jardin, mais il n'a rien de japonais, bien que des iris, japonais y poussent, mais ces plantes aquatiques sont piquées dans l'herbe ; les pivoines y fleurissent en même temps que les chrysanthèmes (note pour la scripte : il faudrait éviter que l'herbe cueillie des minichrysanthèmes sur des branches d'arbustes pour, dans le plan suivant, la voir les bras chargés d'énormes fleurs) ; la glycine (de Chine et non du Japon) y aligne ses lourdes grappes de fleurs en plastique sous un auvent de tuiles ; les arbres et les arbustes (pas très japonais les eucalyptus, laurier-roses et autres *Poinsettia pulcherrima*) y croissent loin des sécateurs contraignants du jardinier. Or l'une des constantes du jardin japonais est de soumettre par la taille une nature qui fait peur, comme un empire féodal soumet son peuple par la contrainte. Le jardin est le miroir végétal de la société et dans celui du film de Mitterrand, Madame Butterfly n'a pas sa place. On a sans cesse l'impression qu'un petit âne gris portant son fardeau va surgir dans le cadre de l'image.

Alain Lompech



Ying Huang, interprète chinoise de Madame Butterfly

Déprimants, répugnants et violents

Kids. Une journée dans la vie de deux adolescents new-yorkais boulimiques de drogue et de sexe, filmés sans distance

KIDS, film américain de Larry Clark. Avec Leo Fitzpatrick, Justin Pierce, Sajan Bhagat, Billy Valdes (1 h 31).

Kids est un film de photographie. Non que Larry Clark, photographe singulier, ait apporté un soin particulier à la confection des images, comme ont pu le faire avant lui certains de ses confrères lorsqu'ils sont devenus cinéastes, mais parce que son film procède avant tout d'une volonté de porter sur le monde un regard brut. Écrit par un néophyte de vingt ans, le scénario retrace une journée de la vie de deux adolescents new-yorkais, Telly, qui ne s'intéresse qu'aux filles vierges, et Casper, auquel nulle substance interdite n'est étrangère.

Larry Clark s'efforce de coller au rythme que Telly et Casper imposent à leur vie : rythme de leurs trajets dans la ville, de leur logorrhée émaillée d'obscénités et de provocations, de leur boulimie de sexe, de drogue, d'excitation. Par un effet de montage parallèle, le réalisateur les associe aux filles, qui parlent entre elles de sexe, elles aussi. Jennie, surtout, que Telly a séduite quelques mois auparavant et qui apprend qu'elle est séropositive. Le film épouse alors la quête de la jeune fille, lancée à la recherche de Telly, qui ignore sa séropositivité et est en passe de contaminer une nouvelle conquête.

La mise à nu des personnages

commence dès le premier plan, long baiser s'accompagnant de bruits qui avaient déjà envahi la bande-son en cours de générique. Souci de réalisme ? Sans doute. Mais les effets de ce réalisme se révèlent bientôt pervers. De même que l'on s'accoutume à entendre ces gamins, qui pour beaucoup paraissent, de surcroît, plus jeunes qu'ils ne le sont, s'entretenir de sujets habituellement réservés à leurs aînés, en des termes que ceux-ci évitent d'ordinaire d'employer, le systématisme du montage parallèle et l'enchevêtrement des filiales de scénario dénaturent le regard du cinéaste.

Larry Clark se satisfait alors d'enregistrer, pour la livrer telle quelle, la réalité qu'il a choisie de reconstituer. Les jeunes acteurs auxquels il a demandé d'endosser la personnalité d'adolescents en état permanent de représentation s'acquittent de cette tâche en surchargeant des personnages auxquels le cinéaste ne laisse de toute façon pas une chance. Déprimants, incohérents, répugnants, violents, ils le sont jusqu'à l'écœurement, sans que jamais Larry Clark ne trouve la nécessaire distance de regard qui permettrait de les considérer différemment. Le sort épouvantable que leur réserve le scénario renvoie ainsi uniquement au vide de leurs existences, dont le film s'est révélé incapable de dessiner les contours.

Pascal Mérigeau

L'opéra de Puccini de A à Z

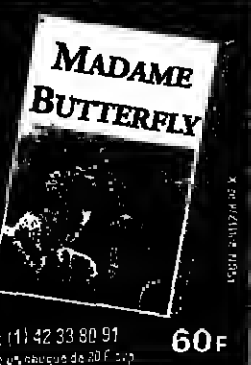
Texte intégral en italien et en français. Guide d'écoute. Butterfly sur scène et à l'écran. Discographie. Dictionnaire : 40 mots clés, 192 pages, 70 ph. couleurs.

Avec le soutien de la Fondation d'entreprise France Télécom

OPÉRA POCHÉ

Éditions Premières Loges, Paris, (1) 42 33 51 51 Fax (1) 42 33 80 91

Collection pour l'enseignement, Texte illustré 1990 Paris. 2000 exemplaires de 100 à 1000



60F

La vie en banlieue selon Malik Chibane

Douce France. Son premier film, « Hexagone », avait surpris par une spontanéité et une vitalité qu'on ne retrouve pas dans le deuxième

DOUCE FRANCE, film français de Malik Chibane. Avec Hakim Sabaroui, Frédéric Dieffenhal, Fadila Belkheila, Sékou Hamse. (1 h 40.)

Arbitré, mais sincère, maladroit, mais porté par un vrai désir de montrer, de dire, de filmer, *Hexagone*, le premier film de Malik Chibane, avait surpris par sa vitalité, sa façon de débouler dans le paysage cinématographique français, tons douteux et certitudes confondues.

Confronté à l'écueil du deuxième film, conscient de l'importance de cette épreuve, le jeune réalisateur (trente et un ans) s'est embarqué dans l'aventure avec la volonté manifeste de demeurer fidèle à ses choix et à ses thèmes, à ses acteurs et à sa manière.

A l'intrigue brouillonne d'*Hexagone*, il a choisi d'opposer un scénario qu'il a souhaité plus écrit, plus conscient, plus adulte. L'aventure de deux copains d'une trentaine d'années, Moussa et Jean-Luc, auxquels un hasard providentiel permet de réaliser leur rêve (le premier achète un bar, le second devient avocat), est prétexte à une description détaillée de la vie en banlieue. La corruption des policiers municipaux, la situation des anciens barakkas, les mariages arrangés, l'emprise des traditions, le voile coranique, rien ne manque.

Mais, à vouloir ainsi tout montrer et trop prouver, le réalisateur a perdu de sa spontanéité et de son allant. Anecdotes dans le premier film, les lourdeurs et maladroises du dialogue, l'inefficacité des acteurs et les approximations narratives condamnent cette fois-ci l'entreprise à l'échec. Sympathiques a priori seulement, les personnages sont rarement attachants, à l'exception de quelques figures secondaires, et l'intrigue vacille de situations attendues en notations convenues, notamment les portraits, déplaçant à force d'être sommaires, de deux jeunes filles, l'une « libérée », l'autre respec-

tueuse des enseignements religieux, sœurs ennemies finalement réunies dans une même volonté de prendre la vie du bon côté, celle du moins dont le réalisateur indique paresseusement la direction.

P. M.

Les dernières nouvelles sur les médias et la communication,

et ce qui est derrière.

News Stand
Vendredi 22h30 HCE
(heure centrale européenne)

Media Report
21h00 HCE
(heure centrale européenne)

Aujourd'hui, ce sont souvent les médias eux-mêmes qui sont à la une. C'est pourquoi, sur EBN : European Business News, la chaîne d'informations économiques permanentes, nous ne vous donnons pas simplement les dernières nouvelles de l'économie : nous vous alertons aussi sur ce qui se passe dans les salles de rédaction, à la direction des organes de presse et même dans les salles de conférence.

Nous vous aidons à comprendre où en sont la télévision, l'édition et la publicité, ce qu'elles ont été, et ce qu'elles nous réservent pour l'avenir. Demandez donc à votre installateur de réseau câblé, ou à votre hôtel, de recevoir EBN, ou branchez-vous sur 11,265 Mhz, sur le satellite Hotbird, à 13° Est. Vous y trouverez des informations indispensables et qui sauront vous captiver, que vous travailliez ou non dans le secteur de la communication.

European Business News

* Business as you've never seen it before.

Sur réseau câblé ou par satellite

* Le million des affaires, tel que vous ne le connaissez pas.

LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

QUARTIER MOZART

Film franco-camerounais de Jean-Pierre Bekolo. Avec Serge Amongon, Sandrine Ota'a, Jimmy Blyong, Essindi Mindjia. (1 h 28.)
Quartier Mozart tranche avec l'esthétique naturaliste qui caractérise généralement le cinéma africain, mais sans pour autant sacrifier tout réalisme. Le film décrit la vie, sur quelques jours, de plusieurs habitants d'un quartier d'une grande ville camerounaise. La fille du commissaire de police est séduite un soir de bal ; son père accepte cette liaison à condition qu'elle soit discrète ; il est lui-même occupé à répudier sa première femme, mais finit par se faire renvoyer en raison de son étrange conception de la loi. Il est clair, dès les premières images, où les personnages détaillent une identité dont le patronyme semble avoir moins d'importance que leur surnom métaphorique, que le cinéaste a choisi de recourir à des effets de distanciation. Ils prendront diverses formes au fil du récit (arrêt sur une image du style roman-photo, composition artificielle de certains cadres et de l'éclairage). Si ces procédés conduisent le film vers une certaine abstraction, la forte présence de personnages qui évoquent avec bonheur une commedia dell'arte africaine et la franchise de leurs relations (sexuelles, notamment) confèrent une authentique vitalité à *Quartier Mozart*.

Jean-François Rauger

BABYFEVER

Film américain de Henry Jaglom. Avec Victoria Foyt, Matt Salinger, Frances Fisher, Dinah Lemmey, Elaine Kagan, Zack Norman. (1 h 50.)
Le cœur de ce film réalisé par le très indépendant Henry Jaglom (en 1990, *Eating abroad* de manière originale le rapport des femmes américaines à la nourriture) est constitué par une *baby shower*. Soit une réunion au cours de laquelle, entre petits fours et tasses de thé, des femmes fortunées s'offrent des cadeaux, parlent de leurs bébés (qu'elles présentent aux épouses), de leur désir de maternité, de leurs difficultés de mères et d'épouses. Une intrigue sentimentale en forme de prétexte (Gena est sur le point de se marier lorsque réapparaît son ancien amour, qui veut un enfant d'elle) sert de fil conducteur à cette exploration, qui offre aux actrices de parler le plus souvent en leur propre nom. Le résultat est assez étonnant, l'acuité de regard du réalisateur lui permettant de capter les angoisses, les marottes et, parfois, les ridicules des personnages. Sa science du montage achève de faire de *Babyfever* un petit film plein d'une vitalité teintée à la fois d'humour et d'ironie attentive.

P. M.

NEUF MOIS AUSSI

Film américain de Chris Columbus avec Hugh Grant, Julianne Moore, Tom Arnold, Joan Cusack, Jeff Goldblum, Robin Williams (1 h 48).
Crée pour les trains, la formule s'applique désormais au cinéma : un film peut en cacher un autre. Et c'est encore le second, nommé *remake*, qui ne pardonne pas. Une nouvelle illustration en est fournie avec cette version américanisée de *Neuf mois*, de Patrick Braoudé, qui voit le jour dix-neuf mois après l'original. Le réalisateur des périsseables *Maman, j'ai raté l'avion* et *Madame Doubtfire* installe les protagonistes à San Francisco. Samuel (Hugh Grant) et Rebecca (Julianne Moore) ont tout pour être heureux : ils sont beaux, jeunes et riches. Mais quand elle lui annonce sa grossesse, Samuel perd les pédales. Une rupture, un mariage et deux accouchements permettront à des personnages aussi peu convaincants que les acteurs qui les interprètent d'enfanter dans la douleur cet ersatz de comédie. Braoudé avait signé une fable loufoque sur l'angoisse pathologique d'un père en puissance. Columbus y a essentiellement vu matière à exalter les sempiternelles valeurs familiales, à travers un casting alléchant et un style sirupeux.

J. M.

JOHNNY MNEMONIC

Film américain de Robert Longo. Avec Keanu Reeves, Dolph Lundgren, Ice-T, Dina Meyer, Barbara Sukova. (1 h 37.)
Le héros a une cervelle en forme de disque dur assorti d'une puce d'ordinateur faisant office de bombe à retardement, et il dispose de vingt-quatre heures pour trouver le terminal sur lequel il se branchera pour se décharger de toutes les informations qu'il contient, sous peine d'exploser. Semblable canevas exige que l'action soit menée sur un rythme tel que le spectateur accepte de n'avoir pas à réfléchir. Ce n'est, hélas, pas le cas. Comme David Salle (*Search and Destroy*) et, bientôt, le peintre Julian Schnabel (un film sur Basquiat), Robert Longo, artiste multimédia de renom sur la place new-yorkaise, a voulu aborder le long-métrage (il avait réalisé bon nombre de vidéo-clips et, en 1987, un court-métrage, *Arena Brains*). Il a donc porté à l'écran un récit de l'écrivain « cybernétique » William Gibson. On cesse très vite de s'intéresser au sort de ce malheureux Keanu Reeves perdu dans un New York déchet-défilé ; la guerre des gangs dans trente-cinq ans apparaît comme une figure imposée (gâchis du rappeur Ice-T, pourtant intrigante personnalité cinématographique). On hésite entre l'ennui et l'agacement quand, le disque dur étant trop chargé, Reeves voit en hallucination le visage récurrent de Barbara Sukova (qui semble jouer sous calmants), et on finit par céder au découragement. La seule surprise du film est la prestation réussie de l'ex-M. Muscle Dolph Lundgren en prédateur assassin.

Henri Béhar

les toutes pour les de cent d'icité d'im- Les em- es et plus x des so- est dans lemagne, rmes en- s impres- ent pour x destiné , pas aux créateurs

ain sur la l'ul de- s sur les rue mais lique an vouloir mploi et être exi- des pro- als aussi 'accueilli, ie et so- ée.

hfeld

37

icaïns et res de la s ont dé- lendant que off- ciera l'un ne prési- Robert s au sé- me ment de semble- nent qui est une liberté, acum de x.

INE

verne- hirc de s les six n prési- ut faire chemi- à voir rité so- ndicats avec la s. Mais même 'a qu'à

es so- maïne, as m'ér qu'il mes. Il n plus -ci ne apure- dits fi- la mo- que, la 'aide à tés et

La première intégrale de Wojciech Jerzy Has, peintre baroque de la tragédie polonaise

ABSTRACTION FAITE de la récente notoriété de Krzysztof Kieślowski, Andrzej Wajda a incarné le plus durablement, à l'étranger, la Pologne au cinéma. A raison, parce qu'il est sans doute l'héritier direct de cette tradition romantique nationale qui imprègne les grands classiques de la culture polonaise. A tort, parce que d'autres cinéastes de sa génération illustrent avec non moins de talent une cinématographie qu'ils ont également contribué à forger. Une vaste rétrospective consacrée au cinéma polonais par le Centre Pompidou au cours de l'année 1992 l'avait rappelé, cette première intégrale en France des longs-métrages de Wojciech Jerzy Has, au cinéma Champollion, à Paris, le confirme aujourd'hui.

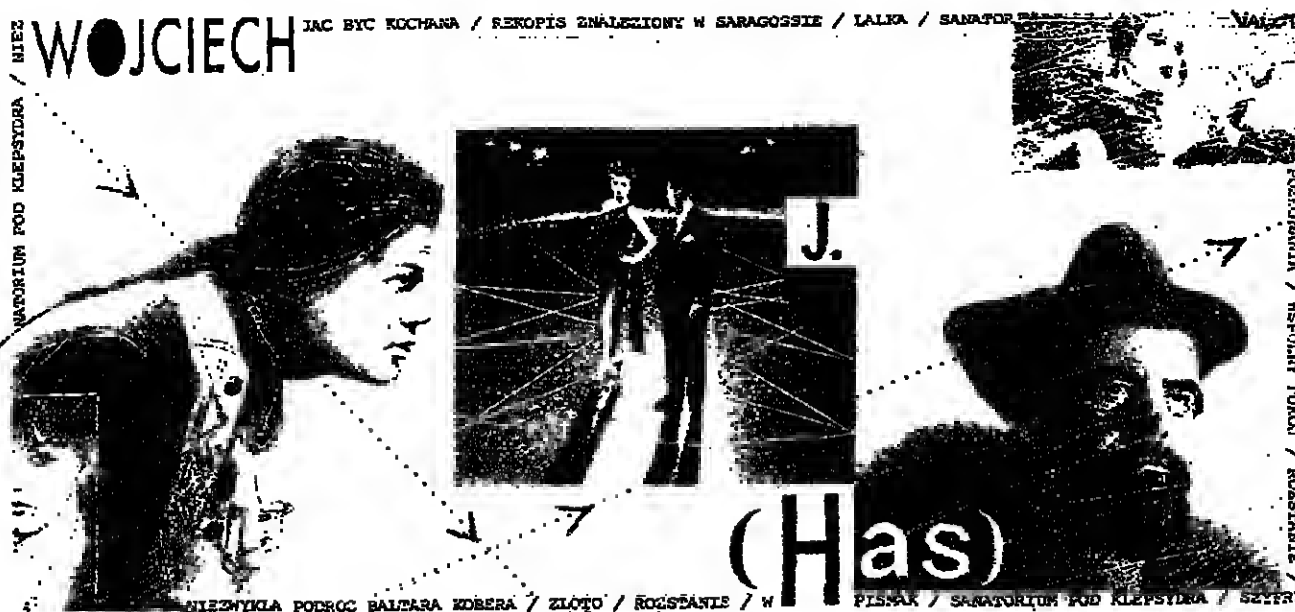
Né en 1925 à Cracovie, il y fait ses débuts de cinéaste après guerre, aux côtés d'un autre ténor de sa génération, Jerzy Kawalerowicz. Tous deux appartiennent à l'Atelier des jeunes cinéastes, créé en 1945 sur le champ de ruines de l'après-guerre, et noyau de ce qui deviendra, trois ans plus tard, l'Ecole de cinéma de Lodz, principal centre du cinéma polonais. Mais l'apprentissage, sous la tutelle de Jerzy Bossak (l'un des fondateurs en 1929 du fameux groupement d'avant-garde, Start), traîne en longueur : de 1947 à 1958, Has tourne pour l'essentiel des courts-métrages de commande à visée pédagogique. C'est qu'après une brève période de semi-liberté le congrès de Wisla en 1948 a défini l'alpha et l'oméga du dogme « réalisme socialiste » qui va dès lors amadonner le cinéma polonais. Il faut attendre le dégel de 1955 pour que souffle un vent de libéralisation.

TRAVERSER LES APPARENCES

Cela se traduit au cinéma par l'émergence de ce que l'on appellera l'« école polonaise », nouvelle vague notamment constituée par Munk, Wajda, Kawalerowicz et Has, ainsi que par une génération d'acteurs dont la figure de proue demeurera le météorique Zbigniew Cybulski. Deux grands thèmes sont à l'ordre du jour : celui de la réalité contemporaine dépeinte à travers un sombre réalisme documentaire ; et celui de la résistance polonaise au nazisme, revisitée sur un mode tantôt héroïque (Wajda) tantôt ironique (Munk). On a pu y voir à juste titre une métaphore, entre l'absolu de la révolte et le pragmatisme de la patience, du séculaire « dilemme » polonais sur le meilleur moyen de mettre à bas le joug étranger.

Has, quant à lui, élabore une œuvre — quatorze longs-métrages de 1957 à 1988 — réputée inclassable, mais qui pourrait aussi être qualifiée de cryptée, sorte de précis de résistance dandiste où esthétique et éthique sont solidaires d'une mécanique qui n'explose jamais qu'à retardement. Pour l'essentiel, le cinéma de Has est un constat d'échec, celui de l'homme à habiter le monde. Qu'il soit à ce titre une allégorie de la réalité polonaise n'échappe à personne. Mais il est bien davantage : une incitation à traverser les apparences en même temps qu'une réflexion sur les moyens qu'offre le cinéma d'y parvenir — notamment dans son cycle fantastique : *Le Manuscrit trouvé à Saragosse* (1963), *La Clepsydre* (1974), *Le Journal d'un pêcheur* (1985), *Les Tribulations de Balhasar Kober* (1988).

Un penchant très net pour la contre-plongée, une caméra dont le centre de gravité se situe anormalement bas, une profondeur de champ rendue le plus souvent avec une oblique fixité, tels sont quelques-uns des moyens obsessionnels par lesquels Has façonne l'écrasante étrangeté de ce monde. Avec sa conception labyrinthique de l'espace, sa temporalité onirique et récurrente, le kitsch parfois morbide de ses détails, *Le Manuscrit trouvé à Saragosse*, tiré du roman (1804) de Jan Potocki, en constitue l'archétype esthétique et surréaliste, situé dans une Espagne de convention. Si on remonte également le temps dans l'étrange sanatorium de *La Clepsydre*, c'est pour être déporté via le train fan-



tafée de cryptée, sorte de précis de résistance dandiste où esthétique et éthique sont solidaires d'une mécanique qui n'explose jamais qu'à retardement. Pour l'essentiel, le cinéma de Has est un constat d'échec, celui de l'homme à habiter le monde. Qu'il soit à ce titre une allégorie de la réalité polonaise n'échappe à personne. Mais il est bien davantage : une incitation à traverser les apparences en même temps qu'une réflexion sur les moyens qu'offre le cinéma d'y parvenir — notamment dans son cycle fantastique : *Le Manuscrit trouvé à Saragosse* (1963), *La Clepsydre* (1974), *Le Journal d'un pêcheur* (1985), *Les Tribulations de Balhasar Kober* (1988).

Un penchant très net pour la contre-plongée, une caméra dont le centre de gravité se situe anormalement bas, une profondeur de champ rendue le plus souvent avec une oblique fixité, tels sont quelques-uns des moyens obsessionnels par lesquels Has façonne l'écrasante étrangeté de ce monde. Avec sa conception labyrinthique de l'espace, sa temporalité onirique et récurrente, le kitsch parfois morbide de ses détails, *Le Manuscrit trouvé à Saragosse*, tiré du roman (1804) de Jan Potocki, en constitue l'archétype esthétique et surréaliste, situé dans une Espagne de convention. Si on remonte également le temps dans l'étrange sanatorium de *La Clepsydre*, c'est pour être déporté via le train fan-

tafée de cryptée, sorte de précis de résistance dandiste où esthétique et éthique sont solidaires d'une mécanique qui n'explose jamais qu'à retardement. Pour l'essentiel, le cinéma de Has est un constat d'échec, celui de l'homme à habiter le monde. Qu'il soit à ce titre une allégorie de la réalité polonaise n'échappe à personne. Mais il est bien davantage : une incitation à traverser les apparences en même temps qu'une réflexion sur les moyens qu'offre le cinéma d'y parvenir — notamment dans son cycle fantastique : *Le Manuscrit trouvé à Saragosse* (1963), *La Clepsydre* (1974), *Le Journal d'un pêcheur* (1985), *Les Tribulations de Balhasar Kober* (1988).

NEUF ANNÉES DE SILENCE FORCÉ

D'une manière moins flamboyante, ce déphasage subsiste à travers le réalisme intimiste de ses autres films. A commencer, pour utiliser une formule d'ordinaire consacrée à Wajda, par sa « trilogie de guerre » : *L'Art d'être aimé* (1958), *Les Adieux* (1962), *Les Codes* (1966) — où le conflit sert d'arrière-plan lançant à l'étude mi-amère, mi-ironique des amours et des oublis contrariés, des déchéances et des vocations qu'elle a suscitées.

Exemplaire est à cet égard le cheminement de Tadeusz, dans *Les Codes*. Celui-ci a résisté depuis Londres et s'y est exilé, retourne vingt ans plus tard à Cracovie afin d'élucider l'assassinat de son fils durant la guerre. La réalité scellée, chiffrée, à laquelle se heurte sa quête, et sa décision ultime de demeurer malgré tout au chevet de sa femme, incite à lire ce film comme le credo éthique de Has : les pesanteurs du passé doivent servir à lutter, ici et maintenant, et fût-ce moins glorieusement,

contre les servitudes du temps présent. Quitte, quand elles se prolongent plus que de raison, à éprouver la dissolution de ses certitudes, à s'allonger un beau jour pour ne plus songer qu'à dormir. Ce que fera le professeur de médecine tchéksovien d'*Une histoire banale* (1982), film dont l'ouverture s'attarde longuement, et comme pour inventurer, sur les objets de son « intérieur ».

Sorti après l'Etat de guerre décrété en 1981, ce film marque le retour de Has après les neuf années de silence forcé qui suivent *La Clepsydre*. On est tenté d'y voir les brillants aïeux d'un cinéaste dont les réalisations ultérieures marqueront un certain essoufflement. Telles ces *Tribulations de Balhasar Kober* (1988), ambitieuse coproduction franco-polonaise qui tente en vain de retrouver la formule des précédents succès « oniriques ». Depuis lors, dans une Pologne qui a recouvré l'année suivante sa liberté, Has enseigne à l'Ecole de Lodz, dont il a été nommé recteur en 1991. D'une manière peut-être moins paradoxale qu'il n'y paraît, il n'est toujours pas parvenu à faire aboutir un projet ancien, *L'An qui joue de la lyre*, fable grandiose située aux confins du mythe et de l'histoire et au terme de laquelle, selon le synopsis, « nous montons toujours plus haut, nous nous perdons dans les galaxies ».

Jacques Mandelbaum

ÉCONOMIE

■ Augmentation des tournages de films français en octobre. Dix-sept films d'initiative française ont été mis en chantier en octobre, contre 13 seulement à la même époque en 1994, ce qui porte à 92 le nombre de tournages de longs métrages de fiction pour l'année 1995. Parmi ceux qui ont été lancés le mois dernier figurent *Anna Oz* d'Eric Rochant, *Capitaine Conan* de Bertrand Tavernier, *Notte de Jacques Doillon*, *Les Victimes* de Patrick Grandperret et *Salut cousin !* de Merzak Al-louché.

ÉCHOS

■ Les Félix de « Land and Freedom » et « La Haine » seront-ils les derniers ? L'Académie européenne du cinéma a décerné le 12 novembre à Berlin le Félix du meilleur film à *Land and Freedom* de Ken Loach et celui du meilleur « jeune film européen » à *La Haine* de Mathieu Kassovitz. La cérémonie se déroulait pour la dernière fois à Berlin, où elle avait lieu chaque année depuis 1991, la ville ayant décidé de ne pas reconduire ses subventions. Wim Wenders, directeur de l'Académie, a renoncé à cette fonction. Les Félix du cinéma ont été conçus comme le pendant des Oscars, mais ont toujours eu du mal à s'imposer. Les cérémonies prestigieuses du début ont cédé la place à une manifestation plus confidentielle. Paris, Strasbourg, Stockholm et Florence se sont déclarées prêtes à accueillir l'Académie.

FESTIVALS

■ Treizième Festival du film juif et israélien de Montpellier. Sept films sont en compétition pour la 13^e édition du Festival du film juif et israélien qui se tient du 25 novembre au 5 décembre avec la venue, notamment, du réalisateur Yves Boisset pour *L'Affaire Dreyfus* et du comédien Michel Boujenah. Des hommages sont consacrés au cinéma new-yorkais, à Charles Denner et à Ernst Lubitsch. Une section documentaire présente la première coproduction israélien-palestinienne, *On The Edge Of Peace*. La soirée du dimanche 3 décembre sera consacrée à la mémoire d'Itzhak Rabin. Le festival présente également une curiosité, *Le Roi Lear* de Jean-Luc Godard (1987), jamais diffusé en salles.

Lettre d'Amérique

■ Si les compagnies d'assurances sont d'accord (et si les producteurs acceptent de payer une surprime), la chanteuse Courtney Love, veuve de Kurt Cobain et chef du groupe Love, incarnera Anthea Leasure, l'épouse du fondateur du magazine « scandaleux » *Hustler*, Larry Flynt. Réalisé par Miles Forman, le film (sans titre pour l'instant) sera produit par Brian,

la maison de production d'Oliver Stone. ■ Un quart de siècle après *Performance*, Mick Jagger renoue avec le cinéma : il sera le coproducteur (avec Lorne Michaels) et l'interprète principal d'*Enigma*, d'après le roman homonyme de Robert Harris. Adapté



par le dramaturge anglais Tom Stoppard, le film traitera du projet Enigma, opération au cours de laquelle, durant la seconde guerre mondiale, les services secrets britanniques ont percé les codes de transmission des espions nazis. ■ Les ayants droit de Jim Garrison, ancien *district attorney* de La Nouvelle Orléans, mort en 1988, intentent un procès aux studios hollywoodiens. Le livre de Garrison, *On the Trail of the Assassins*, a en effet servi de base à

JFK, d'Oliver Stone, les royalties de Garrison étant calculées sur les bénéfices net. Bien que le film ait rapporté plus de 200 millions de dollars, le studio soutient que le film est encore déficitaire. La plainte déposée le 17 novembre à l'encontre des sept majors et de la MPAA (Motion Picture Association of America) met en cause toutes les pratiques comptables du système américain.

H. B.

Lettre d'ailleurs

■ Le « Monde du cinéma », inauguré à Kamakura près de Tokyo le mois dernier par Shochiku (une des trois majors japonaises), ne désemplit pas. Le public se presse chaque week-end aux portes de ce parc à thèmes du cinéma, moderne, américain, mais aussi japonais, et ancien. Les répliques de Batman et des stars américaines des années 50 côtoient samouraïs et geishas dans des décors de la période Edo, le tout accompagné de force

démonstrations d'effets spéciaux. Un éclatisme qui n'a rien de surprenant dans cette ancienne capitale devenue station balnéaire et connue pour ses temples anciens, à proximité desquels est enterré Yasujiro Ozu, et où vit, retirée, son égérie, la grande actrice Setsuko Hara. La Shochiku a investi 300 millions de yens dans ce complexe créé autour de ses studios. A Kyoto, la Toei, propriétaire du Elga Mura (« village de cinéma »), où on a tourné une multitude de films de samouraï, gagne depuis longtemps

beaucoup plus d'argent avec les visiteurs qu'avec les équipes de tournage. La Shochiku, qui sans aucun complexe a fêté son centenaire en 1995 (même si elle ne faisait pas de cinéma il y a 100 ans), montre au moins qu'elle s'intéresse au cinéma. Il y a quelques années, les majors investissaient plus volontiers dans l'immobilier et les terrains de golf. Que la crise se prolonge encore un peu et les majors japonaises se remettront peut-être à produire des films.

Brice Pedroletti

Une avalanche de films rares pour le cinquième CinéMémoire

Du 23 novembre au 30 décembre. Renseignements et réservations : 45-63-07-83.

On peut être cinéphile et n'avoir jamais entendu parler d'un film intitulé *Le Chien de trait récalcitrant*. Titre suffisamment intrigant pour vouloir découvrir cette bande de 1899, œuvre d'un pionnier inconnu. Elle figure au programme de « La Première séance », qui marquera, jeudi 23 novembre à 20 heures au grand amphithéâtre de la Sorbonne, l'ouverture de la cinquième édition de CinéMémoire. Seront notamment projetés en cette occasion l'énigmatique *Saida a enlevé le Manneken-Pis*, d'Alfred Machin (1909), le descriptif *Débarquement*

du roi de Siam près du palais royal à Stockholm, d'Ernest Florman (1897), le malicieux *Un dandin sans pantalon* à Zandvoort, des frères Mullens (1905), ainsi que divers autres films antérieurs à 1920 et retrouvés par les cinémathèques québécoise et européennes. Également projeté ce jeudi, *Man frère cadet arrive*, film hongrois de 1919, est signé Mihály Kertész, qui deviendra à partir de 1926 un des maîtres du cinéma d'aventures américain sous le nom de Michael Curtiz. Réalisé par les quatorze institutions culturelles étrangères présentes à Paris, le programme « Lumières du monde » (du 23 novembre au 30 décembre) permet de retrouver à plusieurs reprises Michael Curtiz. En Autriche,

où il a mis en scène *Sodom et Gomorrah*, superproduction historique (1922), en Suisse (*Accard final*, avec Jules Berry, 1938), aux Pays-Bas (*Boeffie*, 1939). Et pour que Curtiz soit décemment le réalisateur vedette de ce « CinéMémoire », l'infiniment décevant de talents qu'est Pierre Rissient a inscrit au programme du « Cinéma en instance » (du 13 au 19 décembre, à la Cinémathèque française) le film méconnu que le cinéaste réalisa en 1932 pour la Warner, *L'Etrange Amour de Molly Louvain*.

S'il fut un des grands voyageurs de l'histoire du cinéma, Curtiz n'était pas le seul à tourner là où l'appelaient les producteurs, les hasards de la vie et les aléas de la politique. Un des mérites de « Lumières du monde » est d'éclairer, exemples à l'appui, quelques-unes des étapes de parcours souvent sinués. Paul Fejos passe pour un grand metteur en scène hongrois (*La Tempête*, 1932) qui travailla aux États-Unis et en France, mais beaucoup ont oublié qu'il tourna également en Autriche, et au Pérou, et bien peu ont vu les films réalisés au Danemark, comme *Flugten fra millionerne* (1934). Mais le véritable événement devrait être la découverte du pionnier suédois Georg af Klercker, en qui Ingmar Bergman a reconnu son maître et auquel il a consacré une pièce de théâtre et une émission de

television. La rareté des films présentés demeure un des attraits de CinéMémoire, manifestation propre à satisfaire l'appétit des gourmets cinéphiles comme la voracité des cinéphages gloutons. Les uns comme les autres auront du mal à épuiser la carte qui leur est proposée. Il leur faudra faire preuve d'une indéfectible constance pour assister aux projections « Musique et cinéma muet à La Villette » (*Intolérance*, de D. W. Griffith, *La Chute de la maison Usher*, de Jean Epstein, *Docteur Mabius*, de Fritz Lang) et de se rendre aux rencontres sur le thème « Le cinéma aux rendez-vous des arts » (du 30 novembre au 20 décembre, à l'Auditorium Colbert de la Bibliothèque nationale).

Sans oublier la Cinémathèque, où sont révélés, dans le cadre d'« Indomania » (*Le Monde* du 16 novembre), quelques-uns des trésors du cinéma indien muet et des débuts du parlant (du 6 au 19 décembre). Les 8, 9 et 11 décembre, la Cinémathèque française présentera également plusieurs de ses restaurations récentes (films de William S. Hart, Maurice Tourneur, Léonce Perret, Musidora et Jacques Lascy). À l'aube de son deuxième siècle, le cinéma demeure dans une grande mesure terra incognita.

P. M.



LE MYTHE DE L'ARCHITECTE
CYCLES DE FILMS
11 NOVEMBRE - 27 NOVEMBRE 95
MUSÉE DES MONUMENTS FRANÇAIS
PROGRAMME EN RÉPONSE AU 87-02-294

LES ENTRÉES À PARIS

■ Deuxième semaine consécutive en baisse, du fait de la faible actualité cinématographique, du froid, des manifs, de la réforme de la Sécurité sociale, des matches de foot et de rugby... les explications sont légion, le résultat est là : le déficit a recommencé à se creuser par rapport au (très mauvais) score de l'an dernier. Il faut toutefois rappeler qu'il s'agit de la capitale, la tendance étant inverse à l'échelle de la France entière. Les nouveautés se résument à trois films américains indépendants face à trois modestes productions européennes. Victoire sans bavure des premiers : *Crossing Guard* domine les débats avec 57 000 entrées sur 29 écrans, *Les Frères McMullen* (18 000 dans 7 salles) et *The Doom Generation* (10 000 dans 4 salles) s'en tirent bien. Alors que *Fiesta* décroît à

10 000 dans 11 salles, sans parler du norvégien *Dis papa et de l'italien Le Diable à quatre*. ■ *Apollin 13* reste en orbite haute avec encore 112 000 passagers, soit un total de 271 000 en quinze jours. Et *Pocahontas* dans son unique salle poursuit sa course, avec 87 000 sur la même durée : attention à la déferlante de la sortie nationale, le 22. Dernière, on trouve un triple entre 30 et 35 000 entrées, celui des « valeurs sûres » de la saison : *Les Anges Gardiens* (qui dépasse les 800 000 en 6 semaines), *Nelly et M. Arnaud* (316 000 en 5 semaines) et *Waterworld* (422 000 en 4 semaines).

J.-M. E.

★ Sources des chiffres : Le Film français.

Centre Georges Pompidou
les 24 et 25 novembre à 20h30, le 26 à 16h
EZA - ETUDE - créations
Chorégraphie : Nadine HERNU
Musique : Patrick MARCIAND
Ensemble InterContemporain - Compagnie Nadine HERNU
Grande Salle - Réservations 44 78 13 15

سكنا من الاجل

الصحف

FRANCE

GUIDE CULTUREL - CINÉMA

LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 9
LE MONDE / MERCREDI 29 NOVEMBRE 1995 / 7

LE MONDE / JEUDI 23 NOVEMBRE 1995 / 31

E 1995 / 15

LA SÉLECTION DU « MONDE »

À LA VIE, À LA MORT ! (français, 1 h 40), de Robert Guédiguian, avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet, Jean-Pierre Darroussin, Jacques Gamblin, Gérard Meylan, Jacques Piellier.

CORRIDOR (italien, noir et blanc, 1 h 20) et **TROIS JOURS** (1 h 20), de Sharrunas Bartas, avec Katerina Golubeva.

LE COUVENT (franço-portugais, 1 h 30), de Manoel de Oliveira, avec Catherine Deneuve, John Malkovich, Luis Miguel Cintra, Leonor Silveira, Duarte D'Almeida, Heloisa Miranda.

CROSSING GUARD (américain, 1 h 55), de Sean Penn, avec Jack Nicholson, David Morse, Anjelica

Hustoo, Robin Wright, Piper Laurie, Richard Bradford.
LE GARCU (français, 1 h 45), de Maurice Pialat, avec Gérard Depardieu, Géraldine Pailhas, Antoine Piat, Dominique Roche-veau, Fabienne Babe, Elisabeth Depardieu.
LAND AND FREEDOM (britannique, 1 h 49), de Ken Loach, avec Ian Hart, Rosana Pastor, Icar Bolain, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frederic Pierrot.
LE REGARD D'ULYSSE (grec, 2 h 56), de Théo Angelopoulos, avec Harvey Keitel, Maia Morgenstern, Erland Josephson, Thanassis Vengos, Yorgos Michalopoulos, Dora Volanaki.

FESTIVALS

Le Musée des monuments français consacre un cycle au « Mythe de l'architecte ». D'une part, la figure de l'architecte dans ses métamorphoses cinématographiques (*Le Rebelle* de King Vidor, *Inferno* de Dario Argento, *Peter Ibbetson* de Henry Hathaway, *Le Tigre du Bengale* de Fritz Lang, *Le Ventre de l'architecte* de Peter Greenaway...), d'autre part, les emblèmes et les archétypes de l'architecture (la pyramide, le temple antique, la cathédrale, le gratte-ciel...). Cette programmation de cette dimension mythique (*Le Tombeau sous l'architecte* de John May, *La Terre des Pharaons* de Howard Hawks...). Cette programmation de longs métrages de fiction est complétée par des documentaires présentant des architectes du passé et de l'époque moderne et contemporaine. Jusqu'au 27 novembre. Tél. : 44-05-34-10.

Les 14 Journées cinématographiques contre le racisme, pour l'amitié entre les peuples, proposent quinze films correspondant aux quinze pays de la « petite Europe », celle des minorités culturelles ou économiques, celle des douze millions de chômeurs, de la violence et de la solitude. Certains ont été largement diffusés sur les écrans - *Lisbonne Story* de Wim Wenders, *Toto le héros* de Jaco van Dormael, *Hamlet Goes Business* de Alki Kaurismäki. D'autres sont moins connus : ils sont venus de la neige, du Grec

Sotiris Gortsas sur les minorités albanaises ; *La Fin du monde*, du Portugais João Mario Grilo sur un drame paysan ; *L'Affrontement* de Suzanne Osten (Suède), dialogue entre un skinhead néonazi et un médecin juif. Jusqu'au 5 décembre, dans plusieurs cinémas du Val-de-Marne. Tél. : 45-13-17-00.

Le conseil général de la Seine-Saint-Denis, en partenariat avec dix-huit villes du département et dix-huit salles publiques, ouvre ses écrans au cinéma indépendant. Pendant toute une année, ces espaces seront ouverts aux professionnels du cinéma qui proposeront au public leurs coups de cœur et des films plus ou moins rares, dans une démarche d'ouverture et de réflexion sur le cinéma d'aujourd'hui et de demain. Parallèlement, du 22 novembre au 5 décembre, le Festival « Vive le cinéma français » propose « un ticket pour deux » sur toute sa programmation. Parmi les films proposés, *Protégé* de Victorin Jasset, film emblématique du patrimoine des studios Eclair. Renseignements au 43-93-75-21.

Venus du Brésil, sept jeunes metteurs en scène présenteront leurs films. Autant de sujets différents que de façons de les traiter : animation, fiction, documentaires. Ambassade du Brésil, salle Villalobos, 34, cours Albert I^{er}, 75008 Paris, 19 heures, le 22 novembre. Entrée libre.

NOUVEAUX FILMS

BABYFEVER
Film américain de Henry Jaglom, avec Victoria Fort, Matt Salinger, Frances Fisher, Dinah Lenney, Eric Roberts, Zach Norman (1 h 50).
VO : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, dolby, 6 (42-22-87-23).
CLOCKERS (**)
Film américain de Spike Lee, avec Harvey Keitel, John Turturro, Delroy Lindo, Mekhi Phifer (2 h 09).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Radine Odéon, 6 (43-25-19-68 ; réservation : 40-30-20-10) ; Élysées Lincoln, dolby, 8 (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Balzac, dolby, 8 (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; La Bastille, dolby, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13 (36-68-75-13 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wepler, dolby, 18 (36-68-20-22).
DOUCE FRANCE
Film français de Malik Chibane, avec Hakim Sahraoui, Frédéric Oiefenthal, Fadila Belkhiba, Sélima Hamse, Saïda Bekkouch, Fettaouma Bouamari (1 h 40).
14-Juillet Beaubourg, 3 (36-68-69-23) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; Élysées Lincoln, 6 (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13 (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).
JOHNNY MNEMONIC (*)
Film américain de Robert Longo, avec Keanu Reeves, Dolph Lundgren, Takeshi, Ice-T, Barbara Sukowa (1 h 38).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1 (36-68-68-58) ; UGC Danton, 6 (36-68-34-21) ; George-V, THX, dolby, 8 (36-68-43-47).
VF : Rex, dolby, 2 (36-68-70-14) ; UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14) ; 36-68-70-14 ; Paramount Opéra, dolby, 9 (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, dolby, 13 (36-68-22-27) ; Mistral, 14 (36-68-62-33) ; UGC Convention, 15 (36-68-22-27) ; UGC Montparnasse, 16 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 17 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 18 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 19 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 20 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 21 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 22 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 23 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 24 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 25 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 26 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 27 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 28 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 29 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 30 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 31 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 32 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 33 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 34 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 35 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 36 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 37 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 38 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 39 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 40 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 41 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 42 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 43 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 44 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 45 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 46 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 47 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 48 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 49 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 50 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 51 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 52 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 53 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 54 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 55 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 56 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 57 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 58 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 59 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 60 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 61 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 62 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 63 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 64 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 65 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 66 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 67 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 68 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 69 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 70 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 71 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 72 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 73 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 74 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 75 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 76 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 77 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 78 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 79 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 80 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 81 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 82 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 83 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 84 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 85 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 86 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 87 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 88 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 89 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 90 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 91 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 92 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 93 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 94 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 95 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 96 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 97 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 98 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 99 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 100 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 101 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 102 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 103 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 104 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 105 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 106 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 107 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 108 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 109 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 110 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 111 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 112 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 113 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 114 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 115 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 116 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 117 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 118 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 119 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 120 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 121 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 122 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 123 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 124 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 125 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 126 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 127 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 128 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 129 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 130 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 131 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 132 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 133 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 134 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 135 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 136 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 137 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 138 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 139 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 140 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 141 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 142 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 143 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 144 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 145 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 146 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 147 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 148 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 149 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 150 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 151 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 152 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 153 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 154 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 155 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 156 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 157 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 158 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 159 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 160 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 161 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 162 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 163 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 164 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 165 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 166 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 167 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 168 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 169 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 170 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 171 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 172 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 173 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 174 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 175 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 176 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 177 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 178 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 179 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 180 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 181 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 182 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 183 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 184 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 185 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 186 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 187 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 188 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 189 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 190 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 191 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 192 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 193 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 194 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 195 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 196 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 197 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 198 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 199 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 200 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 201 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 202 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 203 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 204 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 205 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 206 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 207 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 208 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 209 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 210 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 211 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 212 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 213 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 214 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 215 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 216 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 217 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 218 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 219 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 220 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 221 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 222 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 223 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 224 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 225 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 226 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 227 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 228 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 229 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 230 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 231 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 232 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 233 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 234 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 235 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 236 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 237 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 238 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 239 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 240 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 241 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 242 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 243 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 244 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 245 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 246 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 247 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 248 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 249 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 250 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 251 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 252 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 253 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 254 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 255 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 256 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 257 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 258 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 259 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 260 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 261 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 262 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 263 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 264 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 265 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 266 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 267 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 268 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 269 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 270 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 271 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 272 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 273 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 274 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 275 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 276 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 277 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 278 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 279 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 280 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 281 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 282 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 283 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 284 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 285 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 286 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 287 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 288 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 289 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 290 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 291 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 292 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 293 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 294 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 295 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 296 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 297 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 298 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 299 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 300 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 301 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 302 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 303 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 304 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 305 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 306 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 307 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 308 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 309 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 310 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 311 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 312 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 313 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 314 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 315 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 316 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 317 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 318 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 319 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 320 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 321 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 322 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 323 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 324 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 325 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 326 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 327 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 328 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 329 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 330 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 331 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 332 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 333 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 334 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 335 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 336 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 337 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 338 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 339 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 340 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 341 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 342 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 343 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 344 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 345 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 346 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 347 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 348 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 349 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 350 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 351 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 352 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 353 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 354 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 355 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 356 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 357 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 358 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 359 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 360 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 361 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 362 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 363 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 364 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 365 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 366 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 367 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 368 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 369 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 370 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 371 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 372 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 373 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 374 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 375 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 376 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 377 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 378 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 379 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 380 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 381 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 382 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 383 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 384 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 385 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 386 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 387 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 388 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 389 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 390 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 391 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 392 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 393 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 394 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 395 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 396 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 397 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 398 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 399 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 400 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 401 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 402 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 403 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 404 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 405 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 406 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 407 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 408 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 409 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 410 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 411 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 412 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 413 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 414 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 415 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 416 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 417 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 418 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 419 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 420 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 421 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 422 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 423 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 424 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 425 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 426 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 427 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 428 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 429 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 430 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 431 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 432 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 433 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 434 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 435 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 436 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 437 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 438 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 439 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 440 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 441 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 442 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 443 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 444 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 445 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 446 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 447 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 448 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 449 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 450 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 451 (36-68-62-33) ; UGC Normandie, 452 (36

Les auteurs dramatiques réorganisent leur association pour affronter le numérique

MARCEL BLUWAL est surtout connu pour ses nombreuses réalisations télévisées (*Vidocq*, *Mozart*, *Don Juan*...). Mais il souhaite aujourd'hui associer son nom au renouveau de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), dont il est aussi le président. Cette association qui perçoit et répartit 700 millions de francs par an de droits d'auteur - une manne qui provient pour les deux tiers de la télévision et pour le tiers restant du théâtre - ne se porte pas mal au sens strict du terme. Mais elle a tout d'une belle... endormie sur ses lauriers.

Aujourd'hui, alors que la télévision s'internationalise, que de nouveaux modes de diffusion des œuvres vont mettre en place avec le paiement à la séance ou la vidéo à la demande, la SACD craint de voir le monde audiovisuel se réorganiser sans elle. Déjà dépendante de la Sacem (la puissante Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique) pour bon nombre d'aspects techniques de la gestion des droits de ses auteurs, la SACD craint secrètement que la magnétique cartellisation des sociétés d'auteur (Sacem pour la musique, SACD pour le théâtre et la télévision...) ne survive pas à la révolution numérique.

En président conscient de ses responsabilités, Marcel Bluwal a, le 15 novembre, choisi un nouveau délégué général, en la personne d'Olivier Carnet, avocat et fils de l'acteur disparu Jean Carnet. Olivier Carnet qui était déjà co-sécler de la SACD, remplace Jean-

Jacques Plantin qui devient délégué général adjoint. Ses pouvoirs seront même renforcés : il deviendra le gérant unique de la société.

La SACD, qui est une société où les auteurs avaient vraiment le pas sur les gestionnaires - le président est toujours un auteur, il gère avec une commission d'auteurs - avait mis en place un pouvoir dual (président et délégué général) qui était souvent source de paralysie. En renforçant les pouvoirs du délégué général, ce sont les gestionnaires, et dans les faits les juristes, qui prennent le pouvoir mais « pour le plus grand bien des auteurs », estime Marcel Bluwal.

Olivier Carnet garde pour l'instant le silence sur ses projets. La ligne stratégique est cependant claire : éviter que par leur toute-puissance économique les Américains n'imposent de fait à la France le droit américain du copyright au détriment du droit romain très protecteur vis-à-vis des auteurs.

Un rapprochement avec les producteurs audiovisuels français serait d'ailleurs à l'étude. Le principe en est le suivant : mieux vaut définir des règles avec les producteurs nationaux - eux aussi menacés par l'impérialisme de Hollywood - que devenir un satellite de la Sacem qui tire force et richesse de la gestion des droits des artistes américains en France et pourrait être tentée de faire le lit du droit anglo-saxon sur le Vieux Continent.

Yves Mamou

« Elle » demeure la bonne affaire d'Hachette

Pour ses cinquante ans, le magazine créé par Hélène Lazareff développe ses éditions internationales dans vingt-cinq pays et s'installe sur Internet

A CINQUANTE ANS, *Elle* s'appelle toujours mademoiselle et se permet deux fois par an de faire magazine commun avec *Elle*. Elle a vingt-cinq enfants de toutes les couleurs, dans le monde entier, des États-Unis au Japon et bientôt en Afrique du Sud. Elle sait gérer ses affaires et rapporte beaucoup d'argent à la grande famille d'Hachette. Elle est désormais sur Internet et emprunte les autoroutes de l'information.

A l'origine de ce succès, il y a un couple de légende, auquel toute une partie de la presse - et notamment Hachette - doit beaucoup : Hélène et Pierre Lazareff. L'aventure commence, bizarrement, chez la principale concurrente de *Elle*, *Marie-Claire*. C'est en effet lorsque Pierre Lazareff travaille à *Paris-Soir* que Jean Prouvost lance *Marie-Claire*, en 1937. C'est le premier magazine féminin illustré français, inspiré par les journaux américains. Hélène y collabore. Pendant la guerre, Pierre et Hélène émigrent aux États-Unis. Elle entre au célèbre *Harpers's Bazaar* et rêve, face à ces magazines et devant ces grands magasins, temples de la société de consommation, d'un équivalent français.

De retour à Paris, Lazareff prend les commandes de *France-Soir* et Hélène met au monde *Elle*, le 21 novembre 1945. Françoise Giroud prendra vite la rédaction en chef, et l'hebdomadaire s'envolera vers le million d'exemplaires dans les années 60.

Après la légende - superbement racontée dans un album qui paraît

pour l'occasion -, les affaires. D'abord, *Elle* connaît des périodes moins florissantes. Sa diffusion va s'effriter sous le poids de la concurrence. Les journaux féminins vont se multiplier pour arracher le duel entre *Elle* et *Marie-Claire*. Aujourd'hui, sa diffusion moyenne est de 327 800 exemplaires. Après une reprise en 1992 (336 400 exemplaires), l'hebdomadaire a décliné insensiblement en 1993 et 1994. Deux fois par an, un supplément, *Elle*, vient rejoindre *Elle*, parce que, explique le rédacteur en chef, Jean-Dominique Bauby, « 22 % des lectrices de *Elle* sont des hommes ».

UNE CHARTE PRÉCISE

Malgré cette érosion française, *Elle* reste l'un des principaux éléments de la stratégie internationale d'Hachette. Et une très bonne affaire, qui représente un chiffre d'affaires 1994 de 1,6 milliard de francs. 30 % sont réalisés en France et 20 % aux États-Unis. Les principales éditions sont publiées aux États-Unis (905 000 exemplaires), en Allemagne, au Royaume-Uni et au Japon (250 000). Au total, les 25 éditions (qui ont choisi le rythme mensuel) diffusent à 4,8 millions d'exemplaires, pour une pagination publicitaire de 23 000 pages en 1995. Hachette prévoit près de 30 000 pages en 1996.

Au printemps, *Elle* va lancer une édition en Afrique du Sud. Le groupe compte développer son implantation en Asie, et surtout en Europe de l'Est - notamment en Russie -, et en Amérique latine. Depuis la création des éditions améri-

caine et britannique en 1985, Hachette a mis au point une véritable stratégie industrielle pour développer ses titres. Chaque édition a une équipe spécifique, qui doit respecter une charte éditoriale et graphique précise. 50 % de la pagination est consacrée à la mode et à la beauté, 25 % aux événements et aux femmes, 25 % aux styles de vie. Chaque équipe adapte cette charte aux besoins et aux marchés locaux. Une coordination éditoriale basée à Paris permet de regrouper et de mettre à la disposition des titres tous les articles exportables.

Sur le plan publicitaire, un argumentaire très précis est mis au point par la régie d'Hachette, Interdec, destiné aux annonceurs qu'on retrouve dans tous les pays où *Elle* est présent. Chacun des bureaux installés dans les principales capitales souscrit des ordres destinés à un marché national, régional ou international. Ce réseau industriel et international s'applique et s'adapte à l'ensemble des titres du groupe qui possèdent une « marque » qui peut être reprise d'un pays à l'autre.

La marque « Elle » est désormais accessible sur les autoroutes de l'information. L'édition américaine est disponible depuis le début de l'année sur America on line (AOL) et la française depuis le lundi 21 novembre sur Internet. Enfin, *Elle* devrait se retrouver aussi à la télévision, grâce à la chaîne thématique féminine élaborée par Hachette et M 6.

Alain Salles

■ **TÉLÉVISION** : le GIE La Cinquième-La Sept Arle a annoncé mardi 21 novembre la mise en service le 29 novembre d'un nouvel émetteur dans les départements de la Haute-Marne, de la Côte-d'Or et de la Saône. Il permettra à près de 90 000 habitants de recevoir le cinquième réseau hertzien. Le GIE a lancé un programme d'extension de son réseau avec pour objectif de permettre, d'ici deux ans, la réception du cinquième réseau par 92 % de la population française contre 82 % actuellement.

■ **CABLE** : l'Association des villes câblées (AVICA) a recensé 1 250 941 abonnés au service de base du câble (au moins quinze chaînes) au 30 septembre. En ajoutant les abonnements collectifs, l'association dénombre 1 779 431 foyers raccordés, soit une hausse de 0,89 %. Le taux de pénétration du câble - rapport entre le chiffre des abonnés et le nombre des foyers équipés d'un téléviseur - atteint désormais 28,83 %. Selon l'Association française des câblo-opérateurs (AFCO), le taux de fiabilisation des abonnés est « en moyenne de 95 % ».

■ **SERVEURS EN LIGNE** : Bertelsmann et Axel-Springer se sont associés à Deutsche Telekom pour signer, mardi 21 novembre, un accord de partenariat dans les serveurs en ligne interactifs. Deutsche Telekom, actuellement leader sur ce marché avec son serveur T-Online, envisage de prendre une participation dans le serveur commun fondé par Bertelsmann et l'américain America on Line (AOL). De la même manière, l'ensemble Bertelsmann-AOL prendrait une participation équivalente dans T-Online. Quant à Springer, son entrée au capital des deux sociétés, T-Online et Bertelsmann-AOL, est plus que probable.

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.30 Magazine : Femmes. 13.40 Série : Les Foux de l'amour. 14.30 Série : Mac Giver. 15.30 Club Dorothée. La Vie de famille : Parker Lewis : La Croisière l'été : leur. 17.20 Série : Les Années fac. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Alertes à Malibu. 20.00 Journal, La Minute hippique.	12.20 Jeu : Les 2 Amoureux (et 4 20). 12.55 Météo (et 12 35). 12.59 Journal. 13.45 Série : C'est quoi, ce petit boulot ? [3/4] Les Rieurs de Mana. 15.20 Couleur Maureen (et 15, 16, 15). 15.25 Série : Mission casse-cou. 16.20 Série : Seconde B. 17.20 Série : Quel de neuf, docteur ? 17.45 Série : Génération musique. 18.15 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Le meilleur gagne (et 3.20). 19.15 Bonne Nuit les petits. Attention mes lascars, voilà Oscar ! 19.20 Studio Gabriel (et 1.50). 19.55 Loto (et 20.45). 19.59 Journal, Météo.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Série : Brigade criminelle. 14.10 Série : Magnun. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.05 Série : Wolf. 16.35 Les Minikineux. 17.50 Série : Les deux font la loi. 18.20 Jeu : Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Olivier Langlois, le Voyage de grand-père, d'Alain Sey. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.00, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chance. 20.35 Tout le sport. 20.45 Consomag.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Magazine : M 6 Kid. Vidéomaniac : Krimelove : Pailleur (3.30), Crystal Snow, 14.00, Vio. Ranan, 14.30, Gagner Bay, 15.00, Draculite, 15.30, C'est pas gagné, 15.50, 16.00, 16.15 dans l'espace. 16.30 Variétés : Hit Machine. 17.00 Série : Les deux font la loi. 17.30 Dessin animé : Timon. [1/2] Timon au pays de l'or noir. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : L'été et Clark, les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Écoute 6.	En clair jusqu'à 13.45 12.30 Magazine : La Grande Famille. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Décade pas Bunny. 14.40 Documentaire : Les Corbeaux cambrioleurs. De Tim Sheehy. 15.05 Dessin animé : Les Simpson. De Matt Groening. 15.30 Téléfilm : Royce. De Ron Holcomb, avec James Belushi, Michael Shannon. 17.05 Sport : Football américain. 18.00 Dessin animé : Les Multichocs. La Gomme du Corset d'Elle. 18.05 Le Dessin animé, Rebout. En clair jusqu'à 21.00 18.30 Cyberflash. 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi : à 19.10, par Philippe Gildes, Bruno Gaccio et Valérie Payet. 19.30 Flash d'informations (et 22.35). 19.40 Le J.T. de Jules-Edouard Mousic. 19.55 Les Guignols. 20.30 Le Journal du cinéma.	12.30 Atout savoir. 13.00 Documentaire : Arctique, l'univers mouvant des glaces. 13.25 Le Journal du temps : 13 37. 13.30 L'Esprit du sport. 14.30 A tous vents... 15.30 Qui vive ? (et 15.30) et 15.45. 15.45 Allo ! La Terre (et 15.45). 16.00 La Preuve par cinq (et 16.00). 16.30 Les Yeux de la découverte. 17.00 P. Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Affaires publiques. Le Corset d'Elle. 18.15 L'Œuf de Colomb. 18.30 Le Monde des animaux.
TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	ARTE
0.10 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Dénominateur commun, de Frédéric Potier ; Le Pays des escaliers, de Philippe Lalle ; Clark Gable 1943 ; Antarctic Challenge. 1.15 Journal, Météo. 1.25 Programmes de nuit. Histoires naturelles (et 3.40, 5.05) ; 2.20, TF 1 nuit (et 3.30, 4.10) ; 2.30, Le Vignoble des maudits ; 4.20, L'Aventure des plantes ; 4.45, Musique.	20.55 Téléfilm : Julie, bientôt 12 ans et demi. Olivier Langlois, avec Evelyne Baux, Jean-Marie Winling. 22.30 Magazine : Bas les masques. Ma vie privée sur le place publique. 23.45 Les Films Lumière. 23.50 Journal, Météo. 0.05 Le Cercle de minuit. En collaboration avec le journal Les Inrockuptibles. 1.20 Programmes de nuit. Histoires courtes : 75 centimètres de prières, de Jacques Maillot ; 2.20, Émissions religieuses (rediff.) ; 3.50, 24 heures d'infos ; 4.00, Jeu, Pyramide ; 4.50, Uno ; 5.05, Outenens (rediff.) ; 6.00, Océan animé.	20.50 La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Jugement des criminels : moi, juré, en mon âme et conscience, invités : Jacques Toubon, ministre de la Justice ; Michel Sapin, ancien garde des Sceaux ; Yves Corleup, président de la cour d'appel de Paris. 22.40 Météo, Journal. 23.10 Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Rapp. Victor Segalen, un poète aventurier dans l'empire du ciel, d'Olivier Horn. 0.00 Documentaire : Les Quatre Dromadaires. Chroniques de l'Afrique sauvage. (11/12) Le Fil de Jumbé (rediff.). 0.55 Feuilles de Dynamite. 1.40 Musique Graffiti. Variétés : Le Gallista, Applaud, par Luis Uchi et ses musiciens (15 min).	20.40 Téléfilm : Une femme dans la nuit. D'Éric Wauthier, avec Natacha Lindner, Frédéric Perrot. Une jeune femme se fait violer dans le parking d'une station de ski. Le RER, les policiers et le traumatisme ne s'estompent pas. A la demande de l'inspecteur qui mène l'enquête, elle accepte de servir d'appât. 22.40 Téléfilm : Dans l'engrenage du crime. De John Delevy, avec Susan Lucci, Michael Nader. 0.20 Secrets de femmes. 1.15 Boulevard des clips (et 5.15). 2.30 Rediffusions. Fréquenter (Marc Lavoine) : 3.25, E=M 6 : 3.50, Starnews : 4.05, Black Ballad : 4.50, Culture pub.	21.00 Cinéma : L'Ange noir. ■ Film français de Jean-Claude Brisseau (1994). 22.40 Cinéma : Trois couleurs : Rouge. ■ Film franco-polonois de Krzysztof Kieslowski (1993). 0.15 Cinéma : Romeo is Bleeding. ■ Film américain de Peter Medak (1993). 2.00 Documentaire : Zanzibar, les écoliers de l'Indonésie. De Peter Getzels et Harriet Gordon. 2.50 Surprises (10 min).	19.00 Série : L'Homme invisible (R25) Justice étrange, de Fernington Richard. 19.30 Documentaire : Les Couilles de la vie sauvage. [2/6] De Jean et Allan Root. 20.20 Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Espagne [1/2]. 20.30 11/12 Journal. 20.40 Les Mercredis de l'Histoire. La Pologne après la victoire (1989-1995), de Marcel Loxinski. Un retour sur les principaux événements qui ont marqué l'histoire polonaise depuis la chute du régime communiste. 21.45 Documentaire : Séduction dangereuse. De Karl-Heinz Käfer. 22.45 Documentaire : Steve Reich, City Life. De Manfred Weiffender. 23.45 Danse : Torso. Ballet de Jiri Kylan, musique de Toru Takemitsu, avec le Nederlands Dans Theater. 0.05 Cinéma : Les Innocents. ■ Film français d'André Techine (1987, rediff.).

CÂBLE

TV 5 19.00 Paris lumières. 19.25 Météo des cinq continents 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. 21.00 Au nom de la loi. 22.00 Journal de France 2. Édition de 20 heures. 22.35 Les Grands Explorateurs (et 0.55). 22.40 Jours de guerre (7/7). 23.35 Savoir plus. 0.30 Journal de France 3. Édition Soir 3. 1.00 Visions d'Amérique (15 min).
PLANÈTE 19.40 Banlieues nord-sud. De Dominique Bidaubay. 20.35 Shaolin. De Raymond Adam. 21.25 Le Skaï du vide. D'Alain Tixier. 21.50 Les Monstres d'images. De Florence Lioret. 22.45 De Gaulle, vu d'ailleurs. [2/3] Le Prix du pouvoir. De Tom Weddinger. 23.40 Zoo : état des lieux. [1/4] Dernière des barreaux. De Laurence Simonowicz. 0.30 Squaws : Gardiennes d'une nation. De Christine Welsh (55 min).
PARIS PREMIÈRE 19.00 Premières loges (et 0.35). 19.35 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Paris modes. 21.55 Aux arts et caetera. 22.25 Théâtre : L'École des femmes. Pico en cinq actes de Molière. Mise en scène de Marcel Maréchal. (30 min).
CANAL J 17.25 Comte Mordicus. 18.00 Soirée Cajou. 18.05, La Super Finale de rébus. 18.15, Dodo, le retour ; 18.20, T'es

pas cap. 18.25, La Leçon de cinéma ; 18.30, Sport ; 18.35, Coup de cœur livre ; 18.40, Le Mordu ; 18.45, La Cuisine ; 18.50, Les Mission du Capitain J ; 19.00, Cajou l'invite : Pef, auteur et illustrateur de livres pour enfants ; 19.30, Série : Mission top secret ; 19.50, Au revoir.
CANAL JIMMY 20.00 Série : Le Frelon vert. Programmé pour l'été. 20.25 Série : Route 66. Le Nouveau-né. 21.20 Série : Au cœur du temps. Les Kidnappeurs. 22.10 Chronique de mon canapé. 22.15 Série : Les Incontournables de Chicago. St John, St patron. 23.30 Série : Liquid Television. 23.55 T'es pas une idée ? 0.55 Série : Dream On. Martin et les dévies (30 min).
SÉRIE CLUB 19.10 Série : Chapeau melon et bottes de cuir (et 23.30). Le Dernier des sept. 19.55 Série : Cher oncle Bill. Le Cowboy d'autrefois. 20.45 Série : Mon amie Flicke. L'Anniversaire. 20.45 Série : The Thunderbirds (et 0.20). La Duchesse. 21.40 Série : Les Espions. La Vendetta. 22.35 Série : 200 dollars plus les frais. Après vingt ans (55 min).
MCM 19.00 Zoom zoom (et 19.45, 0.00, 1.00). Invité : Art Mengo. 19.15 L'Invité de marque (et 0.15). 19.55 Mangazone (et 23.25, 0.55). 20.00 Zoom zoom Guest. 20.40 Médiamag. 21.00 MCM Classic. 21.30 MCM Rock Legends. 22.25 MCM Home Vidéo. 22.30 Cinémascope. 22.45

Clips non-stop. 23.00 MCM Mag. 23.30 Blah-Blah Groove (30 min).
MTV 19.00 Green Day Jaded in Chicago. 20.00 Greatest Hits. 20.30 MTV Europe Music Awards : Best Group (et 0.00). Clips des cinq groupes nommés pour les 2^{es} MTV Europe Music Awards : Blur, Bon Jovi, Green Day, REM et U2. 21.00 Most Wanted. 22.30 Beavis and Butt-head. 23.00 News at Night. 23.15 CineMatic. 23.30 The State. 0.30 The End ? (60 min).
EUROSPORT 19.30 Eurosportnews. (et 1.00) 20.00 Patrimoine artistique. L'allée Trophée d'or. 21.30 Rallye. En direct. Rallye RAC de Grande-Bretagne. 4^e étape. 22.00 Boxe. 23.00 Echech. 0.00 Equitation. (60 min).
CINÉ CINÉFIL 18.45 Les Vignes du seigneur. ■ Film français de René Hervil (1932, N). 20.30 One Night With You. ■ Film britannique de Terence Young (1948, N, v.o.). 22.00 Jaws matrimoniales. ■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1941, N). 23.30 Season of Passion. ■ Film australien de Lesle Norman (1959, N, v.o., 95 min).
CINÉ CINÉMAS 18.10 Le Bazar de Ciné Cinémas. 19.00 Cohen and Tate. ■ Film américain d'Eric Red (1988, v.o.) 20.30 Cingle. ■ Film américain de Martin Ritt (1987). 22.20 Grand-guignol. ■ Film français de Jean Marbœuf (1986). 23.55 Documentaire

RADIO

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. 20.30 Tire la langue. Brèves de comptoir. 21.28 Poésie sur parole. Les poèmes d'Alfred de Musset (3). 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Récits ou récits. Les arnaques d'Anticosti. Une émission de Radio Canada. 22.40 Nuits magnétiques. Femmes d'Algérie : Mots de filles, maux de mères. 2. Deux mères, deux pères, deux sols, deux femmes seules à Paris pour leurs enfants. 0.05 Du jour au lendemain. Marie-Antonietta Macchioli (Génova). 0.50 Musique : Coda. Notebooks sur la Fontaine ou l'abbaye et le Musicien. 13. Petit prologue : L'ours et les Deux Compagnons : Le Renard et la Cigogne : Les Femmes et le Secret : Fantaisie musicale. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné le 23 septembre à l'abbatiale d'Ambronay, par les solistes de l'ensemble baroque de Limoges, le Chœur et l'Orchestre de l'Académie baroque européenne d'Ambronay, dir. Christophe Com. Odes à Sainte Cécile, de Purcell. 22.00 Soliste. Samson François, piano. 22.25 Dépêche-notes. 22.30 Musique pluriel. Harpsichord control

pour daveon et dispositif électronique, de Kessler, par le dispositif électronique de l'ensemble itinéraire : Surs. Dance pour dix instrumentistes, de Mathews, par les Solistes du London Sinfonietta, dir. Oliver Knussen. 23.05 Ainsi le nuit. Sextour pour piano et quintette à cordes avec contrebasse, de Glinka, par le Quatuor Chostakovitch ; Pièces caractéristiques pour piano quatre-mains op. 50 : Berceuse ; Scherzo ; Barcarolle, de Rubinstein ; Premier mouvement de quatuor, de Tchaïkovski, par le Quatuor Chostakovitch. 0.00 Jazz want. Concert donné le 5 octobre, au Studio Charles-Frénier de Radio-France. Le quintette Dipo, avec Jean-Marc Larche, Marc-Michel Le Bevilion, Xavier Desandre-Navarre, François Lazeau et Claude Sommer. Le trio Cache-Cache, avec Jean Aussanre, Pierre Légar et Francis Genest, avec Ed Searth, bagle. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

RADIO-CLASSIQUE 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Oer Wildschütz (le braves), opéra en trois actes, de Lortzing, par le Chœur de la Radio de Berlin et la Staatskapelle de Berlin, dir. Bernhard Klee. 23.15 Les Soirées... (Suite). Bunte Blätter op. 99 n° 1 à 8, de R. Schumann, Sviatoslav Richter, piano ; Des Knaben Wunderhorn : sept lieder, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique de New York, dir. Leonard Bernstein, Christa Ludwig, mezzo-soprano, Walter Berry, baryton. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément hebdomadaire. Signification des symboles : ■ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

سك ان الفضل

En douce

par Pierre Georges

SOUS LES PAVÉS, Mururoa. Sous la paix, la bombe. Ah ! c'est qu'ils sont ficelles, nos atomistes galonnés, et qu'ils en ont sous le képi ! Chef, si on s'en faisait une petite, en douce, tant qu'ils regardent ailleurs...

Banco ! Au quatrième top, il fut exactement l'heure du quatrième essai. 40 kilotones, une misère, un pet atomique dans le grand concert des ourvelles : Bosnie, étudiants, grèves. Aucun risque que cela produise plus de bruit que nécessaire.

On imagine bien la nature du raisonnement presque stratégique qui a présidé à cette inadvertance programmée, au choix de ce créneau de tir. D'abord l'étude de l'adversaire principal, les médias. Que sont les médias, soldat ? Les médias, chef, à l'instar des pieds, sont l'objet de soins attentifs. Mais encore, soldat ? Les médias sont solides dans l'atmosphère, volages et inconséquents. Toujours au plus pressé, au plus présent. Une bombe leur fait un dossier. Les troisèmes les instaillent dans la routine. Et la quatrième les abandonne dans cet ennui profond et quasi ferroviaire des trains qui partent comme prévu et des bombes qui explosent comme programmé. Ah ! vivement le sixième essai qu'on se couche !

Très forte, la Grande Muerle, à prendre ainsi la Grande Soudre à son propre piège de l'actualité ! Ce petit atomique avait ainsi toute chance de passer inaperçu dans une lame de fond de nouvelles mondiales. La preuve, *Le Figaro*, une paix en Bosnie, un prix interallié pour son directeur de la rédaction, la manchette était faite. La preuve, *Le Parisien*, qui n'y va pas avec le dos de la main, tirant sur les grèves et manifs passées, présentes et à venir, un « Ce n'est

qu'un début » de combat. Voilà qui n'est pas sans rappeler vaguement quelque chose. Mais quoi ? Ah ! oui, les étudiants, nos chers étudiants, nos enfants pour tout dire. Mais c'est qu'ils manifesteraient, les bougres ! En rangs serrés, qui plus est. Plus nombreux que prévu. Plus bruyants qu'attendu. Plus déterminés qu'il n'était envisagé. « Bayrou, des sous ! Bayrou, des sous ! », voilà ce que la presse retient d'abord.

Outre que le ministre de l'Éducation ne saurait offrir, sinon promettre, que ce qu'il a, cette façon de limiter ce mouvement étudiant à une simple revendication catégorielle semble risquée. C'est un vieux travers générationnel que de juger ainsi le comportement des autres à sa propre nostalgie.

Incrévable rengaine. Que sont devenus les étudiants d'antan ? Ils sont devenus vieux, fait biologique. Et les étudiants d'aujourd'hui vivent leur vie dans le monde d'aujourd'hui. Ils manifestent, pour ceux qui manifestent, à leur manière. Est-elle plus pragmatique, plus réaliste, plus coconne ? Veulent-ils des professeurs quand nous n'en voulons plus ? Une éducation de consommation quand nous la dénonçons ? Des locaux décentes quand nous rêvions du grand large ? Le possible quand nous n'en voulons plus ? Une éducation de consommation quand nous la dénonçons ? Des locaux décentes quand nous rêvions du grand large ? Le possible quand nous n'en voulons plus ?

Toute comparaison serait illusoire. Absurde même. Ce mouvement étudiant qui, depuis des semaines, cherche sa route à la façon obstinée d'un ruisseau dans les sables mouvants, le sort que les étudiants eux-mêmes lui réserveront. Il s'y perdra, dans ces sables. Ou il en sortira plus fort, plus massif, plus déterminé. Avec des jeunes, moins décidés que nos essayistes en attoll à se faire oublier !

L'ancien SS Erich Priebke incarcéré à Rome

ROME. L'ancien officier SS Erich Priebke, accusé d'avoir organisé le massacre de 335 personnes en Italie, le 24 mars 1944, aux Fosses Ardeatines, a été extradé d'Argentine, mardi 21 novembre, en direction de Rome. L'ancien capitaine SS, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-deux ans, a été incarcéré après un premier interrogatoire. Erich Priebke, réfugié en Argentine depuis 1948, avait été arrêté en mars 1994 après avoir confessé à la télévision son implication dans le massacre des Fosses Ardeatines, des grosses situées dans la banlieue sud de Rome. Il avait avoué avoir tué lui-même deux des otages. (Reuters)

INFLATION : les prix à la consommation ont progressé de 0,1 % en octobre, selon l'indice définitif publié, mercredi 22 novembre, par l'INSEE. Cette hausse s'explique notamment par la poursuite des effets de l'augmentation de deux points de la TVA (à 20,6 %) intervenue le 1^{er} août. Sur un an, l'inflation s'établit à 1,8 % (2,4 % hors alimentation).

ÉDITION : le prix interallié a été attribué à Franz-Olivier Giesbert pour *La Souffle* (Grasset). Le directeur de la rédaction du *Figaro* Pa emporté au premier tour, par huit voix contre une à Guy Lagorce pour *Peinture fraîche* (Jean-Claude Lattes), une à Gilles Lapouge pour *L'Incendie de Copenhague* (Albin Michel) et une à Gilles Martin-Chauffier pour *Une affaire embarrassante* (Grasset).

PROCHE-ORIENT : un tremblement de terre a secoué, mercredi 22 novembre, l'Égypte, Israël, la bande de Gaza, la Jordanie et le Liban, faisant au moins deux morts en Israël et en Égypte. Les dégâts matériels seraient mineurs. L'épicentre des secousses a été situé au large de la localité égyptienne de Dahab, dans le golfe d'Akaba. (AFP)

MUSIQUE : la nomination de Stéphane Lissner à la direction du Festival d'Aix-en-Provence devait être annoncée, mercredi 22 novembre, par Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, et Jean-François Picheral, maire d'Aix-en-Provence. Actuellement directeur général de l'Orchestre de Paris et du Théâtre du Châtelet, M. Lissner prendrait ses fonctions en 1998. Il remplacerait Louis Elie, en poste depuis 1982.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 22 novembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
	21/11	20/11	fin 94
Tokyo Nikkei	1884,30	-7,53	
Hong Kong Index	9452,09	+0,83	+15,99
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
Paris CAC 40	1872,98	-0,45	-0,44
Londres FT 100	3602,10	-0,74	+17,50
Zurich	1456,71		+17,44
Milan MIB 30	957	+0,93	+0,93
Frankfurt Dax 30	2202,75	-0,70	-4,56
Bruxelles	1471,40	-0,12	+5,88
Suisse SIB	1412,34		+38,04
Madrid Iboex 35	303,60	+0,48	+6,52
Amsterdam CBS	304,80	-0,26	+9,64

DEMAIN dans « Le Monde »

LAGOS LA RÉPROUVÉE : la capitale économique du « Géant de l'Afrique » est, vue de l'étranger, « la ville la plus dangereuse du monde ». Entre deux quartiers en lambeaux, cette marmite sous pression recèle pourtant des havres de convivialité.

Tirage du Monde daté mercredi 22 novembre : 496 932 exemplaires

Le procureur de Paris classe le dossier concernant le pavillon de la rue du Bac de M. Chirac

M. Bestard considère que l'infraction de prise illégale d'intérêt n'est pas constituée

LE PROCUREUR de Paris, Gabriel Bestard, a décidé, mercredi 22 novembre, de classer sans suite le dossier concernant les conditions de location par Jacques Chirac de son pavillon de la rue du Bac. Le parquet estime que l'infraction de prise illégale d'intérêt dénoncée par un contribuable parisien, Evelyn Ferreira, n'est pas caractérisée. Cette décision devrait être notifiée dans la journée à M. Pierre-François Divier, avocat de M. Ferreira.

Depuis 1977, les époux Chirac louent, dans le 7^e arrondissement de Paris, le rez-de-chaussée d'un pavillon de 189 mètres carrés doté de caves, de plusieurs chambres de bonne et d'un jardin privatif de 525 mètres carrés. Le loyer de ce loge-

ment situé dans l'un des quartiers les plus prestigieux de la capitale est très inférieur au prix du marché : il s'élève à environ 12 000 francs par mois.

En 1988, le propriétaire souhaitait vendre son bien, ce qui aurait pu conduire à une réévaluation du loyer, voire à une expulsion. Une opération immobilière avait alors permis aux époux Chirac de rester dans les lieux et de conserver leur loyer : le pavillon avait été racheté en 1990 par une société civile immobilière, la SCI Parc Vaneau. Changée de « l'acquisition et l'administration de tous biens immobiliers, et plus spécialement d'un appartement formant le rez-de-chaussée avec jardin d'une immeuble sis à Pa-

ris (7^e), 110, rue du Bac », cette SCI était en réalité l'émanation de la Société de gestion d'immeubles municipaux (SGIM), filiale d'une société d'économie mixte locale dont la Ville de Paris est l'actionnaire statutairement privilégié.

Défendu par l'avocat Pierre-François Divier, un contribuable de la Ville de Paris, Evelyn Ferreira, avait saisi le tribunal administratif afin d'obtenir l'annulation de son contrat de location de la place de la ville. Présidé par Roland Vandemoenen

« Le Canard Enchaîné » révélera plus tard que ce magistrat est lui-même logé par la Ville de Paris - le tribunal administratif avait refusé le 30 octobre de délivrer cette auto-

risation. Reconnaisant que la SGIM était « placée sous le contrôle direct de la Ville de Paris », il estimait que « l'ancien maire de Paris ne saurait être regardé comme ayant été chargé en sa qualité d'autorité communale d'assurer la surveillance ou l'administration de la SCI Parc Vaneau, société de statut entièrement privé, ni comme ayant intervenu dans l'occupation litigieuse en exerçant les prérogatives de sa fonction ». Il notait en outre que les intérêts de la commune n'avaient pas été lésés.

C'est à la suite de ce jugement que M. Divier s'était tourné vers le parquet de Paris.

Anne Chemin

Le plan des 10 000 logements d'urgence sera réalisé d'ici fin décembre

SUR LES 10 000 logements d'urgence prévus dans le plan gouvernemental en faveur des plus démunis, 8 951 seront achevés d'ici au 31 décembre, a indiqué, mardi 21 novembre, Pierre-André Périssol, ministre délégué au logement. Ce bilan provisoire, arrêté au 31 octobre, a été établi par le comité de pilotage national.

Sur ces 8 951 logements, 870 sont constitués par des places d'hébergement collectif - en fait, des lits - et 8 081 se partagent pour moitié entre logements d'urgence (dans des hôtels sociaux, des résidences sociales, des « petits collectifs », des pavillons et des appartements individuels) et logements d'insertion (dans le parc privé réhabilité par l'ANAH - Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat - et dans le parc social public). Ils sont fournis à 40-45 % par des organismes HLM, à 25-30 % par des associations, à 15-20 % par des collectivités territoriales et à 10 % par des propriétaires privés.

RÉPARTIS DANS 1 247 COMMUNES

Ces logements, géographiquement répartis, ne devant être habités que quelques semaines ou quelques mois par chaque occupant, une offre de logement durable sera faite aux bénéficiaires « dans tous les cas », a précisé M. Périssol.

Ces 8 951 logements sont répartis dans 2 570 adresses localisées dans 1 247 communes : pour le ministre, c'est la preuve que des « ghettos » de pauvreté ne se constitueront pas et que « des personnes de tous horizons et de toutes convictions politiques se sont engagées » dans la réalisation de ce plan. Les maîtres d'ouvrage sont, pour 50 %, des organismes HLM, pour 30 %, des associations, et, pour 20 %, des communes. Dans ces 8 951 logements (2 990 en Ile-de-France, dont 961 à Paris), sont inclus les quelque 400 nœuds de réquisitions signés - sur les 500 annoncés en août - dont les bénéficiaires sont déjà désignés. M. Périssol a annoncé qu'il sera procédé à une nouvelle série de réquisitions de locaux vacants, appartenant à des institutions financières, selon le vœu récemment émis par le président de la République.

Ce total de 8 951 ne comprend pas, en revanche, les 2 000 logements que l'Union nationale des HLM a décidé de mettre à la disposition des plus démunis, ni ceux que la filiale HLM de la SNCF et la société HLM du ministère de la Défense leur ont réservés (200 chacune) dans leur parc existant. M. Périssol a d'autre part souligné que 3 000 logements déjà financés seront livrés « dans les quatre mois à venir » et 12 500 autres sont en cours de montage financier pour être prêts « avant la fin de 1996 ».

Une mission du PS critique l'extrême droite « gestionnaire » en action dans les municipalités d'Orange et de Toulon

MARSEILLE
de notre correspondant régional
Les obligations de Jean-Marie Le Pen, reprochant aux maires de Toulon, Orange et Marignane leur timidité à appliquer le programme du Front national, ont manifestement produit leur effet. C'est ce qu'a constaté une mission du PS et de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR), composée de Roger Tropeano, délégué national à la culture du PS, Didier Leroy, adjoint au maire de La Rochelle, et Yannick Guin, adjoint au maire de Nantes, qui s'est rendue dans les trois villes.

Jacques Bompard, le maire d'Orange, avait été le premier, dès juillet, à passer à l'offensive : éviction de la présidence des Chorégies, il avait décidé de supprimer la subvention municipale au prestigieux festival d'art lyrique, qualifié de manifestation « ruineuse et élitiste ». En septembre, il avait dénoncé les conventions liant la ville au centre culturel Mosâouh, géré par une association « malodorante ».

« TOILE D'ARAIGNÉE »

Ces mesures spectaculaires, auxquelles s'est récemment ajoutée le refus de prêter une salle à deux associations locales, ne sont pas les seules. « La toile d'araignée s'est mise en place », ont expliqué des habitants, qui accusent le maire d'Orange de vouloir « épurer » politiquement les associations. « Aujourd'hui, a témoigné un animateur socioculturel, l'alternative est claire : ou l'on fait alliance, ou l'on disparaît ».

Telle animatrice sociale, de gauche et d'origine maghrébine, a été empêchée de travailler (on a refusé de lui donner les clés d'un local accueillant des jeunes). Le fonctionnement de la mission locale (privée, elle aussi, de subventions) et celui du centre médico-sportif de la ville est entravé.

La mairie d'Orange, qui affiche des communiqés « musclés » sur ses murs, a libéré les pulsions de ses partisans. Ainsi nombre de commerçants locaux refusent-ils, désormais, d'accueillir des stagiaires de la formation professionnelle « qui ont un nom ou un prénom arabes ». Une « cahier de doléances », mis à la disposition de la population, a pour effet d'encourager une certaine forme de délation.

Toulon n'en est pas là, mais la municipalité dirigée par Jean-Marie Le Chevallier a aussi durci ses

positions. Lors de la dernière séance du conseil municipal, le 17 novembre, la majorité lepéniste a commencé à attribuer les subventions de manière sélective. Rien, non plus, pour la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), ni pour le Secours populaire français. Pas davantage pour les syndicats de gauche, mais la CFTC, qui n'avait pas déposé de dossier, a reçu 15 000 francs...

Au cours de cette séance, les conseillers d'extrême droite « ont montré un visage de haine », déclare Christian Goux, le chef de file du PS aux dernières élections municipales, avec des dérapages verbaux incroyables. « Devant la mission PS-FNESR, des militants socialistes ont également évoqué les menaces qu'ils recevaient de plus en plus fréquemment ».

A Marignane, le maire, Daniel Simonpieri, est le seul à ne pas avoir ouvertement changé de registre. Il continue à cultiver son capital de sympathie. Cependant, à la sortie du lycée Maurice-Genevois, un tract raciste a récemment été distribué par le Front national de la jeunesse (FNJ). La mairie a, par ailleurs, opposé un double refus de location de salle à une association locale, Alamo-Cityens.

Guy Porte

La Méditerranée a enfin son magazine !

Méditerranée
LE MAJEU DU MAGNÈSE

L'OLIVIER
Arbre de vie

PROVENCE
Sur les pas de Cézanne

GALILÉE
Un pont vers la paix

Florence
palais et mécènes

GRÈCE Mont Athos
la montagne sacrée

Bimestriel
En vente chez votre marchand de journaux